



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LXV^e Année

Tome I N^o 2 - Février 1990

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 **Préambule du Rapport 1989 présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique au nom du Conseil de régence à l'assemblée générale des actionnaires.**
- 23 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats du mois de décembre 1989.**
- 1 **Statistiques.**
- 169 **Législation économique.**
- 191 **Liste des « Cahiers » parus.**
- 193 **Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

PREAMBULE DU RAPPORT 1989
PRESENTE PAR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
AU NOM DU CONSEIL DE REGENCE
A L'ASSEMBLEE GENERALE
DES ACTIONNAIRES

Evolution économique générale

La phase d'expansion de l'activité économique dans les pays industrialisés, dont l'origine remonte à 1982, s'est poursuivie en 1989 et la croissance est restée élevée, à peine en retrait par rapport au rythme exceptionnel enregistré l'année antérieure.

Environnement
international

En Amérique du Nord, et particulièrement aux Etats-Unis, une décélération marquée a correspondu au souci des autorités d'alléger les contraintes excessives qui pesaient sur l'appareil productif et de favoriser la réduction du déficit des comptes courants extérieurs. La croissance s'est aussi quelque peu ralentie au Japon, tout en y demeurant plus vigoureuse que dans les autres pays industrialisés. En revanche, le dynamisme de l'économie de la Communauté économique européenne est resté intact : l'accélération de la croissance en République Fédérale d'Allemagne et chez certains de ses voisins a largement compensé le ralentissement survenu dans d'autres économies où l'expansion avait été particulièrement vigoureuse en 1988.

La progression du volume de l'emploi a été presque aussi vive qu'en 1988. Aux Etats-Unis et au Japon, elle a permis d'absorber l'accroissement de la population active, tandis que dans la Communauté, elle s'est traduite par une réduction significative du chômage, qui demeure cependant bien plus élevé que dans le reste du monde industrialisé.

La poursuite d'une forte croissance économique a stimulé les hausses de salaires dans la plupart des pays industrialisés, alors que les gains de productivité se réduisaient ; les coûts salariaux ont donc augmenté davantage qu'en 1988. Les hausses de prix ont aussi été avivées par le net renchérissement des matières premières, plus précisément de l'énergie, par la hausse du cours du dollar et par le relèvement des impôts indirects dans plusieurs pays industrialisés, comme au Japon, en République Fédérale d'Allemagne, en Italie et en Belgique.

Les risques de résurgence de l'inflation, qui étaient apparus dès 1988, ont encore déterminé, pour l'essentiel, les orientations de politique monétaire.

Le mouvement de hausse des taux d'intérêt à court terme s'est poursuivi de façon quasi généralisée au cours des premiers mois de 1989, sauf au Japon. Par la suite, les évolutions ont été plus contrastées. La politique restrictive de la Réserve Fédérale a commencé à sortir ses effets en termes de ralentissement de la croissance et d'atténuation des pressions inflationnistes et a pu être assouplie progressivement à partir du deuxième trimestre, alors que la Bundesbank poursuivait le resserrement de la sienne, particulièrement en septembre et en octobre, en raison des risques d'inflation liés à l'accentuation des pressions de la demande sur l'appareil productif et à la baisse de la valeur extérieure du mark. Dans les autres pays européens, la politique monétaire a aussi été résolument restrictive, soit qu'elle ait été utilisée comme instrument privilégié de lutte contre des déséquilibres internes spécifiques, notamment au Royaume-Uni, en Italie ou en Espagne, soit qu'elle ait reflété l'essentiel des impulsions émanant des autorités allemandes, comme ce fut le cas chez les autres participants au mécanisme de

change du Système Monétaire Européen. Au Japon enfin, le durcissement de la politique monétaire a été plus tardif qu'en Europe, mais il fut aussi sensible à partir du mois de mai.

Les progrès substantiels qui avaient été enregistrés en 1988 dans la résorption des déséquilibres internationaux des balances des transactions courantes ont trouvé un certain prolongement en 1989. La réduction du surplus japonais a été plus ample que l'année précédente. En revanche, la diminution du déficit des Etats-Unis n'a plus été que marginale, en raison notamment de l'aggravation des charges nettes d'intérêts pesant sur l'économie américaine. En Europe enfin, une nouvelle contraction du surplus de la Communauté a rapproché celle-ci de l'équilibre dans les transactions courantes. Au sein de la Communauté toutefois, les déséquilibres se sont accentués; l'excédent déjà considérable de la République Fédérale d'Allemagne s'est encore fortement amplifié, surtout vis-à-vis des pays européens dont la position extérieure a continué de se dégrader, à savoir le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie.

Ces divergences dans les situations respectives des transactions courantes ne se sont guère reflétées dans les cours de change.

Le cours du dollar, soutenu par d'importantes entrées de capitaux privés, a été orienté nettement à la hausse au premier semestre de l'année. A l'inverse, sous l'effet de sorties correspondantes de capitaux, le yen et le mark allemand, malgré une réduction de l'écart de taux d'intérêt par rapport au dollar, ont subi des pressions à la baisse. De même, à l'intérieur du Système Monétaire Européen, le mark s'est affaibli vis-à-vis des monnaies participant au mécanisme de change avec des marges de fluctuation élargies — la lire italienne et, depuis le 19 juin 1989, la peseta espagnole — et qui ont bénéficié de très amples entrées de capitaux stimulées par le niveau élevé des taux d'intérêt et sans doute par la perspective du maintien de la stabilité dont avaient fait preuve les cours de change, dans le Système, depuis le réaligement des parités de janvier 1987.

Ces diverses évolutions se sont complètement renversées au dernier trimestre. A la suite des interventions des banques centrales, des événements de l'Europe de l'Est, et surtout en raison de la quasi-disparition de l'écart de taux d'intérêt entre le dollar et le mark, le cours de change de la monnaie allemande s'est redressé fortement pour se situer en fin d'année vis-à-vis du dollar à un niveau supérieur à celui qui avait été atteint à la fin de 1988. Cette fermeté a provoqué à l'intérieur du Système Monétaire Européen des tensions, alimentées par l'insistance des rumeurs relatives à un éventuel réaligement des cours-pivots. Le 5 janvier 1990, les autorités italiennes ont décidé de réduire la marge de fluctuation de leur monnaie dans le mécanisme de change du Système Monétaire Européen à 2,25 p.c. Corrélativement, le cours-pivot de la lire a été déplacé dans la mesure nécessaire — soit environ 3,7 p.c. — au respect des marges ainsi rétrécies, sans modifier les limites inférieures d'intervention.

Comme en 1988, la poursuite d'une croissance soutenue dans les pays industrialisés a contribué à un certain allègement de la crise de l'endettement des pays en développement. En outre, le plan avancé en mars 1989 par le Secrétaire

d'Etat au Trésor des Etats-Unis, M. Brady, a donné une nouvelle orientation à la stratégie de la dette. L'accent a été mis davantage sur la réduction négociée du montant de la dette ou de son service, en complément de l'octroi de nouveaux crédits.

Dans ce contexte, le Fonds Monétaire International a énoncé, en mai 1989, les principes directeurs qui conditionneront son soutien financier aux opérations de réduction négociée ; ils comportent la mise en œuvre de programmes d'ajustements structurels dans les pays emprunteurs, axés notamment sur la stimulation de l'épargne, de l'investissement et du rapatriement des capitaux exportés.

Les spectaculaires efforts de réforme politique et économique entrepris en Europe de l'Est ont par ailleurs ouvert un nouveau champ potentiel à la coopération internationale.

Celle-ci, qu'elle émane de pays occidentaux agissant à titre individuel ou des organisations internationales, sera indispensable pour favoriser la difficile transition de ces pays d'un système de planification centralisée vers une économie de marché assortie des correctifs sociaux nécessaires. La Communauté économique européenne devrait, pour sa part, être à même de remplir un rôle moteur, à la mesure de l'enjeu.

La tâche à accomplir est immense et délicate mais sa réussite ne peut être que bénéfique, tant pour les pays en cause que pour l'économie du monde, en particulier de l'Europe de l'Ouest.

Tout comme en 1988, l'évolution de l'économie belge a été déterminée par un environnement extérieur favorable et par son aptitude à y réagir positivement.

Economie belge

Le déplacement du dynamisme économique vers l'Europe et particulièrement vers la République Fédérale d'Allemagne, partenaire commercial le plus important de la Belgique, a ouvert à celle-ci — malgré la croissance moins vive du commerce mondial — des débouchés extérieurs en aussi forte expansion qu'en 1988. Les exportations de biens et de services en ont pleinement tiré avantage, progressant de quelque 8 p.c., soit un rythme proche de celui de l'année antérieure.

A ce soutien extérieur est venue s'ajouter une impulsion supplémentaire des dépenses intérieures, dont la progression est passée de 4,3 à 5 p.c. Celles-ci ont été soutenues, comme en 1988, par la vigueur exceptionnelle des investissements — en logements des particuliers et en capital fixe des entreprises — mais aussi par une croissance plus vive des dépenses de consommation des particuliers, stimulées par la forte augmentation de leur revenu disponible. Le développement de la demande finale a naturellement influencé l'évolution des importations ; toutefois, le rythme de progression de celles-ci n'a en fin de compte que faiblement dépassé celui des exportations et la contribution négative des exportations nettes à la croissance s'est limitée à quelque 0,8 p.c.

En définitive, si l'amélioration du solde des revenus de facteurs est aussi prise en compte, la croissance du produit national brut se serait établie à 4,5 p.c.,

dépassant quelque peu les 4,2 p.c. enregistrés en 1988. Elle a encore été une des plus rapides des pays industrialisés et a de nouveau atteint un niveau supérieur à la moyenne des pays de la Communauté, qui s'est elle-même élevée à 3,6 p.c.

Une partie du retard de croissance enregistré au début des années quatre-vingt a ainsi été comblée et le taux d'investissement des entreprises s'est rapproché, à quelque 0,4 p.c. du produit national brut près, du niveau qui prévaut dans l'ensemble des économies de la Communauté.

Ces évolutions favorables ont de surcroît pu se produire sans détérioration des transactions extérieures; le surplus courant de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise se serait même accru de quelque 20 milliards, à 150 milliards de francs, en raison d'une nette amplification du solde des revenus d'intérêts et d'une légère amélioration de la balance commerciale. En l'absence de modification des termes de l'échange, ceci témoigne de l'évolution satisfaisante de la compétitivité, au sens large, des producteurs belges et luxembourgeois.

Parallèlement au maintien d'un taux de croissance élevé, les créations d'emplois sont demeurées substantielles en 1989. Elles ont été exclusivement le fait des entreprises, où elles auraient atteint 46.000 unités, dont 5.000 dans l'industrie, qui n'avait plus enregistré d'accroissement des effectifs depuis de longues années.

Eu égard à la faible progression de la population active, il s'en est suivi une diminution du chômage de quelque 40.000 unités. Ainsi, le taux de chômage s'est nettement réduit; il se situait en fin d'année à un niveau à peine supérieur à la moyenne européenne.

Si l'économie belge est parvenue, en 1989, à tirer le meilleur parti du contexte européen de croissance, elle n'a plus été en mesure de se soustraire aux impulsions inflationnistes émanant de l'étranger. La hausse des prix s'est sensiblement accélérée, essentiellement en raison du net renchérissement des produits importés, notamment des produits énergétiques. Ainsi a pris fin une période de trois ans durant laquelle les baisses de prix de ces produits avaient largement contribué à la compression du rythme de l'inflation. Les prix à la consommation ont de surcroît subi l'influence des majorations des droits d'accises sur certains produits pétroliers, le tabac et les alcools, appliquées à titre de financement compensatoire de la réforme de l'impôt des personnes physiques. Enfin, l'évolution des autres coûts intérieurs a sans doute été moins favorable que les années précédentes; en particulier, les coûts salariaux par unité produite ont enregistré une hausse, en partie induite, qui est certes restée modérée mais n'en contraste pas moins avec leur réduction en 1988. En moyenne annuelle, les prix à la consommation ont ainsi progressé de 3,1 p.c., contre 1,2 p.c. seulement en 1988. Comparé à la moyenne des pays européens, un tel niveau reste encore très favorable. L'accélération n'en est pas moins vive; elle reflète une certaine détérioration à l'égard des principaux partenaires commerciaux et impose aux autorités une vigilance accrue.

Sous l'effet de cette accélération de la hausse des prix, alors que la croissance réelle demeurait très forte, la progression du produit national brut à prix courants s'est nettement accentuée, pour atteindre 8,5 p.c.

En 1989, le solde net à financer de l'ensemble des pouvoirs publics s'est, par ailleurs, quelque peu contracté ; il s'est même réduit de plus de 0,5 p.c. en proportion du produit national brut et son rapport à ce dernier est ainsi devenu inférieur au taux de croissance de l'économie. Ce résultat marque assurément une étape supplémentaire dans le processus d'assainissement structurel des finances publiques en cours depuis plusieurs années déjà : pour la première fois depuis 1974, le rapport entre la dette publique et le produit national brut a diminué, ce qui signifie aussi que le phénomène d'auto-alimentation des déficits publics — l'effet « boule de neige » — a été interrompu en 1989, soit nettement plus tôt qu'il n'était généralement espéré.

Ce résultat doit être attribué, d'une part, à la maîtrise assez stricte de toutes les catégories de dépenses publiques hors charges d'intérêts, d'autre part, à l'ampleur de la croissance nominale en 1989.

De la sorte, l'objectif budgétaire fixé pour 1989 par l'Accord de Gouvernement de mai 1988, à savoir une réduction du solde net à financer du Trésor à 7 p.c. du produit national brut, a pu être atteint, en dépit de l'alourdissement des charges d'intérêts résultant de la hausse des taux à court terme et de la faiblesse inattendue des retombées conjoncturelles sur le rendement de l'impôt des sociétés et de certaines catégories d'impôts directs à charge des particuliers.

Politique monétaire

Plus encore peut-être que par le passé, l'exercice de la politique monétaire en Belgique s'est conformé, en 1989, à des développements apparus hors de l'économie nationale. Dans la plupart des pays industrialisés et plus particulièrement en Europe, les armes monétaires ont été, dans le prolongement des mesures prises en 1988, actionnées pour lutter contre l'inflation. L'expérience des années septante et du début des années quatre-vingt avait en effet montré à profusion à quel point la propagation de l'inflation était susceptible de compromettre les aptitudes fondamentales des économies à assurer une croissance continue et équilibrée et combien il était difficile et coûteux d'éradiquer l'inflation dès lors qu'elle s'était incorporée au comportement des agents économiques. La régulation conjoncturelle des économies repose par ailleurs quasi exclusivement sur la politique monétaire, et ce pour deux raisons. D'une part, la politique budgétaire a progressivement perdu son rôle anticyclique et vise de plus en plus à la réalisation d'objectifs structurels à moyen terme ; un scepticisme assez répandu règne, d'autre part, à l'encontre de l'efficacité de toute politique d'intervention plus ou moins directe dans la formation des coûts ou des prix.

Exercice de
la politique
monétaire
en 1989

Le souci généralisé de combattre l'accélération de la hausse des prix est évidemment partagé entièrement par les autorités belges. Pour leur part, celles-ci ont toutefois considéré qu'elles ne pouvaient limiter leur action contre l'inflation à la seule politique monétaire, mais devaient pouvoir faire appel à une gamme d'instruments plus diversifiée. A cet égard, on peut noter qu'un des canaux traditionnels par lequel l'action des autorités monétaires permet, dans un grand

nombre de pays, notamment en République Fédérale d'Allemagne, d'influencer le processus de transmission de l'inflation, n'a guère de pertinence en Belgique. Il s'agit de l'incidence que peut exercer l'effet d'annonce de la politique monétaire sur les anticipations inflationnistes. Les hausses de prix attendues jouent en effet un rôle essentiel lors de négociations salariales qui doivent déterminer — pour une période plus ou moins longue — l'évolution future des revenus nominaux, c'est-à-dire non seulement celle des revenus réels mais aussi le degré de protection de ceux-ci face au niveau supposé de l'inflation. En Belgique, les anticipations relatives à l'évolution des prix ne jouent guère ce rôle, car les négociations salariales portent exclusivement sur la détermination des salaires réels.

Les autorités belges disposent par ailleurs, depuis plusieurs années déjà, de la possibilité d'influencer, si besoin en est, la formation des revenus et des coûts en cas de dérapage constaté de ceux-ci par rapport à l'évolution enregistrée en moyenne chez les principaux partenaires du pays. Au demeurant, la prise en considération de critères de sauvegarde de la compétitivité est essentielle pour une petite économie largement ouverte; elle est actuellement réglée par la loi du 6 janvier 1989. Les données, encore provisoires, montrent que la compétitivité au sens large a été préservée en 1989, que l'on considère l'évolution des parts de marché à l'exportation, celle des coûts et notamment des coûts salariaux, ou encore le niveau des investissements.

Lorsqu'il s'agit de combattre l'inflation, l'éventail des politiques économiques est ainsi plus largement ouvert en Belgique que dans la plupart des pays industrialisés et l'on y est moins contraint de recourir exclusivement aux mesures monétaires. Les décisions de politique monétaire exercent de surcroît un effet budgétaire bien plus considérable qu'ailleurs. Les dépenses des pouvoirs publics, en raison de l'ampleur exceptionnelle de la dette publique et de la fraction de celle-ci contractée à court terme, y sont en effet particulièrement sensibles aux mouvements des taux d'intérêt. Une hausse de ces derniers peut donc compromettre en partie les efforts de réduction du besoin de financement des pouvoirs publics, autre objectif essentiel de la politique économique.

Dans ce contexte, la conception de la politique monétaire a mis l'accent non seulement sur l'objectif vital de garantir à la monnaie nationale, vis-à-vis des monnaies du Système Monétaire Européen, la place qui revient à une économie qui a retrouvé sa compétitivité, mais aussi sur le souhait de réduire progressivement le différentiel de taux d'intérêt à court terme entre le franc belge et le mark allemand. Une telle réduction était possible, de facto, grâce à l'amélioration des prestations fondamentales de l'économie belge et à la perception qu'en ont eue les marchés.

De la sorte, la contrainte qu'a fait peser l'environnement extérieur sur l'évolution des taux en Belgique a pu être quelque peu allégée : sur l'ensemble de l'année, la disparité entre les taux belge et allemand a été ramenée à 1,7 p.c., en moyenne, contre 2,5 p.c. l'année précédente, même si durant les dernières semaines de 1989 cet écart a presque retrouvé l'ampleur qu'il présentait douze mois auparavant.

Ceci n'a pas empêché les autorités belges de devoir répercuter l'essentiel des hausses de taux d'intérêt émanant de l'étranger, surtout de République Fédérale d'Allemagne. Comme elle l'avait fait dans un passé récent, c'est essentiellement en modifiant le taux des certificats de trésorerie que la Banque a orienté l'ensemble des taux du marché monétaire, une première et sensible impulsion à la hausse des taux ayant été donnée dès le début de l'année, lorsque le taux du certificat à trois mois est passé de 7,50 à 8,40 p.c. à la fin de février. Les variations de taux ont ensuite été peu accentuées, et au début de septembre, le taux du certificat à trois mois s'établissait à 8,55 p.c. Cette évolution a été confirmée par des relèvements des taux officiels de la Banque : le taux de l'escompte a été porté par étapes de 7,75 p.c. à la fin de 1988 à 9,25 p.c. à la fin de juin et le taux des avances ordinaires de 8 à 9,50 p.c. durant la même période.

Jusqu'en septembre, l'exercice de la politique monétaire a été facilité par la stabilité des cours de change qui a prévalu au sein du Système Monétaire Européen et qui a sans doute reflété en partie la faiblesse relative du mark allemand. En outre, l'évolution des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec l'étranger a été favorable. L'élargissement du surplus courant et l'amplification des entrées de capitaux à court terme ont plus que compensé les sorties nettes de fonds liées aux transactions sur lesquelles les autorités monétaires ont peu d'emprise ; celles-ci reflètent l'attrait que présentent les valeurs mobilières étrangères pour les résidents et l'intérêt somme toute limité que les étrangers manifestent pour les valeurs belges.

Par solde, la balance des règlements officiels a dégagé au cours des neuf premiers mois un surplus de 12 milliards qui a permis de stabiliser l'endettement extérieur des pouvoirs publics et d'accroître à due concurrence les réserves de change nettes de la Banque. La composition de ces réserves a par ailleurs été sensiblement modifiée durant cette période, la Banque ayant procédé, au début de l'année, à des arbitrages d'or contre monnaies étrangères qui lui ont permis de ramener la proportion des avoirs en or dans le total des réserves de change, particulièrement élevée en Belgique, à un niveau plus comparable à celui des principaux partenaires économiques. Conformément aux dispositions prévues à l'article 20bis de la Loi organique de la Banque, les plus-values réalisées à cette occasion ont été inscrites à un compte spécial de réserve indisponible. Cet arbitrage d'actifs non rentables sur l'étranger contre des créances rémunérées a permis d'augmenter les revenus de placement de l'ensemble de l'économie de quelque 4 milliards qui, dans la mesure où ils correspondaient au rendement des plus-values précitées, ont été cédés au Trésor, toujours en conformité avec la Loi organique.

Au début de l'automne, la situation s'est considérablement modifiée en raison du redressement du mark face au dollar et de l'apparition, à l'intérieur du Système Monétaire Européen, de tensions entretenues par ailleurs par le souhait exprimé à diverses reprises par la Bundesbank de voir le cours des monnaies qui ne participent pas au Système avec des marges de fluctuation réduites à 2,25 p.c., mieux refléter les situations économiques des partenaires respectifs.

La Banque a alors été amenée non seulement à répercuter intégralement les fortes hausses des taux d'intérêt que les autorités allemandes avaient provoquées en vue de renforcer la position extérieure de leur monnaie, mais aussi à élargir, de nouveau, l'écart de taux d'intérêt entre les placements à court terme en franc et en mark. Le taux des certificats de trésorerie à trois mois a ainsi été fortement majoré, par paliers successifs, pour atteindre 10,25 p.c. en fin d'année, alors que dès le mois d'octobre le taux de l'escompte était porté à 10,25 p.c. et celui des avances ordinaires à 10,75 p.c.

Ces mesures n'ont pas empêché que se manifestent sur le marché des changes des pressions en faveur du mark, pressions que toutes les monnaies européennes ont d'ailleurs subies à des degrés divers. Le déficit des opérations en capital du secteur privé de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise s'est en outre fortement amplifié, essentiellement en raison des transactions à court terme, et le solde des transactions officielles est devenu déficitaire à concurrence de quelque 70 milliards au cours du dernier trimestre de l'année; des emprunts en monnaies étrangères des pouvoirs publics en ont fourni la contrepartie.

Ces évolutions ont confirmé l'enseignement que l'expérience du passé avait déjà dégagé à diverses reprises : aussi nécessaire que soit l'action des autorités monétaires sur les taux d'intérêt à court terme en cas de tensions graves sur le marché des changes, cette action suffit rarement à y restaurer un équilibre satisfaisant à brève échéance. Il convient alors, comme ce fut le cas en 1989, de recourir à des interventions sur le marché et à une utilisation plus large des possibilités de fluctuation du cours de la monnaie à l'intérieur des marges autorisées par le Système Monétaire Européen.

Les perturbations apparues en fin d'année dans ce Système ont assurément compliqué la tâche des autorités monétaires; l'objectif prioritaire de stabilité du cours de change du franc vis-à-vis des monnaies des pays qui participent au mécanisme de change du Système Monétaire Européen a cependant été assuré tout au long de l'année, et la santé fondamentale de la monnaie nationale a aussi été clairement confirmée en 1989 par l'évolution des principaux paramètres de l'économie.

Des progrès institutionnels ont été accomplis en 1989 par la Communauté économique européenne dans le domaine de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services bancaires. Le Conseil a ainsi adopté en avril la directive harmonisant la définition des fonds propres des établissements de crédit et, en décembre, celle qui fixe, sur la base de cette définition, leur ratio de solvabilité. Il a simultanément adopté la deuxième directive de coordination relative à l'accès à l'activité de ces établissements, qui permet à chacun d'eux de proposer ses services dans l'ensemble de la Communauté sur la base de l'agrément reçu dans un seul des Etats membres.

Certains pays membres — la France et l'Italie entre autres — ont en outre réalisé d'importants progrès vers la libération complète des mouvements de capitaux, qui sera, en tout état de cause, assurée dans la majorité des Etats pour le 1^{er} juillet 1990, en vertu de la directive du 28 juin 1988. Lors de la promulga-

tion de celle-ci, les autorités belges et luxembourgeoises ont pris l'engagement de supprimer le système du double marché des changes au plus tard le 31 décembre 1992. En 1989, l'écart de cours entre les deux marchés s'est réduit ; dans les derniers mois de l'année, il est même devenu négligeable, ce qui autorise un démantèlement anticipé du système.

La perspective d'un marché financier européen plus ouvert et plus compétitif se rapproche ainsi progressivement, en même temps que s'accroît la préoccupation d'assurer les adaptations nécessaires des marchés et des services financiers en Belgique.

Les adaptations souhaitables concernent en premier lieu les intermédiaires financiers, en particulier les institutions publiques de crédit. S'inspirant des solutions préconisées par le rapport des experts qu'il avait désignés, le Gouvernement envisage d'armer ces institutions face à leur nouvel environnement européen en les regroupant autour de deux pôles et d'harmoniser leurs conditions de concurrence avec celles des organismes financiers privés. A l'instar de ceux-ci, elles seraient toutes soumises au contrôle de la Commission bancaire.

Le Ministre des Finances a poursuivi ses efforts en vue de moderniser le marché boursier de Bruxelles pour en accroître la compétitivité et l'attrait. Depuis janvier 1989, le marché à terme, assisté d'un système électronique, est graduellement devenu continu. D'autre part, un important projet de loi relatif aux opérations financières et aux marchés financiers a été préparé. Il prévoit notamment la suppression progressive du monopole des agents de change et leur remplacement par des sociétés de bourse, une révision des courtages, un relèvement du seuil des opérations hors bourse et la possibilité de créer de nouveaux marchés organisés. Parallèlement, le cadre réglementaire sera modifié, notamment par la transformation de la Commission bancaire en Commission bancaire et financière, au sein de laquelle la Banque sera représentée d'office.

Ces adaptations s'inscrivent dans la réflexion des autorités belges sur la nécessité d'une réforme plus fondamentale des marchés financiers.

Celle-ci trouve son origine dans le contraste frappant qui a pu être observé à maintes reprises dans le passé, et encore en 1989, entre l'attrait croissant exercé sur les résidents par les placements en devises à l'étranger, notamment sous la forme d'achat de valeurs mobilières, et l'intérêt plutôt limité manifesté par les étrangers pour les placements en franc. La persistance d'une telle situation risque d'hypothéquer l'évolution fondamentale de la balance des paiements ; il convient donc d'y porter remède, en particulier afin de permettre à l'économie belge de tirer profit du souhait de diversification des patrimoines financiers qui croîtra en Europe à mesure des progrès de la libération des mouvements de capitaux.

Deux domaines spécifiques retiennent l'attention à cet égard : le régime fiscal et l'insuffisance de l'offre d'instruments financiers en Belgique.

Parmi les motifs qui sous-tendent le comportement des résidents à l'égard des valeurs mobilières étrangères, il apparaît, en effet, de plus en plus que le désir d'obtenir un rendement net élevé joue un rôle majeur. En l'absence de tout

progrès en matière d'harmonisation de la fiscalité de l'épargne sur le plan européen, un aménagement de la fiscalité nationale s'impose d'urgence; c'est pourquoi le Gouvernement a proposé au Parlement une réduction du précompte mobilier de 25 à 10 p.c.

En ce qui concerne les non-résidents, c'est essentiellement l'étranglement de l'éventail des titres accessibles ainsi sans doute que les barrières liées à l'organisation d'un certain nombre de marchés financiers qui seraient à l'origine de leur intérêt tout relatif à l'égard des placements en franc. La volonté d'améliorer le fonctionnement du marché boursier revêt ici toute sa signification, de même que le lancement dans le courant de 1989 des « obligations linéaires », une importante innovation dans la gestion de la dette publique, qui vise aussi à rendre les placements en titres de l'Etat plus attrayants pour les étrangers.

Les efforts des autorités en vue de mieux organiser les marchés financiers, de les rendre plus comparables avec l'étranger et de les ouvrir davantage à tous les placeurs, ne prendront toutefois leur plein sens qu'à la condition de couvrir tous les segments de ces marchés, notamment celui, fort important, des titres de la dette publique à court terme.

A l'heure actuelle, la détention des certificats de trésorerie est strictement limitée aux institutions financières belges, y compris les compagnies d'assurances, et aux banques luxembourgeoises. La participation d'autres placeurs étrangers est donc impossible; d'ailleurs, elle ne serait sans doute guère substantielle en raison des caractéristiques de l'organisation actuelle du marché.

Une réforme fondamentale du mode d'émission des certificats de trésorerie s'impose donc, pour élargir considérablement l'accès à ceux-ci et afin d'en renforcer l'attrait. Le recours, sur le marché primaire, à des procédures d'adjudications périodiques plus concurrentielles et la stimulation d'un marché secondaire plus actif peuvent y contribuer. Une telle réforme pourrait renforcer la position extérieure du franc et permettrait de surcroît de réduire le coût du financement à court terme du Trésor. En effet, le taux des certificats de trésorerie est probablement appelé à se retrouver en Belgique au-dessous — et non plus au-dessus comme à l'heure actuelle — des autres taux du marché monétaire, ceux des dépôts interbancaires, de l'euro-franc ou des gros dépôts. Une telle structure de taux se dégage en effet pratiquement toujours dans les pays étrangers, où les pouvoirs publics — débiteurs de premier ordre — émettent, en quantité limitée, des titres à court terme mobilisables sur un marché secondaire suffisamment étoffé, pour autant qu'ils favorisent une concurrence très large entre les souscripteurs.

Une modification de l'émission des certificats de trésorerie dans cette direction conduit nécessairement à repenser le mode actuel d'exercice de la politique monétaire en Belgique.

Une adaptation de la politique monétaire est par ailleurs d'autant plus indispensable que se précisent les premiers contours de l'Union économique et monétaire en Europe. Celle-ci a franchi un pas important avec la présentation, au Conseil européen réuni à Madrid en juin 1989, du rapport rédigé par le

« Comité pour l'étude de l'Union Economique et Monétaire », présidé par M. Jacques Delors, président de la Commission européenne. Ce document a proposé un processus qui devrait conduire, en trois étapes, à l'Union économique et monétaire, celle-ci impliquant dans sa phase finale la fixation irrévocable des parités et, le plus rapidement possible après, le passage à une monnaie unique. Elle exigerait une politique monétaire commune, qui serait exercée par une nouvelle institution communautaire, le « Système européen de banques centrales », et requerrait une coordination des politiques macroéconomiques, basée notamment sur le respect de règles contraignantes en matière budgétaire.

Le Conseil européen de Madrid a considéré que le rapport constituait une base de travail adéquate et a décidé que la première étape prévue par ce document débiterait en juillet 1990 ; il a demandé aux autorités compétentes d'adopter les dispositions nécessaires à cette fin et d'entreprendre les travaux préparatoires à la conférence intergouvernementale qui devra programmer les étapes ultérieures et préparer la révision du Traité qu'elles impliquent. Le Conseil européen de Strasbourg a constaté en décembre 1989 l'existence d'une majorité suffisante pour convoquer cette conférence et a prévu que celle-ci se tiendrait avant la fin de 1990.

La première étape devrait comporter essentiellement, en plus de l'achèvement du marché intérieur et du développement prévu des politiques structurelles et régionales, un renforcement du Système Monétaire Européen, par l'adhésion au mécanisme de change de toutes les monnaies communautaires sur la base de règles uniformes, ainsi qu'un rapprochement des résultats économiques nationaux, notamment par une coordination accrue des politiques monétaires et budgétaires. Des progrès ont déjà été réalisés ; lors de sa session du 13 novembre, le Conseil de ministres de l'Economie et des Finances a dégagé un accord sur deux propositions de décision. La première, destinée à remplacer une décision de 1974, concerne la réalisation d'une convergence progressive des politiques et des performances économiques et prévoit que le Conseil mettra en place une surveillance multilatérale couvrant tous les aspects de la politique économique tant à court qu'à moyen terme. La seconde proposition, qui modifie la décision de 1964 relative à la collaboration des banques centrales des Etats membres, vise à renforcer le processus de coordination des politiques monétaires par une intensification de la coopération entre ces institutions, le rôle central revenant au Comité des Gouverneurs, dont la mission est confirmée et adaptée. Dans ce contexte, les Gouverneurs sont déjà convenus d'étendre de un à trois ans la durée du mandat du Président du Comité et de renforcer la structure et le fonctionnement de celui-ci par la constitution d'une unité de recherche.

Le contenu précis que revêtira la coordination des politiques monétaires ne peut, à l'heure actuelle, être entièrement défini. Mais d'ores et déjà, et dans le prolongement des recommandations formulées dans le « rapport Delors », un consensus sur certains principes essentiels s'est progressivement dégagé au sein des divers organes compétents de la Communauté. C'est ainsi qu'il n'y aura plus guère de place pour certains types d'interventions « autoritaires » dans les mécanismes de marché : fixation discrétionnaire de certains taux d'intérêt ou obligation imposée aux intermédiaires financiers d'affecter certains montants ou un

Instruments de
la politique
monétaire

pourcentage défini de leurs moyens d'action à des placements en fonds publics, ce qui correspond indirectement à un financement obligatoire des pouvoirs publics. En particulier, l'accès direct des pouvoirs publics aux crédits de la banque centrale devra, dans tous les pays membres, être strictement limité. Ceci implique une adaptation des instruments actuels de la politique monétaire belge, qui aboutissent à répercuter sur le financement du Trésor par la Banque les mouvements qui se dégagent, par solde, sur le marché monétaire.

En effet, l'exercice de la politique de taux d'intérêt est resté, jusqu'à présent, axé sur le maniement du taux des certificats de trésorerie, l'efficacité de cet instrument reposant sur l'interaction de différents facteurs, qui résultent d'une organisation du marché monétaire tout à fait spécifique à la Belgique.

Les certificats de trésorerie à court terme sont émis essentiellement de manière continue, au robinet ; pour les institutions financières, ils constituent une possibilité de placement toujours disponible, en quantité quasi illimitée, et les autorités monétaires peuvent à tout moment en modifier les taux.

L'ampleur de la dette publique et la préférence des institutions financières pour des instruments de placement à court terme — souvent favorisée par une courbe de rendement aplatie ou même inversée — ont par ailleurs fait du certificat de trésorerie l'instrument par excellence du marché monétaire. Elles ont favorisé le gonflement considérable des portefeuilles détenus par les intermédiaires financiers. Ces derniers sont, dès lors, en raison même de l'importance de leurs portefeuilles et de la diversité des échéances, en mesure de couvrir presque tous leurs besoins quotidiens de liquidités par une gestion adaptée de ces portefeuilles, sans devoir recourir aux crédits directs de la banque centrale. Ils déterminent ainsi, en toute autonomie, le volume du papier qui ne sera pas renouvelé à l'échéance ou le montant des souscriptions supplémentaires qui seront opérées. Ils y sont d'ailleurs incités pour des raisons de coût ; depuis plusieurs années — et aussi en 1989 —, la Banque fixe ses tarifs officiels systématiquement au-dessus des taux des certificats de trésorerie. Comme dans nombre de pays industrialisés, ces tarifs ont ainsi perdu beaucoup de leur importance effective et sont devenus principalement des taux d'affiche, témoins des grandes orientations des autorités monétaires.

Dans un tel cadre, les contractions ou les élargissements de la liquidité globale sont toujours automatiquement et quasi intégralement reportés sur le Trésor. Le recours du marché monétaire à la Banque, prêteur en dernier ressort, prend donc presque exclusivement la forme, soit de crédits directs ou indirects en franc au Trésor, soit de cessions à la Banque de devises empruntées par l'Etat. Tous deux sont généralement perçus comme un financement monétaire du Trésor.

Au travers de ce mécanisme et en raison de la concurrence que les institutions financières se livrent dans la collecte de ressources, dans leurs placements ou dans l'octroi de crédits, les autorités peuvent escompter que les modifications décidées des taux des certificats de trésorerie sont répercutées quasi immédiatement et entièrement sur les autres taux du marché monétaire.

Le mode d'exercice de la politique monétaire en Belgique est de la sorte doté d'une efficacité indéniable, du moins en ce qui concerne la fixation des taux d'intérêt à court terme. Il est aussi très particulier et présente un certain nombre de caractéristiques que l'on ne retrouve guère dans les autres pays industrialisés. Certaines d'entre elles ont été mises en évidence en 1989.

La première est que la politique monétaire belge repose quasi exclusivement sur le maniement d'un seul instrument, qui nécessite une décision discrétionnaire et publique à chaque modification de taux, même légère. En revanche, la plupart des autres banques centrales font appel à une panoplie d'instruments et de techniques, qui permettent notamment d'intervenir de manière bien plus fine sur le marché monétaire. Grâce à cette diversité, ces banques peuvent, en fonction des circonstances, tantôt mettre l'accent sur les instruments destinés à fournir des signaux clairs quant à l'orientation de leur politique, tantôt recourir à ceux qui assurent un réglage plus subtil, mais non moins efficace, des marchés monétaires. En 1989, les autorités monétaires belges ont répercuté l'évolution des taux à l'étranger par de multiples adaptations, parfois en succession rapide, du taux « officiel » des certificats de trésorerie. L'impression erronée d'une certaine hésitation a pu ainsi naître chez quelques observateurs.

La seconde caractéristique résulte de ce que la fixation discrétionnaire des taux porte en Belgique directement sur un instrument qui constitue aussi une partie substantielle d'une dette publique extrêmement élevée. Toute décision en matière de taux exerce donc un effet immédiat et mesurable sur les dépenses publiques. Il en résulte une confusion, en un seul instrument, d'intérêts divergents, qui ne facilite guère une délimitation claire des tâches et des responsabilités respectives des politiques monétaire et budgétaire.

A l'avenir, la politique monétaire devra être davantage conçue en fonction de l'intégration progressive de l'espace financier et monétaire européen; elle devra aussi tenir compte du besoin, déjà évoqué, d'adapter le mode d'émission des certificats de trésorerie. Il convient en effet de favoriser les mutations désirables dans l'organisation des marchés financiers et d'opérer le rapprochement nécessaire avec les techniques monétaires plus sophistiquées utilisées chez les principaux partenaires européens.

Une telle réforme nécessitera non seulement une adaptation technique des instruments de la politique monétaire, mais aussi une refonte plus générale du contexte dans lequel cette politique s'exercera.

Les principes de base peuvent déjà en être cernés; ils s'articulent autour de trois axes: l'organisation du marché des certificats de trésorerie, les instruments d'action de la Banque et l'accès aux crédits de celle-ci.

Le mode d'émission des certificats de trésorerie sera transformé et l'accès à ceux-ci sera élargi. L'organisation d'un marché secondaire complètera cette réforme.

Corrélativement, pour mener sa politique monétaire et plus particulièrement sa politique de taux, la Banque devra recourir à un éventail plus large de

techniques d'intervention sur les marchés financiers nationaux, de manière à pouvoir exercer sur les taux une action aussi bien au travers du volume et de la composition de ses apports au marché monétaire que par les conditions d'intérêt auxquelles ceux-ci se feront.

Enfin, la Banque ne sera assurée de l'efficacité de ses interventions sur le niveau des taux d'intérêt, qui seront en définitive déterminés par le jeu de l'offre et de la demande, que si aucun participant au marché monétaire ne peut, automatiquement ou à des conditions de faveur, faire amplement appel à ses crédits. Ceci nécessitera une modification du recours classique, tant des intermédiaires financiers que de l'Etat, aux concours de la Banque.

De nombreuses modalités techniques doivent encore être mises au point; elles ne seront introduites qu'après une très large concertation avec le Trésor et avec les intermédiaires financiers. Certaines de ces modalités requerront une adaptation du cadre légal ou réglementaire. Le chemin à faire est encore long, mais l'intention des autorités monétaires est clairement de le parcourir sans délais inutiles.

Au demeurant, et sans renoncer pour autant au maniement du taux des certificats de trésorerie, la Banque a franchi une première étape, certes encore limitée, en direction des réformes envisagées. Les intermédiaires financiers ont été conviés à participer, à partir de mars 1989, à des adjudications hebdomadaires d'avances à terme fixe sur nantissement d'effets publics et de prises en pension d'effets de commerce. Ces opérations, dont la durée actuelle est de 14 jours, ont permis à la Banque d'étendre sa sphère d'influence aux segments les plus courts du marché monétaire, d'opérer à la fois sur le marché des effets publics et des effets de commerce, de mieux connaître les anticipations du marché et de renouer les contacts avec les intermédiaires financiers en diversifiant la forme de ses interventions à destination du marché monétaire. Celles-ci ont ainsi été en 1989 moins exclusivement orientées vers le Trésor; la Banque a confirmé cette évolution par deux abaissements — de 160 à 130 milliards en juillet, puis à 110 milliards en décembre — du plafond du concours spécial au Fonds des Rentes.

Problèmes structurels de l'économie belge

A maints égards, l'évolution des principales grandeurs de l'économie belge en 1989 a confirmé la bonne santé de celle-ci. Ces performances, aussi satisfaisantes soient-elles, ne peuvent cependant pas distraire l'attention des autorités des problèmes importants qui persistent dans certains domaines. Ainsi, la diminution du chômage n'implique pas la disparition du déséquilibre du marché de l'emploi et l'arrêt de l'effet « boule de neige » ne peut servir de prétexte pour interrompre l'assainissement fondamental des finances publiques.

La persistance d'un taux élevé de chômage, en dépit d'une croissance soutenue de l'économie, n'est pas un phénomène propre à la Belgique; elle touche, à des degrés divers, la plupart des pays européens.

Problème
structurel du
chômage

Elle revêt cependant en Belgique des aspects spécifiques que les données les plus récentes relatives au marché de l'emploi permettent de mettre en relief.

Le maintien, en 1989, d'un taux de croissance exceptionnellement élevé, est allé de pair avec un léger ralentissement du rythme de création d'emplois, de sorte que, malgré la quasi-stabilisation de la population active, la résorption du chômage a été plus lente. En regard de cette évolution, une très forte croissance des offres d'emploi non satisfaites a été enregistrée ; celles-ci ont atteint durant l'année écoulée un niveau très proche du maximum de 1970, alors que le taux de chômage était près de cinq fois inférieur. Corrélativement, les difficultés de recruter de la main-d'œuvre qualifiée rencontrées dans certains secteurs qui connaissent une expansion particulièrement vive, notamment la construction, se sont nettement amplifiées.

La population à la recherche d'un emploi est par ailleurs loin d'être homogène et les disparités mesurables qui l'affectent sont considérables. Sur le plan géographique, plus particulièrement selon les arrondissements, on constate ainsi la coexistence de zones où le chômage masculin a pratiquement disparu — et ne représente plus qu'environ 2 p.c. de la population active — et de zones où il avoisine encore 20 p.c. La différenciation du taux de chômage en fonction du sexe est, elle aussi, particulièrement forte : sur l'ensemble du pays, il atteint en moyenne plus de 14 p.c. chez les femmes et quelque 6,5 p.c. chez les hommes. Une disparité de même nature apparaît aussi dans les autres pays de la Communauté, mais elle y est moins prononcée ; ainsi, le taux de chômage en Belgique est globalement proche de la moyenne communautaire, mais il est plus bas dans la population masculine et nettement plus élevé dans la population féminine. La structure du chômage belge diffère aussi de celle des autres pays de la Communauté en fonction de la durée : le nombre de personnes au chômage depuis moins d'un an ne représente que 3,4 p.c. de la population active, soit nettement moins que dans les autres pays européens, voire aux Etats-Unis ; à l'inverse, le taux de chômage de longue durée est bien plus élevé en Belgique que dans ces pays, particulièrement dans la population féminine.

Ces divers éléments indiquent qu'une divergence croissante s'est développée entre les emplois offerts et les emplois demandés, qui trouverait son origine dans une aptitude trop réduite d'un grand nombre de chômeurs à répondre aux besoins des employeurs en quête d'une main-d'œuvre suffisamment qualifiée. Ceci correspond sans doute à une inadaptation de la formation professionnelle d'une partie importante des demandeurs d'emploi et plus particulièrement de ceux, trop nombreux en Belgique, qui sont enlisés dans un chômage de longue durée tendant en outre à revêtir un caractère d'autant plus structurel qu'il se prolonge.

Socialement peu acceptable, une telle situation risque à l'avenir d'être une entrave aux possibilités futures de croissance économique.

La réinsertion dans le circuit du travail de la population concernée, pour laquelle les perspectives spontanées de trouver un emploi semblent a priori fort limitées, doit donc devenir une préoccupation majeure des responsables de la vie

économique. Pour les pouvoirs publics, elle suppose un déplacement des efforts — notamment financiers — vers la formation et la reconversion professionnelles.

Dans un proche avenir, c'est toutefois dans les entreprises que les solutions les plus efficaces devraient pouvoir se dégager par l'affectation d'une plus grande partie de leurs dépenses relatives à l'emploi en faveur de formations spécifiques, fournies par les entreprises elles-mêmes, aux chômeurs qu'elles recrutent. Celles-ci pourraient obtenir ainsi les qualifications nécessaires, qui évoluent rapidement, tout en favorisant une résorption plus rapide de la partie structurelle du chômage actuel. Une telle évolution s'est déjà amorcée; il faut espérer qu'elle puisse s'amplifier suffisamment à l'avenir.

Assainissement
fondamental des
finances publiques

Les résultats enregistrés en 1989 dans le domaine des finances publiques ont été, on l'a vu, globalement favorables. L'arrêt, au cours de l'année, de l'effet « boule de neige », qui avait fait dans un passé récent l'objet des préoccupations essentielles des autorités budgétaires, est en particulier extrêmement bienvenu. Il n'en demeure pas moins nécessaire de poursuivre avec une entière résolution les efforts d'assainissement des finances publiques.

D'une part, cet arrêt de l'effet « boule de neige » n'est pas nécessairement définitif. Il dépend notamment de l'évolution de certains paramètres relativement volatils, entre autres, le taux de croissance nominal du produit national, qui a été particulièrement élevé en 1989 mais devrait, selon les perspectives actuelles, progressivement se réduire dans les années à venir, ou le niveau des taux d'intérêt, qui sont demeurés orientés à la hausse au début de 1990. Une réapparition de l'effet « boule de neige », liée à une évolution défavorable de ces paramètres, ne peut donc être exclue a priori.

D'autre part, les évolutions de 1989 ont mis en évidence certains éléments de fragilité des finances publiques.

En ce qui concerne les recettes fiscales, une réduction assez nette de leur élasticité traditionnelle au revenu a pu être constatée. Elle a été particulièrement sensible pour l'impôt des sociétés, sous l'effet des multiples possibilités de déduction offertes par la loi. Les sociétés y ont recouru largement en 1989, tant en raison de l'évolution de certaines grandeurs de l'économie, à savoir les investissements, qu'en raison d'une utilisation beaucoup plus intensive de dispositifs existants, tels la quotité forfaitaire d'impôt étranger ou le régime des revenus définitivement taxés. Quant à elles, les recettes provenant du précompte mobilier perçu sur les actifs financiers à revenu fixe ont même quelque peu reculé en termes absolus, en dépit de l'augmentation des revenus de l'épargne financière des particuliers. En effet, ceux-ci affectent une part croissante de leur patrimoine financier à l'acquisition de titres, plus précisément ceux des SICAV de capitalisation, qui permettent d'échapper à la retenue à la source de 25 p.c. Cette évolution confirme une tendance qui a marqué ces derniers temps l'épargne financière, récoltée de plus en plus par l'entremise d'organismes de placement collectif. Au cours de chacune des dernières années, les placements sous cette forme ont pratiquement doublé. Durant les neuf premiers mois de 1989, ils ont représenté 28 p.c. des actifs financiers à long terme constitués, en monnaie nationale et en devises, par les entreprises et les particuliers.

Ces évolutions posent dans l'immédiat un problème d'aménagement de la fiscalité en Belgique — on l'a déjà signalé dans le cas du précompte mobilier ; elles font peser à terme une plus grande incertitude sur la réalisation des objectifs budgétaires.

La grande sensibilité des finances publiques aux chocs externes a par ailleurs été confirmée en 1989 par la forte progression des dépenses d'intérêts due à l'incidence de la hausse des taux sur la dette publique à court terme ainsi que sur la dette à long terme à taux variable.

Plus fondamentalement, plusieurs éléments indiquent que des déséquilibres importants continuent à affecter les finances publiques. Quoique les besoins de financement des pouvoirs publics aient pu être réduits substantiellement par rapport au niveau qu'ils atteignaient au début des années quatre-vingt, ils se sont encore élevés en 1989 à quelque 6,5 p.c. du produit national brut, soit nettement plus que le chiffre correspondant — 2,4 p.c. — enregistré en moyenne dans la Communauté économique européenne.

Même si le financement de l'ample déficit belge ne pose à l'heure actuelle guère de problèmes en raison de l'abondance, plutôt exceptionnelle toutefois, de l'épargne financière des entreprises et des particuliers, cet écart vis-à-vis de la moyenne de la Communauté est encore exagérément élevé, d'autant plus que la réduction du déficit en Belgique a été en partie obtenue par une compression considérable des investissements publics.

L'ampleur de la dette publique, qui concrétise l'incidence des options du passé et de l'accumulation antérieure de déficits, est bien plus préoccupante encore ; celle-ci est actuellement largement supérieure au produit national brut et représente, en pourcentage de ce dernier, plus du double de la moyenne de la Communauté économique européenne.

Un assainissement fondamental impose un effort résolu afin de ramener ces écarts à des proportions raisonnables ; s'ils restaient trop importants, ils altéreraient l'image de l'économie belge. Il conviendra certes, dans la réalisation de cet objectif, de tenir compte des spécificités de l'économie nationale, plus particulièrement du taux structurellement très élevé de l'épargne financière du secteur privé. Celle-ci permet de soutenir à terme des déficits publics supérieurs de quelque 1 p.c. du produit national à ceux des autres pays européens et de supporter corrélativement un taux plus élevé d'endettement public, dont le niveau relatif actuel doit néanmoins baisser nettement.

La réussite d'une politique basée sur de tels critères suppose, en raison de l'ampleur des dérapages à corriger, que les efforts requis soient poursuivis sans faille. Ils devront l'être aussi à tous les niveaux : c'est l'ensemble des endettements publics qui pose un problème et aucun progrès ne sera réalisé si la diminution du poids de certaines dettes, notamment celles qui attirent le plus l'attention, comme la dette officielle du Trésor, ne faisait que traduire un glissement à charge d'autres endettements publics, ceux du secteur débudgétisé, des communautés et des régions, des pouvoirs locaux ou de la sécurité sociale.

L'assainissement devra toutefois être clairement modulé en fonction du climat économique général ; les phases de haute conjoncture devront être mises à profit pour en accélérer le rythme, quitte à réduire celui-ci lorsque les circonstances seront moins favorables. Il s'étendra naturellement sur une assez longue période qui pourra cependant être d'autant raccourcie que les efforts fournis seront plus vigoureux. La somme des efforts à consentir sera d'autant plus légère qu'ils auront été livrés plus tôt.

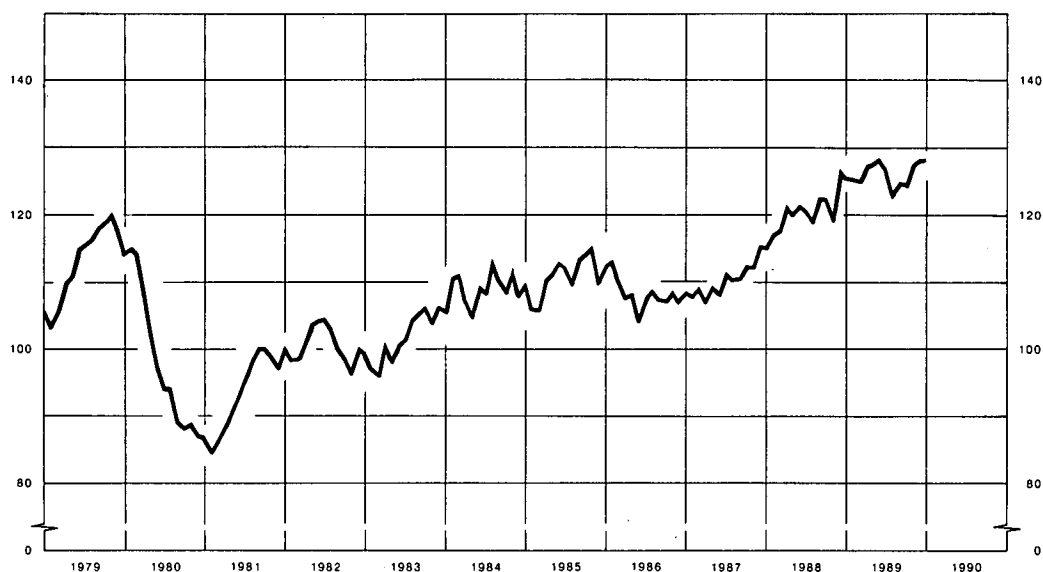
La tâche à accomplir est lourde ; elle est apparemment ingrate, mais l'éradication du dernier déséquilibre majeur qui affecte encore, aux yeux de trop d'observateurs belges ou étrangers, le fonctionnement harmonieux de l'économie nationale est à ce prix.

Bruxelles, le 31 janvier 1990.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS DE DECEMBRE 1989

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

En décembre, la valeur chiffrée de la courbe synthétique de la Banque s'est maintenue, comme les deux mois précédents, à un niveau proche du sommet conjoncturel observé au mois de mai. Elle s'est établie à 128,23 points, contre 128,22 points en novembre. Cette stabilisation résulte de l'amélioration sensible enregistrée dans le commerce et dans l'industrie de la construction, d'une part, et d'un certain tassement observé dans l'industrie manufacturière, d'autre part.

Mis à part un léger repli durant le troisième trimestre, la courbe synthétique de la Banque a été orientée à la hausse tout au long de l'année. L'amélioration conjoncturelle, amorcée en 1987, s'est ainsi poursuivie en 1989.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux	Numéros des tableaux
I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.		
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	
3. Affectation du produit national :		
a) Estimations à prix courants	I - 3a	
b) Estimations aux prix de 1980	I - 3b	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	
b) Industrie manufacturière :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	
— résultats bruts par région	I - 4b.4	
c) Industrie de la construction :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	
— résultats bruts par secteur	I - 4c.2	
d) Commerce :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	I - 5	
II. — Population, emploi, chômage		
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	
III. — Agriculture et pêche.		
1. Agriculture	III - 1	
2. Pêche maritime	III - 2	
IV. — Industrie.		
1. Production industrielle	IV - 1	
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	
3. Energie	IV - 3	
4. Métallurgie	IV - 4	
5. Construction	IV - 5	
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	
V. — Services.		
1. Transports :		
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	
b) Navigation maritime	V - 1b	
c) Navigation intérieure	V - 1c	
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	
3. Commerce intérieur :		
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	
4. Chambres de compensation :		
a) Nombre d'opérations	V - 4a	
b) Montant des opérations	V - 4b	
VI. — Revenus.		
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	
VII. — Indices de prix.		
1. Matières premières	VII - 1	
2. a) Indice des prix à la production et à l'importation et ses composantes	VII - 2a	
b) Indice des prix à la production industrielle	VII - 2b	
3. Prix à la consommation en Belgique :		
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		
1. Tableau général	VIII - 1	
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	
4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a	
b) Volume	VIII - 4b	
5. Orientation géographique	VIII - 5	
IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.		
1-2-3. Balance sur base des transactions :		
— Chiffres annuels	IX - 1	
— Soldes trimestriels	IX - 2	
— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3	
4. Balance sur base de caisse	IX - 4	
5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les établissements de crédit belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 5	
6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6	
X. — Marché des changes.		
1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :		
a) Chiffres annuels	X - 1a	
b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b	
2. Droit de tirage spécial	X - 2	
3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3	
4. Système Monétaire Européen :		
a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a	
b) Prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b	
c) Composition et poids relatifs de l'Ecu; écarts de divergence	X - 4c	
5. Cours de change effectifs	X - 5	
XI. — Finances publiques.		
1. Situation officielle de la dette publique	XI - 1	
2. Variations nominales de la dette publique officielle et solde net à financer total du Trésor	XI - 2	
3. Composition du solde net à financer total du Trésor	XI - 3	
4. Détail des recettes du Trésor	XI - 4	
5. Déficit ou excédent financier net des divers sous-secteurs des pouvoirs publics	XI - 5	
6. Nouveaux engagements et formation d'actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 6	
7. Encours des dettes et actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 7	
8. Recours direct et indirect (en franc belge) du Trésor à la Banque Nationale de Belgique	XI - 8	
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.		
1. Encours :		
a) au 31 décembre 1986	XII - 1a	
b) au 31 décembre 1987	XII - 1b	
2. Mouvements en 1987	XII - 2	
3. Encours (totaux sectoriels) :		
a) au 31 décembre 1986	XII - 3a	
b) au 31 décembre 1987	XII - 3b	
4. Mouvements en 1987 (totaux sectoriels)	XII - 4	
XIII. — Organismes principalement monétaires.		
1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1	
2. Bilans :		
a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a	
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b	
c) Banques de dépôts	XIII - 2c	
d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d	
3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3	

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
4. Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4	4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a	5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5
b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b	6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :		7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
— Destination économique apparente	XIII - 6	8. Demandes de crédits hypothécaires introduites auprès des principaux intermédiaires financiers belges pour le financement du logement	XVII - 8
— Forme et localisation	XIII - 7	9. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8	a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 9a
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9	b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 9b
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10		
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10	XVIII. — Marché monétaire.	
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11	1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
12. Situation globale des banques	XIII - 12	2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13	3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3
		4. Adjudications de crédits par la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 4
XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.			
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4	XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.	
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :		1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a	a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b	b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c	2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6	3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
7. Situations globales des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1 ^{er} de la Loi du 10 juin 1964 :		4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
a) Situation globale des banques d'épargne	XIV - 7a	5. Taux de dépôts en franc belge dans les banques	XIX - 5
b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre 1 ^{er} de la Loi du 10 juin 1964	XIV - 7b	6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1 ^{er} de la Loi du 10 juin 1964	XIV - 7c	7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8	8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9		
XV. — Actifs financiers.		XX. — Banques d'émission étrangères.	
1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les sociétés et particuliers	XV - 1	1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Stock monétaire	XV - 2	2. Banque de France	XX - 2
3. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers	XV - 3	3. Bank of England	XX - 3
4. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :		4. Federal Reserve Banks	XX - 4
a) Variations	XV - 4a	5. Nederlandsche Bank	XX - 5
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 4b	6. Banca d'Italia	XX - 6
5. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 5	7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
6. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs en franc belge et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :		8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
a) Variations	XV - 6a	9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9
b) Encours	XV - 6b		
XVI. — Emissions et dettes du secteur public.		GRAPHIQUES.	
1. Emissions en franc belge à plus d'un an	XVI - 1	P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2	Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
3. Dettes en franc belge à plus d'un an du secteur public :		Production industrielle	IV - 1
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 3a	Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 3b	Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.		Prix à la consommation en Belgique	VII - 3a
1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1	Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
2. Rendement des sociétés par actions	XVII - 2	Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
		CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
		Cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
	T.V.A.	Taxe sur la Valeur Ajoutée.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

REMARQUE GENERALE

Les totaux indiqués peuvent différer de la somme des rubriques, et ce en raison des arrondis.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-4a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4, 5a et 13, XV-1 à 6, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « V.A.P. - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	1.191,0	1.242,1	1.265,4	1.330,4	1.372,7	1.381,2	1.405,4	1.460,3
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	55,8	59,0	61,0	63,2	66,2	68,7	70,1	70,7
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	289,1	292,2	316,3	364,2	411,4	442,2	472,6	485,6
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	559,6	598,4	611,5	650,3	684,3	742,3	742,6	748,1
5. Corrections et compléments	87,5	103,3	118,6	128,0	138,6	164,1	185,1	202,9
Ajustement statistique	- 26,8	- 11,0	15,7	4,0	- 7,0	12,1	- 2,4	1,1
Total ...	2.156,3	2.284,0	2.388,4	2.540,1	2.666,1	2.810,6	2.873,5	2.968,6
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	56,8	64,2	73,6	72,5	69,8	68,9	64,0	69,5
2. Professions libérales ¹	112,8	118,4	127,6	138,7	155,6	169,4	185,7	203,9
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	228,9	233,7	236,6	256,6	266,8	284,5	299,2	311,9
4. Revenu des sociétés de personnes ²	14,2	17,3	20,8	25,5	31,8	41,6	46,2	55,3
Ajustement statistique	- 5,1	- 2,1	3,0	0,8	- 1,4	2,4	- 0,5	0,2
Total ...	407,6	431,5	461,6	494,1	522,6	566,8	594,6	640,8
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	325,1	371,6	403,0	463,3	500,9	517,7	518,1	526,6
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	99,2	109,5	126,5	144,1	158,3	172,4	188,8	205,5
3. Dividendes, tantièmes, dons	95,1	119,5	133,0	145,2	178,9	185,2	206,7	252,2
Total ...	519,4	600,7	662,4	752,6	838,1	875,3	913,6	984,3
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	13,1	34,7	52,4	88,5	139,3	212,9	229,7	281,5
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	87,5	112,9	115,0	132,7	148,4	157,1	164,4	177,7
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3	43,9	49,7
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 2,5	9,8	- 9,6	- 4,2	0,3	- 8,8	- 13,0	- 11,9
Total ...	27,4	40,1	21,9	29,0	36,3	30,5	30,9	37,8
G. Intérêts de la dette publique	- 285,2	- 362,3	- 391,2	- 441,6	- 510,5	- 568,6	- 563,2	- 572,8
Revenu national net au coût des facteurs	2.926,3	3.141,6	3.310,7	3.595,5	3.840,3	4.084,5	4.243,4	4.517,9
H. Amortissements	332,1	367,3	402,9	427,8	460,2	473,0	478,9	506,3
Revenu national brut au coût des facteurs	3.258,4	3.508,9	3.713,6	4.023,3	4.300,6	4.557,6	4.722,3	5.024,1
I. Impôts indirects	437,6	478,6	513,1	535,4	560,8	577,2	616,6	653,4
J. Subventions	- 55,3	- 53,4	- 58,4	- 66,4	- 69,4	- 70,8	- 61,0	- 73,6
Produit national brut aux prix du marché	3.640,7	3.934,0	4.168,2	4.492,3	4.792,0	5.064,0	5.278,0	5.604,0

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

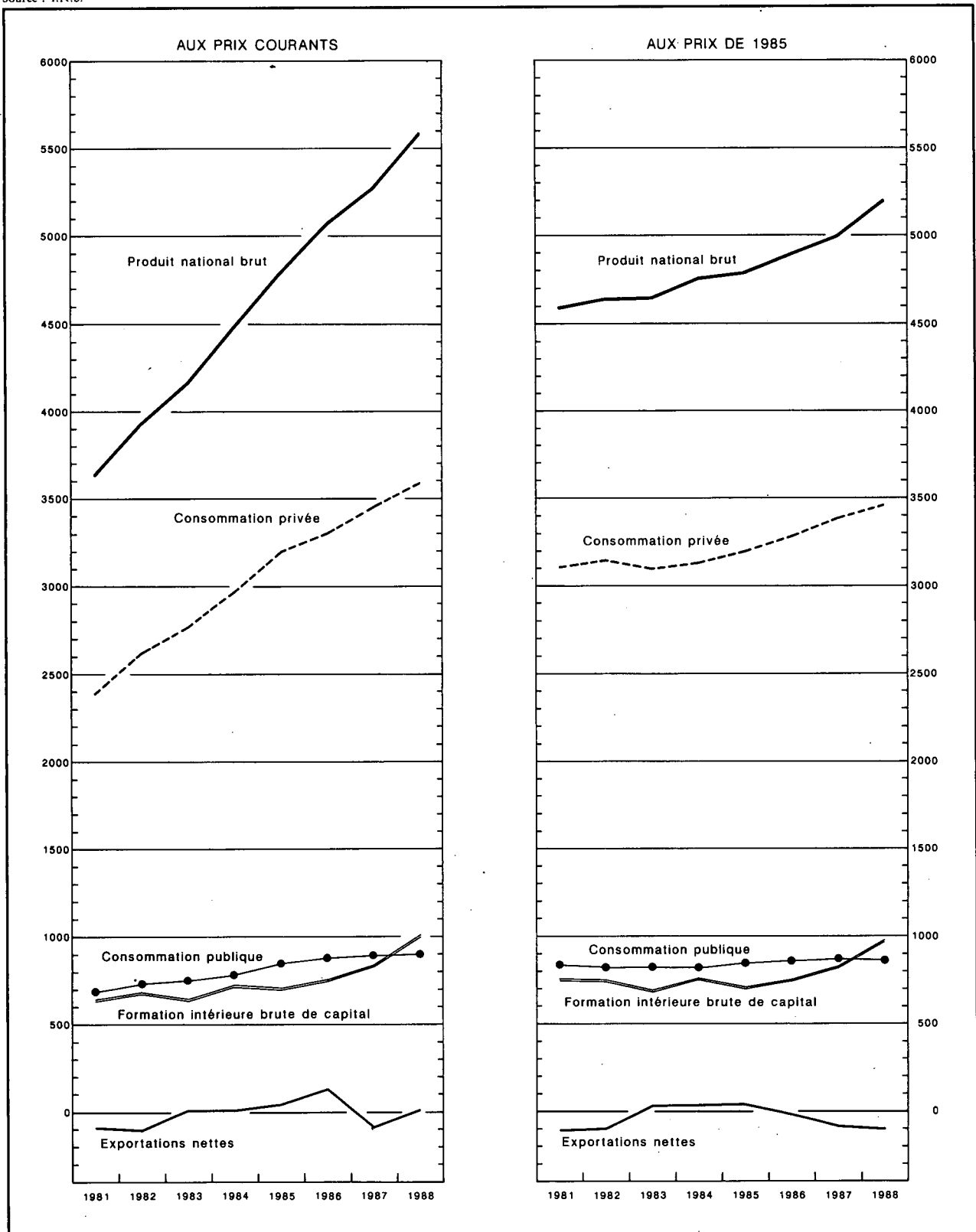
Source : I.N.S.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
1. Agriculture, sylviculture et pêche	88,2	97,8	109,7	112,3	112,1	114,2	109,6	115,8
2. Industries extractives	20,1	25,1	24,8	22,4	22,2	17,4	15,7	16,6
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	163,6	188,2	198,7	208,6	223,2	231,9	230,4	229,1
b) Textiles	39,2	42,0	45,8	47,4	51,3	51,6	51,1	52,3
c) Vêtements et chaussures	22,9	25,7	24,0	24,7	26,4	27,0	25,5	25,1
d) Bois et meubles	39,9	41,2	39,2	41,6	45,0	50,4	55,8	62,9
e) Papier, impression, édition	44,3	50,4	52,2	54,6	59,5	65,1	68,5	75,8
f) Industrie chimique et activités connexes	90,0	112,1	113,0	134,6	143,2	140,1	141,3	152,4
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	33,4	36,3	37,6	40,8	40,0	44,3	46,7	54,5
h) Fer, acier et métaux non ferreux	54,4	58,5	64,1	68,4	73,5	73,5	66,1	97,1
i) Fabrications métalliques et constructions navales	220,8	245,8	254,8	252,1	294,7	291,5	279,2	283,8
j) Industries non dénommées ailleurs ...	121,6	133,2	145,8	157,4	164,8	173,8	183,7	204,2
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	830,1	933,3	975,2	1.030,2	1.121,4	1.149,2	1.148,3	1.237,3
4. Construction	240,2	245,8	240,2	241,3	251,8	261,1	272,6	312,4
5. Electricité, gaz et eau	120,7	121,2	143,9	161,3	178,6	169,7	168,8	173,1
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	684,4	762,8	838,8	872,1	956,6	1.059,9	1.132,3	1.171,5
b) Services financiers et assurances	195,8	223,9	218,1	256,1	279,6	325,1	356,1	383,0
c) Immeubles d'habitation	193,3	212,5	234,2	257,9	277,8	294,7	314,9	334,9
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	1.073,6	1.199,2	1.291,1	1.386,1	1.514,0	1.679,7	1.804,2	1.889,4
7. Transports et communications	285,1	304,1	318,7	363,5	392,8	389,0	415,0	450,0
8. Services	1.083,5	1.168,7	1.239,2	1.340,9	1.420,9	1.506,2	1.572,6	1.666,1
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,9	5,5	5,5	6,1	6,8	7,1	7,6	9,3
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	- 53,3	- 61,7	- 63,1	- 72,9	- 79,1	- 92,5	- 93,2	- 92,3
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	- 53,6	- 66,7	- 69,4	- 77,6	- 85,5	- 94,2	- 102,6	- 122,8
Ajustement statistique	22,7	9,8	5,4	27,3	- 1,1	10,3	3,3	1,6
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	3.661,9	3.982,0	4.221,2	4.540,8	4.855,0	5.117,3	5.322,0	5.656,5
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	- 21,2	- 48,0	- 53,0	- 48,5	- 63,0	- 53,3	- 44,0	- 52,5
Produit national brut aux prix du marché ..	3.640,7	3.934,0	4.168,2	4.492,3	4.792,0	5.064,0	5.278,0	5.604,0

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	415,2	471,4	519,8	560,6	590,5	607,5	610,0	612,0
2. Boissons	103,4	114,0	121,5	123,8	128,6	133,1	139,1	142,7
3. Tabac	37,6	45,1	49,2	53,4	54,4	55,6	54,6	55,7
4. Vêtements et effets personnels	187,2	213,6	216,7	224,2	237,7	252,7	256,9	265,3
5. Loyers, taxes, eau	258,8	285,3	313,5	341,1	366,0	387,1	412,7	435,8
6. Chauffage et éclairage	161,4	179,3	184,5	202,8	229,1	190,4	174,0	157,7
7. Articles ménagers durables	223,5	231,0	234,5	244,5	259,8	289,8	307,6	325,2
8. Entretien de la maison	98,1	105,7	112,8	119,7	125,7	132,6	135,6	136,6
9. Soins personnels et hygiène	252,0	278,4	305,0	324,8	347,2	368,2	387,4	409,8
10. Transports	275,8	302,2	328,4	351,6	372,5	374,6	393,1	423,6
11. Communications : P.T.T.	19,8	21,9	23,9	26,2	28,4	30,3	33,2	35,1
12. Loisirs	209,1	231,8	251,4	272,7	291,6	305,4	325,3	353,7
13. Enseignement et recherches	4,9	5,4	6,0	6,6	7,1	7,5	7,9	8,3
14. Services financiers	103,3	118,3	116,3	137,5	148,8	173,1	191,5	205,3
15. Services divers	20,3	21,3	22,7	25,2	28,0	30,1	34,6	37,0
16. Dépenses personnelles à l'étranger	88,2	82,6	88,5	93,3	100,7	107,1	121,0	139,1
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 69,7	- 87,5	- 112,3	- 121,0	- 124,8	- 124,5	- 137,2	- 152,7
Ajustement statistique	7,3	2,6	- 19,6	- 25,8	7,8	- 20,2	- 0,4	- 2,3
<i>Total ...</i>	2.396,2	2.622,2	2.762,7	2.961,4	3.199,2	3.300,3	3.447,0	3.587,8
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	512,1	543,6	554,8	582,4	620,0	643,3	641,4	645,2
2. Achats courants de biens et services	138,7	143,5	152,9	158,1	172,7	174,2	185,8	178,6
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0	39,3	43,9	49,7
4. Loyer payé	4,6	5,3	5,5	5,8	6,8	6,3	6,4	7,0
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	7,8	7,9	8,2	8,6	9,3	10,1	11,3	12,7
6. Amortissement mobilier et matériel	3,5	3,7	3,9	4,2	4,4	4,7	5,0	4,9
<i>Total ...</i>	696,6	734,2	756,9	792,4	849,1	877,9	893,8	898,0
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	14,1	15,3	16,1	17,4	18,0	19,6	21,2	20,3
2. Industries extractives	2,9	3,3	4,7	5,0	4,0	3,6	1,4	3,2
3. Industries manufacturières	100,9	122,4	126,7	140,3	157,5	178,4	191,5	228,7
4. Construction	13,8	11,3	8,8	11,3	12,6	15,1	15,2	19,8
5. Electricité, gaz et eau	39,0	42,3	40,9	45,5	47,8	41,0	37,8	44,6
6. Commerce, banques, assurances	72,3	82,1	89,1	101,7	113,7	129,2	147,2	174,9
7. Immeubles d'habitation	139,0	131,4	132,7	138,3	152,2	163,8	183,6	230,3
8. Transports et communications	101,2	103,1	96,6	102,3	91,8	86,8	82,2	90,3
9. Pouvoirs publics et enseignement	123,2	122,9	112,1	102,6	95,5	87,6	85,8	88,5
10. Autres services	37,7	37,3	39,7	43,5	46,3	55,5	62,8	80,5
11. Variations de stocks	- 6,3	7,5	- 21,1	25,7	- 34,7	- 16,9	11,6	30,2
Ajustement statistique	1,9	0,7	- 4,5	- 6,3	1,7	- 4,6	- 0,1	- 0,7
<i>Total ...</i>	639,7	679,5	641,7	727,3	706,6	759,1	840,2	1.010,5
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	452,7	529,8	497,4	596,3	710,7	631,1	607,1	717,9
2. Exportations de biens et services	2.286,2	2.640,0	2.923,6	3.336,6	3.479,1	3.366,9	3.476,2	3.868,0
Exportations totales ...	2.738,9	3.169,8	3.421,0	3.932,9	4.189,8	3.998,0	4.083,3	4.585,9
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	473,9	577,8	550,4	644,8	773,7	684,4	651,1	770,4
4. Importations de biens et services	2.356,9	2.693,9	2.863,7	3.276,9	3.379,0	3.187,0	3.335,3	3.707,9
Importations totales ...	2.830,8	3.271,7	3.414,1	3.921,7	4.152,7	3.871,4	3.986,4	4.478,3
Exportations nettes ...	- 91,9	- 101,9	6,9	11,2	37,1	126,6	96,9	107,6
Produit national brut aux prix du marché	3.640,7	3.934,0	4.168,2	4.492,3	4.792,0	5.064,0	5.278,0	5.604,0

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1985 = 100)

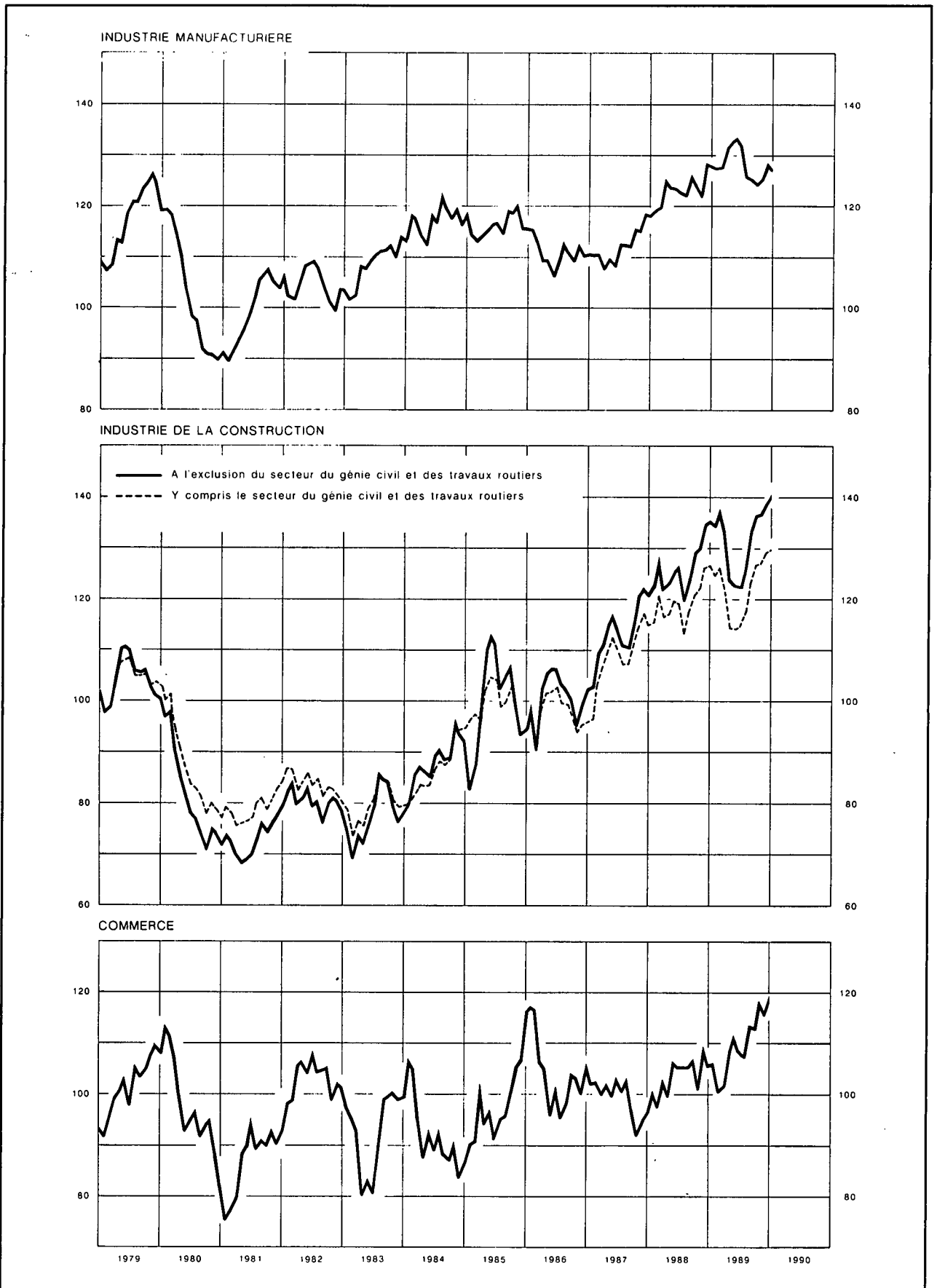
Source : I.N.S.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	93	97	97	98	100	102	103	103
2. Boissons	101	103	101	100	100	100	105	106
3. Tabac	101	109	106	107	100	96	90	91
4. Vêtements et effets personnels	102	109	104	101	100	100	96	95
5. Loyers, taxes, eau	92	94	96	98	100	102	105	107
6. Chauffage et éclairage	95	92	90	92	100	103	104	97
7. Articles ménagers durables	104	104	98	98	100	108	112	117
8. Entretien de la maison	100	102	101	101	100	101	101	101
9. Soins personnels et hygiène	96	97	99	98	100	101	103	107
10. Transports	97	97	97	99	100	104	107	112
11. Communications : P.T.T.	94	94	96	96	100	103	112	119
12. Loisirs	93	99	99	100	100	100	104	111
13. Enseignement et recherches	92	94	96	98	100	102	104	106
14. Services financiers	93	97	92	98	100	112	128	139
15. Services divers	93	90	89	95	100	102	113	119
16. Dépenses personnelles à l'étranger	111	99	98	99	100	101	112	126
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	71	85	100	103	100	95	102	112
<i>Total ...</i>	97	99	97	98	100	103	106	108
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	98	97	97	98	100	101	101	101
2. Achats courants de biens et services	102	98	98	95	100	101	106	102
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	107	101	98	96	100	103	109	117
<i>Total ...</i>	99	98	97	98	100	101	103	102
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	96	98	97	100	100	107	116	109
2. Industries extractives	84	91	123	127	100	88	35	77
3. Industries manufacturières	75	86	85	91	100	112	120	142
4. Construction	132	102	75	93	100	117	118	150
5. Electricité, gaz et eau	98	100	93	99	100	86	79	92
6. Commerce, banques, assurances	79	83	85	93	100	113	128	149
7. Immeubles d'habitation	104	98	96	96	100	105	113	138
8. Transports et communications	135	126	113	115	100	94	89	96
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	172	155	131	112	100	99	108	115
10. Enseignement	140	128	123	111	100	84	67	60
11. Autres services	100	93	93	98	100	119	135	169
<i>Total ...</i>	108	108	99	108	100	107	117	138
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	84	90	80	90	100	84	77	90
2. Exportations de biens et services	89	91	93	99	100	105	113	122
Exportations totales ...	88	91	91	97	100	102	107	117
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	80	91	82	89	100	84	76	89
4. Importations de biens et services	94	94	93	99	100	107	117	127
Importations totales ...	91	94	91	97	100	103	110	120
Produit national brut aux prix du marché	96	97	97	99	100	102	104	109

I - 4. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1986 Décembre	110,57	102,44	106,28	108,71	95,85
1987 Janvier	110,36	102,68	102,26	107,99	96,24
Février	110,47	109,95	102,39	109,18	103,68
Mars	107,91	111,40	100,17	107,27	107,26
Avril	109,81	115,44	102,19	109,51	111,04
Mai	108,55	117,19	99,97	108,56	112,58
Juin	112,71	114,26	103,34	111,54	110,25
Juillet	112,55	111,03	100,86	110,57	107,67
Août	112,24	110,58	103,26	110,64	107,17
Septembre	115,27	115,75	97,15	112,62	111,12
Octobre	115,10	120,47	92,18	112,47	114,52
Novembre	118,48	122,18	95,20	115,54	117,04
Décembre	118,03	121,09	96,59	115,27	115,05
1988 Janvier	119,33	123,06	100,47	117,06	115,82
Février	119,88	128,51	97,77	117,86	120,84
Mars	125,56	122,25	103,02	121,68	116,72
Avril	123,81	123,39	100,06	120,18	117,04
Mai	123,51	125,79	106,68	121,33	119,75
Juin	122,86	126,86	105,45	120,85	119,14
Juillet	122,22	119,78	105,44	119,34	112,82
Août	126,10	124,40	105,42	122,74	117,41
Septembre	124,31	129,16	106,97	122,44	121,00
Octobre	121,86	129,92	101,26	119,98	122,06
Novembre	128,69	134,97	109,72	126,79	126,50
Décembre	128,07	135,26	105,95	125,83	126,93
1989 Janvier	127,56	134,75	106,07	125,42	124,74
Février	127,60	137,93	100,65	125,11	126,28
Mars	131,49	133,37	101,89	127,33	121,89
Avril	132,73	124,02	108,69	127,82	114,51
Mai	133,16	122,95	111,56	128,39	114,39
Juin	131,95	122,74	108,54	127,06	114,42
Juillet	125,74	126,00	107,63	123,06	117,63
Août	125,59	133,10	113,53	124,91	123,58
Septembre	124,68	136,42	113,08	124,70	126,79
Octobre	127,56	136,68	118,27	127,53	127,10
Novembre	128,57	138,75	116,08	128,22	129,23
Décembre	127,54	140,40	119,27	128,23	129,95

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1986 Décembre	105,34	105,64	111,85	125,04	133,99	99,53	113,57	110,57
1987 Janvier	98,49	106,68	108,74	119,76	137,58	106,71	117,29	110,36
Février	101,78	111,98	106,66	128,34	136,31	103,62	107,10	110,47
Mars	100,53	110,11	103,82	117,01	115,79	102,61	118,50	107,91
Avril	102,06	111,99	103,20	123,59	122,83	102,01	120,68	109,81
Mai	103,86	110,12	98,54	117,37	119,14	105,67	117,09	108,55
Juin	104,67	115,76	114,60	123,61	124,74	103,49	117,87	112,71
Juillet	106,94	113,45	117,72	115,09	126,74	104,76	115,19	112,55
Août	107,22	105,87	119,54	123,47	127,84	104,04	113,02	112,24
Septembre	108,51	110,76	114,75	130,63	130,67	107,22	122,81	115,27
Octobre	108,09	110,83	111,53	127,88	130,60	109,08	125,39	115,10
Novembre	110,41	115,47	115,35	131,61	136,53	109,89	130,40	118,48
Décembre	108,99	119,65	121,05	132,34	139,01	109,79	115,15	118,03
1988 Janvier	112,07	119,52	116,56	144,58	147,38	104,01	119,22	119,33
Février	113,08	121,50	113,35	146,17	148,50	107,03	116,79	119,88
Mars	114,31	127,24	118,40	155,18	158,90	111,73	126,59	125,56
Avril	111,62	120,09	111,73	153,57	157,47	118,64	125,62	123,81
Mai	112,17	116,95	115,74	152,94	152,38	110,92	136,88	123,51
Juin	108,93	117,93	110,66	149,85	164,89	109,34	138,55	122,86
Juillet	105,72	112,72	116,45	150,14	155,43	114,32	137,03	122,22
Août	104,64	123,28	121,52	150,09	154,42	123,42	138,59	126,10
Septembre	109,86	121,36	116,09	143,16	155,74	119,31	134,53	124,31
Octobre	110,46	119,09	114,11	148,48	156,38	110,68	126,92	121,86
Novembre	115,71	125,63	117,69	164,02	172,38	116,45	129,29	128,69
Décembre	114,88	126,31	119,06	156,65	161,56	120,28	130,58	128,07
1989 Janvier	116,52	126,75	114,45	155,49	149,55	120,84	136,69	127,56
Février	117,46	119,70	117,54	161,73	166,37	116,54	130,48	127,60
Mars	115,13	124,17	121,81	170,72	173,17	124,77	131,57	131,49
Avril	119,17	122,09	125,64	170,91	178,05	122,76	132,11	132,73
Mai	113,11	126,80	123,10	168,80	176,33	124,31	144,06	133,16
Juin	116,39	126,27	118,80	169,26	174,91	125,22	133,49	131,95
Juillet	109,65	117,02	117,05	158,21	163,25	120,44	131,94	125,74
Août	114,31	118,33	113,33	156,14	157,30	122,74	127,60	125,59
Septembre	111,10	116,25	114,50	152,75	157,06	123,29	128,95	124,68
Octobre	114,79	119,16	112,67	159,06	162,00	121,01	139,73	127,56
Novembre	113,98	123,63	112,95	156,38	164,10	121,63	143,37	128,57
Décembre	110,57	125,40	110,16	160,94	167,42	121,20	136,90	127,54

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1988	1989				1988	1989				1988	1989			
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	- 8	- 2	- 10	- 7	- 6	- 10	- 6	- 15	- 10	- 7	0	+ 2	+ 1	0	+ 3
I. Biens de consommation	- 24	- 10	- 17	- 11	- 13	- 15	- 6	- 15	- 11	- 11	+ 4	+ 5	+ 3	+ 2	+ 1
II. Biens d'investissement	- 10	+ 2	- 2	+ 3	+ 4	- 28	- 14	- 12	- 2	+ 2	- 2	0	+ 3	0	+ 4
III. Biens intermédiaires	- 5	- 6	- 19	- 21	- 19	- 7	- 9	- 26	- 26	- 24	+ 2	+ 1	+ 1	0	+ 2
Industrie textile	- 30	- 24	- 24	- 16	- 23	- 29	- 26	- 28	- 23	- 25	+ 7	+ 17	+ 20	+ 12	+ 12
dont : Laine	- 53	- 47	- 53	- 46	- 50	- 53	- 62	- 63	- 61	- 71	- 7	+ 10	+ 12	+ 17	+ 20
Coton	- 22	- 17	- 9	+ 8	- 3	- 28	- 16	- 11	+ 2	0	+ 25	+ 27	+ 31	+ 19	+ 24
Bonneterie	- 54	- 40	- 31	- 35	- 37	- 59	- 39	- 36	- 44	- 53	- 5	+ 20	+ 23	+ 8	+ 1
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 39	- 11	- 11	- 20	- 18	- 29	- 17	- 16	- 26	- 29	- 1	+ 9	+ 1	+ 9	+ 7
dont : Chaussures	- 25	- 17	- 16	- 20	- 18	- 90	- 77	- 74	- 69	- 92	+ 11	+ 15	+ 5	+ 4	0
Habillement	- 41	- 10	- 11	- 20	- 18	- 24	- 12	- 12	- 23	- 24	- 3	+ 7	0	+ 10	+ 9
Industrie du bois et du meuble en bois	- 14	+ 7	+ 2	- 3	- 7	- 19	- 6	- 20	- 14	- 21	+ 11	+ 1	+ 1	+ 9	+ 9
dont : Bois	+ 6	+ 26	0	- 3	- 5	+ 12	+ 17	- 17	- 10	- 15	- 14	- 14	- 10	+ 8	+ 7
Meubles en bois	- 28	- 7	- 4	- 3	- 9	- 37	- 19	- 21	- 16	- 23	+ 29	+ 12	+ 9	+ 11	+ 11
Papiers et cartons	+ 7	- 9	- 19	- 22	- 33	- 10	- 32	- 54	- 24	- 33	0	+ 17	+ 16	+ 13	+ 16
dont : Production de papier et carton	+ 12	- 32	- 13	- 30	- 54	- 8	- 44	- 69	- 21	- 34	- 5	+ 31	+ 26	- 7	0
Transformation de papier et carton	+ 1	+ 11	+ 1	- 16	- 16	- 15	- 1	- 18	- 30	- 31	+ 3	+ 7	+ 8	+ 30	+ 28
Industrie du cuir	- 12	- 48	- 49	- 21	- 34	- 7	- 36	- 46	- 22	- 29	- 5	- 8	0	- 1	0
Transformation de matières plastiques	+ 28	+ 29	+ 7	+ 25	+ 34	+ 31	+ 46	- 1	+ 35	+ 43	0	- 1	+ 7	- 43	- 45
Raffinage de pétrole	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Production et première transformation des métaux	- 21	- 25	- 39	- 48	- 43	- 14	- 19	- 38	- 47	- 44	+ 5	- 4	- 2	0	0
dont : Métaux ferreux	- 22	- 37	- 52	- 59	- 53	- 14	- 30	- 49	- 56	- 54	+ 1	+ 2	+ 2	- 4	- 3
Métaux non ferreux	- 14	+ 23	+ 25	+ 5	+ 9	- 14	+ 19	+ 14	+ 4	+ 6	+ 16	- 20	- 12	+ 9	+ 10
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 1	+ 11	+ 1	0	- 1	- 20	- 1	- 11	+ 2	+ 9	+ 5	- 14	- 3	- 7	+ 4
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 2	+ 8	+ 1	+ 1	- 1	- 21	- 7	- 11	+ 3	+ 8	+ 6	- 14	+ 1	- 7	+ 6
Industrie chimique	+ 29	+ 20	+ 11	+ 7	+ 20	+ 27	+ 18	+ 11	+ 7	+ 19	- 5	- 6	- 5	+ 1	+ 7
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 26	+ 9	+ 18	0	- 29	+ 18	+ 18	+ 13	0	- 20	- 26	- 50	- 28	- 50	- 94
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 20	- 3	- 12	+ 3	+ 3	- 21	- 12	- 1	+ 9	+ 4	+ 7	+ 3	- 19	- 9	+ 6
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 4	+ 13	+ 10	+ 4	+ 5	- 11	+ 2	+ 5	+ 9	+ 9	- 16	+ 4	- 4	- 9	- 12
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 49	+ 50	+ 34	+ 35	+ 4	- 50	+ 49	+ 50	+ 35	+ 4	0	+ 32	0	0	0
Machines-outils	+ 100	+ 92	+ 100	+ 36	+ 46	+ 100	+ 16	+ 23	+ 32	+ 47	- 100	- 100	- 100	- 78	- 52
Machines textiles	- 24	- 14	- 20	- 12	- 20	- 20	- 8	- 11	- 4	- 15	-	-	-	-	0
Moteurs, compresseurs, pompes	- 2	+ 7	+ 7	+ 6	+ 15	- 5	0	- 4	- 9	- 3	0	+ 23	+ 10	- 6	- 12
Construction électrique et électronique	- 38	- 29	- 39	- 30	- 30	- 58	- 46	- 56	- 43	- 38	+ 2	+ 11	+ 18	+ 15	+ 6
dont : Construction électrique d'équipement	- 18	- 10	- 19	- 9	- 14	- 43	- 27	- 37	- 18	- 13	+ 3	+ 11	+ 22	+ 22	+ 11
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 92	- 78	- 91	- 85	- 80	- 92	- 78	- 93	- 90	- 88	0	+ 11	+ 11	0	- 4
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 35	+ 40	+ 13	+ 40	+ 40	+ 35	+ 39	+ 12	+ 40	+ 41	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 73	- 60	- 25	- 3	+ 2	- 81	- 59	- 30	- 22	- 21	+ 33	+ 24	+ 17	+ 3	+ 40
dont : Construction navale	- 100	- 91	- 94	- 85	- 76	- 100	- 99	- 98	- 97	- 95	-	-	-	-	- 7
Construction de cycles et motocycles	+ 36	+ 1	+ 29	+ 74	+ 72	+ 44	+ 41	+ 62	+ 99	+ 99	+ 33	+ 24	+ 17	- 25	- 28

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																				
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de															
						demande					main-d'œuvre					équipement					
	1988	1989				1988	1989				1988	1989				1988	1989				
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	
Ensemble des industries	27	34	35	29	29	53	47	46	49	53	5	5	7	7	9	4	5	4	5	5	
I. Biens de consommation	30	38	34	20	29	54	47	50	59	58	4	7	7	11	10	4	3	2	2	3	
II. Biens d'investissement	35	45	42	41	36	44	35	35	30	43	6	5	10	11	17	5	7	6	7	6	
III. Biens intermédiaires	22	29	38	33	31	53	51	46	49	51	3	4	6	4	4	3	3	5	5	4	
Industrie textile	16	27	31	20	19	63	50	51	62	56	5	5	9	9	12	7	6	4	4	5	
dont : Laine	17	41	57	34	18	69	44	37	57	59	5	3	4	3	17	4	9	2	2	4	
Coton	11	27	23	11	12	77	57	64	70	65	2	4	5	3	1	1	1	4	4	6	
Bonneterie	8	5	6	7	14	61	62	62	63	58	8	12	19	21	20	14	11	2	2	12	
Industrie des chaussures et de l'habillement	23	28	42	20	23	55	56	37	38	63	6	10	3	17	10	2	0	0	2	0	
dont : Chaussures	56	71	58	52	40	31	29	42	14	37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Habillement	16	20	39	13	20	60	60	37	44	68	8	12	3	20	12	2	0	0	2	0	
Industrie du bois et du meuble en bois	28	41	34	35	34	49	34	36	32	45	10	15	20	19	17	3	4	2	3	1	
dont : Bois	24	41	35	37	31	55	35	40	34	47	5	8	15	10	12	2	6	1	3	3	
Meubles en bois	32	40	34	34	36	45	32	34	32	44	15	21	24	26	21	4	3	2	2	0	
Papiers et cartons	33	32	36	23	16	47	49	46	52	59	2	2	2	7	11	5	4	2	7	8	
dont : Production de papier et carton	67	40	50	23	25	27	47	39	64	62	0	0	0	13	16	0	4	0	0	0	
Transformation de papier et carton	9	26	25	22	9	61	51	51	44	56	4	4	4	2	7	8	3	4	12	13	
Industrie du cuir	25	1	0	19	70	65	88	84	64	30	0	0	0	0	10	11	11	11	14	14	
Transformation de matières plastiques	63	47	72	52	49	27	19	24	37	38	0	7	0	1	5	3	0	1	1	0	
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	21	30	49	49	42	37	49	38	42	41	1	2	5	0	1	1	1	0	0	1	
dont : Métaux ferreux	20	24	51	51	50	35	56	40	41	43	1	2	1	0	0	1	1	0	0	0	
Métaux non ferreux	29	56	35	38	8	47	24	34	46	28	0	0	20	0	3	2	0	0	0	3	
Industrie des produits minéraux non métalliques	49	47	60	53	60	21	21	18	18	17	2	4	6	9	6	9	19	13	14	11	
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	51	52	63	58	65	23	20	15	13	14	2	4	7	10	7	7	15	11	12	9	
Industrie chimique	0	0	0	0	0	94	94	95	97	95	0	0	1	0	0	4	3	1	2	3	
Production de fibres artificielles et synthétiques	90	95	0	28	94	6	5	5	6	6	0	0	0	0	4	0	95	66	0	0	
Fabrication d'ouvrages en métaux	23	37	30	26	26	58	34	49	39	40	9	10	6	11	17	5	6	7	11	10	
Construction de machines et de matériel mécanique	40	50	43	39	46	34	28	27	24	36	11	8	13	13	13	7	8	8	11	6	
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	0	0	0	2	99	100	100	99	97	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	
Machines-outils	78	77	77	78	63	0	0	0	19	22	23	12	11	18	0	0	12	11	0	0	
Machines textiles	76	71	80	80	81	24	22	20	20	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Moteurs, compresseurs, pompes	22	36	27	11	53	47	29	32	20	21	0	4	17	17	6	16	17	12	19	0	
Construction électrique et électronique	23	40	32	34	8	70	54	57	56	85	4	2	6	5	21	0	0	0	0	3	
dont : Construction électrique d'équipement	28	49	43	45	11	62	42	41	40	79	6	4	8	7	31	0	0	0	0	5	
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	1	11	0	0	3	99	89	100	100	97	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Construction d'automobiles et pièces détachées	81	82	82	43	82	19	18	18	57	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Construction d'autre matériel de transport	7	37	5	0	0	83	63	72	66	65	0	0	21	15	27	0	0	0	0	6	
dont : Construction navale	0	18	0	0	0	88	82	85	100	89	0	0	15	0	2	0	0	0	0	0	
Construction de cycles et motocycles	36	55	13	0	0	45	45	68	80	44	0	0	0	0	36	0	0	0	0	36	

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1988		1989			1988		1989			1988		1989		
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	+ 21	+ 15	+ 12	+ 10	+ 10	78,9 ³	80,2 ³	81,7 ³	82,1 ³	81,0 ³	3,3	3,8	4,2	4,1	4,1
I. Biens de consommation	+ 30	+ 23	+ 22	+ 12	+ 15	81,6	81,2	82,6	81,9	83,0	2,7	2,6	2,4	2,5	2,5
II. Biens d'investissement	+ 21	+ 17	+ 10	+ 8	+ 1	76,1	77,1	79,8	81,1	79,9	4,4	5,7	6,7	6,5	6,5
III. Biens intermédiaires	+ 28	+ 19	+ 12	+ 14	+ 24	76,6	80,2	80,6	82,2	78,2	2,5 ²	2,4	2,3	2,4	2,4 ²
Industrie textile	+ 39	+ 29	+ 30	+ 31	+ 24	72,1	75,2	75,4	71,6	74,9	2,0	2,1	2,0	2,2	2,2
dont : Laine	+ 33	+ 35	+ 33	+ 42	+ 42	74,0	75,6	76,2	71,8	76,1	1,6	1,8	1,7	1,7	1,7
Coton	+ 47	+ 34	+ 41	+ 29	+ 24	66,6	73,5	73,4	68,6	71,8	2,2	2,2	2,2	2,6	2,6
Bonneterie	+ 65	+ 47	+ 50	+ 37	+ 32	66,5	67,9	68,9	66,0	70,6	2,0	2,0	1,9	1,9	1,9
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 53	+ 39	+ 31	+ 26	+ 35	74,9	78,5	78,3	83,3	78,8	2,0	2,2	1,9	1,9	1,9
dont : Chaussures	+ 80	+ 57	+ 56	+ 47	+ 54	79,3	78,6	78,9	82,9	81,7	1,9	2,0	1,4	1,1	1,2
Habillement	+ 47	+ 35	+ 25	+ 22	+ 31	73,9	78,5	78,2	83,4	78,2	2,0	2,2	1,9	2,0	2,1
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 12	+ 7	+ 15	+ 13	+ 11	86,9	87,2	87,5	87,3	87,7	1,9	1,9	1,8	1,9	1,9
dont : Bois	0	- 5	+ 22	+ 17	+ 14	85,0	85,8	87,2	86,4	86,4	2,1	2,2	2,0	2,1	2,1
Meubles en bois	+ 22	+ 15	+ 10	+ 11	+ 8	88,2	88,2	87,8	88,0	88,8	1,7	1,6	1,7	1,8	1,8
Papiers et cartons	+ 12	+ 28	+ 31	+ 16	+ 27	86,1	85,0	82,7	83,9	83,7	1,3	1,4	1,3	1,2	1,2
dont : Production de papier et carton	+ 6	+ 42	+ 51	+ 22	+ 41	92,5	91,0	84,4	86,3	87,5	1,3	1,5	1,2	1,2	1,2
Transformation de papier et carton	+ 16	+ 17	+ 15	+ 10	+ 17	81,2	80,5	81,5	82,1	80,7	1,4	1,4	1,4	1,3	1,3
Industrie du cuir	+ 56	+ 24	+ 17	+ 71	+ 27	81,7	75,0	81,8	81,2	86,7	2,6	2,3	2,1	2,0	2,0
Transformation de matières plastiques	+ 18	- 29	- 37	- 32	+ 4	84,1	84,3	86,1	87,6	79,4	3,7	3,6	3,4	3,9	4,1
Production et première transformation des métaux	0	+ 40	+ 18	+ 20	+ 44	70,6	77,0	77,1	82,7	73,3	2,5	2,2	2,2	2,1	2,1
dont : Métaux ferreux	+ 48	+ 47	+ 25	+ 23	+ 56	68,3	74,2	75,4	80,9	71,0	2,5	2,1	2,1	2,0	1,9
Métaux non ferreux	+ 51	+ 8	- 16	+ 5	- 13	82,1	91,1	85,3	91,7	84,6	2,6	2,5	2,8	3,0	3,0
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 35	- 7	- 15	- 5	- 9	84,0	86,1	87,3	87,5	87,1	2,1	2,4	2,2	2,2	2,3
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 3	- 4	- 10	- 2	- 7	83,3	85,1	86,4	86,5	86,7	2,1	2,4	2,3	2,2	2,2
Industrie chimique	+ 7	- 6	- 4	+ 11	- 5	82,3	84,0	84,3	82,0	83,6	-	-	-	-	-
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	- 65	- 95	- 66	- 65	98,9	98,9	98,9	98,8	98,7	2,8	2,4	2,6	2,5	2,3
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 91	+ 30	+ 9	+ 8	+ 29	73,1	70,2	77,9	83,5	80,8	3,6	5,4	6,1	5,4	5,2
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 35	+ 6	+ 2	- 10	- 14	79,8	82,2	82,8	84,1	83,2	5,3	5,6	5,7	5,6	5,6
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 7	+ 50	+ 50	+ 50	+ 48	76,7	76,2	82,1	81,1	75,5	7,2	7,5	7,3	7,4	7,3
Machines-outils	+ 51	- 77	-	-	- 57	97,8	97,8	98,9	98,9	95,5	7,8	9,0	9,5	9,1	10,2
Machines textiles	- 78	+ 15	+ 20	+ 20	- 5	92,7	88,5	89,0	89,3	93,9	5,4	5,7	5,6	6,4	6,5
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 24	+ 2	+ 20	- 15	- 25	74,6	75,0	75,1	77,2	79,5	5,1	5,1	4,9	4,5	4,1
Construction électrique et électronique	+ 17	+ 43	+ 34	+ 26	+ 10	78,5	75,5	80,8	78,2	77,8	6,5	6,8	6,2	6,3	6,3
dont : Construction électrique d'équipement	+ 49	+ 27	+ 13	+ 22	0	77,9	75,2	81,6	79,2	76,9	6,0	6,7	6,3	6,5	6,5
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 35	+ 89	+ 89	+ 40	+ 35	78,6	75,9	78,6	78,0	81,8	8,2	7,4	6,3	6,2	6,2
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 81	- 37	0	- 39	- 40	102,5	100,7	99,5	88,9	96,4	3,0	2,8	2,9	3,1	3,1
Construction d'autre matériel de transport	- 35	+ 88	+ 86	+ 70	+ 49	44,7	48,2	50,5	52,9	55,5	3,5	8,9	16,8	17,2	17,6
dont : Construction navale	+ 85	+ 100	+ 96	+ 100	+ 88	37,8	41,6	47,0	50,1	53,0	0,1	6,7	14,0	12,6	13,8
Construction de cycles et motocycles	+ 100	+ 32	+ 32	+ 44	- 36	82,9	85,2	83,1	81,3	82,6	2,4	2,3	2,3	2,6	2,7

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A partir d'avril 1988, nouvelle série à l'exclusion du raffinage de pétrole.

³ Série recalculée à partir de 1980. Elle sera publiée dans un des prochains Bulletins de la Banque Nationale de Belgique.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²					
	1988	1989			1988	1989			1988	1989			1988	1989		
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	
Ensemble des industries	+ 3	+ 5	+ 5	+ 7	+ 7	- 1	+ 4	+ 2	- 1	0	+ 29	+ 15	+ 12	+ 13	+ 17	
I. Biens de consommation	- 12	- 6	- 3	+ 7	+ 5	- 9	- 8	- 7	- 7	- 4	+ 15	+ 13	+ 12	+ 25	+ 27	
II. Biens d'investissement	+ 7	+ 19	+ 14	+ 7	+ 7	+ 5	+ 16	+ 12	+ 5	+ 7	+ 23	+ 15	+ 11	+ 17	+ 24	
III. Biens intermédiaires	+ 10	0	- 1	+ 1	+ 3	- 1	- 1	- 2	- 3	- 3	+ 43	+ 15	+ 11	+ 1	+ 2	
Industrie textile	- 3	+ 3	0	+ 2	+ 8	+ 3	+ 4	- 1	+ 1	+ 4	+ 23	+ 17	+ 17	+ 22	+ 21	
dont : Laine	- 16	- 13	+ 1	- 8	- 1	- 19	0	- 4	- 11	- 7	+ 27	+ 1	- 1	+ 8	+ 5	
Coton	+ 1	+ 21	+ 14	+ 2	+ 1	+ 14	+ 3	+ 6	+ 2	+ 1	+ 28	+ 31	+ 36	+ 23	+ 6	
Bonneterie	- 34	- 14	- 15	- 17	- 4	- 28	- 1	- 11	- 4	- 6	- 5	+ 14	+ 13	+ 17	+ 24	
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 25	- 11	- 1	- 9	- 1	- 11	+ 4	- 3	- 9	- 6	+ 18	+ 13	+ 9	+ 15	+ 17	
dont : Chaussures	- 23	- 19	+ 24	- 7	+ 4	- 1	+ 4	- 11	- 16	- 9	+ 18	+ 15	+ 15	+ 21	+ 32	
Habillement	- 26	- 9	- 7	- 9	- 2	- 12	+ 4	- 1	- 7	- 5	+ 19	+ 13	+ 8	+ 13	+ 14	
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 12	+ 5	+ 5	+ 7	+ 4	+ 4	+ 12	+ 4	+ 3	- 3	+ 31	+ 16	+ 23	+ 29	+ 32	
dont : Bois	+ 13	+ 9	+ 11	+ 10	+ 13	+ 4	+ 26	+ 9	- 4	- 9	+ 31	+ 25	+ 21	+ 15	+ 24	
Meubles en bois	+ 12	+ 2	+ 1	+ 6	- 2	+ 3	+ 2	+ 1	+ 9	+ 1	+ 31	+ 10	+ 24	+ 39	+ 38	
Papiers et cartons	+ 5	- 2	0	- 3	- 6	+ 13	- 7	- 1	+ 6	+ 9	+ 64	+ 36	+ 25	+ 26	+ 20	
dont : Production de papier et carton	+ 7	- 23	- 8	+ 9	+ 2	+ 19	- 23	- 1	+ 13	+ 13	+ 58	+ 31	+ 18	+ 25	- 3	
Transformation de papier et carton	+ 4	+ 14	+ 6	- 12	- 12	+ 6	+ 5	- 1	- 1	+ 5	+ 69	+ 40	+ 31	+ 26	+ 36	
Industrie du cuir	0	- 11	- 6	- 9	- 14	0	- 9	+ 2	- 6	0	0	+ 4	+ 8	+ 28	+ 57	
Transformation de matières plastiques	- 3	- 3	- 2	+ 18	+ 13	+ 21	+ 4	+ 14	+ 8	0	+ 55	+ 9	+ 9	0	0	
Raffinage de pétrole	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Production et première transformation des métaux	+ 18	- 6	- 10	- 12	- 13	- 14	- 8	- 8	- 8	- 8	+ 50	+ 9	+ 4	- 26	- 25	
dont : Métaux ferreux	+ 17	- 6	- 13	- 17	- 15	- 16	- 7	- 11	- 8	- 8	+ 67	+ 18	+ 9	- 24	- 25	
Métaux non ferreux	+ 19	- 7	- 1	+ 3	- 11	- 2	- 13	+ 5	- 8	- 9	- 12	- 26	- 14	- 31	- 21	
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 8	+ 18	+ 10	+ 3	+ 9	- 9	+ 4	+ 7	+ 2	- 1	+ 34	+ 7	+ 4	+ 19	+ 27	
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 6	+ 15	+ 6	+ 1	+ 6	- 10	+ 5	+ 7	+ 1	- 2	+ 34	+ 6	+ 3	+ 18	+ 26	
Industrie chimique	+ 15	+ 7	+ 8	+ 13	+ 21	0	0	+ 1	+ 2	+ 1	+ 27	+ 9	+ 7	+ 2	+ 10	
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	0	+ 10	+ 29	0	0	0	0	0	+ 91	+ 77	+ 19	+ 72	+ 94	
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 5	- 1	+ 7	+ 20	+ 14	- 12	+ 1	+ 6	- 19	- 18	+ 20	+ 9	+ 13	+ 35	+ 43	
Construction de machines et de matériel mécanique	0	+ 23	+ 22	+ 16	+ 13	+ 27	+ 17	+ 15	+ 22	+ 26	+ 17	+ 17	+ 14	+ 22	+ 22	
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 49	+ 50	+ 33	+ 34	+ 2	+ 48	+ 32	0	+ 1	+ 4	0	+ 33	+ 33	+ 1	0	
Machines-outils	0	+ 15	+ 8	+ 11	+ 4	+ 22	+ 41	+ 23	+ 50	+ 46	0	+ 15	+ 34	+ 41	0	
Machines textiles	- 48	- 11	- 13	+ 1	0	0	- 14	+ 12	+ 37	+ 56	- 48	+ 4	0	+ 3	+ 8	
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 22	+ 36	+ 48	+ 35	+ 22	+ 36	+ 29	+ 28	+ 25	+ 19	+ 26	+ 13	+ 9	+ 33	+ 33	
Construction électrique et électronique	- 2	+ 6	+ 12	- 6	- 13	- 14	- 15	- 23	- 37	- 17	+ 11	+ 16	+ 10	+ 3	0	
dont : Construction électrique d'équipement	+ 14	+ 18	+ 17	+ 3	+ 15	+ 2	+ 1	- 13	- 22	- 3	+ 25	+ 22	+ 12	+ 11	+ 27	
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	- 43	- 31	- 11	- 27	- 79	- 54	- 65	- 61	- 72	- 45	- 32	0	0	- 21	- 72	
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	- 13	+ 27	+ 27	+ 17	0	0	+ 27	+ 27	+ 17	+ 27	+ 11	+ 24	+ 42	
Construction d'autre matériel de transport	- 9	+ 42	+ 8	+ 9	+ 5	+ 1	+ 62	+ 69	+ 49	+ 40	+ 4	+ 36	+ 6	+ 25	+ 32	
dont : Construction navale	- 1	+ 65	+ 11	+ 2	- 16	+ 7	+ 93	+ 93	+ 40	+ 18	- 14	+ 53	+ 4	+ 3	+ 6	
Construction de cycles et motocycles	+ 3	- 6	+ 48	+ 62	+ 72	+ 36	- 12	+ 12	+ 51	+ 72	+ 67	+ 12	+ 21	+ 61	+ 56	

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1986 Décembre	100,22	102,43	110,89	128,54	115,63	105,26	121,49	109,85
1987 Janvier	96,47	110,74	104,90	117,48	118,05	101,22	116,61	106,90
Février	97,09	108,92	101,19	125,58	119,83	96,26	112,50	106,10
Mars	96,35	107,95	101,09	116,90	110,25	97,66	123,39	105,33
Avril	101,03	112,73	102,05	121,42	109,99	99,58	121,49	107,82
Mai	97,28	108,75	103,53	124,94	116,08	101,01	121,17	107,80
Juin	101,77	117,70	116,03	127,08	111,09	96,62	110,24	109,44
Juillet	101,41	116,59	111,79	120,23	110,85	98,08	116,14	108,77
Août	102,97	101,20	110,36	125,42	120,87	103,12	119,40	109,85
Septembre	108,47	106,47	109,51	141,85	119,59	104,69	127,72	114,69
Octobre	105,79	117,39	106,13	130,02	118,13	103,56	129,47	113,47
Novembre	106,36	113,91	109,33	134,25	124,73	102,67	126,87	114,26
Décembre	107,51	114,43	109,03	137,43	124,76	107,17	125,13	115,53
1988 Janvier	108,99	121,98	107,97	140,79	127,53	97,73	117,96	114,89
Février	112,44	131,12	108,24	143,60	127,71	99,85	124,90	118,40
Mars	111,12	120,10	107,70	147,71	136,89	112,38	127,69	120,49
Avril	110,33	115,54	108,67	158,00	141,70	118,64	129,89	122,83
Mai	108,97	116,49	110,80	150,15	141,29	115,16	136,61	122,10
Juin	100,67	112,75	110,46	150,71	139,83	110,86	137,75	118,83
Juillet	100,86	108,00	110,71	151,98	141,82	113,23	134,93	118,76
Août	99,15	119,54	116,12	153,40	143,55	123,21	132,80	122,33
Septembre	106,36	120,69	108,80	150,86	143,01	121,36	142,37	123,69
Octobre	110,64	118,87	105,68	148,33	144,12	106,03	119,46	118,69
Novembre	110,24	118,58	109,92	153,40	140,94	112,80	126,84	121,39
Décembre	110,74	129,79	109,19	147,04	142,75	122,24	132,99	124,61
1989 Janvier	113,84	133,68	111,58	148,48	135,83	123,01	139,30	126,51
Février	113,19	120,08	114,40	154,78	147,23	112,63	126,99	123,65
Mars	115,00	120,58	118,38	173,95	154,51	133,65	140,01	132,69
Avril	116,28	116,71	123,00	184,37	163,37	126,97	138,86	133,87
Mai	114,69	117,72	117,93	172,00	161,36	129,00	142,99	132,16
Juin	113,64	121,93	118,07	185,50	160,13	135,60	149,71	135,76
Juillet	114,59	125,59	117,97	167,90	152,68	126,13	132,04	130,09
Août	114,50	124,10	116,91	161,40	143,22	130,33	142,87	130,04
Septembre	108,97	115,41	110,58	162,75	141,46	128,99	136,29	125,77
Octobre	108,00	111,17	104,76	165,02	156,16	126,08	140,07	125,82
Novembre	107,72	117,12	111,95	169,22	147,95	121,64	140,82	126,43
Décembre	111,06	135,32	113,97	182,07	163,56	118,97	146,50	132,92

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1986 Décembre	104,16	103,03	90,97	96,29	85,62	82,55	77,58	92,66
1987 Janvier	90,97	107,91	86,87	100,88	103,37	113,30	103,09	100,80
Février	100,58	122,78	88,60	133,47	119,81	117,92	114,08	112,72
Mars	99,57	118,56	91,02	114,18	98,76	118,27	115,86	107,84
Avril	101,01	99,66	90,72	115,42	95,60	117,91	140,87	107,45
Mai	106,71	93,99	86,87	106,97	90,33	120,40	118,53	104,18
Juin	101,65	99,69	113,73	100,31	88,30	116,16	130,10	106,70
Juillet	103,26	112,66	114,68	109,53	104,26	116,42	122,05	111,19
Août	103,85	105,21	113,53	111,22	100,04	110,89	132,42	109,73
Septembre	103,02	120,71	106,67	114,77	107,88	112,35	139,07	113,08
Octobre	107,49	104,13	99,88	119,13	95,70	127,91	137,72	112,72
Novembre	109,70	115,68	111,97	122,32	100,66	127,90	146,38	118,16
Décembre	110,24	131,99	121,51	116,68	109,98	121,76	116,57	118,33
1988 Janvier	112,55	114,60	110,16	124,58	117,59	112,67	129,96	116,13
Février	107,59	97,20	103,52	131,16	120,16	114,18	120,68	112,18
Mars	105,86	125,78	116,98	128,13	132,59	115,84	143,56	121,19
Avril	106,44	103,30	105,92	120,26	110,60	113,55	149,22	113,33
Mai	109,31	116,37	118,26	117,85	113,88	115,64	157,73	118,72
Juin	122,82	105,39	110,69	123,76	112,42	109,53	163,33	118,91
Juillet	113,23	106,27	111,06	113,45	110,21	118,77	166,68	117,68
Août	115,19	128,89	110,20	136,48	120,62	123,77	164,36	125,79
Septembre	120,00	123,35	106,51	131,05	117,38	127,69	153,74	124,30
Octobre	113,49	107,98	115,48	137,07	131,20	128,98	156,25	124,62
Novembre	130,60	113,75	127,67	174,56	173,46	125,54	159,80	139,47
Décembre	118,91	118,86	128,37	166,22	139,79	133,64	164,50	134,99
1989 Janvier	128,21	134,46	119,73	152,24	104,70	132,77	161,32	132,03
Février	119,33	119,74	104,52	160,28	116,08	124,63	147,20	125,38
Mars	119,94	141,27	115,72	155,28	142,46	123,39	151,98	132,71
Avril	129,04	125,03	111,72	159,17	135,62	135,39	148,35	133,41
Mai	108,98	112,65	118,01	161,36	138,59	128,50	148,56	127,47
Juin	109,08	110,94	108,24	147,69	138,91	127,92	120,52	121,71
Juillet	92,42	100,68	110,36	123,80	128,36	131,86	152,08	116,73
Août	119,20	103,16	105,16	130,92	127,87	129,96	139,03	121,30
Septembre	110,44	115,09	117,59	137,94	129,34	133,69	125,52	123,18
Octobre	124,63	129,95	119,75	133,25	130,69	120,08	122,70	125,38
Novembre	113,75	111,24	115,37	139,92	140,54	129,54	142,29	125,33
Décembre	102,03	105,77	96,96	127,32	134,08	124,00	136,04	115,82

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1984 Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70
Mai	96,00	154,81	112,08	127,60	119,25	114,97	160,61	121,60
Juin	86,29	169,55	127,82	145,12	119,94	110,32	161,05	124,44
Juillet	99,34	157,02	117,37	122,10	90,69	156,35	150,43	125,50
Août	99,09	153,09	116,32	110,33	77,43	112,96	148,71	116,21
Septembre	104,65	162,79	97,04	126,43	81,46	102,11	140,43	114,51
Octobre	92,22	160,01	93,34	112,89	84,51	151,24	146,25	117,32
Novembre	112,60	142,45	95,72	163,32	101,18	143,06	136,57	123,61
Décembre	123,33	130,46	107,50	130,91	54,78	134,36	122,19	117,43
1986 Janvier	121,51	128,59	97,08	166,63	89,14	119,89	163,55	123,55
Février	118,04	129,22	103,38	172,05	114,44	152,36	155,76	130,19
Mars	95,93	114,74	69,17	113,88	71,32	102,83	154,02	101,01
Avril	93,22	120,72	69,89	115,59	59,26	130,30	150,14	103,75
Mai	89,47	111,49	67,05	82,91	34,75	118,94	107,43	89,58
Juin	103,27	96,65	71,06	110,21	57,36	122,24	136,59	100,07
Juillet	113,28	112,12	82,07	65,46	60,11	114,17	87,45	96,40
Août	110,60	125,84	92,25	148,59	56,60	103,65	103,54	105,50
Septembre	90,95	114,31	98,70	125,86	73,07	108,80	92,49	99,11
Octobre	84,25	114,18	74,69	79,14	53,73	71,70	71,14	79,98
Novembre	68,50	121,23	59,51	97,48	33,31	70,81	67,17	73,00
Décembre	81,13	125,76	47,96	64,36	11,60	81,89	112,30	77,74
1987 Janvier ¹	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ La publication de la valeur chiffrée de la courbe synthétique des principaux résultats des enquêtes mensuelles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des

firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1988	1989				1988	1989			
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 6	+ 12	+ 3	+ 9	+ 15	+ 2	0	+ 2	+ 4	+ 5
I. Biens de consommation	- 5	+ 7	+ 13	+ 26	+ 32	+ 4	+ 8	+ 9	+ 6	- 1
II. Biens d'investissement	- 20	+ 6	- 2	+ 8	+ 9	- 3	- 2	- 2	+ 6	+ 10
III. Biens intermédiaires	+ 6	+ 8	+ 1	- 2	+ 9	+ 2	- 2	- 4	- 1	+ 7
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 31	- 14	- 9	- 10	- 14	+ 2	+ 13	+ 7	+ 7	+ 7
Industrie de la transformation du bois	- 20	+ 1	0	- 1	- 4	+ 20	+ 7	+ 4	+ 10	+ 9
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 5	+ 4	+ 6	- 13	- 20	+ 3	+ 17	+ 22	+ 40	+ 37
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 31	+ 26	+ 7	+ 8	+ 26	- 4	- 4	0	- 8	- 5
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 20	+ 4	- 5	+ 1	- 2	- 17	0	- 7	+ 2	+ 11
Industrie des fabrications métalliques	- 10	+ 27	+ 11	+ 27	+ 31	+ 2	0	0	+ 5	+ 5
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 13	- 16	- 29	- 26	- 30	+ 5	0	+ 4	- 2	0
I. Biens de consommation	- 23	- 11	- 16	- 9	- 26	- 1	- 31	- 24	- 24	- 19
II. Biens d'investissement	- 1	+ 5	- 6	+ 4	- 2	+ 10	- 4	+ 14	0	+ 5
III. Biens intermédiaires	- 19	- 31	- 47	- 54	- 55	+ 5	+ 9	0	+ 3	+ 4
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 51	- 41	- 70	- 40	- 47	+ 3	+ 9	+ 5	- 6	+ 4
Industrie de la transformation du bois	- 58	- 8	- 16	- 6	- 37	+ 9	- 8	- 4	- 7	0
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 34	- 19	- 55	- 47	- 65	+ 16	+ 28	+ 10	0	+ 7
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 12	- 22	+ 9	- 2	- 7	- 3	+ 7	- 14	+ 14	+ 21
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 3	+ 11	- 4	+ 4	+ 2	+ 18	- 15	- 4	- 14	- 3
Industrie des fabrications métalliques	- 8	- 12	- 19	- 5	- 9	+ 6	+ 5	+ 14	+ 3	+ 4
BRUXELLES² (19 communes)										
Ensemble des industries	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
I. Biens de consommation	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
II. Biens d'investissement	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation) .	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

² La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I-4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1988	1989				1988	1989				1988	1989			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 18	+ 9	+ 9	+ 2	+ 3	82,9	84,0	85,4	83,9	84,1	3,4	3,6	3,8	3,9	3,9
I. Biens de consommation	+ 10	- 5	+ 10	- 6	- 10	88,0	89,3	88,4	84,2	87,6	3,3	2,4	2,4	2,5	2,5
II. Biens d'investissement	+ 23	+ 30	+ 13	+ 10	+ 9	76,8	76,6	81,0	80,5	79,6	4,7	5,9	6,7	6,7	6,6
III. Biens intermédiaires	+ 9	0	+ 4	+ 4	+ 2	84,0	85,4	87,8	85,6	85,3	2,5	2,8	2,6 ⁴	2,7	2,8 ⁴
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 32	+ 22	+ 20	+ 20	+ 19	75,4	77,7	79,3	78,1	78,4	2,1	2,3	2,2	2,3	2,3
Industrie de la transformation du bois	+ 16	+ 10	+ 12	+ 11	+ 8	88,2	87,8	88,1	88,5	89,4	1,9	1,9	1,9	2,0	2,0
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 13	+ 19	+ 22	- 2	+ 12	85,9	84,1	85,5	86,5	85,7	1,5	1,8	1,5	1,4	1,4
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 8	- 9	- 19	0	+ 2	87,1	84,6	89,1	86,6	84,6	3,1	3,5	3,2	2,9	2,9
Industrie des fabrications métalliques	+ 16	+ 10	+ 11	- 5	- 4	83,1	84,3	85,6	82,6	84,3	4,6	4,9	5,4	5,5	5,5
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 35	+ 34	+ 25	+ 23	+ 34	72,3	75,0	75,5	77,7	73,7	3,1	3,5	3,4	3,3	3,3
I. Biens de consommation	+ 20	+ 12	+ 21	+ 20	+ 12	76,0	78,5	85,1	80,0	79,4	1,6	1,7	1,3	1,4	1,3
II. Biens d'investissement	+ 12	+ 11	+ 5	+ 3	+ 2	79,0	80,1	81,0	82,2	81,5	4,5	5,3	5,5	5,3	5,3
III. Biens intermédiaires	+ 47	+ 46	+ 41	+ 31	+ 57	68,7	72,6	69,5	76,5	68,7	2,2	2,1	1,8	1,8	1,8
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 36	+ 33	+ 23	+ 40	+ 7	72,1	75,9	68,7	59,8	67,2	1,3	1,5	1,2	1,3	1,2
Industrie de la transformation du bois	+ 43	+ 39	+ 27	+ 35	+ 32	69,2	69,6	82,1	69,6	70,7	1,4	2,0	1,3	1,7	1,6
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 15	+ 36	+ 53	+ 36	+ 62	80,0	81,0	70,7	75,8	73,1	1,0	1,2	1,0	0,9	0,9
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 4	- 5	- 8	- 3	- 12	83,0	86,2	85,7	86,8	87,5	1,7	1,7	1,6	1,6	1,6
Industrie des fabrications métalliques	+ 22	+ 20	+ 17	+ 19	+ 15	75,4	76,1	77,1	78,7	77,4	4,8	5,7	5,8	5,6	5,6
BRUXELLES³ (19 communes)															
Ensemble des industries ²	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
I. Biens de consommation	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
II. Biens d'investissement	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.³ La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.⁴ A partir d'avril 1988, nouvelle série à l'exclusion du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prév. de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prév. de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prév. des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1988	1989				1988	1989				1988	1989			
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	+ 3	+ 9	+ 4	+ 8	+ 13	+ 6	+ 10	+ 6	+ 3	+ 4	+ 29	+ 19	+ 16	+ 20	+ 24
I. Biens de consommation	- 6	+ 2	- 2	+ 5	+ 10	- 1	+ 2	+ 2	+ 3	+ 3	+ 16	+ 18	+ 12	+ 22	+ 26
II. Biens d'investissement	+ 8	+ 22	+ 10	+ 9	+ 19	+ 15	+ 27	+ 15	+ 7	+ 13	+ 34	+ 22	+ 20	+ 31	+ 43
III. Biens intermédiaires	+ 8	+ 6	+ 5	+ 11	+ 12	+ 5	+ 3	+ 4	+ 1	0	+ 38	+ 18	+ 16	+ 9	+ 10
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 10	+ 5	+ 3	+ 3	+ 15	- 6	+ 7	+ 4	- 1	+ 3	+ 24	+ 17	+ 18	+ 25	+ 27
Industrie de la transformation du bois	+ 13	+ 3	+ 4	+ 7	0	- 1	+ 8	+ 3	+ 2	- 8	+ 35	+ 15	+ 25	+ 34	+ 35
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	0	+ 13	+ 21	+ 14	+ 11	+ 4	+ 2	+ 6	+ 6	+ 6	+ 57	+ 40	+ 37	+ 36	+ 38
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 11	+ 5	+ 4	+ 14	+ 16	+ 4	+ 2	+ 3	+ 4	+ 2	+ 35	+ 7	+ 7	0	+ 8
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 1	+ 14	- 13	- 9	+ 13	- 6	+ 9	- 3	- 14	- 9	+ 47	+ 9	+ 5	+ 25	+ 38
Industrie des fabrications métalliques	+ 1	+ 14	+ 6	+ 10	+ 15	+ 15	+ 17	+ 11	+ 7	+ 11	+ 27	+ 25	+ 21	+ 30	+ 37
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	+ 19	+ 3	+ 3	- 2	+ 2	- 3	0	- 1	- 4	- 1	+ 38	+ 17	+ 10	+ 7	+ 9
I. Biens de consommation	+ 6	- 2	+ 15	+ 24	+ 24	- 6	- 4	- 3	- 4	- 6	+ 9	+ 8	+ 12	+ 37	+ 40
II. Biens d'investissement	+ 17	+ 21	+ 18	+ 5	+ 8	+ 4	+ 9	+ 10	- 1	+ 2	+ 16	+ 11	+ 12	+ 23	+ 22
III. Biens intermédiaires	+ 23	- 6	- 7	- 8	- 4	- 8	- 5	- 8	- 6	- 3	+ 59	+ 25	+ 7	- 10	- 6
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 1	- 30	- 36	- 29	- 24	0	0	- 10	- 9	- 7	+ 21	+ 2	- 5	+ 19	+ 24
Industrie de la transformation du bois	+ 18	+ 17	+ 19	+ 24	+ 27	+ 29	+ 12	- 1	+ 1	+ 18	+ 9	+ 24	+ 11	+ 16	+ 31
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 19	- 5	+ 4	+ 7	- 2	- 2	- 16	+ 1	- 4	+ 2	+ 49	+ 43	+ 25	+ 28	+ 11
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 19	+ 13	+ 7	+ 12	+ 23	- 5	0	0	0	0	+ 36	+ 33	+ 9	+ 4	+ 4
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 6	+ 14	+ 20	+ 18	+ 18	- 11	+ 4	+ 13	+ 6	- 7	+ 20	+ 9	+ 4	+ 20	+ 19
Industrie des fabrications métalliques	+ 15	+ 16	+ 16	+ 6	+ 11	+ 2	+ 7	+ 4	- 5	+ 4	+ 21	+ 12	+ 14	+ 22	+ 26
BRUXELLES³ (19 communes)															
Ensemble des industries	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
I. Biens de consommation	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
II. Biens d'investissement	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
III. Biens intermédiaires	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

³ La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	carnet de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1986 Décembre	98,46	111,87	108,56	96,72	101,90	94,46	102,44	92,01	78,79	77,46	70,39	80,47	95,85
1987 Janvier	93,62	112,00	116,86	99,01	93,96	99,29	102,68	84,26	80,80	83,73	71,49	81,23	96,24
Février	104,82	113,80	124,72	102,18	110,67	104,01	109,95	98,89	90,25	88,59	72,04	89,05	103,68
Mars	106,10	112,89	124,37	96,05	120,54	108,24	111,40	105,62	104,77	98,71	71,33	97,60	107,26
Avril	124,28	120,08	127,49	104,16	109,03	101,47	115,44	104,80	111,88	102,66	73,53	100,76	111,04
Mai	121,38	120,43	135,73	111,47	108,84	103,69	117,19	105,73	113,47	104,22	72,83	101,81	112,58
Juin	121,92	116,54	126,93	99,95	111,95	102,95	114,26	102,88	118,71	100,63	71,81	100,90	110,25
Juillet	112,70	116,28	113,51	115,14	108,49	100,28	111,03	96,59	122,43	100,34	70,49	99,82	107,67
Août	117,25	104,33	122,35	124,10	106,14	97,33	110,58	96,62	118,27	100,77	71,86	99,21	107,17
Septembre	126,98	106,67	128,28	118,47	111,03	106,46	115,75	98,60	119,03	101,15	73,61	100,32	111,12
Octobre	115,69	120,37	138,56	122,41	114,97	115,38	120,47	96,76	117,80	101,62	79,44	100,64	114,52
Novembre	114,33	122,02	142,03	115,09	120,18	122,06	122,18	96,98	123,11	108,49	84,12	105,05	117,04
Décembre	109,35	111,88	140,47	142,90	114,95	123,50	121,09	97,12	108,77	103,97	89,18	100,95	115,05
1988 Janvier	128,57	115,91	135,55	130,37	116,37	116,80	123,06	100,20	102,16	97,99	94,16	98,94	115,82
Février	128,43	131,49	136,80	146,26	118,75	115,64	128,51	109,05	106,09	100,42	93,65	102,95	120,84
Mars	119,67	120,79	141,15	146,79	110,39	107,43	122,25	100,24	111,36	106,50	92,80	103,83	116,72
Avril	113,90	125,78	147,16	143,36	120,06	104,76	123,39	101,09	110,33	102,68	91,09	102,23	117,04
Mai	116,16	132,40	141,16	150,71	119,44	107,69	125,79	104,45	116,43	105,93	91,10	105,66	119,75
Juin	124,01	130,24	141,18	145,18	114,04	114,01	126,86	97,75	111,18	101,69	90,57	101,13	119,14
Juillet	124,12	116,72	128,35	126,88	115,22	111,38	119,78	94,18	102,05	96,24	93,23	96,59	112,82
Août	124,23	107,40	129,10	153,53	134,78	118,25	124,40	99,13	106,65	101,26	95,68	101,09	117,41
Septembre	121,79	119,23	137,36	163,38	132,72	121,89	129,16	97,25	104,60	106,10	96,87	101,96	121,00
Octobre	124,22	125,73	138,81	149,94	127,54	125,37	129,92	99,36	107,28	107,43	97,69	103,73	122,06
Novembre	135,23	123,67	143,03	159,65	143,27	122,78	134,97	112,69	106,89	106,89	96,41	106,74	126,50
Décembre	133,54	124,79	148,88	163,84	138,68	121,41	135,26	117,09	108,53	104,60	96,29	107,48	126,93
1989 Janvier	139,16	119,20	150,12	171,28	134,97	116,58	134,75	112,14	97,44	96,92	99,00	101,37	124,74
Février	148,92	129,69	142,08	178,73	127,69	116,52	137,93	111,38	96,29	92,96	96,11	99,08	126,28
Mars	132,75	124,40	141,61	176,49	132,07	115,54	133,37	105,65	92,04	87,49	98,59	95,09	121,89
Avril	115,75	111,93	135,52	168,18	125,73	113,70	124,02	91,53	92,65	89,62	98,97	92,32	114,51
Mai	110,58	108,01	136,49	169,07	126,35	117,04	122,95	95,93	92,42	92,73	98,61	94,43	114,39
Juin	116,55	108,84	135,74	161,85	122,85	115,14	122,74	100,94	87,68	93,25	99,83	95,00	114,42
Juillet	119,84	119,91	134,44	146,77	132,58	117,92	126,00	97,65	94,32	98,19	104,23	98,10	117,63
Août	120,17	129,38	131,91	167,82	140,31	128,74	133,10	101,04	99,32	101,59	104,34	101,35	123,58
Septembre	120,91	132,52	142,34	184,59	139,58	125,20	136,42	99,78	105,95	104,84	108,34	104,33	126,79
Octobre	125,55	129,71	153,65	176,80	135,10	123,90	136,68	103,53	106,72	103,00	107,68	104,76	127,10
Novembre	130,38	129,45	168,48	176,32	135,17	119,00	138,75	105,34	108,57	106,89	107,80	107,02	129,23
Décembre	128,07	129,83	166,12	199,41	136,62	117,77	140,40	103,96	108,72	103,32	108,24	105,55	129,95

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70%) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30%).

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1988	1989			
	Décembre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Décembre
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 30	+ 20	+ 11	- 12	- 34
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 32	+ 19	+ 11	- 12	- 36
Bâtiments non-résidentiels	- 25	+ 20	+ 9	- 12	- 31
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	- 24	+ 21	- 3	- 16	- 42
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	- 7	+ 12	+ 12	+ 10	+ 14
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 4	+ 13	+ 12	+ 10	+ 15
Bâtiments non-résidentiels	- 14	+ 8	+ 13	+ 9	+ 12
Génie civil et travaux routiers	- 38	- 41	- 46	- 42	- 39
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	+ 12	+ 15	+ 20	+ 11	+ 12
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 11	+ 13	+ 21	+ 11	+ 13
Bâtiments non-résidentiels	+ 12	+ 20	+ 18	+ 12	+ 11
Génie civil et travaux routiers	- 10	+ 4	+ 1	- 4	+ 3
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 43	+ 41	+ 41	+ 42	+ 50
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 45	+ 42	+ 42	+ 45	+ 52
Bâtiments non-résidentiels	+ 40	+ 40	+ 37	+ 36	+ 48
Génie civil et travaux routiers	+ 10	+ 2	+ 4	+ 6	+ 15

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1986 Décembre	97,84	113,03	94,64	122,46	106,28
1987 Janvier	89,31	102,54	96,70	120,53	102,26
Février	93,79	102,91	91,02	123,49	102,39
Mars	86,23	101,87	94,79	117,92	100,17
Avril	91,53	102,98	92,00	123,52	102,19
Mai	89,79	105,09	93,90	112,33	99,97
Juin	102,94	104,56	95,93	111,63	103,34
Juillet	101,56	109,24	91,75	104,34	100,86
Août	104,88	108,01	94,93	107,92	103,26
Septembre	100,44	102,78	89,10	99,25	97,15
Octobre	87,15	94,38	87,77	100,27	92,18
Novembre	96,03	100,07	88,59	98,42	95,20
Décembre	92,54	94,76	93,27	105,80	96,59
1988 Janvier	96,15	100,73	96,54	108,93	100,47
Février	91,02	103,39	93,83	104,04	97,77
Mars	96,59	110,39	98,27	108,53	103,02
Avril	89,71	99,35	99,86	110,30	100,06
Mai	100,63	106,94	105,59	113,30	106,68
Juin	102,58	107,58	99,25	113,80	105,45
Juillet	99,53	112,81	100,17	111,12	105,44
Août	104,89	114,11	98,12	107,58	105,42
Septembre	102,11	114,32	105,16	107,54	106,97
Octobre	96,77	101,54	105,69	99,78	101,26
Novembre	110,15	110,32	110,34	108,07	109,72
Décembre	98,58	105,12	108,88	109,80	105,95
1989 Janvier	95,93	110,45	105,80	112,02	106,07
Février	86,94	111,24	100,08	105,11	100,65
Mars	93,06	112,39	96,16	108,19	101,89
Avril	105,71	116,17	98,52	117,53	108,69
Mai	109,81	118,81	106,26	113,60	111,56
Juin	102,75	114,02	105,37	113,12	108,54
Juillet	98,05	113,33	109,24	109,70	107,63
Août	102,50	123,08	109,50	120,58	113,53
Septembre	103,08	119,96	112,00	117,81	113,08
Octobre	113,77	125,57	111,52	124,51	118,27
Novembre	103,23	118,45	114,88	127,26	116,08
Décembre	106,36	122,90	119,31	127,98	119,27

Références bibliographiques :
Bulletin d'Information et de Documentation, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1983, p. 3-31.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la B.N.B.			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la B.N.B. ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1980	+ 19,1	+ 31,1	+ 22,1	+ 28,9	+ 14,6	+ 23,4
1981	+ 4,3	+ 1,8	- 2,3	- 3,1	- 9,4	- 3,1
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	+ 7,3
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	+ 14,9
1986	+ 11,9	+ 21,7	+ 12,2	+ 13,0	+ 11,5	+ 11,9
1987	+ 13,9	+ 11,2	+ 4,7	+ 6,6	+ 10,9	
1988	+ 9,0	+ 16,7	+ 13,8	+ 19,8		
1989	+ 19,9	+ 22,3	+ 13,6			
1990	+ 17,9					

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : I.N.S.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome 1, n^o 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988 *
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.855	9.858	9.853	9.858	9.859	9.865	9.876	9.890
population active ²	4.094	4.120	4.138	4.132	4.112	4.108	4.115	4.126
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)³ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 24	+ 26	+ 18	- 6	+ 20	- 3	+ 6	+ 12
Hommes	- 6	- 4	- 9	- 22	- 34	- 24	- 18	- 13
Femmes	+ 30	+ 30	+ 27	+ 17	+ 15	+ 20	+ 25	+ 25
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁴ :								
Total	+ 14	+ 30	+ 24	+ 16	+ 14	+ 10	+ 6	+ 2
Hommes	+ 17	+ 28	+ 25	+ 17	+ 12	+ 6	+ 3	+ 1
Femmes	- 3	+ 2	0	- 1	+ 3	+ 4	+ 2	+ 1
1.2 du taux d'activité :								
Total	+ 10	- 4	- 6	- 22	- 34	- 13	0	+ 10
Hommes	- 23	- 32	- 34	- 39	- 46	- 30	- 21	- 14
Femmes	+ 33	+ 28	+ 27	+ 18	+ 12	+ 16	+ 22	+ 24
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :	- 69	- 49	- 37	- 6	+ 20	+ 25	+ 18	+ 53
2.1 les entreprises								
— agriculture, sylviculture et pêche ..	- 72	- 50	- 31	- 13	+ 13	+ 5	+ 31	+ 51
— industrie ⁵	- 3	- 2	0	- 1	- 1	- 2	- 3	- 2
— construction	- 48	- 32	- 20	- 10	- 15	- 15	- 21	- 13
— services	- 29	- 22	- 19	- 14	- 1	+ 1	0	+ 8
— services	+ 8	+ 5	+ 8	+ 11	+ 29	+ 20	+ 53	+ 58
2.2 les services non-marchands ⁶								
2.3 l'étranger ⁷	+ 3	+ 2	- 6	+ 7	+ 8	+ 18	- 14	+ 3
2.3 l'étranger ⁷	0	0	0	- 1	0	+ 2	+ 2	0
3. Chômage (1 - 2) ⁸ :								
Total	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40	- 28	- 12	- 42
Hommes	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31	- 21	- 7	- 21
Femmes	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8	- 7	- 5	- 21

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁴ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁵ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁶ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

⁷ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

⁸ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹							Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³	
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total	Taux de chômage ⁵		Notifi- cations reçues durant le mois ⁶	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite							
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus								
milliers d'unités							milliers d'unités			
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)
1982	146,1	263,0	47,5	51,2	27,3	535,1	13,0	—	10,4	4,0
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,2	—	10,3	6,2
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,4	—	10,8	8,0
1985 Janvier - Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,6	—	13,0	18,4
Avril - Décembre		292,0	36,5			544,8	13,2	42,1		
1986	124,2	285,4	32,8	57,1	17,3	516,8	12,6	58,6	13,8	17,7
1987	114,9	288,3	31,6	52,9	13,2	500,9	12,2	66,0	14,8	14,7
1988	93,5	272,8	31,6	50,9	10,6	459,4	11,1	70,9	16,0	21,6
1989	78,1	254,2	31,6	45,9	9,5	419,3	10,2	72,9	15,6	23,4
1987 4 ^e trimestre	102,4	286,5	31,8	69,5	12,8	503,0	11,6	67,5	13,8	15,5
1988 1 ^{er} trimestre	109,4	284,8	32,2	38,2	11,6	476,2	11,6	69,2	16,5	18,6
2 ^e trimestre	93,6	270,7	31,6	26,4	10,2	432,5	11,3	70,2	17,2	21,9
3 ^e trimestre	89,4	272,0	31,4	72,1	10,6	475,5	11,0	71,5	15,2	23,7
4 ^e trimestre	81,8	263,6	31,0	66,9	10,3	453,6	10,6	72,7	15,2	22,0
1989 1 ^{er} trimestre	90,7	262,4	31,6	36,8	9,9	431,4	10,5	72,4	17,3	24,4
2 ^e trimestre	76,3	249,9	31,5	24,4	8,9	391,0	10,3	72,7	18,3	25,0
3 ^e trimestre	75,9	255,7	32,0	63,3	9,5	436,4	10,0	72,9	13,2	24,6
4 ^e trimestre	69,7	249,0	31,2	59,1	9,5	418,5	9,8	73,5	13,5	19,5
1988 Décembre	82,3	265,2	31,3	61,5	9,8	450,1	10,6	72,6	13,2	21,4
1989 Janvier	93,2	265,0	31,5	44,9	9,8	444,4	10,5	72,5	16,6	22,7
Février	91,0	261,8	31,6	34,5	9,9	428,8	10,4	72,3	17,1	24,6
Mars	87,8	260,6	31,8	30,9	9,9	421,0	10,5	72,3	18,0	23,5
Avril	81,6	253,2	31,6	24,0	9,4	399,8	10,3	72,7	19,1	24,3
Mai	76,2	250,1	31,5	22,4	8,8	389,0	10,3	72,7	17,7	24,8
Juin	71,0	246,3	31,3	26,7	8,7	384,0	10,2	72,8	18,1	25,9
Juillet	77,9	257,5	32,1	54,4	10,0	431,9	10,1	72,8	10,0	24,2
Août	77,9	259,7	32,2	67,0	9,0	445,8	10,2	72,9	13,6	25,0
Septembre	71,9	249,8	31,6	68,6	9,6	431,5	9,9	73,1	16,0	24,5
Octobre	70,3	248,4	31,1	63,7	9,7	423,2	9,8	73,4	16,6	22,5
Novembre	68,5	247,4	31,3	58,9	9,8	415,9	9,8	73,5	13,3	18,6
Décembre	70,2	251,1	31,2	54,6	9,0	416,2	9,7	73,5	10,7	17,4

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de moi ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaisonnalisé) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{[\text{colonne (f)} + \text{colonne (h)}] \times \text{colonne (g)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage.}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaisonnalisés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	166	170	187	177	180	181	185	186
Autres céréales panifiables	15	14	16	16	16	17	20	18
Céréales non panifiables	191	177	170	168	149	152	146	145
Betteraves sucrières	130	124	109	117	118	113	106	109
Autres plantes industrielles	9	12	14	17	16	13	16	16
Pommes de terre	34	37	34	36	41	40	45	41
Autres plantes et racines tuberculifères	16	17	15	15	15	14	14	12
Prés et prairies	697	691	686	678	669	661	652	647
Cultures maraichères	23	28	25	25	27	23	27	29
Cultures fruitières	11	11	11	11	11	11	11	12
Divers	117	123	133	136	148	158	155	154
Total ...	1.409	1.404	1.400	1.396	1.390	1.383	1.377	1.369
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	875	1.010	1.003	1.249	1.150	1.257	1.047	1.252
Avoine	109	153	80	92	94	59	60	70
Orge	752	745	670	873	685	793	678	738
Autres céréales	120	138	123	155	137	148	136	148
Betteraves sucrières	6.936	7.430	5.120	5.763	5.952	5.886	5.425	6.109
Pommes de terre	1.459	1.582	978	1.332	1.522	1.401	1.620	1.614
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	969	968	984	994	973	947	922	892
Autres bovidés	2.045	2.057	2.102	2.129	2.119	2.113	2.157	2.179
Porcs	5.112	5.040	5.314	5.230	5.365	5.585	5.861	6.278
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.948	2.963	3.091	2.961	3.037	3.197	3.043	2.960
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	974	941	979	1.036	1.033	1.053	1.094	1.111

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

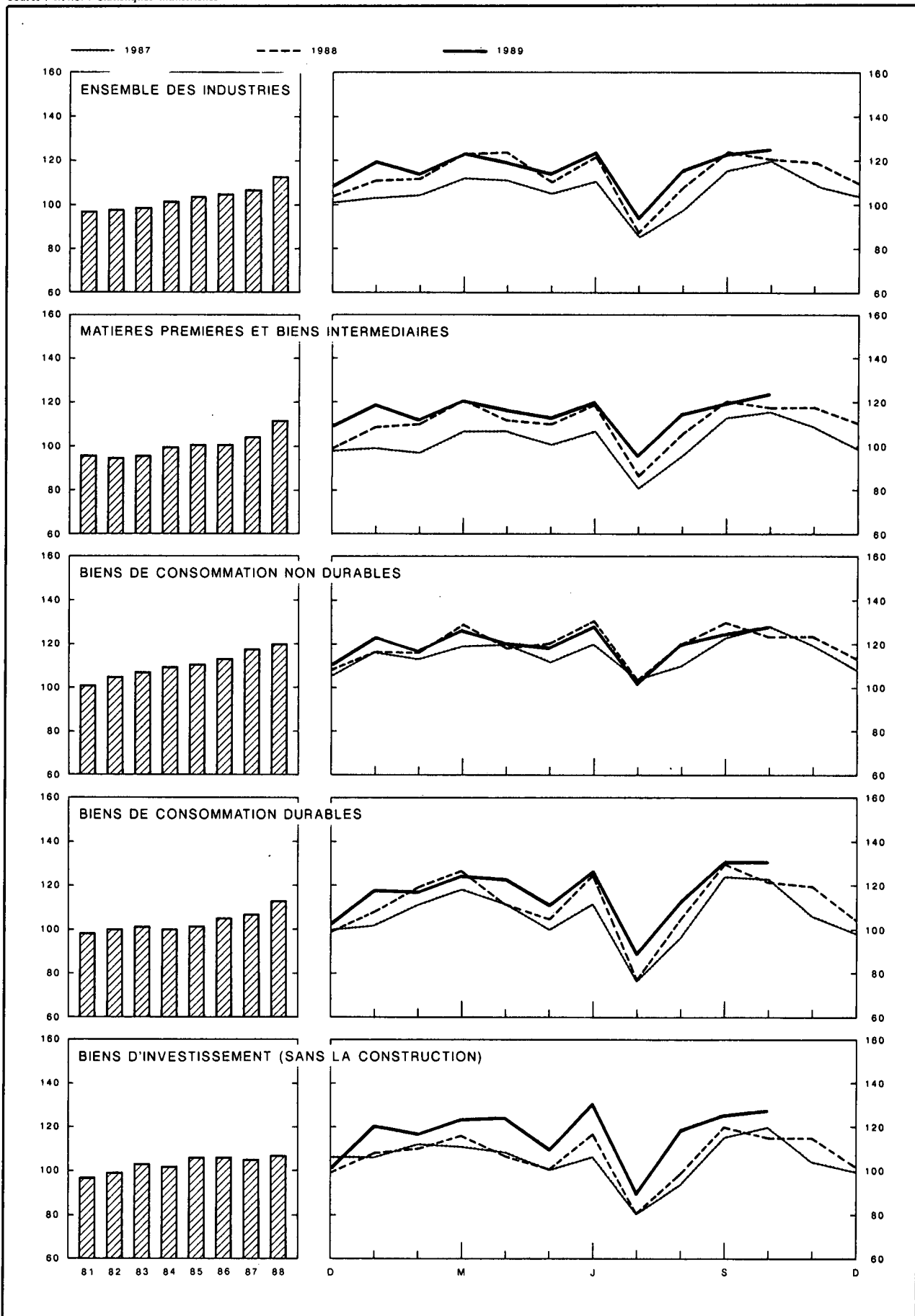
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Poissons de fond	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7	28,0	27,7	29,1
Poissons pélagiques	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1	3,1	0,5	0,1
Crustacés et mollusques	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7	2,6	2,3	2,2
Total ...	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5	33,7	30,5	31,4

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1988	100,0	97,7	2,3	56,9	19,4	12,5	11,2	—	—
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	102	102	90	100	109	100	102	90	91
1985	104	104	84	101	111	101	106	90	93
1986	105	106	75	101	113	105	106	91	100
1987	107	109	65	104	118	107	105	93	103
1988	114	115	56	112	120	110	111	99	108
1987 3 ^e trimestre	101	102	64	98	115	100	96	89	95
4 ^e trimestre	111	113	62	110	118	111	108	97	110
1988 1 ^{er} trimestre	115	117	53	113	120	117	111	98	108
2 ^e trimestre	116	117	64	114	123	111	113	103	111
3 ^e trimestre	107	109	53	105	118	101	104	93	99
4 ^e trimestre	117	119	56	117	120	113	113	102	114
1989 1 ^{er} trimestre	120	123	49	119	122	125	122	104	114
2 ^e trimestre	120	122	52	118	124	120	122	107	.
3 ^e trimestre	110	112	41	109	114	109	112	97	.
1988 Septembre	125	127	68	122	130	127	125	113	117
Octobre	121	123	60	119	124	119	120	107	117
Novembre	119	121	60	118	124	116	115	105	115
Décembre	111	113	47	113	113	106	106	94	111
1989 Janvier	121	123	45	119	124	119	121	101	110
Février	115	118	46	114	115	122	117	101	110
Mars	125	128	54	124	127	135	128	110	121
Avril	120	122	50	118	121	121	124	106	110
Mai	114	117	49	114	120	111	111	102	.
Juin	125	128	56	121	132	129	131	114	.
Juillet	91	94	23	92	98	83	89	73	.
Août	115	117	50	114	119	111	119	104	.
Septembre	123	126	49	120	126	132	126	113	.

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1988 et 1989 ¹	28,4	17,9	6,1	2,0	2,4	10,1	9,4	4,8	5,3	4,4	2,6	2,5	2,2	0,8
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	101	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	111	104	59
1985	105	117	89	93	100	116	106	74	104	96	92	113	110	51
1986	106	120	82	93	98	119	109	76	105	100	97	115	108	73
1987	106	130	83	88	101	122	118	79	105	110	91	126	109	75
1988	114	141	94	94	111	125	121	89	106	114	87	138	109	80
1987 3 ^e trimestre	97	122	79	78	92	125	107	83	89	99	92	120	109	74
4 ^e trimestre	110	132	87	90	106	124	130	82	112	124	84	126	109	80
1988 1 ^{er} trimestre	116	143	94	97	113	120	127	85	116	116	104	140	107	73
2 ^e trimestre	114	145	96	90	112	128	112	94	111	122	78	139	112	77
3 ^e trimestre	106	133	89	92	105	126	113	85	88	98	86	135	111	81
4 ^e trimestre	121	142	98	99	114	126	132	91	110	122	79	138	107	87
1989 1 ^{er} trimestre	124	153	90	103	124	126	129	95	118	131	111	134	110	83
2 ^e trimestre	121	149	90	96	115	135	119	101	118	138	92	139	118	83
3 ^e trimestre	111	134	93	.	111	125	114	90	92	112	97	126	117	89
1988 Septembre	127	148	99	107	126	141	121	99	120	133	108	156	115	86
Octobre	122	145	100	102	117	133	127	96	116	122	89	144	109	86
Novembre	124	144	95	103	119	131	134	92	115	125	79	141	107	80
Décembre	116	139	99	92	106	114	136	85	97	119	70	128	107	94
1989 Janvier	121	153	104	101	121	126	139	91	116	121	100	134	110	89
Février	121	146	79	100	117	118	122	90	116	127	109	129	105	75
Mars	130	162	89	107	133	133	126	104	123	145	123	140	116	85
Avril	124	151	86	95	125	127	124	101	117	135	94	135	108	85
Mai	112	143	93	93	123	131	117	98	109	126	80	129	121	82
Juin	127	153	93	99	96	147	116	104	127	153	102	152	123	80
Juillet	89	117	92	77	79	106	106	72	64	80	73	108	115	92
Août	119	136	95	.	124	132	116	95	90	111	102	130	120	89
Septembre	125	150	91	.	130	138	119	103	120	143	117	138	116	86

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,2 % et 0,1 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³) Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh) Production nette
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Production	Consommation intérieure	Production	Consommation intérieure	
		Total ¹	Dont :								
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel							
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159
1984	1.560	1.142	216	573	170	769	494	492	525	1.201	4.321
1985	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515
1986	1.935	1.326	227	714	229	695	428	421	466	1.046	4.626
1987	2.004	1.284	236	698	182	776	436	406	363	1.034	5.000
1988	1.974	1.307	245	701	195	.	462	455	207	1.142	5.159
1987 2 ^e trimestre	1.898	1.236	238	650	170	636	429	415	398	1.095	4.605
3 ^e trimestre	1.970	1.138	241	573	135	493	440	415	333	915	4.548
4 ^e trimestre	2.124	1.367	250	747	217	859	456	426	313	1.214	5.518
1988 1 ^{er} trimestre	1.838	1.441	232	850	207	.	455	447	242	1.154	5.416
2 ^e trimestre	1.911	1.190	252	584	176	.	462	464	233	1.070	4.774
3 ^e trimestre	2.016	1.109	257	524	154	.	472	451	169	1.328	4.820
4 ^e trimestre	2.130	1.486	238	847	235	.	460	457	186	1.017	5.627
1989 1 ^{er} trimestre	1.965	1.357	233	713	216	.	* 457	* 445	* 208	* 1.199	5.494
2 ^e trimestre	2.087	1.116	258	553	125	.	* 449	* 409	* 173	* 1.155	5.069
1988 Août	2.060	1.085	250	504	141	.	482	443	191	935	4.860
Septembre	2.029	1.223	277	599	171	.	461	477	224	1.672	5.165
Octobre	2.060	1.327	271	703	188	.	466	437	204	858	5.411
Novembre	2.002	1.612	241	931	259	.	456	458	192	1.075	5.705
Décembre	2.329	1.520	202	908	257	.	458	476	161	1.118	5.765
1989 Janvier	2.005	1.200	214	690	175	.	* 471	* 461	* 218	* 1.110	5.903
Février	1.842	1.269	204	747	190	.	* 425	* 414	* 200	* 1.145	5.204
Mars	2.049	1.601	280	850	283	.	* 474	* 475	* 207	* 1.341	5.376
Avril	2.131	1.184	253	650	100	.	* 458	* 395	* 176	* 1.072	5.289
Mai	2.038	1.112	269	521	151	.	* 468	* 432	* 171	* 1.153	4.983
Juin	2.092	1.052	252	488	123	.	* 420	* 400	* 173	* 1.240	* 4.936
Juillet	2.023	1.028	244	491	142	.	* 445	* 445	* 63	* 818	* 4.518
Août	2.150	1.232	265	654	140	.	* 462	* 427	* 133	* 939	* 4.922

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Sidérurgie : Eurostat ; Fabrications métalliques : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1981	1.024	735	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	833	608	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	583	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	674	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1986	809	614	22,2	61,7	83,9	84,6
1987	815	618	21,7	64,8	86,5	86,8
1988	935	731	* 23,6	* 70,7	* 94,3	* 93,7
1987 2 ^e trimestre	856	662	21,2	68,0	89,2	92,8
3 ^e trimestre	791	572	18,9	55,3	74,2	75,0
4 ^e trimestre	882	659	25,5	70,7	96,2	94,0
1988 1 ^{er} trimestre	932	717	* 25,5	* 73,7	* 99,3	* 94,9
2 ^e trimestre	950	755	* 22,7	* 73,1	* 95,8	* 98,1
3 ^e trimestre	880	688	* 20,6	* 58,3	* 79,2	* 79,2
4 ^e trimestre	978	764	* 25,7	* 77,2	* 102,9	* 102,4
1989 1 ^{er} trimestre	914	734	* 26,7	* 79,3	* 106,1	* 102,2
2 ^e trimestre	913	775	* 27,2	* 81,7	* 108,9	* 108,4
1988 Août	908	674	* 23,5	* 56,6	* 81,1	* 77,2
Septembre	987	773	* 24,6	* 76,1	* 100,7	* 103,7
Octobre	1.002	804	* 24,4	* 76,7	* 101,1	* 103,6
Novembre	947	774	* 23,8	* 79,2	* 102,9	* 100,7
Décembre	986	715	* 28,9	* 75,7	* 104,6	* 103,0
1989 Janvier	1.040	741	* 28,0	* 77,9	* 105,9	* 96,1
Février	804	659	* 25,7	* 74,5	* 100,2	* 96,1
Mars	896	802	* 26,5	* 85,6	* 112,1	* 114,5
Avril	874	766	* 27,5	* 80,7	* 108,2	* 107,1
Mai	936	815	* 26,1	* 73,8	* 100,0	* 100,3
Juin	929	743	* 28,1	* 90,5	* 118,6	* 117,7
Juillet	894	522	* 19,1	* 49,0	* 68,1	* 67,0
Août	928	645	* 28,6	* 71,3	* 99,8	* 85,9

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région); autres données : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	57
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	54
1986	1,9	2,5	1.536	2,0	1.275	0,4	0,6	2.115	0,5	1.673	55
1987	3,1	1.904	2,4	1.517	.	0,7	2.789	0,5	1.910	54
1988	3,8	2.292	3,0	1.817	.	0,7	3.383	0,6	2.818	* 60
1987 2 ^e trimestre	3,3	2.037	2,5	1.562	.	0,7	2.783	0,4	1.465	—
3 ^e trimestre	3,2	1.943	3,1	1.976	.	0,7	2.694	0,6	2.337	—
4 ^e trimestre	3,0	1.829	2,2	1.330	.	0,7	3.291	0,5	1.917	—
1988 1 ^{er} trimestre	3,5	2.145	2,5	1.465	.	0,6	2.891	0,5	2.368	—
2 ^e trimestre	3,9	2.429	3,3	2.102	.	0,8	3.934	0,6	3.035	—
3 ^e trimestre	3,7	2.280	3,2	2.005	.	0,8	3.514	0,7	3.177	—
4 ^e trimestre	3,9	2.315	2,8	1.696	.	0,7	3.192	0,6	3.026	—
1989 1 ^{er} trimestre	3,8	2.376	3,4	2.156	.	0,6	3.350	0,8	3.400	—
2 ^e trimestre	4,6	2.846	3,7	2.329	.	0,9	3.937	0,6	2.662	61
1988 Juillet	3,2	2.004	1,9	1.218	.	0,7	3.070	0,4	2.168	58
Août	3,7	2.346	3,8	2.438	.	0,9	4.006	0,9	3.844	58
Septembre	4,1	2.489	3,9	2.360	.	0,8	3.466	0,8	3.519	58
Octobre	3,7	2.162	3,5	2.077	.	0,7	3.380	0,8	3.206	58
Novembre	3,9	2.292	2,8	1.677	.	0,7	3.174	0,6	2.171	59
Décembre	4,2	2.490	2,2	1.334	.	0,7	3.022	0,5	2.701	60
1989 Janvier	3,7	2.244	3,2	2.103	.	0,6	3.544	0,9	4.673	* 59
Février	3,7	2.382	3,1	1.912	.	0,6	3.426	0,6	2.256	* 60
Mars	3,9	2.502	3,9	2.453	.	0,6	3.081	0,8	3.261	* 61
Avril	4,5	2.667	3,7	2.353	.	0,8	4.145	0,6	2.443	* 61
Mai	4,5	2.888	3,3	2.127	.	0,8	3.384	0,6	2.823	* 61
Juin	4,8	2.983	4,0	2.506	.	1,0	4.281	0,7	2.721	* 61
Juillet	4,5	2.818	2,5	1.559	.	0,9	4.348	0,6	1.901	* 62

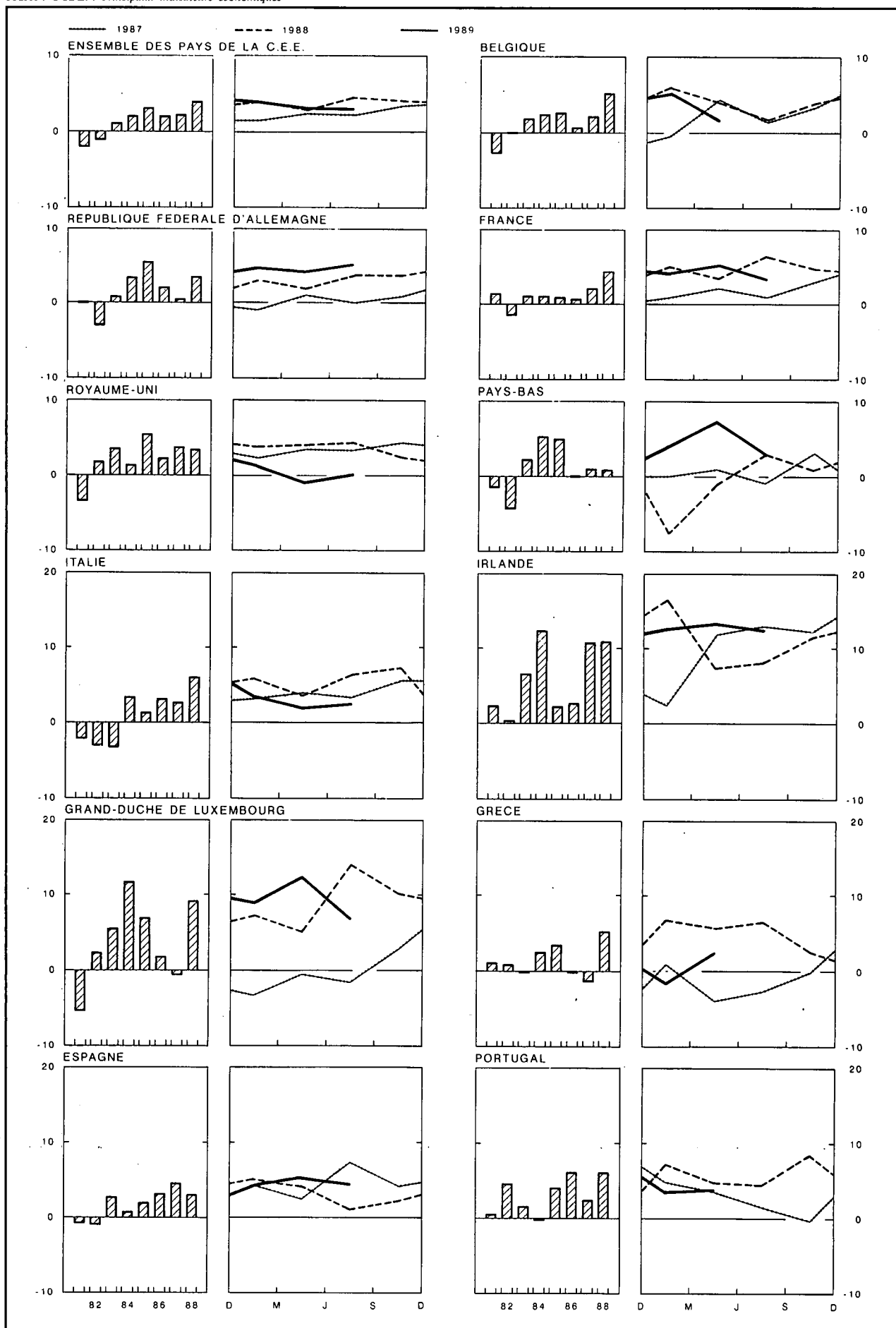
¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonné corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non

désaisonné, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE. : Principaux indicateurs économiques



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1985 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays C.E.E. (11 pays ¹)	Belgique	Répu- blique Fédérale d'Alle- magne ²	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1981	95	93	96	99	95	92	101	80	78	94	96	90
1982	94	93	93	97	96	89	98	82	79	95	95	95
1983	95	95	93	98	100	91	95	86	84	94	98	96
1984	97	98	96	99	102	95	99	98	94	97	98	96
1985	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1986	102	101	102	101	102	100	104	103	102	100	103	106
1987	104	103	102	103	106	101	108	113	101	98	108	109
1988	109	109	106	108	110	101	114	126	110	103	111	115
1987 3 ^e trimestre	105	103	103	103	106	100	107	116	102	97	110	110
4 ^e trimestre	106	104	104	105	108	102	109	118	104	98	109	109
1988 1 ^{er} trimestre	107	107	104	105	108	96	113	123	107	103	110	114
2 ^e trimestre	108	108	105	106	109	100	112	122	104	103	112	115
3 ^e trimestre	110	111	107	109	111	103	114	126	116	103	112	115
4 ^e trimestre	110	111	108	109	110	104	117	132	114	101	111	118
1989 1 ^{er} trimestre	111	113	109	110	110	100	116	139	117	102	115	118
2 ^e trimestre	112	110	110	112	109	107	115	138	116	105	118	.
3 ^e trimestre	113	.	113	113	111	106	117	.	.	.	118	.
1988 Septembre	110	110	108	110	111	104	112	127	111	102	113	111
Octobre	109	111	108	107	110	105	115	133	114	101	106	118
Novembre	111	110	108	111	111	106	117	129	115	102	115	118
Décembre	111	111	109	110	110	102	119	135	114	100	113	118
1989 Janvier	111	116	110	111	110	101	116	145	119	105	119	117
Février	111	112	109	110	109	100	118	135	108	94	114	115
Mars	111	112	109	110	110	99	115	136	123	105	113	124
Avril	113	112	112	113	110	111	115	133	121	107	118	117
Mai	110	109	107	111	108	106	113	140	114	107	116	120
Juin	112	110	111	113	108	105	116	140	114	103	119	.
Juillet	114	123	113	114	110	106	118	155	121	105	117	.
Août	114	.	113	114	111	106	117	134	.	.	120	.
Septembre	113	.	112	111	111	107	116	.	.	.	118	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
(millions)			(milliers de tonnes)		(millions)		
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433	77
1982	573	566	5.200	1.541	949	440	81
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1986	506	618	5.260	1.399	980	463	91
1987	524	597	5.332	1.336	1.014	498	91
1988	529	641	5.482	1.218	1.081	544	105
1987 3 ^e trimestre	507	561	4.941	1.173	959	603	100
4 ^e trimestre	546	613	5.883	1.466	1.076	474	95
1988 1 ^{er} trimestre	526	633	5.463	1.346	1.000	447	91
2 ^e trimestre	540	609	5.433	1.229	1.044	543	107
3 ^e trimestre	497	640	5.278	1.110	1.116	670	116
4 ^e trimestre	553	683	5.754	1.186	1.165	517	107
1989 1 ^{er} trimestre	515	654	5.498	1.147	1.110	489	101
2 ^e trimestre	549	683	5.649	1.162	1.216	565	109
3 ^e trimestre	519	626	5.068	1.128	1.157	672	113
1988 Novembre	524	685	5.807	1.125	1.140	468	100
Décembre	558	694	5.775	1.204	1.160	490	107
1989 Janvier	492	576	5.212	1.145	1.003	505	99
Février	511	715	5.644	1.078	1.204	437	96
Mars	543	672	5.639	1.217	1.123	525	108
Avril	533	648	5.089	1.213	1.109	522	106
Mai	552	676	5.411	1.063	1.259	532	104
Juin	561	725	6.447	1.210	1.281	640	116
Juillet	525	618	4.972	1.107	1.180	724	121
Août	489	578	4.779	1.084	1.079	711	116
Septembre	542	683	5.452	1.193	1.211	581	103
Octobre	* 578	749	5.982	1.298	1.238	577	117
Novembre	* 522	694	5.638	1.268	1.077	490	104

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : *Stad Antwerpen - Havenbedrijf* [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.748	2.720	1.659	1.283	263	3.384	332	161	7.602	414
1984	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	3.458	345	212	8.224	437
1985	9.969	3.851	3.188	1.883	1.786	583	3.583	380	252	7.803	422
1986	10.582	4.274	3.039	1.728	1.512	408	3.478	416	272	7.943	434
1987	10.849	4.357	2.950	1.697	1.598	415	3.866	604	321	7.865	427
1988	11.278			1.789			4.086			8.263	453
1987 2 ^e trimestre ..	11.132	4.205	2.854	1.671	1.485	382	3.579	472	348	8.163	445
3 ^e trimestre ..	10.511	4.025	2.554	1.709	1.630	336	4.251	660	300	7.857	422
4 ^e trimestre ..	11.082	4.733	3.501	1.749	1.591	371	4.282	838	331	8.441	471
1988 1 ^{er} trimestre ..	10.962	4.415	3.035	1.878	1.654	441	3.652	617	274	7.653	434
2 ^e trimestre ..	11.312	4.840	3.237	1.802	1.318	380	3.206	498	311	8.699	469
3 ^e trimestre ..	11.327	5.114	3.383	1.688	1.374	315	4.605	656	373	8.157	441
4 ^e trimestre ..	11.512			1.787			5.047			8.544	469
1989 1 ^{er} trimestre ..	10.550			1.686			5.060			7.945	432
2 ^e trimestre ..				1.764			5.142			8.859	464
1988 Juillet	11.012	5.125	3.472	1.602	1.012	297	4.753	715	418	7.073	367
Août	11.519	4.558	3.018	1.839	1.292	231	4.743	540	302	8.588	471
Septembre	11.451	5.658	3.660	1.624	1.819	416	4.318	714	400	8.811	486
Octobre	11.365			1.741			5.356			9.216	490
Novembre	11.930			1.797			4.937			8.397	475
Décembre	11.240			1.824			4.848			8.019	441
1989 Janvier	10.045			1.492			4.947			7.552	425
Février	10.381			1.786			5.405			8.111	429
Mars	11.225			1.779			4.829			8.172	442
Avril				1.714			4.923			9.023	461
Mai				1.892			5.242			8.576	455
Juin				1.685			5.260			8.977	477
Juillet				1.585			4.898			* 7.098	* 368

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1985	2.595	1.775	79	264	103	126	74
1986	2.637	1.819	81	277	96	126	67
1987	2.565	1.727	81	299	90	131	61
1988	2.326	1.514	67	330	75	119	47
1987 3 ^e trimestre	5.837	4.340	121	652	142	237	77
4 ^e trimestre	1.134	550	51	203	60	82	47
1988 1 ^{er} trimestre	818	344	42	172	42	66	36
2 ^e trimestre	2.457	1.579	80	316	85	151	58
3 ^e trimestre	4.870	3.571	92	626	108	177	55
4 ^e trimestre	1.161	563	55	204	65	82	41
1989 1 ^{er} trimestre	1.047	495	52	184	55	89	32
2 ^e trimestre	2.407	1.483	93	300	103	162	54
3 ^e trimestre	5.314	3.871	106	694	120	197	55
1988 Septembre	2.038	1.173	63	294	108	130	58
Octobre	1.425	649	65	258	91	121	55
Novembre	1.102	550	57	168	63	68	39
Décembre	955	489	42	187	42	57	28
1989 Janvier	730	274	42	165	38	66	28
Février	829	350	49	180	46	63	29
Mars	1.583	862	66	207	81	138	38
Avril	1.936	1.192	87	202	89	131	39
Mai	2.745	1.659	113	379	112	199	60
Juin	2.539	1.597	79	318	107	156	62
Juillet	7.335	5.584	111	977	109	251	51
Août	6.391	4.784	128	797	125	187	55
Septembre	2.215	1.245	78	307	127	153	60

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Supermarchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1981	102	108	105	86	98	103	105	109	103	95
1982	115	117	112	79	112	118	110	120	115	97
1983	120	125	117	57	122	128	116	121	121	95
1984	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985	136	136	125	50	138	140	135	138	138	97
1986	140	140	125	32	144	162	154	127	143	101
1987	145	145	123	22	146	162	163	128	146	102
1988	* 141	150	122	23	* 148	* 163	* 161	* 127	* 146	* 102
1987 3 ^e trimestre	137	138	122	23	143	150	162	118	140	98
4 ^e trimestre	154	160	129	21	155	182	189	134	158	111
1988 1 ^{er} trimestre	* 133	142	118	19	* 141	* 147	* 144	* 126	* 138	* 97
2 ^e trimestre	* 144	150	122	24	* 149	* 167	* 161	* 132	* 149	* 104
3 ^e trimestre	* 133	143	122	25	* 143	* 155	* 152	* 116	* 138	* 96
4 ^e trimestre	* 153	165	127	26	* 159	* 182	* 186	* 132	* 160	* 110
1989 1 ^{er} trimestre	* 141	149	119	24	* 147	* 166	* 154	* 133	* 146	* 100
2 ^e trimestre	* 155	161	128	24	* 158	* 177	* 169	* 146	* 159	* 108
3 ^e trimestre	* 144	152	129	26	* 153	* 164	* 168	* 127	* 149	* 100
1988 Septembre	* 144	144	120	24	* 148	* 174	* 169	* 121	* 147	* 102
Octobre	* 144	152	123	27	* 150	* 189	* 158	* 123	* 149	* 103
Novembre	* 136	149	114	23	* 145	* 158	* 156	* 121	* 142	* 98
Décembre	* 180	194	143	29	* 183	* 200	* 243	* 152	* 186	* 129
1989 Janvier	* 135	147	116	24	* 142	* 172	* 148	* 121	* 141	* 97
Février	* 130	139	113	22	* 138	* 135	* 145	* 127	* 135	* 92
Mars	* 159	161	127	27	* 160	* 190	* 168	* 150	* 163	* 111
Avril	* 150	157	125	22	* 151	* 195	* 159	* 138	* 155	* 105
Mai	* 154	163	129	25	* 157	* 178	* 168	* 146	* 159	* 108
Juin	* 160	162	130	25	* 165	* 159	* 181	* 155	* 164	* 111
Juillet	* 135	153	128	27	* 146	* 165	* 156	* 120	* 142	* 96
Août	* 139	148	127	26	* 152	* 138	* 164	* 127	* 145	* 97
Septembre	* 157	156	130	24	* 160	* 190	* 183	* 134	* 160	* 107

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1986 2 ^e semestre	1.576	762	459	355	111,7	6,3	62,7	42,7	36,2	3,8	18,4	14,0
1987 1 ^{er} semestre	1.721	861	488	372	124,7	6,7	70,0	48,0	45,4	3,7	23,0	18,7
2 ^e semestre	1.756	875	504	377	130,4	7,0	73,1	50,3	40,2	3,5	20,6	16,1
1988 1 ^{er} semestre	1.769	836	528	405	143,8	7,3	79,4	57,1	52,4	3,7	25,6	23,1
2 ^e semestre	1.791	807	549	435	147,5	7,7	80,7	59,1	42,2	3,5	20,8	17,9
1989 1 ^{er} semestre	1.819	777	576	466	162,1	7,5	87,0	67,6	56,9	3,8	26,7	26,4

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1986 2 ^e semestre	67	54	7	6	1,1	0,2	0,5	0,4
1987 1 ^{er} semestre	62	49	8	5	1,2	0,1	0,6	0,5
2 ^e semestre	63	50	8	5	1,2	0,2	0,5	0,5
1988 1 ^{er} semestre	61	49	8	4	1,1	0,1	0,6	0,4
2 ^e semestre	64	51	8	5	1,3	0,2	0,6	0,5
1989 1 ^{er} semestre	64	50	9	5	1,4	0,2	0,8	0,4

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos-moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliers)										
1986 2 ^e semestre	781	3	1	0	76	22	5	200	108	8	337	21
1987 1 ^{er} semestre	825	4	2	0	103	24	5	218	112	9	325	23
2 ^e semestre	799	4	2	0	82	23	5	200	114	7	338	24
1988 1 ^{er} semestre	796	4	2	0	109	27	6	188	115	8	303	34
2 ^e semestre	795	4	1	0	79	24	4	232	115	7	299	30
1989 1 ^{er} semestre	789	5	2	0	113	29	6	193	116	12	282	31
Crédits accordés (milliards de francs)												
1986 2 ^e semestre	36,2	2,4	0,5	0,2	19,7	3,2	0,2	0,4	0,9	2,6	4,6	1,5
1987 1 ^{er} semestre	45,4	3,4	0,5	0,2	27,1	3,7	0,3	0,3	0,9	2,9	4,3	1,8
2 ^e semestre	40,2	2,8	0,6	0,2	22,8	3,7	0,2	0,3	0,8	2,5	4,6	1,7
1988 1 ^{er} semestre	52,4	3,2	0,7	0,2	30,9	4,5	0,3	0,3	0,9	2,9	4,2	4,3
2 ^e semestre	42,2	2,6	0,6	0,2	23,7	4,1	0,2	0,3	0,8	2,8	4,6	2,3
1989 1 ^{er} semestre	56,9	4,3	0,9	0,2	34,1	5,2	0,4	0,3	0,8	3,5	4,6	2,6

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1985	2	329	7	15.432	16.986	2	32.758	1.212	33.970
1986	2	319	8	17.164	18.512	4	36.009	981	36.990
1987	2	303	7	19.125	20.861	3	40.301	885	41.186
1988	2	272	8	21.227	22.107	2	43.618	833	44.451
1987 3 ^e trimestre	2	305	6	19.412	20.062	2	39.789	844	40.633
4 ^e trimestre	2	284	7	20.620	22.294	1	43.208	865	44.073
1988 1 ^{er} trimestre	2	299	7	19.905	22.333	1	42.547	860	43.407
2 ^e trimestre	2	281	8	21.455	21.967	2	43.715	876	44.591
3 ^e trimestre	2	262	8	21.393	20.451	2	42.118	794	42.912
4 ^e trimestre	2	247	7	22.154	23.677	3	46.090	803	46.893
1989 1 ^{er} trimestre	2	267	7	22.152	23.885	2	46.315	796	47.111
2 ^e trimestre	2	283	7	24.324	24.059	2	48.677	826	49.503
3 ^e trimestre	2	265	7	23.539	21.808	4	45.625	758	46.383
1988 Novembre	2	234	6	22.083	22.085	3	44.413	747	45.160
Décembre	2	241	7	23.146	26.789	2	50.187	859	51.046
1989 Janvier	2	290	7	23.274	24.357	2	47.932	832	48.764
Février	2	239	7	19.940	22.199	2	42.389	717	43.106
Mars	2	272	7	23.241	25.100	2	48.624	839	49.463
Avril	2	269	6	22.387	23.067	2	45.733	784	46.517
Mai	1	278	7	26.076	23.984	2	50.348	830	51.178
Juin	2	301	8	24.509	25.126	3	49.949	864	50.813
Juillet	1	294	7	23.699	21.699	4	45.704	803	46.507
Août	2	261	7	24.124	21.215	3	45.612	761	46.373
Septembre	2	241	7	22.793	22.511	4	45.558	711	46.269
Octobre	2	248	7	25.246	25.222	4	50.729	801	51.530
Novembre	2	244	7	24.333	25.205	2	49.793	732	50.525

b) Montant des opérations

(milliards de francs)

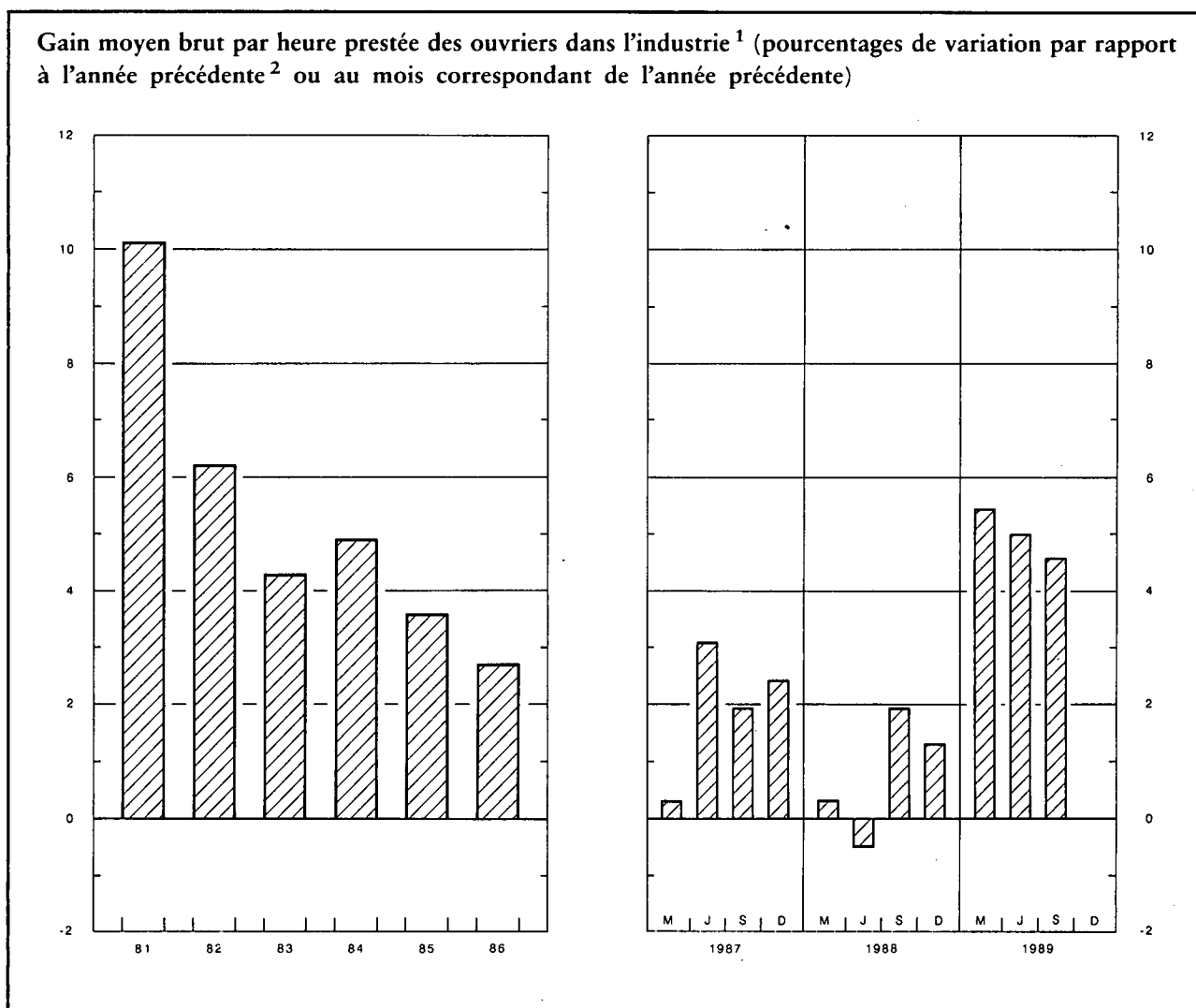
Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1985	320	6	957	744	5.547	997	8.571	681	9.252
1986	286	6	1.108	769	6.435	1.068	9.672	680	10.352
1987	288	5	1.216	837	7.191	1.035	10.572	672	11.244
1988	238	5	1.272	965	7.575	1.082	11.137	744	11.881
1987 3 ^e trimestre	280	5	1.146	783	7.280	968	10.462	624	11.086
4 ^e trimestre	295	4	1.272	881	7.301	978	10.731	707	11.438
1988 1 ^{er} trimestre	270	4	1.294	974	7.626	1.054	11.222	755	11.977
2 ^e trimestre	223	7	1.213	1.010	7.415	1.114	10.982	751	11.733
3 ^e trimestre	248	5	1.314	890	7.664	1.116	11.237	733	11.970
4 ^e trimestre	212	4	1.266	984	7.594	1.045	11.105	737	11.842
1989 1 ^{er} trimestre	272	4	1.355	1.135	8.603	1.186	12.555	829	13.384
2 ^e trimestre	271	7	1.516	1.162	9.005	1.935	13.896	752	14.648
3 ^e trimestre	237	5	1.280	1.101	8.813	2.007	13.443	706	14.149
1988 Novembre	182	3	1.156	854	6.944	797	9.936	668	10.604
Décembre	256	4	1.325	1.213	8.487	1.280	12.565	794	13.359
1989 Janvier	270	4	1.254	1.118	8.253	1.094	11.993	859	12.852
Février	291	4	1.439	1.132	8.553	1.090	12.509	779	13.288
Mars	254	5	1.371	1.156	9.005	1.373	13.164	849	14.013
Avril	209	5	1.265	1.125	8.116	1.979	12.700	709	13.409
Mai	261	7	1.377	1.190	8.588	1.717	13.140	735	13.875
Juin	342	9	1.905	1.171	10.311	2.109	15.847	814	16.661
Juillet	259	5	1.211	1.155	8.772	2.078	13.480	673	14.153
Août	225	6	1.407	1.071	8.588	1.929	13.226	705	13.931
Septembre	228	5	1.223	1.077	9.078	2.012	13.623	740	14.363
Octobre	255	5	1.419	1.139	10.335	2.287	15.440	857	16.297
Novembre	231	4	1.214	1.093	9.336	2.005	13.883	741	14.624

¹ Nombre de chambres en activité : jusqu'avril 1985 : 22 ; de mai 1985 à juillet 1989 : 21 ; depuis août 1989 : 20.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome 1, n^o 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
Indices 1975 = 100								
1982	179,0	175,0	180,0	171,0	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186,0	183,0	189,0	186,0	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195,0	191,0	198,0	200,0	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	203,0	197,0	202,0	213,0	205,7	202,0	191,5	187,6
1986	208,0	199,0	205,0	218,0	208,5	204,6	193,5	189,5
1987	212,0	201,0	207,0	226,0	210,4	206,5	194,9	191,5
Indices 1987 = 100								
1988	100,8	101,8	102,3	100,2	102,5	103,1	102,0	103,6
1989 .....	.	.	.	.	106,5	107,3	106,9	107,5
1988 Juin	99,7	101,2	101,9	99,1	101,8	102,4	101,2	102,8
1988 Septembre	100,8	102,3	102,7	100,2	102,8	103,5	102,6	104,3
1988 Décembre	104,0	102,7	103,3	103,5	103,4	104,1	102,9	104,3
1989 Mars	* 104,0	103,7	104,6	* 103,4	104,4	! 105,4	104,1	105,1
1989 Juin	* 104,7	* 105,1	* 106,2	* 104,1	106,3	! 107,0	105,8	107,1
1989 Septembre	* 105,4	* 105,9	* 107,4	* 104,6	! 107,1	! 107,6	107,9	107,8
1989 Décembre .....	.	.	.	.	108,0	109,3	109,6	109,9

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport pour les indices 1975 = 100.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1986	1987	1987	1988	1988	1986	1987	1987	1988	1988
	octobre	avril	octobre	avril	octobre	octobre	avril	octobre	avril	octobre
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
Ensemble de l'industrie	296	302	303	307	310	73,1	73,8	74,0	75,4	76,6
Industrie extractive	333	334	337	341	346	70,1	67,1	67,1	67,4	69,2
Bâtiment et génie civil	290	293	296	301	299	68,5	69,2	67,6	70,0	71,0
Industrie manufacturière	295	301	302	306	310	73,7	74,5	75,0	76,3	77,5
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	300	306	305	305	308	70,9	71,4	71,3	72,3	73,5
Construction de machines et de matériel mécanique	310	314	316	321	326	75,1	75,6	77,2	78,3	80,5
Construction électrique et électronique	294	302	303	307	309	75,9	76,5	78,5	79,0	81,3
Construction d'automobiles et pièces détachées	310	323	321	326	387	73,1	74,5	76,1	77,9	79,6
Construction d'autre matériel de transport .	313	318	314	315	322	77,1	78,2	78,2	79,6	76,7
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	275	288	288	289	300	70,2	70,6	70,3	71,7	74,6
Métallurgie de base	361	370	367	376	385	87,8	88,6	89,1	89,4	91,1
Industrie chimique	347	353	359	370	377	83,2	84,2	85,6	88,2	89,2
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	281	286	288	291	297	68,7	69,5	70,0	71,2	73,2
Industrie textile	251	256	257	261	264	65,6	66,8	67,1	68,7	70,8
Industrie des produits minéraux non métalliques	309	317	317	320	324	74,7	75,1	75,6	77,3	78,7
Industrie du bois	268	271	272	273	275	59,8	59,2	58,4	60,4	61,8
Industrie des chaussures et de l'habillement .	221	224	230	232	231	52,9	53,2	52,6	53,8	55,9
Industrie du papier, imprimerie et édition .	322	329	334	338	343	70,4	71,4	72,1	73,6	74,8
Raffineries de pétrole	481	478	477	486	486	110,2	110,8	110,4	114,8	113,7
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	88,6	90,7	91,3	91,4	91,6

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

(indices 1975 = 100)

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1986	143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	159,1	136,1	161,3
1987	149,2	123,8	91,2	67,2	91,6	104,5	148,6	167,1	150,3	106,4	164,0	152,8	165,1
1988	143,4	150,2	108,6	92,0	125,5	111,9	181,8	191,6	216,4	115,5	139,5	162,1	137,3
1989	158,0	150,7	104,3	98,2	110,6	105,5	186,0	191,3	223,5	125,5	162,3	158,2	162,7
1987 4 ^e trimestre	153,2	135,0	95,5	71,1	97,7	108,5	165,1	178,0	183,4	113,8	163,8	162,7	163,9
1988 1 ^{er} trimestre	147,8	142,7	101,6	76,3	107,4	113,6	174,1	187,6	196,1	116,4	150,7	166,2	149,2
2 ^e trimestre	150,3	152,1	107,0	85,3	127,1	112,0	186,4	199,1	219,3	116,0	149,2	165,1	147,7
3 ^e trimestre	138,9	150,1	114,4	103,8	140,5	111,2	177,2	189,8	206,2	112,1	132,4	154,9	130,3
4 ^e trimestre	136,8	155,8	111,4	102,7	127,1	110,8	189,6	190,0	243,8	117,7	125,6	162,1	122,1
1989 1 ^{er} trimestre	156,1	159,0	113,2	103,9	123,1	114,9	193,9	191,3	251,5	124,4	154,4	158,2	154,1
2 ^e trimestre	160,7	153,1	110,2	100,0	119,6	112,6	185,8	188,5	225,0	128,7	165,2	155,0	166,1
3 ^e trimestre	154,6	146,3	98,6	93,6	104,1	99,3	182,7	190,5	214,8	124,0	159,5	155,1	159,9
4 ^e trimestre	160,6	144,2	95,2	95,4	95,7	95,0	181,5	195,0	202,6	125,1	170,1	164,4	170,7
1988 Décembre	145,9	160,6	113,6	102,4	126,4	115,4	196,4	194,3	258,2	120,2	137,3	164,2	134,7
1989 Janvier	154,5	160,4	114,6	105,6	124,5	116,1	195,3	192,7	258,6	118,2	151,1	159,3	150,4
Février	152,4	157,1	111,9	102,6	121,1	113,9	191,5	190,1	245,3	124,3	149,6	158,0	148,8
Mars	161,4	159,6	113,2	103,6	123,8	114,8	194,9	191,0	250,6	130,7	162,5	157,3	163,0
Avril	166,9	157,5	111,5	100,3	119,5	115,0	192,6	192,2	240,8	130,3	172,4	159,6	173,6
Mai	159,3	153,3	111,1	101,4	121,2	113,0	185,4	187,8	225,0	128,1	162,9	153,6	163,8
Juin	155,9	148,6	108,0	98,4	118,2	109,7	179,5	185,5	209,3	127,8	160,2	151,9	161,0
Juillet	156,3	147,2	102,7	96,5	114,1	102,1	181,1	189,8	205,6	130,4	161,6	155,6	162,1
Août	151,8	146,6	96,7	92,1	99,9	98,1	184,6	191,6	219,8	123,3	154,8	153,8	154,9
Septembre	155,8	145,2	96,3	92,3	98,3	97,8	182,5	190,1	219,1	118,4	162,0	155,9	162,6
Octobre	159,9	145,2	95,2	94,9	95,5	95,3	183,6	191,8	216,9	122,6	168,4	160,7	169,1
Novembre	158,6	144,4	96,3	95,7	96,6	96,6	181,1	195,1	201,3	124,8	166,8	163,2	167,1
Décembre	163,3	142,9	94,2	95,6	95,0	93,2	179,9	198,2	189,7	127,8	175,2	169,4	175,8

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollar des Etats-Unis.

VII - 2a. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION ET A L'IMPORTATION
ET SES COMPOSANTES

(Indices 1980 = 100)

	Prix des produits agricoles et horticoles	Prix à la production industrielle	Valeur unitaire des produits importés	Prix à la production et à l'importation
1981	110,9	112,3	115,7	114,1
1982	123,8	124,9	133,3	129,5
1983	130,5	132,7	142,8	138,2
1984	137,1	140,8	155,3	148,6
1985	135,2	144,8	159,7	152,5
1986	125,1	131,6	138,3	135,0
1987	122,0	125,8	130,6	128,3
1988	121,1	127,4	133,4	130,4
1987 2 ^e trimestre	123,0	125,5	130,3	128,0
3 ^e trimestre	116,7	125,9	131,4	128,5
4 ^e trimestre	123,7	125,8	130,4	128,2
1988 1 ^{er} trimestre	121,3	125,4	131,3	128,5
2 ^e trimestre	119,9	125,5	131,3	128,4
3 ^e trimestre	116,9	128,1	135,4	131,6
4 ^e trimestre	126,8	130,4	135,5	133,0
1989 1 ^{er} trimestre	129,0	132,6	141,7	137,5
2 ^e trimestre	132,7	134,4	144,4	139,8
3 ^e trimestre	134,7	135,5	.	.
1988 Novembre	128,1	130,4	135,9	133,3
Décembre	130,0	130,8	136,3	133,8
1989 Janvier	128,5	132,0	140,1	136,3
Février	130,3	132,8	142,9	138,2
Mars	128,2	133,1	142,2	137,9
Avril	128,3	134,2	143,7	139,1
Mai	135,3	134,6	144,5	140,1
Juin	134,3	134,3	144,9	140,1
Juillet	129,8	134,4	141,9	138,3
Août	133,6	135,5	142,6	139,3
Septembre	140,8	136,8	.	.
Octobre	139,2	136,6	.	.
Novembre	138,7	135,9	.	.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIV^e année, tome II, n^{os} 2-3, août-septembre 1989.

VII - 2b. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(Indices 1980 = 100)

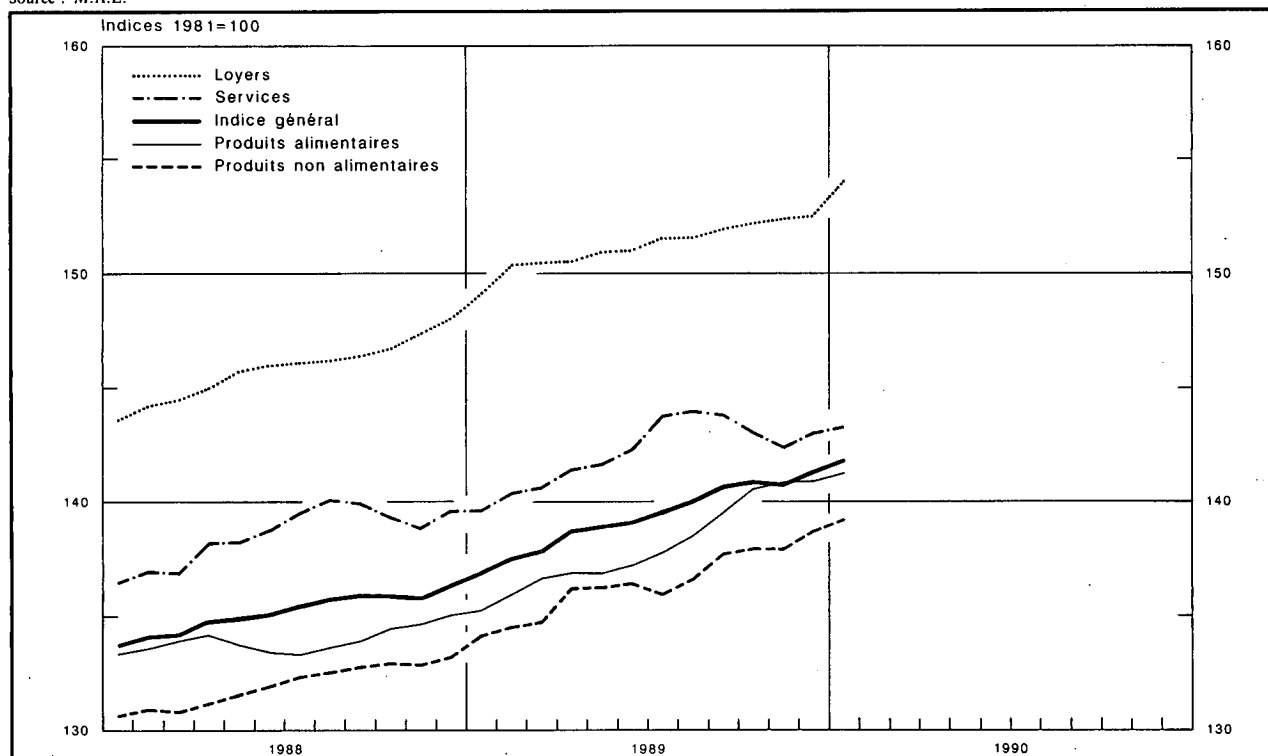
	Prix à la production industrielle	Prix par type de produits				Prix selon l'utilisation des produits		
		Energie et eau	Produits minéraux et chimiques	Produits métalliques électro-technique, machines, matériel de transport	Autres produits manufacturés	Produits intermédiaires	Produits destinés à la consommation	Produits destinés à l'investissement
1981	112,3	125,7	109,3	107,1	106,1	116,2	106,7	107,3
1982	124,9	138,6	130,0	119,4	115,4	130,2	116,9	119,3
1983	132,7	148,9	136,6	126,1	122,4	138,6	123,9	126,4
1984	140,8	158,6	146,8	130,6	129,6	147,6	131,4	130,6
1985	144,8	159,6	149,6	135,7	135,7	150,3	137,6	135,2
1986	131,6	115,1	141,7	138,5	136,0	126,7	138,2	138,4
1987	125,8	103,4	134,5	138,4	131,9	118,6	135,1	138,9
1988	127,4	99,3	142,9	140,1	135,2	119,7	137,0	140,9
1987 3 ^e trimestre	125,9	104,1	135,3	138,4	132,4	119,1	134,3	138,9
4 ^e trimestre	125,8	102,7	135,3	138,4	132,9	118,5	135,0	139,1
1988 1 ^{er} trimestre	125,4	99,7	136,1	139,2	133,5	117,5	135,2	140,2
2 ^e trimestre	125,5	97,0	139,5	139,3	134,1	117,5	135,6	140,5
3 ^e trimestre	128,1	99,6	144,2	140,3	136,2	120,6	137,7	140,6
4 ^e trimestre	130,4	100,9	151,6	141,7	137,2	123,3	139,4	142,4
1989 1 ^{er} trimestre	132,6	102,6	156,6	143,2	138,9	126,1	141,0	144,3
2 ^e trimestre	134,4	106,7	157,1	144,8	139,6	128,6	141,4	145,3
3 ^e trimestre	135,5	105,7	158,7	146,2	141,9	128,9	144,2	146,8
1988 Novembre	130,4	100,7	151,7	142,2	137,2	123,3	139,4	143,3
Décembre	130,8	101,0	152,4	142,1	137,6	123,6	140,0	143,2
1989 Janvier	132,0	102,3	154,6	142,1	138,9	125,3	141,0	143,2
Février	132,8	102,4	157,3	143,8	138,9	126,2	141,1	144,9
Mars	133,1	103,2	157,8	143,7	138,9	126,8	140,9	144,8
Avril	134,2	108,1	156,0	143,7	139,2	128,8	140,9	144,8
Mai	134,6	106,8	158,4	145,3	139,4	129,2	140,9	145,6
Juin	134,3	105,1	157,0	145,3	140,3	128,0	142,2	145,6
Juillet	134,4	103,4	158,2	145,3	141,1	127,7	143,0	145,7
Août	135,5	105,2	159,0	146,7	142,0	128,7	144,4	147,4
Septembre	136,8	108,6	158,9	146,7	142,7	130,3	145,3	147,4
Octobre	136,6	108,8	158,0	146,7	142,6	129,9	145,6	147,4
Novembre	135,9	107,8	156,4	146,7	142,3	128,9	145,2	147,4

Référence bibliographique : voir tableau VII-2a.

VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1982	166,58	153,94	166,01	178,01	173,24
1983	179,35	166,93	177,47	192,09	188,85
Indices 1981 = 100¹					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1986	131,56	134,44	129,00	132,38	134,96
1987	133,60	133,90	130,43	136,52	140,72
1988	135,15	133,88	131,91	138,59	145,85
1989	139,35	138,07	136,37	142,14	151,24
1988 3 ^e trimestre	135,72	133,58	132,47	139,89	146,29
4 ^e trimestre	136,06	134,69	132,93	139,27	147,43
1989 1 ^{er} trimestre	137,39	135,93	134,38	140,21	150,00
2 ^e trimestre	138,91	136,99	136,23	141,73	150,89
3 ^e trimestre	140,12	138,59	136,72	143,82	151,69
4 ^e trimestre	140,97	140,76	138,18	142,77	159,38
1989 Janvier	136,88	135,28	134,02	139,64	149,14
Février	137,49	135,91	134,45	140,38	150,36
Mars	137,81	136,60	134,66	140,61	150,51
Avril	138,74	136,94	136,15	141,35	150,59
Mai	138,87	136,86	136,23	141,65	150,99
Juin	139,13	137,18	136,30	142,20	151,08
Juillet	139,58	137,71	135,98	143,73	151,58
Août	140,05	138,48	136,50	143,99	151,59
Septembre	140,74	139,57	137,67	143,75	151,91
Octobre	140,91	140,59	137,96	143,05	152,20
Novembre	140,73	140,75	137,90	142,35	152,40
Décembre	141,28	140,93	138,67	142,92	152,53
1990 Janvier	141,80	141,25	139,24	143,31	154,03

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général

à 1,54012; les produits alimentaires à 1,41248; les produits non alimentaires à 1,51287; les services à 1,68324; les loyers à 1,63501.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
Indices 1981 = 100 ¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1986	131,56	135,49	136,30	123,99	132,13	132,46	124,64	136,48	137,88
1987	133,60	135,35	143,27	122,38	135,37	137,47	127,41	140,57	142,54
1988	135,15	135,42	148,80	122,71	137,31	139,68	128,44	142,61	146,11
1989	139,35	139,91	153,39	126,92	140,09	143,13	134,17	144,80	150,20
1987 4 ^e trimestre	133,90	135,55	145,50	122,07	135,90	138,06	127,54	141,20	142,40
1988 1 ^{er} trimestre	133,95	135,07	146,71	122,30	136,48	138,87	126,91	141,37	142,54
2 ^e trimestre	134,87	135,28	148,30	122,42	136,98	139,24	127,94	142,12	146,26
3 ^e trimestre	135,72	135,13	149,09	123,02	137,49	139,91	129,29	143,21	149,04
4 ^e trimestre	136,06	136,19	151,12	123,11	138,27	140,68	129,60	143,74	146,60
1989 1 ^{er} trimestre	137,39	137,62	151,98	125,22	139,12	141,72	131,69	143,99	147,01
2 ^e trimestre	138,91	138,81	152,90	126,27	139,82	142,41	134,95	144,02	150,07
3 ^e trimestre	140,12	140,42	153,71	127,19	140,47	143,79	134,72	145,33	153,47
4 ^e trimestre	140,97	142,79	154,98	129,01	140,94	144,61	135,33	145,85	150,26
1989 Janvier	136,88	136,79	151,70	124,87	138,76	141,70	131,15	144,08	145,99
Février	137,49	137,66	151,94	125,30	139,17	141,71	131,80	144,11	147,37
Mars	137,81	138,40	152,29	125,49	139,43	141,75	132,12	143,78	147,67
Avril	138,74	138,75	152,43	126,37	139,52	141,83	135,02	143,85	149,35
Mai	138,87	138,69	152,97	126,10	139,79	142,63	135,33	143,64	149,87
Juin	139,13	139,00	153,30	126,34	140,15	142,77	134,49	144,57	150,99
Juillet	139,58	139,51	153,40	126,54	140,29	143,42	134,06	144,65	153,55
Août	140,05	140,31	153,61	126,90	140,47	143,66	134,43	145,41	153,97
Septembre	140,74	141,44	154,13	128,13	140,64	144,28	135,66	145,92	152,90
Octobre	140,91	142,45	154,54	128,53	140,74	144,50	135,68	146,21	151,01
Novembre	140,73	142,71	154,99	128,77	140,93	144,60	135,03	145,74	149,23
Décembre	141,28	143,20	155,40	129,72	141,16	144,74	135,29	145,61	150,54
1990 Janvier	141,80	143,60	155,43	130,18	141,33	147,44	137,40	145,95	149,34

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974-1^{er} semestre 1975, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,54012; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,42854; habillement et chaussures à

1,38578; loyers et charges supplémentaires à 1,90506; meubles, appareils ménagers à 1,30977; soins corporels à 1,55434; transports et communications à 1,66447; culture et loisirs à 1,36607; autres biens et services à 1,60540.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

1. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S. ; Calculs : B.N.B.

	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1985 = 100 ¹				Termes de l'échange ²
	Importations	Exportations	Balance commerciale		Volume		Valeurs unitaires		
				importations	exportations	à l'importation	à l'exportation		
1981	2.309,8	2.062,3	- 247,5	89	93,8	88,4	74,2	73,6	99,2
1982	2.653,4	2.393,2	- 260,2	90	94,3	89,9	84,9	84,0	98,9
1983	2.820,9	2.651,3	- 169,6	94	93,5	92,8	91,0	90,3	99,2
1984	3.195,8	2.992,1	- 203,7	94	97,9	97,0	98,5	97,4	98,9
1985	3.317,8	3.167,7	- 150,1	95	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	3.065,2	3.070,3	+ 5,1	100	107,6	104,9	85,9	92,4	107,6
1987	3.110,1	3.100,1	- 10,0	100	115,7	111,6	81,1	87,6	108,0
1988	3.393,6	3.382,3	- 11,3	100	122,5	118,7	83,5	90,0	107,8
1987 2 ^e trimestre	771,0	796,4	+ 25,4	103	114,7	114,6	81,1	87,8	108,3
3 ^e trimestre	722,1	709,6	- 12,5	98	106,7	102,6	81,6	87,3	107,0
4 ^e trimestre	845,9	848,1	+ 2,2	100	125,0	122,0	81,6	87,8	107,6
1988 1 ^{er} trimestre	829,1	806,5	- 22,6	97	121,5	115,5	82,1	88,0	107,2
2 ^e trimestre	853,8	855,8	+ 2,0	100	124,4	121,2	82,7	89,1	107,7
3 ^e trimestre	819,8	796,0	- 23,8	97	115,2	110,7	85,7	90,7	105,8
4 ^e trimestre	890,9	924,0	+ 33,1	104	125,5	125,2	85,6	93,3	109,0
1989 1 ^{er} trimestre	953,2	974,1	+ 20,9	102	129,6	127,8	88,7	96,2	108,5
2 ^e trimestre	1.016,4	1.035,9	+ 19,5	102	134,8	133,3	90,9	98,1	107,9
1988 Août	260,1	220,5	- 39,6	85	110,1	93,3	85,5	89,5	104,7
Septembre	313,1	308,9	- 4,2	99	130,1	127,9	87,0	91,5	105,2
Octobre	300,0	323,7	+ 23,7	108	127,8	133,0	84,9	92,2	108,6
Novembre	303,4	296,1	- 7,3	98	126,1	119,0	87,0	94,3	108,4
Décembre	287,5	304,2	+ 16,7	106	122,5	123,5	84,9	93,3	109,9
1989 Janvier	310,5	300,6	- 9,9	97	128,6	121,0	87,3	94,1	107,8
Février	310,8	329,1	+ 18,3	106	125,9	127,8	89,3	97,6	109,3
Mars	331,9	344,4	+ 12,5	104	134,2	134,5	89,4	97,0	108,5
Avril	315,5	338,0	+ 22,5	107	126,4	131,1	90,3	97,6	108,1
Mai	345,9	332,2	- 13,7	96	137,0	128,0	91,3	98,3	107,7
Juin	355,0	365,7	+ 10,7	103	140,9	140,9	91,1	98,3	107,9
Juillet	283,6	300,9	+ 17,3	106	115,7	115,7	88,7	98,5	111,0
Août	289,5	251,0	- 38,5	87	117,0	99,1	89,5	96,0	107,3

N.B. Les données de l'I.N.S. sur le commerce extérieur font l'objet de révisions mensuelles, et ce durant 12 mois. Les indices se rapportant à la période d'avant 1988 ont été calculés par la B.N.B. sur la base de ces données provisoires, à l'exclusion de corrections ultérieures. Les indices à partir de 1988 seront recalculés par la B.N.B. sur la base des données définitives de l'I.N.S.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXIV^e année, tome II, n^{os} 2-3, août-septembre 1989.

$$^1 \text{ Indice de volume} = \frac{\text{évolution en valeur}}{\text{indice des valeurs unitaires}} \times 100.$$

$$^2 \text{ Termes de l'échange} = \frac{\text{indice des valeurs unitaires à l'exportation}}{\text{indice des valeurs unitaires à l'importation}} \times 100.$$

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76
1985 4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1986 1 ^{er} trimestre	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
2 ^e trimestre	79,57	17,98	19,09	43,28	9,86	14,59	14,98	11,74	10,96	5,88	4,56	2,96	1,15	3,18	1,01	0,88	0,97	0,92	0,79	0,45	15,75	260,55
3 ^e trimestre	68,23	15,21	16,90	38,12	8,06	13,51	15,36	8,70	10,28	5,50	3,95	2,75	0,95	2,81	0,96	0,81	0,85	0,83	0,74	0,39	13,31	228,22
4 ^e trimestre	84,29	16,11	22,21	43,47	10,08	15,33	15,58	10,27	12,29	6,62	5,13	3,50	1,13	3,44	1,08	0,90	1,00	0,99	0,81	0,43	15,86	270,52
1987 1 ^{er} trimestre	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
2 ^e trimestre	85,87	16,99	19,66	43,39	8,78	15,68	14,81	7,71	10,79	6,41	4,78	3,37	1,11	3,15	1,04	0,89	0,95	0,82	0,84	0,43	16,87	264,34
3 ^e trimestre	69,38	15,18	18,00	40,84	8,47	13,93	16,07	7,63	10,33	6,32	4,21	3,24	0,92	3,01	0,94	0,77	0,88	0,79	0,77	0,42	13,67	235,77
4 ^e trimestre	88,66	17,90	22,14	45,68	10,91	16,25	15,70	10,19	12,12	7,17	5,52	3,64	1,14	3,45	1,09	0,76	0,99	0,86	0,84	0,45	16,78	282,24
1986 12 mois	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987 1 ^{er} mois	64,88	15,34	16,94	38,17	6,24	13,40	13,29	7,91	9,45	5,76	3,61	2,84	1,00	2,66	0,70	0,44	0,88	0,78	0,56	0,15	14,41	219,41
2 premiers mois	71,02	14,52	18,18	39,85	7,40	13,72	14,26	8,34	9,43	5,97	3,99	2,98	1,01	2,58	0,74	0,50	0,89	0,72	0,59	0,18	16,13	233,00
3 premiers mois	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
4 premiers mois	79,49	15,95	19,65	42,46	8,24	15,13	14,15	8,14	10,30	6,31	4,52	3,20	1,03	2,95	0,84	0,57	0,92	0,74	0,72	0,29	17,33	252,93
5 premiers mois	79,95	16,05	19,48	42,20	8,36	15,16	14,37	7,70	10,17	6,24	4,54	3,20	1,02	2,94	0,87	0,64	0,93	0,74	0,73	0,31	17,29	252,89
6 premiers mois	81,62	16,32	19,56	42,50	8,31	15,18	14,76	8,04	10,36	6,34	4,56	3,24	1,07	3,00	0,91	0,69	0,94	0,77	0,75	0,33	17,04	256,29
7 premiers mois	80,51	16,32	19,54	42,59	8,40	15,14	15,75	8,13	10,35	6,30	4,53	3,24	1,06	3,03	0,92	0,71	0,91	0,77	0,77	0,36	16,79	256,12
8 premiers mois	77,21	15,60	18,71	41,87	8,24	14,85	14,65	8,03	10,25	6,20	4,37	3,16	1,02	2,96	0,91	0,70	0,89	0,77	0,75	0,35	16,05	247,54
9 premiers mois	77,57	15,94	19,04	42,01	8,37	14,77	15,19	7,91	10,36	6,33	4,45	3,24	1,02	3,00	0,92	0,72	0,92	0,78	0,76	0,36	15,93	249,59
10 premiers mois	78,96	16,20	19,51	42,49	8,61	14,94	15,47	8,45	10,59	6,46	4,59	3,32	1,04	3,05	0,95	0,74	0,93	0,78	0,77	0,37	15,97	254,19
11 premiers mois	79,27	16,33	19,66	42,61	8,83	14,98	15,44	8,35	10,63	6,51	4,66	3,36	1,05	3,08	0,96	0,74	0,94	0,78	0,78	0,38	16,07	255,41
12 mois	80,35	16,43	19,82	42,93	9,00	15,14	15,32	8,48	10,80	6,54	4,72	3,34	1,05	3,11	0,96	0,73	0,94	0,80	0,78	0,38	16,14	257,76

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production				Total	non durables						dura- bles	
													combustibles liquides	autres	pro- duits chimi- ques	pro- duits métal- liques		autres pro- duits	alimentaires						autres
																			pro- duits ani- maux	pro- duits végé- taux					
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1986	155,87	46,34	5,30	11,10	14,63	2,05	0,71	2,63	0,65	4,37	1,39	9,39	8,27	8,85	21,55	4,59	14,05	59,80	7,51	11,08	6,02	35,19	34,05	5,44	255,15
1987	155,47	48,36	5,32	10,27	15,08	2,17	0,68	2,88	0,53	4,67	1,26	9,82	6,79	6,92	21,87	4,58	14,27	63,06	7,76	10,55	6,68	38,07	35,27	4,47	258,27
1985 4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10
1986 1 ^{er} trimestre ...	173,40	48,95	5,96	12,08	13,75	2,03	0,88	2,66	0,69	3,81	1,66	14,44	9,76	13,15	23,76	4,61	15,21	61,06	6,85	10,94	6,04	37,23	31,37	6,11	271,94
2 ^e trimestre ...	162,04	49,38	5,71	12,07	15,33	2,14	0,75	2,75	0,69	4,74	1,51	8,83	8,42	8,09	21,68	4,93	15,02	59,48	7,53	11,43	6,12	34,40	36,49	6,58	264,59
3 ^e trimestre ...	136,02	40,25	4,31	9,72	14,09	1,90	0,53	2,37	0,54	4,31	1,11	6,68	7,15	6,58	19,54	4,33	12,61	58,07	7,26	10,54	5,72	34,55	32,13	4,32	230,54
4 ^e trimestre ...	149,42	46,49	5,23	10,47	15,36	2,11	0,70	2,72	0,64	4,58	1,25	6,70	7,06	7,53	20,90	4,43	13,25	60,16	8,41	11,36	6,08	34,31	35,78	4,71	250,07
1987 1 ^{er} trimestre ...	155,00	47,34	5,40	10,71	16,28	2,15	0,71	2,82	0,56	3,93	1,30	9,74	6,22	7,78	20,98	4,41	14,67	61,86	7,25	9,94	6,13	38,54	35,47	5,11	257,44
2 ^e trimestre ...	153,03	48,64	5,48	10,06	13,68	2,23	0,77	2,91	0,52	5,02	1,28	8,58	6,31	5,97	22,31	4,81	14,46	62,49	8,08	10,87	6,50	37,04	35,14	5,04	255,70
3 ^e trimestre ...	144,08	43,85	4,49	8,98	14,84	2,06	0,51	2,68	0,52	4,60	1,08	10,48	7,06	6,02	20,51	4,31	12,09	60,13	7,32	9,99	6,23	36,59	32,40	3,43	240,04
4 ^e trimestre ...	167,70	53,03	5,92	11,24	15,51	2,23	0,74	3,04	0,50	5,10	1,39	10,36	7,06	7,84	23,17	4,79	15,78	66,98	8,36	11,62	7,15	39,85	39,36	4,71	278,75

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.
N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	179,2	164,9	217,6	202,1	181,7	165,9	168,4	163,6	165,6	168,3	165,6
Biens de consommation	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	176,5	170,9	178,0	180,4	175,4	177,4	175,4	174,2	168,0	170,5	169,8
Biens d'équipement	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	171,3	164,8	173,8	173,8	169,8	172,0	174,6	164,6	164,8	164,6	165,6
Ensemble ...	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	178,9	167,1	203,7	193,7	181,2	170,9	172,4	167,5	167,5	168,9	167,3
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	161,6	143,0	168,8	168,3	166,7	160,3	153,2	143,7	142,4	142,5	146,7
Fabrications métalliques	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	196,4	194,0	194,5	195,8	197,9	197,5	198,1	196,2	194,2	192,9	194,4
Métaux non ferreux	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	175,1	164,6	201,6	186,4	177,0	172,3	162,5	155,5	159,0	166,2	178,1
Textiles	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	160,3	154,0	164,2	164,9	160,9	160,4	156,1	156,0	152,0	154,8	155,0
Produits chimiques	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	165,4	156,6	179,8	175,5	168,0	161,0	157,6	157,3	155,1	157,6	158,0
Industrie houillère	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	187,2	156,7	231,1	212,0	203,7	182,0	168,6	161,9	157,8	155,8	151,6
Industrie pétrolière	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	216,8	170,6	372,9	317,4	240,0	172,0	164,6	166,3	167,6	171,9	175,6
Verres et glaces	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	147,8	150,9	148,6	147,8	146,4	147,5	149,3	146,6	150,2	153,4	154,7
Produits agricoles	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	156,4	148,6	161,9	159,8	160,6	156,9	153,1	154,5	151,6	144,5	145,5
Ciments	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	181,1	172,4	184,8	178,7	184,3	177,9	181,1	175,7	168,6	171,3	181,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	215,1	217,9	216,3	217,2	212,8	212,0	217,9	224,6	213,4	220,5	216,2
Carrières	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	199,9	194,3	199,9	203,1	203,9	200,5	196,9	195,5	191,1	194,1	196,1
Céramiques	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	243,1	240,2	252,1	240,7	244,6	241,6	243,1	238,7	239,2	245,0	238,0
Bois et meubles	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	158,3	159,7	155,3	155,8	158,6	157,8	160,3	160,5	159,4	156,4	161,5
Peaux, cuirs et chaussures ..	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	214,5	204,6	227,3	225,8	213,3	216,3	210,2	204,0	206,6	206,1	211,7
Papier et livres	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	161,4	157,8	163,9	162,5	159,7	162,9	160,4	158,7	155,6	158,3	159,3
Tabacs manufacturés	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	215,6	208,7	227,7	220,8	212,0	212,7	216,9	210,4	206,1	211,1	207,4
Caoutchouc	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	182,6	168,4	193,6	190,4	186,5	178,9	174,4	169,6	168,2	170,0	166,3
Industries alimentaires	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	131,7	123,5	139,8	133,9	135,1	130,7	134,0	120,5	123,1	125,0	125,9
Divers	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	234,7	202,1	237,1	256,2	227,9	228,9	227,9	233,1	215,9	187,5	178,6
Ensemble ...	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	178,7	169,1	190,6	187,8	181,6	175,0	172,7	171,4	169,2	168,2	169,2
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE²																	
Ensemble ...	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	99,9	101,2	93,6	97,0	100,2	102,4	100,2	102,3	101,1	99,6	101,2

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1985	1986				1987			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	138,4	149,5	136,7	139,2	141,7	128,9	140,1	148,8	145,9	134,5	160,3
Biens de consommation	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	160,2	174,3	152,8	162,6	161,0	155,5	164,4	169,0	176,9	168,0	187,9
Biens d'équipement	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	162,9	174,1	159,4	151,7	172,9	152,1	171,0	164,7	178,5	158,3	196,6
Ensemble ...	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	146,8	158,7	143,9	146,8	149,7	138,4	149,7	156,0	157,8	145,6	171,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	102,8	111,8	112,2	109,6	104,8	92,3	102,3	106,3	116,2	103,9	118,7
Fabrications métalliques	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	157,3	167,1	161,3	153,3	161,3	138,0	170,9	160,0	179,2	145,3	182,8
Métaux non ferreux	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	137,7	142,1	139,6	136,4	139,5	116,9	156,8	129,6	141,8	129,7	158,8
Textiles	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	143,2	151,1	155,2	142,1	140,6	124,1	167,1	146,5	152,4	136,5	167,0
Produits chimiques	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	225,7	242,0	219,7	222,3	226,5	208,5	242,9	233,6	247,6	228,6	254,1
Industrie houillère	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	176,2	168,6	194,2	190,4	150,3	155,0	200,7	148,5	175,8	167,7	191,2
Industrie pétrolière	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	129,9	125,2	116,3	110,1	123,5	127,8	157,7	127,2	115,3	111,7	146,3
Verres et glaces	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	202,7	219,9	200,8	190,9	200,6	185,9	233,5	210,8	222,2	209,6	234,5
Produits agricoles	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	175,4	193,3	181,0	174,1	173,9	169,5	193,0	189,6	198,0	187,9	215,0
Ciments	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	226,9	240,1	240,4	156,0	264,9	233,9	255,8	143,4	276,6	265,0	262,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	109,4	108,1	100,9	75,2	123,3	115,0	124,0	69,8	135,7	113,3	113,7
Carrières	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	128,2	133,3	135,3	107,0	130,8	128,1	144,5	106,9	147,9	129,7	148,5
Céramiques	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	140,0	145,9	144,0	128,8	144,7	137,5	149,1	124,9	157,8	141,8	158,6
Bois et meubles	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	167,2	174,4	186,4	162,1	170,0	147,7	189,0	160,0	177,7	159,2	197,6
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	94,2	95,3	94,0	94,8	98,5	82,5	98,0	94,2	99,8	85,4	98,2
Papier et livres	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	185,4	206,9	189,6	184,7	184,0	169,6	206,3	197,8	205,8	198,6	225,6
Tabacs manufacturés	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	123,3	124,2	133,5	128,5	126,3	110,8	127,2	122,4	126,5	115,8	131,6
Caoutchouc	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	147,4	154,5	158,4	151,5	142,8	130,9	163,5	140,5	156,2	148,4	172,8
Industries alimentaires	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	256,0	265,5	269,7	245,5	246,7	239,1	288,9	249,9	267,8	250,4	291,8
Divers	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	124,4	144,7	127,6	129,1	127,6	109,7	129,6	137,5	144,7	131,7	163,5
Ensemble ...	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	158,1	168,7	160,8	154,7	158,7	143,0	173,7	161,3	173,9	154,0	184,3

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	- 11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	- 11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	- 15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,6	50,1	+ 8,5	51,2	37,6	- 13,6
1986	59,1	50,5	- 8,6	40,5	51,2	+ 10,7	45,6	38,4	- 7,2
1987	63,0	51,2	- 11,8	40,7	52,8	+ 12,1	44,5	38,8	- 5,7
1988	69,1	54,8	- 14,3	43,5	56,3	+ 12,8	50,2	41,4	- 8,8
1987 2 ^e trimestre	62,8	53,6	- 9,2	40,0	55,3	+ 15,3	44,9	40,1	- 4,8
3 ^e trimestre	58,3	47,2	- 11,1	37,0	46,9	+ 9,9	40,3	35,1	- 5,2
4 ^e trimestre	68,3	53,8	- 14,5	45,1	57,2	+ 12,1	48,5	42,8	- 5,7
1988 1 ^{er} trimestre	68,3	53,0	- 15,3	44,6	54,4	+ 9,8	48,2	39,8	- 8,4
2 ^e trimestre	70,0	56,4	- 13,6	43,7	57,2	+ 13,5	49,7	42,5	- 7,2
3 ^e trimestre	64,5	51,2	- 13,3	39,6	52,1	+ 12,5	49,5	39,0	- 10,5
4 ^e trimestre	73,6	58,5	- 15,1	46,2	61,4	+ 15,2	53,4	44,7	- 8,7
1989 1 ^{er} trimestre	76,6	60,9	- 15,7	48,2	67,0	+ 18,8	55,8	45,5	- 10,3
2 ^e trimestre	79,9	66,9	- 13,0	49,6	70,4	+ 20,8	59,7	46,9	- 12,8
1988 8 premiers mois	66,6	52,9	- 13,7	42,2	53,7	+ 11,5	48,4	39,6	- 8,8
1989 8 premiers mois	75,3	62,0	- 13,3	46,9	65,1	+ 18,2	55,9	44,1	- 11,8
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,6	182,2	- 6,4
1986	10,8	14,9	+ 4,1	21,3	22,3	+ 1,0	184,7	187,0	+ 2,3
1987	11,0	16,5	+ 5,5	20,4	21,8	+ 1,4	187,4	191,9	+ 4,5
1988	12,0	17,5	+ 5,5	21,6	26,3	+ 4,7	206,3	209,1	+ 2,8
1987 2 ^e trimestre	10,7	18,0	+ 7,3	19,6	22,1	+ 2,5	185,8	200,2	+ 14,4
3 ^e trimestre	11,0	13,3	+ 2,3	17,6	20,4	+ 2,8	171,4	172,6	+ 1,2
4 ^e trimestre	11,4	17,7	+ 6,3	21,8	25,3	+ 3,5	203,9	209,2	+ 5,3
1988 1 ^{er} trimestre	12,3	17,7	+ 5,4	21,2	23,9	+ 2,7	204,7	200,4	- 4,3
2 ^e trimestre	11,5	17,3	+ 5,8	22,1	25,6	+ 3,5	207,8	212,3	+ 4,5
3 ^e trimestre	12,1	14,8	+ 2,7	21,9	25,5	+ 3,6	196,2	194,2	- 2,0
4 ^e trimestre	12,3	20,4	+ 8,1	21,2	30,3	+ 9,1	216,7	229,9	+ 13,2
1989 1 ^{er} trimestre	13,3	21,3	+ 8,0	25,1	31,7	+ 6,6	229,0	241,7	+ 12,7
2 ^e trimestre	13,4	22,6	+ 9,2	27,3	32,9	+ 5,6	241,6	256,8	+ 15,2
1988 8 premiers mois	11,9	16,3	+ 4,4	21,4	24,5	+ 3,1	200,3	199,0	- 1,3
1989 8 premiers mois	13,5	20,2	+ 6,7	25,2	30,8	+ 5,6	227,4	237,6	+ 10,2

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce, Espagne et Portugal (depuis 1986).

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,7	16,7	+ 1,0	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1986	12,9	13,6	+ 0,7	7,1	2,4	- 4,7	6,8	6,0	- 0,8
1987	12,3	13,4	+ 1,1	6,9	2,6	- 4,3	6,7	4,6	- 2,1
1988	12,0	14,0	+ 2,0	6,4	3,3	- 3,1	7,1	4,6	- 2,5
1987 2 ^e trimestre	12,0	12,9	+ 0,9	8,3	2,6	- 5,7	5,4	4,6	- 0,8
3 ^e trimestre	11,0	13,3	+ 2,3	5,9	2,6	- 3,3	6,8	4,6	- 2,2
4 ^e trimestre	12,7	15,4	+ 2,7	7,4	3,2	- 4,2	7,4	4,9	- 2,5
1988 1 ^{er} trimestre	11,4	13,6	+ 2,2	6,3	3,1	- 3,2	6,5	4,9	- 1,6
2 ^e trimestre	12,6	13,7	+ 1,1	6,8	3,5	- 3,3	6,6	4,8	- 1,8
3 ^e trimestre	11,7	13,8	+ 2,1	5,9	3,3	- 2,6	8,2	4,4	- 3,8
4 ^e trimestre	14,4	15,0	+ 0,6	6,8	3,4	- 3,4	7,2	4,5	- 2,7
1989 1 ^{er} trimestre	14,0	15,5	+ 1,5	7,4	3,7	- 3,7	8,0	5,3	- 2,7
2 ^e trimestre	15,4	16,4	+ 1,0	7,9	4,4	- 3,5	10,2	5,6	- 4,6
1988 8 premiers mois	11,7	13,6	+ 1,9	6,3	3,2	- 3,1	6,9	4,7	- 2,2
1989 8 premiers mois	14,7	15,5	+ 0,8	7,4	4,0	- 3,4	9,6	5,3	- 4,3
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralisée planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,4	228,8	- 9,6	28,0	26,3	- 1,7	8,9	6,7	- 2,2
1986	226,1	227,4	+ 1,3	21,9	21,1	- 0,8	6,6	5,3	- 1,3
1987	228,7	232,4	+ 3,7	23,0	19,8	- 3,2	6,4	4,2	- 2,2
1988	249,4	253,3	+ 3,9	26,1	21,9	- 4,2	6,5	4,7	- 1,8
1987 2 ^e trimestre	227,8	240,2	+ 12,4	21,8	19,2	- 2,6	7,0	4,3	- 2,7
3 ^e trimestre	208,9	211,9	+ 3,0	24,3	19,0	- 5,3	6,9	3,8	- 3,1
4 ^e trimestre	248,7	254,3	+ 5,6	24,2	21,3	- 2,9	6,5	4,5	- 2,0
1988 1 ^{er} trimestre	246,5	242,7	- 3,8	23,9	20,4	- 3,5	5,9	4,7	- 1,2
2 ^e trimestre	252,5	256,6	+ 4,1	24,6	22,0	- 2,6	7,4	4,7	- 2,7
3 ^e trimestre	236,9	236,8	- 0,1	29,6	22,0	- 7,6	6,4	4,4	- 2,0
4 ^e trimestre	264,1	277,4	+ 13,3	26,4	23,4	- 3,0	6,2	5,0	- 1,2
1989 1 ^{er} trimestre	279,1	290,3	+ 11,2	30,9	26,2	- 4,7	6,6	5,6	- 1,0
2 ^e trimestre	294,5	308,4	+ 13,9	34,9	28,0	- 6,9	7,6	5,3	- 2,3
1988 8 premiers mois	242,0	241,4	- 0,6	25,1	21,0	- 4,1	6,5	4,6	- 1,9
1989 8 premiers mois	277,9	286,4	+ 8,5	33,2	26,4	- 6,8	6,6	5,3	- 1,3

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1970-1980.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	* 1988		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 156,3	- 94,2	- 73,9	- 24,1	+ 25,3	- 6,5	3.235,3	3.186,2	+ 49,1
1.12 Travail à façon	+ 54,2	+ 58,7	+ 58,9	+ 56,1	+ 77,8	+ 54,9	71,1	16,8	+ 54,3
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 24,2	+ 31,6	+ 25,5	+ 12,8	+ 25,9	+ 36,0	20,6	—	+ 20,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 16,2	+ 16,2	+ 14,5	+ 26,2	+ 29,1	+ 33,2	175,4	131,4	+ 44,0
1.3 Autres frais de transport	+ 6,8	+ 8,1	+ 3,0	- 5,1	- 9,2	+ 1,1	80,7	82,6	- 1,9
1.4 Déplacements à l'étranger	- 28,0	- 19,5	- 16,8	- 23,0	- 31,7	- 35,3	126,4	169,9	- 43,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 9,6	- 8,8	- 3,5	- 7,9	+ 5,2	+ 13,4	1.187,8	1.176,1	+ 11,7
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 43,1	+ 50,0	+ 54,6	+ 62,0	+ 71,4	+ 80,5	96,2	15,8	+ 80,4
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 2,2	+ 4,6	+ 5,4	+ 4,9	+ 6,1	+ 3,2	29,4	26,3	+ 3,1
1.72 Autres	- 6,7	- 9,4	- 19,4	- 18,8	- 17,7	- 21,9	321,9	345,0	- 23,1
Total 1	- 53,9	+ 37,3	+ 48,3	+ 83,1	+ 182,2	+ 158,6	5.344,8	5.150,1	+ 194,7
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 11,0	- 9,2	- 10,0	- 7,4	- 9,6	- 4,3	50,9	49,2	+ 1,7
2.2 Transferts publics	- 45,3	- 50,2	- 40,9	- 34,4	- 33,9	- 51,7	37,4	105,7	- 68,3
Total 2	- 56,3	- 59,4	- 50,9	- 41,8	- 43,5	- 56,0	88,3	154,9	- 66,6
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 110,2	- 22,1	- 2,6	+ 41,3	+ 138,7	+ 102,6	5.433,1	5.305,0	+ 128,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 137,5	+ 30,8	+ 74,9	+ 14,9	+ 60,9	+ 17,3	264,9	172,6	+ 92,3
3.12 Avoirs	- 5,7	- 7,2	- 6,7	- 5,3	- 6,1	- 5,9	0,2	3,8	- 3,6
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 7,9	- 0,5	+ 0,8	- 2,8	- 12,8	- 2,8	6,6	9,0	- 2,4
Total 3	+ 139,7	+ 23,1	+ 69,0	+ 6,8	+ 42,0	+ 8,6	271,7	185,4	+ 86,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	- 15,2	- 23,5	+ 0,5	- 18,0	+ 5,5	+ 1,6	—	11,2	- 11,2
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 13,0	+ 1,5	+ 5,6	- 5,0	- 6,6	- 6,4	1,6	4,8	- 3,2
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 1,8	- 9,3	+ 1,9	- 12,8	- 23,4	+ 8,1	40,4	10,3	+ 30,1
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 57,6	- 90,4	- 110,5	- 122,1	- 165,5	- 138,6	—	379,7	- 379,7
4.2312 Investissements directs ..	+ 3,5	- 18,3	- 16,3	- 13,7	- 72,7	- 100,1	42,1	174,8	- 132,7
4.2313 Immeubles	- 0,9	- 0,4	- 0,8	- 0,9	- 2,4	- 3,0	5,3	11,1	- 5,8
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	- 35,0	+ 12,5	- 5,8	+ 4,0	- 24,6	- 5,6	14,6	—	+ 14,6
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 0,8	+ 11,4	+ 14,3	+ 27,6	+ 55,0	+ 82,1	290,7	—	+ 290,7
4.2322 Investissements directs ..	+ 63,5	+ 65,0	+ 20,8	+ 56,9	+ 28,2	+ 87,3	302,7	119,2	+ 183,5
4.2323 Immeubles	+ 5,7	+ 3,0	+ 3,0	+ 3,9	+ 2,6	+ 0,2	9,8	6,9	+ 2,9
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	- 6,6	+ 8,0	+ 18,8	- 7,2	+ 29,8	+ 67,9	—	41,0	- 41,0
Total 4	- 28,6	- 40,5	- 68,5	- 87,3	- 174,1	- 6,5	707,2	759,0	- 51,8
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 0,4	- 26,3	- 12,0	- 5,4	+ 3,2	0,0	—	1,2	- 1,2
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 10,6	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6	+ 0,5	- 65,8	- 14,1	- 44,6	+ 9,8	+ 94,1	6.412,0	6.250,6	+ 161,4
7. Financement du total :									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxem.	- 16,1	+ 40,8	- 33,4	- 29,2	+ 0,4	- 38,0	—	—	- 49,5
7.112 Monnaies étrangères	+ 54,4	- 84,6	- 48,1	- 6,6	+ 2,0	+ 51,3	—	—	+ 185,9
7.12 Organismes divers	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	- 0,4	+ 0,2	+ 0,1	—	—	- 0,2
7.13 B.N.B. (réserv. de change nettes)	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	+ 7,2	+ 80,7	—	—	+ 25,2
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1987				* 1988				* 1989
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 16,1	+ 16,0	+ 6,0	- 12,4	- 0,9	+ 28,5	- 1,1	+ 22,6	+ 10,2
1.12 Travail à façon	+ 12,5	+ 17,8	+ 11,0	+ 13,6	+ 14,5	+ 12,8	+ 11,8	+ 15,2	+ 16,3
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 5,5	+ 12,5	+ 9,4	+ 8,6	+ 6,1	+ 6,3	+ 1,4	+ 6,8	0,0
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 7,4	+ 7,2	+ 9,3	+ 9,3	+ 10,5	+ 10,5	+ 12,5	+ 10,5	+ 12,3
1.3 Autres frais de transport	+ 1,2	+ 0,3	+ 0,1	- 0,5	0,0	+ 0,7	- 1,8	- 0,8	- 3,7
1.4 Déplacements à l'étranger	- 6,7	- 7,1	- 18,6	- 2,9	- 6,8	- 7,4	- 22,9	- 6,4	- 8,2
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 1,8	- 5,3	+ 7,0	+ 13,5	+ 5,5	- 1,7	+ 0,9	+ 7,0	+ 8,2
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 19,6	+ 20,7	+ 19,1	+ 21,1	+ 20,5	+ 20,3	+ 19,0	+ 20,6	+ 19,6
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 1,3	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,5	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4
1.72 Autres	- 6,8	- 6,5	- 3,4	- 5,2	- 0,2	- 6,6	- 4,3	- 12,0	+ 1,1
Total 1	+ 16,1	+ 56,2	+ 41,0	+ 45,3	+ 50,7	+ 64,4	+ 16,0	+ 63,6	+ 56,2
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 1,7	- 1,1	- 1,4	- 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	+ 2,3	+ 1,5
2.2 Transferts publics	- 15,2	- 14,5	- 8,9	- 13,1	- 14,6	- 15,7	- 16,1	- 21,9	- 18,9
Total 2	- 16,9	- 15,6	- 10,3	- 13,2	- 14,5	- 15,9	- 16,6	- 19,6	- 17,4
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 0,8	+ 40,6	+ 30,7	+ 32,1	+ 36,2	+ 48,5	- 0,6	+ 44,0	+ 38,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	- 19,1	- 1,1	+ 26,9	+ 10,6	+ 3,8	+ 40,3	+ 55,5	- 7,3	+ 11,1
3.12 Avoirs	- 0,7	- 0,5	- 0,4	- 4,3	- 0,2	- 1,9	0,0	- 1,5	- 3,3
3.2 Autres pouvoirs publics	- 2,3	+ 0,1	+ 1,1	- 1,7	+ 1,3	+ 1,1	- 0,6	- 4,2	- 0,5
Total 3	- 22,1	- 1,5	+ 27,6	+ 4,6	+ 4,9	+ 39,5	+ 54,9	- 13,0	+ 7,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux	+ 2,1	- 6,1	+ 13,6	- 8,0	+ 1,0	- 20,9	+ 15,4	- 6,7	- 9,6
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 4,0	- 3,2	+ 0,9	- 0,1	- 3,4	+ 0,6	- 0,1	- 0,3	- 3,2
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 6,1	+ 16,4	+ 15,4	- 17,6	+ 30,2	- 18,4	- 12,9	+ 31,2	- 56,0
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 31,8	- 7,5	- 56,3	- 43,0	- 70,6	- 91,6	- 79,0	- 138,5	- 154,2
4.2312 Investissements directs ..	- 10,5	- 11,5	- 39,4	- 38,7	- 35,8	- 31,7	- 28,4	- 36,8	- 45,2
4.2313 Immeubles	- 0,4	- 0,7	- 0,9	- 1,0	- 1,0	- 3,0	- 0,9	- 0,9	- 4,2
4.2314 Autres	- 15,4	+ 2,4	+ 5,4	+ 2,0	- 3,7	- 6,2	- 4,0	+ 28,5	- 23,6
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 22,5	+ 6,9	+ 33,7	+ 19,0	+ 38,5	+ 41,5	+ 53,1	+ 157,6	+ 98,8
4.2322 Investissements directs ..	+ 11,9	+ 22,3	+ 25,8	+ 27,3	+ 95,4	+ 24,5	- 11,9	+ 75,5	+ 55,3
4.2323 Immeubles	+ 1,0	- 1,1	+ 0,4	- 0,1	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,2
4.2324 Autres	+ 1,5	+ 11,3	+ 7,2	+ 47,9	- 23,4	- 18,1	- 16,6	+ 17,1	+ 8,7
Total 4	- 29,2	+ 29,2	+ 5,8	- 12,3	+ 28,0	- 122,6	- 84,9	+ 127,7	- 132,0
5. Erreurs et omissions	+ 5,9	- 17,3	- 0,6	+ 12,0	- 3,6	- 9,9	+ 13,8	- 1,5	- 20,1
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	- 1,1	- 4,3	- 1,7	- 3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6	- 47,3	+ 46,7	+ 61,8	+ 32,9	+ 65,5	- 44,5	- 16,8	+ 157,2	- 106,0
7. Financement du total :									
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.111 Francs belge et luxem.	- 10,3	- 41,4	- 9,3	+ 23,0	- 19,4	- 39,8	+ 9,4	+ 0,3	- 20,4
7.112 Monnaies étrangères	- 40,7	+ 20,0	+ 47,8	+ 24,2	+ 71,6	- 5,5	- 30,5	+ 150,3	- 90,6
7.12 Organismes divers	+ 0,2	- 0,6	+ 0,6	- 0,1	+ 0,1	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,3
7.13 B.N.B. (réserv. de change nettes)	+ 3,5	+ 68,7	+ 22,7	- 14,2	+ 13,2	+ 0,8	+ 4,3	+ 6,9	+ 4,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	* 1988			* 1989		
	4 ^e trimestre			1 ^{er} trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	865,6	843,0	+ 22,6	910,6	900,4	+ 10,2
1.12 Travail à façon	20,2	5,0	+ 15,2	20,4	4,1	+ 16,3
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	6,8	—	+ 6,8	0,0	—	0,0
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	46,9	36,4	+ 10,5	49,8	37,5	+ 12,3
1.3 Autres frais de transport	21,0	21,8	- 0,8	20,5	24,2	- 3,7
1.4 Déplacements à l'étranger	26,1	32,5	- 6,4	20,7	28,9	- 8,2
1.5 Revenus de placements et d'investissements	344,5	337,5	+ 7,0	391,9	383,7	+ 8,2
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	24,0	3,4	+ 20,6	25,9	6,3	+ 19,6
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	7,6	7,5	+ 0,1	7,4	7,0	+ 0,4
1.72 Autres	86,4	98,4	- 12,0	102,5	101,4	+ 1,1
Total 1	1.449,1	1.385,5	+ 63,6	1.549,7	1.493,5	+ 56,2
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	16,9	14,6	+ 2,3	13,9	12,4	+ 1,5
2.2 Transferts publics	9,5	31,4	- 21,9	8,7	27,6	- 18,9
Total 2	26,4	46,0	- 19,6	22,6	40,0	- 17,4
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.475,5	1.431,5	+ 44,0	1.572,3	1.533,5	+ 38,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	51,8	59,1	- 7,3	120,3	109,2	+ 11,1
3.12 Avoirs	0,2	1,7	- 1,5	0,0	3,3	- 3,3
3.2 Autres pouvoirs publics	0,1	4,3	- 4,2	0,0	0,5	- 0,5
Total 3	52,1	65,1	- 13,0	120,3	113,0	+ 7,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	—	6,7	- 6,7	—	9,6	- 9,6
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,1	0,4	- 0,3	0,0	3,2	- 3,2
4.22 Interméd. financiers du secteur public	35,3	4,1	+ 31,2	0,7	56,7	- 56,0
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	138,5	- 138,5	—	154,2	- 154,2
4.2312 Investissements directs	21,7	58,5	- 36,8	8,8	54,0	- 45,2
4.2313 Immeubles	1,6	2,5	- 0,9	1,8	6,0	- 4,2
4.2314 Autres (chiffres nets)	28,5	—	+ 28,5	—	23,6	- 23,6
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	157,6	—	+ 157,6	98,8	—	+ 98,8
4.2322 Investissements directs	99,4	23,9	+ 75,5	114,7	59,4	+ 55,3
4.2323 Immeubles	2,7	1,7	+ 1,0	5,2	4,0	+ 1,2
4.2324 Autres (chiffres nets)	17,1	—	+ 17,1	8,7	—	+ 8,7
Total 4	364,0	236,3	+ 127,7	238,7	370,7	- 132,0
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	1,5	- 1,5	—	20,1	- 20,1
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6	1.891,6	1.734,4	+ 157,2	1.931,3	2.037,3	- 106,0
7. Financement du total :						
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :						
7.111 Francs belge et luxem.	—	—	+ 0,3	—	—	- 20,4
7.112 Monnaies étrangères	—	—	+ 150,3	—	—	- 90,6
7.12 Organismes divers	—	—	- 0,3	—	—	+ 0,3
7.13 B.N.B. (réserv. de change nettes)	—	—	+ 6,9	—	—	+ 4,7
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE

(Soldes en milliards de francs)

	1987		* 1988		1987				* 1988				* 1989		
	Année		3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	
1. Transactions sur biens et services :															
1.1 Transactions sur marchandises :															
1.11 Exportations et importations	- 6,5	+ 39,2	+ 16,3	- 19,2	- 0,6	+ 10,6	+ 12,2	+ 17,0	+ 2,5	+ 6,2	+ 21,7				
1.12 Travail à façon	+ 63,4	+ 53,2	+ 11,5	+ 14,9	+ 13,6	+ 11,7	+ 13,9	+ 14,0	+ 14,8	+ 18,1	+ 13,2				
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 29,1	+ 20,4	+ 12,2	+ 6,1	+ 7,7	+ 4,4	+ 1,4	+ 6,9	- 0,4	+ 4,2	+ 6,2				
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 33,2	+ 44,0	+ 9,3	+ 9,3	+ 10,5	+ 10,5	+ 12,5	+ 10,5	+ 12,3	+ 13,5	+ 13,7				
1.3 Autres frais de transport	+ 1,1	- 1,9	+ 0,1	- 0,5	0,0	+ 0,7	- 1,8	- 0,8	- 3,7	- 2,9	- 3,3				
1.4 Déplacements à l'étranger	- 35,3	- 43,5	- 18,6	- 2,9	- 6,8	- 7,4	- 22,9	- 6,4	- 8,2	- 8,0	- 25,3				
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 13,4	+ 11,7	+ 7,0	+ 13,5	+ 5,5	- 1,7	+ 0,9	+ 7,0	+ 8,2	+ 19,0	+ 6,4				
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 80,5	+ 80,4	+ 19,1	+ 21,1	+ 20,5	+ 20,3	+ 19,0	+ 20,6	+ 19,6	+ 21,3	+ 21,1				
1.7 Autres :															
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 3,2	+ 3,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,5	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,7				
1.72 Autres	- 21,9	- 23,1	- 3,4	- 5,2	- 0,2	- 6,6	- 4,3	- 12,0	+ 1,1	- 13,5	- 6,2				
Total 1	+160,2	+183,5	+ 54,6	+ 37,3	+ 51,7	+ 43,5	+ 31,4	+ 56,9	+ 46,6	+ 58,1	+ 48,2				
2. Transferts :															
2.1 Transferts privés	- 4,3	+ 1,7	- 1,4	- 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	+ 2,3	+ 1,5	- 1,4	- 0,5				
2.2 Transferts publics	- 51,7	- 68,3	- 8,9	- 13,1	- 14,6	- 15,7	- 16,1	- 21,9	- 18,9	- 16,5	- 18,8				
Total 2	- 56,0	- 66,6	- 10,3	- 13,2	- 14,5	- 15,9	- 16,6	- 19,6	- 17,4	- 17,9	- 19,3				
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+104,2	+116,9	+ 44,3	+ 24,1	+ 37,2	+ 27,6	+ 14,8	+ 37,3	+ 29,2	+ 40,2	+ 28,9				
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :															
3.1 Etat :															
3.11 Engagements	+ 17,3	+ 92,3	+ 26,9	+ 10,6	+ 3,8	+ 40,3	+ 55,5	- 7,3	+ 11,1	+ 1,9	+ 34,6				
3.12 Avoirs	- 5,9	- 3,6	- 0,4	- 4,3	- 0,2	- 1,9	0,0	- 1,5	- 3,3	- 1,7	- 0,5				
3.2 Autres pouvoirs publics	- 2,8	- 2,4	+ 1,1	- 1,7	+ 1,3	+ 1,1	- 0,6	- 4,2	- 0,5	- 0,2	...				
Total 3	+ 8,6	+ 86,3	+ 27,6	+ 4,6	+ 4,9	+ 39,5	+ 54,9	- 13,0	+ 7,3	0,0	+ 34,1				
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :															
4.1 Crédits commerciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
4.2 Autres :															
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 6,4	- 3,2	+ 0,9	- 0,1	- 3,4	+ 0,6	- 0,1	- 0,3	- 3,2	- 0,3	- 2,5				
4.22 Interméd. financiers du secteur public	+ 8,1	+ 30,1	+ 15,4	- 17,6	+ 30,2	- 18,4	- 12,9	+ 31,2	- 56,0	+ 10,6	+ 15,9				
4.23 Secteur privé :															
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :															
4.2311 Valeurs mob.	-138,6	-379,7	- 56,3	- 43,0	- 70,6	- 91,6	- 79,0	-138,5	-154,2	- 77,1	-261,0				
4.2312 Investissements directs	-100,1	-132,7	- 39,4	- 38,7	- 35,8	- 31,7	- 28,4	- 36,8	- 45,2	- 73,6	- 57,6				
4.2313 Immeubles	- 3,0	- 5,8	- 0,9	- 1,0	- 1,0	- 3,0	- 0,9	- 0,9	- 4,2	- 3,8	- 1,0				
4.2314 Autres	- 5,6	+ 14,6	+ 5,4	+ 2,0	- 3,7	+ 6,2	- 4,0	+ 28,5	- 23,6	- 55,1	+ 27,5				
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :															
4.2321 Valeurs mob.	+ 82,1	+290,7	+ 33,7	+ 19,0	+ 38,5	+ 41,5	+ 53,1	+157,6	+ 98,8	+ 75,0	+107,3				
4.2322 Investissements directs	+ 87,3	+183,5	+ 25,8	+ 27,3	+ 95,4	+ 24,5	- 11,9	+ 75,5	+ 55,3	+ 84,2	+ 59,8				
4.2323 Immeubles	+ 0,2	+ 2,9	+ 0,4	- 0,1	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,2	+ 2,7	+ 3,9				
4.2324 Autres	+ 67,9	- 41,0	+ 7,2	+ 47,9	- 23,4	- 18,1	- 16,6	+ 17,1	+ 8,7	+ 4,6	- 9,1				
Total 4	- 8,1	- 40,6	- 7,8	- 4,3	+ 27,0	-101,7	-100,3	+134,4	-122,4	- 32,8	-116,8				
5. Erreurs et omissions	0,0	- 1,2	- 0,6	+ 12,0	- 3,6	- 9,9	+ 13,8	- 1,5	- 20,1	- 2,8	- 10,4				
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	- 10,6	0,0	- 1,7	- 3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
Total 1 à 6	+ 94,1	+161,4	+ 61,8	+ 32,9	+ 65,5	- 44,5	- 16,8	+157,2	-106,0	+ 4,6	- 64,2				
7. Financement du total :															
7.1 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :															
7.11 Banques belges et luxembourgeoises :															
7.111 Francs belge et luxem.	- 38,0	- 49,5	- 9,3	+ 23,0	- 19,4	- 39,8	+ 9,4	+ 0,3	- 20,4	- 22,2	- 21,2				
7.112 Monnaies étrangères	+ 51,3	+185,9	+ 47,8	+ 24,2	+ 71,6	- 5,5	- 30,5	+150,3	- 90,6	+ 28,2	- 51,5				
7.12 Organismes divers	+ 0,1	- 0,2	+ 0,6	- 0,1	+ 0,1	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0				
7.13 B.N.B. (réserv. de change nettes) p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	+ 80,7	+ 25,2	+ 22,7	- 14,2	+ 13,2	+ 0,8	+ 4,3	+ 6,9	+ 4,7	- 1,4	+ 8,5				

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT BELGES
ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME**

(milliards de francs)

	1985	1986	1987	* 1988	* 1988		* 1989	
					4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
1. Opérations courantes ¹	+ 41,3	+ 138,7	+ 102,6	+ 128,1	+ 44,0	+ 38,8	.	.
1bis. Opérations courantes sur la base de caisse	+ 23,3	+ 144,2	+ 104,2	+ 116,9	+ 37,3	+ 29,2	+ 40,2	+ 28,9
2. Opérations en capital du secteur privé non financier ² :								
2.1 Crédits commerciaux	- 18,0	+ 5,5	+ 1,6	- 11,2	- 6,7	- 9,6	.	.
2.2 Avoirs nets en francs belge et luxembourgeois des non-résidents auprès des établissements de crédit résidents	- 16,2	- 59,0	+ 53,2	+ 91,9	- 29,6	+ 0,6	+ 58,9	- 12,5
2.21 Au comptant	+ 15,8	- 32,1	+ 44,9	+ 69,1	+ 6,7	+ 10,4	+ 25,5	+ 20,2
2.22 A terme	- 32,0	- 26,9	+ 8,3	+ 22,8	- 36,3	- 9,8	+ 33,4	- 32,7
2.3 Avoirs nets en monnaies étrangères des entreprises et particuliers résidents	+ 26,2	+ 85,5	+ 18,6	- 72,2	+ 14,8	+ 58,4	- 56,1	+ 84,2
2.31 Au comptant	- 4,0	+ 49,1	- 51,3	- 107,7	+ 22,2	- 9,4	- 48,8	- 5,3
2.32 A terme	+ 30,2	+ 36,4	+ 69,9	+ 35,5	- 7,4	+ 67,8	- 7,3	+ 89,5
2.4 Valeurs mobilières	- 94,5	- 93,5	- 60,2	- 135,4	- 26,0	- 81,1	- 17,1	- 120,4
2.41 Actions	+ 7,6	- 0,8	+ 23,4	+ 37,5	+ 17,0	- 12,5	- 9,4	- 2,6
2.411 Avoirs de résidents	- 4,8	- 30,7	- 0,5	+ 18,5	+ 15,7	- 20,6	- 12,2	- 19,3
2.412 Avoirs de non-résidents	+ 12,4	+ 29,9	+ 23,9	+ 19,0	+ 1,3	+ 8,1	+ 2,8	+ 16,7
2.42 Obligations	- 102,1	- 92,7	- 83,6	- 172,9	- 43,0	- 68,6	- 7,7	- 117,8
2.421 Avoirs de résidents	- 114,0	- 107,2	- 111,4	- 212,6	- 72,1	- 61,6	- 18,0	- 115,4
2.422 Avoirs de non-résidents	+ 11,9	+ 14,5	+ 27,8	+ 39,7	+ 29,1	- 7,0	+ 10,3	- 2,4
2.5 Investissements directs et opérations en capital apparentées	+ 50,4	- 40,7	- 12,1	+ 50,0	+ 40,7	+ 4,1	+ 1,8	+ 20,0
2.51 Avoirs de résidents	- 18,9	- 80,8	- 108,3	- 138,4	- 37,9	- 59,0	- 76,5	- 56,8
2.52 Avoirs de non-résidents	+ 69,3	+ 40,1	+ 96,2	+ 188,4	+ 78,6	+ 63,1	+ 78,3	+ 76,8
2.6 Total (2.1 à 2.5)	- 52,1	- 102,2	+ 1,1	- 76,9	- 6,8	- 27,6	.	.
2.6bis Total, à l'exclusion des crédits commerciaux (2.2 à 2.5)	- 34,1	- 107,7	- 0,5	- 65,7	- 0,1	- 18,0	- 12,5	- 28,7
3. Opérations en capital en monnaies étrangères des établissements de crédit résidents ²	- 31,6	- 70,6	- 45,6	- 28,9	- 2,9	+ 13,0	- 7,0	+ 4,0
3.1 Au comptant	- 33,4	- 61,1	+ 32,6	+ 29,4	- 46,6	+ 71,0	+ 19,1	+ 60,8
3.2 A terme	+ 1,8	- 9,5	- 78,2	- 58,3	+ 43,7	- 58,0	- 26,1	- 56,8
4. Opérations en capital des entreprises publiques non financières et opérations en capital en francs des pouvoirs publics ²	- 1,4	- 12,3	- 3,8	- 17,8	- 4,0	- 1,3	- 4,9	+ 0,3
4.1 Opérations des entreprises publiques non financières	+ 0,5	- 6,6	- 6,4	- 3,2	- 0,3	- 3,2	- 0,3	- 2,5
4.2 Opérations en francs des pouvoirs publics	- 1,9	- 5,7	+ 2,6	- 14,6	- 3,7	+ 1,9	- 4,6	+ 2,8
5. Erreurs et omissions	+ 3,6	- 4,3	+ 2,5	+ 2,0	- 1,1	- 18,7	- 2,5	- 10,3
6. Contrepartie de monétisation/démonétisation d'or ...	0,0	0,0	- 10,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7. Total (1 + 2.6 + 3 + 4 + 5 + 6 = 1bis + 2.6bis + 3 + 4 + 5 + 6)	- 40,2	- 50,7	+ 46,2	+ 6,5	+ 29,2	+ 4,2	+ 13,3	- 5,8
<i>Financement du total :</i>								
7.1 Opérations en capital, au comptant, en monnaies étrangères des pouvoirs publics ³	- 31,8	- 57,9	- 34,5	- 18,7	+ 22,3	- 0,5	+ 14,7	- 14,3
7.2 Mouvement des réserves de change nettes de la Banque Nationale de Belgique ⁴	- 8,4	+ 7,2	+ 80,7	+ 25,2	+ 6,9	+ 4,7	- 1,4	+ 8,5

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Signe + : excédent; signe - : déficit.

² Signe + : entrées de capitaux; signe - : sorties.

³ Signe + : diminution de la dette en monnaies étrangères des pouvoirs publics; signe - : augmentation.

⁴ Signe + : augmentation des réserves; signe - : diminution.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Francs belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1986	29,2	21,4	11,2	9,5	3,3	2,5	0,4	77,5	16,6	5,9
1987	28,5	22,4	11,3	9,2	3,1	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1988	28,5	22,4	11,2	9,1	3,3	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1987 9 premiers mois	28,8	22,2	11,3	9,3	3,0	2,7	0,9	78,2	16,7	5,1
1988 3 premiers mois	29,0	22,2	11,3	8,9	3,0	2,5	0,9	77,8	16,6	5,6
6 premiers mois	28,9	22,2	11,6	8,9	3,1	2,6	0,9	78,2	16,5	5,3
9 premiers mois	28,5	22,2	11,4	9,0	3,2	2,6	0,9	77,8	16,9	5,3
1989 3 premiers mois	28,9	22,2	10,8	8,7	3,3	2,6	1,0	77,5	17,3	5,2
6 premiers mois	28,2	22,1	10,7	8,7	3,5	2,6	1,0	76,8	18,2	5,0
9 premiers mois	28,2	22,1	10,9	8,8	3,4	2,7	1,0	77,1	18,1	4,8
Recettes d'exportations										
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1986	36,0	19,2	15,4	7,9	4,0	2,8	0,6	85,9	10,0	4,1
1987	35,4	18,0	15,4	8,4	4,4	2,9	0,9	85,4	11,0	3,6
1988	34,7	18,2	15,1	8,4	5,1	2,9	1,0	85,4	10,9	3,7
1987 9 premiers mois	35,5	17,8	15,6	8,3	4,4	3,0	0,9	85,5	10,9	3,6
1988 3 premiers mois	34,8	17,7	15,8	8,4	5,2	2,8	1,0	85,7	10,7	3,6
6 premiers mois	34,4	18,2	15,7	8,3	5,0	2,9	1,0	85,5	10,8	3,7
9 premiers mois	34,6	17,9	15,4	8,3	5,0	2,9	1,0	85,1	11,2	3,7
1989 3 premiers mois	34,7	17,8	15,7	7,5	5,5	2,9	1,1	85,2	11,3	3,5
6 premiers mois	34,6	17,9	15,8	7,7	5,1	2,8	1,1	85,0	11,4	3,6
9 premiers mois	34,4	17,8	16,0	7,7	5,0	2,9	1,1	84,9	11,5	3,6

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n^o 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n^o 6 juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année,

tome I, n^o 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n^o 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXIII^e année, tome II, n^o 4, octobre 1988 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1986 et 1987 sur la base des transactions » ; LXIV^e année, tome II, n^{os} 2-3, août-septembre 1989 : « Modifications de l'enregistrement des exportations sur la base de Caisse et du traitement des effets Commerciaux ». *Rapports de la B.N.B. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaire	1 punt irlandais	100 drachmes grecques ¹	1 Ecu ²
1982	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—	—
1983	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—	—
1984	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	—	45,06
1985	59,36	20,18	24,91	6,61	76,33	3,11	43,50	17,89	6,89	24,21	34,87	5,60	287,18	6,90	9,56	34,58	1,21	62,80	—	44,91
1986	44,66	20,58	26,57	6,44	65,48	3,00	32,13	18,25	6,26	24,89	31,88	5,52	292,79	6,04	8,80	29,88	0,76	59,80	—	43,79
1987	37,34	20,78	25,85	6,21	61,11	2,88	28,17	18,44	5,89	25,06	30,28	5,46	295,41	5,54	8,50	26,49	0,35	55,50	—	43,03
1988	36,81	20,94	28,70	6,17	65,37	2,83	29,95	18,60	6,00	25,14	31,57	5,46	297,76	5,64	8,78	25,52	0,21	55,99	25,94	43,42
1989	39,43	20,96	28,63	6,18	64,55	2,87	33,30	18,58	6,11	24,11	33,27	5,39	297,79	5,71	9,18	25,02	0,11	55,85	24,29	43,35

¹ La drachme grecque est cotée en Bourse à partir du 4 janvier 1988.

² L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	100 drachmes grecques ¹	1 Ecu
1987 4 ^e trimestre ...	35,64	20,89	26,30	6,19	62,42	2,85	27,21	18,56	5,82	25,42	31,20	5,42	296,82	5,50	8,54	25,88	0,29	55,67	—	43,17
1988 1 ^{er} trimestre ...	35,06	20,91	27,40	6,18	63,00	2,84	27,69	18,62	5,85	25,49	31,02	5,46	297,55	5,51	8,63	25,54	0,25	55,71	26,18	43,23
2 ^e trimestre ...	35,77	20,91	28,44	6,18	65,69	2,82	29,12	18,63	5,99	25,17	31,61	5,47	297,44	5,71	8,79	25,60	0,21	55,95	26,13	43,44
3 ^e trimestre ...	39,13	20,95	29,25	6,19	66,29	2,82	32,09	18,57	6,09	25,00	31,67	5,48	297,97	5,72	8,85	25,62	0,20	56,25	26,06	43,53
4 ^e trimestre ...	37,20	20,96	29,72	6,14	66,58	2,83	30,87	18,58	6,05	24,88	32,00	5,43	298,06	5,63	8,87	25,30	0,16	56,06	25,38	43,48
1989 1 ^{er} trimestre ...	38,75	20,95	30,19	6,16	67,74	2,86	32,53	18,56	6,13	24,54	33,54	5,39	297,91	5,76	9,06	25,48	0,12	55,96	25,07	43,63
2 ^e trimestre ...	40,55	20,94	29,32	6,18	65,71	2,87	33,97	18,57	6,19	23,90	33,29	5,38	297,50	5,78	9,37	25,25	0,11	55,90	24,53	43,49
3 ^e trimestre ...	40,28	20,93	28,31	6,19	64,26	2,91	34,08	18,56	6,16	24,27	33,40	5,39	297,38	5,72	9,28	25,01	0,10	55,87	24,23	43,37
4 ^e trimestre ...	38,12	21,01	26,65	6,17	60,40	2,85	32,62	18,61	5,96	23,71	32,85	5,40	298,36	5,56	9,03	24,34	0,08	55,65	23,27	42,90
1989 Janvier	38,35	20,95	30,18	6,14	68,13	2,86	32,21	18,56	6,13	24,63	33,44	5,41	297,98	5,75	9,04	25,51	0,13	56,04	25,22	43,65
Février	38,83	20,96	30,41	6,16	68,08	2,86	32,69	18,57	6,14	24,64	33,57	5,39	298,01	5,78	9,04	25,52	0,12	55,93	25,11	43,68
Mars	39,08	20,95	30,00	6,18	67,02	2,85	32,72	18,57	6,12	24,34	33,63	5,37	297,75	5,75	9,10	25,41	0,12	55,92	24,89	43,58
Avril	39,16	20,94	29,66	6,19	66,57	2,85	32,96	18,56	6,15	23,77	33,70	5,38	297,48	5,76	9,34	25,32	0,11	55,85	24,61	43,55
Mai	40,94	20,94	29,55	6,19	66,37	2,88	34,30	18,57	6,20	23,61	33,50	5,38	297,56	5,80	9,40	25,33	0,11	55,97	24,63	43,56
Juin	41,47	20,94	28,81	6,17	64,36	2,89	34,60	18,59	6,20	24,25	32,73	5,38	297,46	5,77	9,37	25,13	0,11	55,89	24,38	43,37
Juillet	39,65	20,94	28,23	6,17	64,31	2,89	33,35	18,57	6,13	24,32	33,33	5,39	297,53	5,70	9,28	25,01	0,10	55,92	24,24	43,34
Août	40,28	20,92	28,53	6,19	64,30	2,91	34,28	18,56	6,16	24,28	33,42	5,38	297,25	5,72	9,29	25,03	0,10	55,84	24,28	43,36
Septembre	40,88	20,94	28,16	6,20	64,18	2,91	34,57	18,57	6,19	24,22	33,45	5,39	297,39	5,74	9,26	24,98	0,10	55,84	24,19	43,40
Octobre	39,21	21,01	27,60	6,19	62,22	2,86	33,38	18,61	6,08	24,04	33,03	5,39	298,45	5,65	9,17	24,64	0,09	55,90	23,67	43,12
Novembre	38,35	20,99	26,71	6,17	60,30	2,86	32,81	18,60	5,97	23,71	32,93	5,40	298,04	5,57	9,02	24,36	0,09	55,58	23,27	42,92
Décembre	36,63	21,02	25,49	6,15	58,41	2,83	31,54	18,63	5,82	23,33	32,57	5,41	298,59	5,46	8,88	23,98	0,08	55,43	22,82	42,63
1990 Janvier	35,47	20,96	24,47	6,16	58,56	2,81	30,31	18,59	5,75	23,39	32,33	5,41	297,88	5,42	8,86	23,78	0,08	55,41	22,45	42,57

¹ La drachme grecque est cotée en Bourse à partir du 4 janvier 1988.

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
<i>(Cours en francs belges)</i>				<i>Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant¹)</i>		
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1984	59,18	57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
1985	60,12	59,36	59,66	59,73	+ 1,14	+ 1,06
1986	52,33	44,66	45,05	45,11	+ 1,52	+ 1,18
1987	48,26	37,34	37,57	37,63	- 0,08	- 0,17
1988	49,39	36,81	37,06	37,09	- 1,27	- 1,27
1989	50,50	39,43	39,51	39,56	- 0,66	- 0,66
1987 4 ^e trimestre	47,79	35,64	35,79	35,91	- 1,11	- 1,11
1988 1 ^{er} trimestre	47,96	35,06	35,15	35,19	- 0,68	- 0,68
2 ^e trimestre	48,86	35,77	35,94	35,97	- 1,43	- 1,43
3 ^e trimestre	50,73	39,13	39,57	39,60	- 1,24	- 1,25
4 ^e trimestre	49,98	37,20	37,46	37,52	- 1,75	- 1,74
1989 1 ^{er} trimestre	50,98	38,75	38,92	38,92	- 1,84	- 1,83
2 ^e trimestre	51,33	40,55	40,65	40,69	- 1,41	- 1,41
3 ^e trimestre	50,75	40,28	40,34	40,39	- 0,47	- 0,47
4 ^e trimestre	48,90	38,12	38,20	38,24	+ 1,12	+ 1,12
1989 Janvier	50,82	38,35	38,55	38,51	- 1,77	- 1,76
Février	51,12	38,83	38,99	39,01	- 1,69	- 1,68
Mars	51,02	39,08	39,24	39,25	- 2,05	- 2,05
Avril	50,90	39,16	39,34	39,33	- 2,01	- 2,01
Mai	51,65	40,94	41,00	41,08	- 1,38	- 1,38
Juin	51,45	41,47	41,53	41,59	- 0,89	- 0,90
Juillet	50,42	39,65	39,71	39,77	- 0,60	- 0,60
Août	50,83	40,28	40,37	40,38	- 0,42	- 0,42
Septembre	50,97	40,88	40,95	40,98	- 0,39	- 0,39
Octobre	49,87	39,21	39,28	39,38	+ 0,71	+ 0,70
Novembre	49,00	38,35	38,47	38,48	+ 1,27	+ 1,27
Décembre	47,65	36,63	36,63	36,68	+ 1,45	+ 1,45
1990 Janvier	46,75	35,47	35,47	35,56	+ 2,09	+ 2,08

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 19 JUN 1989 AU 7 JANVIER 1990**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID
Cours-pivot de l'ECU	42,4582	2,31943	7,85212	2,05853	1483,58	6,90403	0,768411	133,804
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire								
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100	334,619
		5,46286	18,4938	4,84837	3494,21	16,2608	1,80981	315,143
		5,34150	18,0831	4,74000	3290,90	15,8990	1,76950	296,802
100 florins Pays-Bas .	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868	6125,30
	1830,54	—	338,537	88,7526	63963,1	297,661	33,1293	5768,83
	1789,85		331,020	86,7800	60241,0	291,040	32,3939	5433,10
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087	1809,40
	540,723	29,5389	—	26,2162	18894,0	87,9257	9,78604	1704,05
	528,700	28,8825		25,6300	17794,0	85,9700	9,56830	1604,90
100 marks allemands .	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825	6901,70
	2062,55	112,673	381,443	—	72069,9	335,386	37,3281	6499,98
	2016,55	110,1675	373,000		67865,0	327,920	36,4964	6121,70
100 liras italiennes ...	3,03870	0,166000	0,562000	0,147350		0,494100	0,0549952	9,57600
	2,86187	0,156340	0,529268	0,138754	—	0,465362	0,0517943	9,01899
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799	8,49400
100 francs français ...	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830	2057,80
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	21488,6	—	11,1299	1938,06
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	20238,0		10,8825	1825,30
100 punts irlandais ..	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900		18489,2
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	193071,0	898,480	—	17413,1
	5402,50	295,100	999,130	261,900	181834,0	878,500		16399,7
100 pesetas espagnoles	33,6930	1,84050	6,23100	1,63300	1177,30	5,47850	0,609772	
	31,7316	1,73345	5,86837	1,53847	1108,77	5,15981	0,574281	—
	29,8850	1,63250	5,52600	1,44900	1044,20	4,85950	0,540855	

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 8 JANVIER 1990**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID
Cours-pivot de l'ECU	42,1679	2,30358	7,79845	2,04446	1529,70	6,85684	0,763159	132,889
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire								
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100	334,619
		5,46286	18,4938	4,84837	3627,64	16,2608	1,80981	315,143
		5,34150	18,0831	4,74000	3546,90	15,8990	1,76950	296,802
100 florins Pays-Bas .	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868	6125,30
	1830,54	—	338,537	88,7526	66405,3	297,661	33,1293	5768,83
	1789,85		331,020	86,7800	64928,0	291,040	32,3939	5433,10
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087	1809,40
	540,723	29,5389	—	26,2162	19615,4	87,9257	9,78604	1704,05
	528,700	28,8825		25,6300	19179,0	85,9700	9,56830	1604,90
100 marks allemands .	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825	6901,70
	2062,55	112,673	381,443	—	74821,7	335,386	37,3281	6500,00
	2016,55	110,167	373,000		73157,0	327,920	36,4964	6121,70
100 lires italiennes ...	2,81930	0,154000	0,521400	0,136700		0,458450	0,0510246	9,22400
	2,75661	0,150590	0,509803	0,133651	—	0,448247	0,0498895	8,68726
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799	8,18200
100 francs français ...	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830	2057,80
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	22309,1	—	11,1299	1938,06
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	21813,0		10,8825	1825,30
100 punts irlandais ...	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900		18489,2
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	200443,0	898,480	—	17413,1
	5402,50	295,100	999,130	261,900	195984,0	878,500		16399,7
100 pesetas espagnoles	33,6930	1,84050	6,23100	1,63300	1222,30	5,47850	0,609772	
	31,7316	1,73345	5,86837	1,53847	1151,11	5,15981	0,574281	—
	29,8850	1,63250	5,52600	1,44900	1084,10	4,85950	0,540858	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES VIS-A-VIS DU FRANC BELGE
ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹							Indicateurs de divergence ²								
	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole ³	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole ³	
1982	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	—	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1	—	
1983	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	—	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21	—	
1984	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	—	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1	—	
1985	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	—	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36	—	
1986	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	—	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12	—	
1987	+ 0,75	+ 0,92	+ 0,76	+ 0,57	+ 0,96	+ 0,41	—	+ 41	+ 4	- 3	+ 5	+ 12	- 7	+ 19	—	
1988	+ 1,62	+ 1,02	+ 1,51	- 1,30	+ 0,37	+ 1,34	—	+ 50	- 30	0	- 34	+ 46	+ 36	- 14	—	
1989	+ 1,48	- 0,34	+ 1,60	+ 0,36	+ 0,43	+ 1,07	+ 4,35 ³	+ 50	- 23	+ 63	- 38	+ 22	+ 33	- 2	- 45 ³	
1987 4 ^e trimestre	+ 1,42	+ 0,31	+ 1,29	- 0,30	+ 0,63	+ 0,75	—	+ 48	- 22	+ 30	- 21	+ 31	+ 19	+ 10	—	
1988 1 ^{er} trimestre	+ 1,72	+ 0,98	+ 1,40	- 0,88	+ 0,52	+ 0,83	—	+ 50	- 35	+ 2	- 26	+ 40	+ 27	+ 8	—	
2 ^e trimestre	+ 1,84	+ 1,20	+ 1,43	- 1,69	+ 0,49	+ 1,28	—	+ 51	- 38	- 6	- 25	+ 51	+ 31	- 10	—	
3 ^e trimestre	+ 1,44	+ 1,39	+ 1,58	- 1,37	+ 0,63	+ 1,79	—	+ 54	- 17	- 14	- 34	+ 49	+ 26	- 31	—	
4 ^e trimestre	+ 1,52	+ 0,50	+ 1,63	- 1,29	- 0,17	+ 1,45	—	+ 44	- 31	+ 18	- 50	+ 45	+ 60	- 25	—	
1989 1 ^{er} trimestre	+ 1,40	- 0,31	+ 1,58	- 0,17	+ 0,18	+ 1,28	—	+ 46	- 24	+ 57	- 45	+ 29	+ 42	- 16	—	
2 ^e trimestre	+ 1,46	- 0,52	+ 1,50	+ 0,44	+ 0,55	+ 1,16	+ 3,62 ³	+ 50	- 22	+ 71	- 34	+ 20	+ 25	- 7	- 32 ³	
3 ^e trimestre	+ 1,41	- 0,38	+ 1,48	+ 1,50	+ 0,64	+ 1,10	+ 5,24	+ 56	- 14	+ 70	- 23	+ 6	+ 28	+ 1	- 54	
4 ^e trimestre	+ 1,66	- 0,14	+ 1,84	- 0,37	+ 0,36	+ 0,72	+ 3,50	+ 51	- 30	+ 53	- 50	+ 31	+ 38	+ 15	- 38	
1989 Janvier	+ 1,36	+ 0,05	+ 1,55	- 0,21	- 0,07	+ 1,41	—	+ 45	- 23	+ 40	- 45	+ 28	+ 54	- 23	—	
Février	+ 1,43	- 0,35	+ 1,63	+ 0,06	+ 0,11	+ 1,22	—	+ 47	- 24	+ 61	- 46	+ 25	+ 47	- 12	—	
Mars	+ 1,42	- 0,62	+ 1,55	- 0,35	+ 0,49	+ 1,19	—	+ 45	- 25	+ 72	- 44	+ 32	+ 24	- 12	—	
Avril	+ 1,38	- 0,49	+ 1,50	- 0,25	+ 0,69	+ 1,08	—	+ 47	- 21	+ 67	- 37	+ 31	+ 15	- 5	—	
Mai	+ 1,45	- 0,55	+ 1,50	+ 0,59	+ 0,63	+ 1,28	—	+ 51	- 21	+ 74	- 33	+ 18	+ 22	- 12	—	
Juin	+ 1,53	- 0,51	+ 1,51	+ 0,93	+ 0,34	+ 1,13	+ 3,62 ³	+ 51	- 25	+ 71	- 33	+ 13	+ 38	- 5	- 32 ³	
Juillet	+ 1,43	- 0,35	+ 1,51	+ 1,12	+ 0,38	+ 1,20	+ 5,02	+ 53	- 18	+ 66	- 30	+ 11	+ 38	- 6	- 53	
Août	+ 1,37	- 0,42	+ 1,43	+ 1,70	+ 0,71	+ 1,05	+ 5,32	+ 56	- 11	+ 72	- 20	+ 2	+ 24	+ 4	+ 55	
Septembre	+ 1,44	- 0,37	+ 1,51	+ 1,65	+ 0,82	+ 1,06	+ 5,38	+ 59	- 12	+ 73	- 20	+ 6	+ 21	+ 6	- 55	
Octobre	+ 1,64	- 0,30	+ 1,86	+ 0,05	+ 0,63	+ 1,17	+ 4,05	+ 57	- 23	+ 67	- 43	+ 31	+ 29	0	- 39	
Novembre	+ 1,60	- 0,06	+ 1,75	- 0,15	+ 0,36	+ 0,62	+ 3,80	+ 52	- 26	+ 52	- 43	+ 28	+ 39	+ 20	- 42	
Décembre	+ 1,74	- 0,06	+ 1,92	- 1,12	+ 0,04	+ 0,31	+ 2,60	+ 42	- 42	+ 37	- 65	+ 35	+ 46	+ 25	- 32	
1990 Janvier	+ 1,53	0	+ 1,62	+ 1,25	+ 0,12	+ 0,28	+ 1,87	+ 51	- 23	+ 47	- 36	- 26	+ 51	+ 34	- 15	

¹ Formule = $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30) - Cours-pivot de cette monnaie en francs belges} \times 100}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

³ Depuis le 19 juin 1989.

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4)	
du 21 septembre 1989 au 7 janvier 1990					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8745	30,32	1,57
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	19,29	1,82
Livre sterling	0,08784	58,2715 ³	5,1186	12,06	—
Lire italienne	151,8	0,0286187	4,3443	10,23	5,39
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	9,48	2,04
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,08	2,07
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,52	2,19
Punt irlandais	0,008552	55,2545	0,4724	1,11	2,23
Drachme grecque	1,44	0,281568 ³	0,4055	0,96	—
Peseta espagnole	6,885	0,317316	2,1847	5,14	5,69
Escudo portugais	1,393	0,246728 ³	0,3437	0,81	—
Total ...			42,4582	100,00	
depuis le 8 janvier 1990					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8744	30,53	1,56
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	19,43	1,81
Livre sterling	0,08784	57,8740 ³	5,0837	12,06	—
Lire italienne	151,8	0,0275661	4,1845	9,92	2,03
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	9,54	2,04
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,14	2,07
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,53	2,19
Punt irlandais	0,008552	55,2545	0,4725	1,12	2,22
Drachme grecque	1,44	0,224376 ³	0,3231	0,77	—
Peseta espagnole	6,885	0,317316	2,1847	5,18	5,69
Escudo portugais	1,393	0,237241 ³	0,3305	0,78	—
Total ...			42,1679	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling, drachmes grecques ou escudos portugais et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

(indices 1975 = 100)

Sources : B.N.B., F.M.I. : Statistiques financières internationales.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7
1986	106,6	102,4	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6
1987	112,1	107,8	99,8	101,3	147,3	220,2	72,2	72,5	47,6	135,4	68,0	173,6	92,7	79,6
1988	111,9	108,0	98,8	95,4	146,3	244,0	70,6	76,5	45,9	135,1	68,0	171,3	91,1	79,4
1989	* 111,5	* 108,2	97,2	100,1	143,6	233,4	69,0	73,8	45,8	131,9	67,5	159,6	87,4	78,3
1987 4 ^e trimestre	111,2	108,6	100,4	97,0	149,5	229,1	72,5	74,9	47,4	137,7	68,0	178,3	93,1	79,9
1988 1 ^{er} trimestre	111,3	108,9	100,3	94,2	149,3	240,5	72,3	75,4	47,0	138,0	68,2	178,3	93,6	79,8
2 ^e trimestre	110,6	108,4	99,4	93,5	147,3	245,6	71,3	77,6	46,1	136,4	68,5	173,3	92,1	81,1
3 ^e trimestre	109,1	107,2	97,3	99,1	143,6	239,7	69,3	75,8	44,9	132,2	67,4	166,2	89,1	78,4
4 ^e trimestre	110,3	108,6	98,3	94,8	145,2	250,2	69,5	77,1	45,5	133,8	67,9	167,5	89,5	78,2
1989 1 ^{er} trimestre	109,6	108,3	97,0	97,3	142,8	247,8	68,5	77,1	45,3	131,4	67,5	162,0	87,0	78,6
2 ^e trimestre	109,4	108,2	96,4	101,7	141,8	235,7	68,3	74,4	45,4	130,7	67,4	156,1	86,1	78,2
3 ^e trimestre	109,9	109,2	96,8	102,0	142,6	228,2	68,7	73,1	46,1	131,0	67,6	159,6	86,7	78,0
4 ^e trimestre	* 112,1	* 111,7	98,7	99,4	147,4	222,2	70,5	70,5	46,4	134,5	67,4	160,6	89,9	78,4
1989 Janvier	110,0	108,0	97,3	96,5	143,2	248,7	68,4	77,7	45,4	131,7	67,6	163,0	87,6	78,7
Février	109,6	107,8	96,9	97,1	142,5	248,9	68,3	77,3	45,3	131,2	67,4	162,3	86,7	78,6
Mars	109,8	108,0	96,9	98,4	142,7	245,2	68,7	76,2	45,2	131,4	67,4	160,5	86,7	78,4
Avril	109,9	108,1	97,0	98,7	142,7	242,3	69,0	75,8	45,3	131,5	67,7	156,9	86,8	78,6
Mai	109,3	107,7	96,0	102,1	141,4	235,9	68,0	75,0	45,3	130,4	67,2	153,6	85,8	78,0
Juin	109,6	108,0	96,2	104,2	141,4	229,0	67,9	72,5	45,5	130,3	67,4	157,9	85,7	77,9
Juillet	110,4	109,0	97,2	101,1	143,4	229,3	68,9	73,5	46,1	131,8	67,7	161,1	87,3	78,3
Août	110,1	108,9	96,7	101,7	142,2	230,0	68,7	73,0	46,2	130,8	67,5	159,2	86,5	77,9
Septembre	109,8	108,9	96,4	103,1	142,0	225,1	68,5	72,7	46,0	130,4	67,6	158,6	86,2	77,9
Octobre	111,1	110,3	97,6	100,6	145,0	226,4	69,6	71,6	45,9	132,8	67,6	160,3	88,1	78,2
Novembre	112,1	111,6	98,6	99,9	146,7	222,3	70,3	70,3	46,4	134,0	67,4	160,2	89,5	78,2
Décembre	* 113,6	* 113,0	99,9	97,6	150,4	218,0	71,7	69,6	47,0	136,7	67,2	161,3	91,9	78,8
1990 Janvier	* 114,4	* 114,1												

Références bibliographiques : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n^o 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n^o 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES *

1. — SITUATION OFFICIELLE DE LA DETTE PUBLIQUE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes			Dettes totales	
	en franc belge					en monnaies étrangères				dette directe totale ²	en franc belge	en monnaies étrangères		dette indirecte totale
	consolidée ¹	à moyen terme	à court terme	avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ²	à court et à moyen terme	totale ²						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)						(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1981	1.127,5	5,7	608,5	87,4	1.829,1	179,5	204,8	384,3	2.213,4	221,6	4,1	225,7	2.439,1	
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0	
1983	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0	
1984	1.561,9	111,6	1.094,1	69,9	2.837,5	634,0	379,0	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9	
1985	2.034,7	156,0	1.151,5	83,5	3.425,7	569,0	416,3	985,3	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6	
1986	2.228,1	98,8	1.430,0	94,0	3.850,9	502,3	515,8	1.018,1	4.869,0	547,1	2,2	549,3	5.418,3	
1987	2.530,5	80,1	1.537,6	88,4	4.236,6	494,8	549,1	1.043,9	5.280,5	589,9	2,1	592,0	5.872,5	
1988	2.924,8	51,5	1.570,8	88,9	4.636,0	539,3	546,1	1.085,4	5.721,4	638,8	2,1	640,9	6.362,3	
1989	3.247,4	35,4	1.724,9	105,1	5.112,8	550,0	579,0	1.129,0	6.241,8	544,3	2,1	546,4	6.788,2	
1988 Décembre	2.924,8	51,5	1.570,8	88,9	4.636,0	539,3	546,1	1.085,4	5.721,4	638,8	2,1	640,9	6.362,3	
1989 Janvier	2.918,4	51,5	1.632,1	120,7	4.722,7	531,6	548,2	1.079,8	5.802,5	637,2	2,1	639,3	6.441,8	
Février	2.940,7	51,5	1.708,5	100,7	4.801,4	536,5	553,8	1.090,3	5.891,7	634,9	2,1	637,0	6.528,7	
Mars	3.032,6	51,5	1.809,1	102,1	4.995,3	530,8	553,6	1.084,4	6.079,7	561,5	2,1	563,6	6.643,3	
Avril	3.024,0	51,5	1.768,9	129,4	4.973,8	526,9	543,6	1.070,5	6.044,3	560,3	2,1	562,4	6.606,7	
Mai	3.018,8	45,5	1.906,9	90,5	5.061,7	546,9	527,8	1.074,7	6.136,4	558,0	2,1	560,1	6.696,5	
Juin	3.138,5	45,5	1.845,9	107,9	5.137,8	547,3	528,0	1.075,3	6.213,1	556,1	2,1	558,2	6.771,3	
Juillet	3.148,3	45,5	1.806,0	99,9	5.099,7	544,6	529,0	1.073,6	6.173,3	554,9	2,1	557,0	6.730,3	
Août	3.160,9	45,5	1.786,7	120,8	5.113,9	561,7	520,0	1.081,7	6.195,6	553,5	2,1	555,6	6.751,2	
Septembre	3.158,4	45,5	1.875,5	103,5	5.182,9	559,3	528,8	1.088,1	6.271,0	551,9	2,1	554,0	6.825,0	
Octobre	3.184,3	35,5	1.808,1	119,2	5.147,1	552,1	569,5	1.121,6	6.268,7	548,9	2,1	551,0	6.819,7	
Novembre	3.179,6	35,5	1.858,8	110,1	5.184,0	548,0	573,4	1.121,4	6.305,4	547,4	2,1	549,5	6.854,9	
Décembre	3.247,4	35,4	1.724,9	105,1	5.112,8	550,0	579,0	1.129,0	6.241,8	544,3	2,1	546,4	6.788,2	

¹ Y compris l'encours des emprunts de régularisation émis, à partir de septembre 1986, en vue du financement d'une partie des charges d'intérêts dues sur certains emprunts de l'Etat et du Fonds des Routes (Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986).

² Non compris la « dette intergouvernementale » relative à la guerre 1914-1918.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 5, mai 1988.

XI - 2. — VARIATIONS NOMINALES DE LA DETTE PUBLIQUE OFFICIELLE ET SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Variations nominales de la dette publique ¹	Ajustements				Total	Solde net à financer total du Trésor ³
		Variation des certificats de Trésorerie détenus par le F.M.I.	Différences de change	Reprises de dettes	Emprunts de régularisation ²		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (2) à (5)	(7) = (1) - (6)
1980	+ 317,9	+ 17,2	+ 3,9	—	—	+ 21,1	296,8
1981	+ 482,3	+ 6,9	+ 20,5	—	—	+ 27,4	454,9
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,3	+ 95,5	—	+ 137,3	508,6
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1	—	+ 106,6	524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	—	—	+ 44,8	504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9	—	+ 78,6	571,1
1986	+ 503,7	- 14,3	- 44,0	+ 0,5	+ 6,0	- 51,8	555,5
1987	+ 454,2	- 3,2	- 6,3	+ 0,1	+ 33,1	+ 23,7	430,5
1988	+ 489,8	+ 2,1	+ 18,6	—	+ 35,2	+ 55,9	433,9
1988 12 mois	+ 489,8	+ 2,1	+ 18,6	—	+ 35,2	+ 55,9	433,9
1989 1 mois	+ 79,5	- 0,4	+ 4,5	—	—	+ 4,1	75,4
2 mois	+ 166,4	+ 0,4	+ 4,6	—	+ 0,2	+ 5,2	161,2
3 mois	+ 281,0	+ 1,2	+ 1,7	—	+ 13,9	+ 16,8	264,2
4 mois	+ 244,4	+ 0,3	- 2,1	—	+ 13,9	+ 12,1	232,3
5 mois	+ 334,2	+ 3,6	+ 8,3	—	+ 14,2	+ 26,1	308,1
6 mois	+ 409,0	+ 4,5	+ 6,5	—	+ 32,4	+ 43,4	365,6
7 mois	+ 368,0	+ 5,1	+ 3,2	—	+ 32,4	+ 40,7	327,3
8 mois	+ 388,9	+ 5,1	+ 5,5	—	+ 32,6	+ 43,2	345,7
9 mois	+ 462,7	+ 5,4	+ 3,1	—	+ 39,9	+ 48,4	414,3
10 mois	+ 457,4	+ 5,4	- 4,5	—	+ 39,9	+ 40,8	416,6
11 mois	+ 492,6	+ 5,6	- 12,0	—	+ 40,1	+ 33,7	458,9
12 mois	+ 425,9	+ 4,7	- 25,2	—	+ 49,2	+ 28,7	397,2

¹ Les encours sont indiqués au tableau XI-1, colonne (13).

² Produit des emprunts de régularisation émis dans le cadre de l'Arrêté Royal n° 446 du 20 août 1986.

³ Cette colonne correspond à la colonne (9) du tableau XI-3 (précédée du signe opposé).

XI - 3. — COMPOSITION DU SOLDE NET A FINANCER TOTAL DU TRESOR

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances; calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Opérations budgétaires ^{1 2}						Autres opérations ¹	Solde net à financer total du Trésor	Dont : solde net à financer (-) ou excédent net de financement (+) des communautés et des régions	
	Opérations courantes			Opérations en capital						
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde				
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7) = (3) + (6)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	
1980	1.030,0	1.177,9	- 147,9	12,6	160,5	- 147,9	- 295,8	- 1,0	- 296,8	.
1981	1.080,3	1.345,3	- 265,0	13,9	198,1	- 184,2	- 449,2	- 5,7	- 454,9	.
1982	1.216,2	1.535,6	- 319,4	13,6	198,7	- 185,1	- 504,5	- 4,1	- 508,6	.
1983	1.267,4	1.606,2	- 338,8	14,5	199,6	- 185,1	- 523,9	- 0,5	- 524,4	(- 7,8)
1984	1.377,2	1.682,6	- 305,4	13,7	205,7	- 192,0	- 497,4	- 6,7	- 504,1	(- 2,8)
1985	1.458,0	1.803,3	- 345,3	15,4	208,0	- 192,6	- 537,9	- 33,2	- 571,1	(- 19,1)
1986	1.485,1	1.854,5	- 369,4	14,9	196,7	- 181,8	- 551,2	- 4,3	- 555,5	(- 3,3)
1987	1.542,2	1.822,4	- 280,2	15,7	172,9	- 157,2	- 437,4	+ 6,9	- 430,5	(+ 20,8)
1988	1.597,8	1.871,2	- 273,4	16,9	157,1	- 140,2	- 413,6	- 20,3	- 433,9	(- 17,5)
1988 11 mois	1.424,9	1.701,5	- 276,6	15,4	133,0	- 117,6	- 394,2	- 15,1	- 409,3	(- 19,2)
12 mois	1.597,8	1.871,2	- 273,4	16,9	157,1	- 140,2	- 413,6	- 20,3	- 433,9	(- 17,5)
1989 1 mois	140,0	221,7	- 81,7	1,4	21,2	- 19,8	- 101,5	+ 26,1	- 75,4	(- 13,3)
2 mois	247,2	387,6	- 140,4	2,5	34,0	- 31,5	- 171,9	+ 10,7	- 161,2	(+ 30,6)
3 mois	365,8	587,2	- 221,4	3,9	47,8	- 43,9	- 265,3	+ 1,1	- 264,2	(- 2,4)
4 mois	581,4	758,7	- 177,3	5,2	61,2	- 56,0	- 233,3	+ 1,0	- 232,3	(- 8,9)
5 mois	688,0	923,6	- 235,6	6,4	70,5	- 64,1	- 299,7	- 8,4	- 308,1	(- 34,4)
6 mois	829,1	1.125,9	- 296,8	8,0	81,6	- 73,6	- 370,4	+ 4,8	- 365,6	(+ 16,3)
7 mois	1.015,2	1.270,6	- 255,4	9,2	92,4	- 83,2	- 338,6	+ 11,3	- 327,3	(+ 43,5)
8 mois	1.133,7	1.390,6	- 256,9	10,7	102,7	- 92,0	- 348,9	+ 3,2	- 345,7	(+ 29,1)
9 mois	1.239,8	1.543,7	- 303,9	12,2	115,9	- 103,7	- 407,6	- 6,7	- 414,3	(+ 30,3)
10 mois	1.393,9	1.695,9	- 302,0	13,7	126,0	- 112,3	- 414,3	- 2,3	- 416,6	(+ 28,1)
11 mois	1.506,3	1.834,8	- 328,5	15,0	134,5	- 119,5	- 448,0	- 10,9	- 458,9	(+ 30,2)

¹ Le contenu des « autres opérations » a été modifié à plusieurs reprises; toutefois, pour l'ensemble de la période considérée, on a retenu dans ce tableau la définition utilisée par le Ministère des Finances depuis mai 1987 (différences d'émission et d'amortissement, fonds de tiers y compris les opérations de régularisation, opérations de caisse, compte auprès de la Banque Nationale de Belgique et emprunts pour compte de la région bruxelloise. Les séries des données relatives aux opérations budgétaires (dépenses) ont été adaptées en conséquence. A partir de janvier 1989, la rubrique « fonds de tiers » est apurée des impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

² Les recettes et dépenses ont trait au pouvoir national, aux communautés et aux régions et comprennent aussi les recettes cédées et affectées.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES DU TRESOR ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1988 10 premiers mois	1989 10 premiers mois	1988 11 premiers mois	1989 11 premiers mois
A. Recettes courantes²	1.080,3	1.216,2	1.267,4	1.377,2	1.458,0	1.485,1	1.542,2	1.597,8	1.321,5	1.393,9	1.424,9	1.506,3
I. Recettes fiscales	1.022,1	1.141,2	1.198,9	1.302,0	1.378,1	1.416,3	1.474,3	1.537,8	1.280,4	1.340,7	1.379,8	1.446,2
1. Impôts directs	609,4	696,7	719,9	801,3	851,0	874,6	894,9	919,3	780,0	795,2	837,1	850,5
dont :												
— précompte professionnel ³	394,0	430,7	444,6	492,4	526,4	534,6	539,6	554,2	473,2	486,6	512,7	524,3
— versements anticipés	114,8	133,5	143,4	146,9	156,5	179,6	185,2	193,4	162,3	176,3	162,8	176,9
— impôts des sociétés (rôles)	1,7	7,7	- 1,3	- 2,7	- 3,9	- 13,7	- 10,2	- 11,8	- 9,9	- 18,5	- 11,3	- 20,0
— impôts des personnes physiques (rôles)	15,0	28,2	26,6	25,1	19,4	14,9	11,5	11,3	9,0	1,2	11,4	3,9
— précompte mobilier	65,6	74,9	84,2	114,2	126,7	134,2	140,4	143,8	122,8	126,2	137,0	139,5
2. Douanes et accises	97,0	111,1	121,7	125,4	129,1	131,4	137,0	143,7	119,5	129,3	130,8	143,3
3. T.V.A. et enregistrement	315,7	333,4	357,3	375,3	398,0	410,3	442,4	474,8	380,9	416,2	411,9	452,4
II. Recettes non fiscales	58,2	75,0	68,5	75,2	79,9	68,8	67,9	60,0	41,1	53,2	45,1	60,1
B. Recettes en capital⁴	13,9	13,6	14,5	13,7	15,4	14,9	15,7	16,9	14,2	13,7	15,4	15,0
I. Recettes fiscales	12,2	11,4	11,6	12,4	12,3	13,2	14,6	15,5	13,0	12,5	14,0	13,8
II. Recettes non fiscales	1,7	2,2	2,9	1,3	3,1	1,7	1,1	1,4	1,2	1,2	1,4	1,2
C. Recettes totales [A + B]	1.094,2	1.229,8	1.281,9	1.390,9	1.473,4	1.500,0	1.557,9	1.614,7	1.335,7	1.407,7	1.440,3	1.521,3
I. Recettes des Voies et Moyens	1.025,5	1.163,9	1.211,9	1.308,6	1.389,5	1.408,1	1.452,8	1.505,5	1.242,2	867,8	1.336,8	928,2
II. Recettes cédées	35,7	36,9	38,3	44,1	45,0	53,7	56,8	64,3	52,7	56,2	58,3	62,6
III. Recettes ristournées plus recettes affectées⁵	33,0	29,0	31,0	37,4	37,8	37,6	47,8	44,9	40,8	480,2	45,2	526,8
IV. Moyens propres des communautés et régions	—	—	0,7	0,8	1,1	0,6	0,5	0,0	0,0	3,5	0,0	3,7

¹ A l'exclusion des centimes additionnels perçus au profit des provinces, des communes et de l'agglomération bruxelloise.

² Cf. colonne (1) du tableau XI-3.

³ Y compris les retenues sur indemnités de chômage.

⁴ Cf. colonne (4) du tableau XI-3.

⁵ Y compris, à partir de janvier 1989, les impôts conjugués et partagés qui sont attribués aux Communautés et aux Régions.

XI - 5. — DEFICIT (-) OU EXCEDENT (+) FINANCIER NET DES DIVERS SOUS-SECTEURS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances et Banque Nationale de Belgique.

	Pouvoir national, communautés et régions				Pouvoirs locaux	Sécurité sociale	Total général
	Solde net à financer du Trésor ¹	Nouvelle dette des communautés et des régions ²	Autres ³	Total			
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)
1980	- 297	—	- 36	- 333	- 58	- 8	- 399
1981	- 455	—	- 62	- 517	- 63	- 7	- 587
1982	- 509	- 2	- 71	- 581	- 27	+ 23	- 585
1983	- 524	+ 1	- 66	- 589	- 27	+ 13	- 603
1984	- 504	...	- 36	- 540	- 12	+ 39	- 512
1985	- 571	...	- 44	- 615	- 10	+ 49	- 576
1986	- 556	...	- 45	- 601	- 15	+ 32	- 584
1987 6 mois	- 412	...	- 43	- 455	+ 11	- 4	- 449
9 mois	- 443	...	- 83	- 525	+ 17	- 12	- 520
12 mois	- 430	...	- 100	- 530	0	+ 12	- 519
1988 3 mois	- 250	...	- 33	- 283	+ 20	- 25	- 287
6 mois	- 345	...	- 44	- 388	+ 3	- 23	- 408
9 mois	- 392	...	- 71	- 462	+ 9	- 26	- 480
12 mois	- 434	...	- 62	- 496	- 8	+ 16	- 487
1989 3 mois	- 264	...	- 24	- 288	+ 2	- 15	- 300
6 mois	- 365	...	- 50	- 416	- 24	+ 6	- 434
9 mois	- 414	...	- 60	- 475	- 33	+ 5	- 502

¹ Calculé par le Ministère des Finances et publié au Moniteur belge. Cf. colonne (9) du tableau XI-3.

² Cette colonne ne concerne que les quelques emprunts contractés directement par les communautés et régions auprès d'intermédiaires financiers. La majeure partie du solde financier des communautés et régions est contenue dans les colonnes (1) et (3).

³ Montant des ressources financières que le pouvoir national, les communautés et les régions se procurent pour couvrir la part de leur déficit qui n'est pas recensée aux colonnes (1) et (2). Il s'agit notamment des engagements résultant des débudgétisations, préfinancements ou qui revêtent la forme d'emprunts de régularisation.

XI - 6. — NOUVEAUX ENGAGEMENTS ET FORMATION D'ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Nouveaux engagements							Formation d'actifs financiers en franc belge	Solde ²	
	en monnaies étrangères	en franc belge				à plus d'un an	total			Total général
		à un an au plus								
		auprès de la Banque Nationale de Belgique ¹	autres	total						
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7) = (1) + (6)	(8)	(9) = (7) - (8)		
1980	+ 95	+ 25	+ 148	+ 173	+ 131	+ 304	+ 398	- 1	+ 399	
1981	+ 224	+ 72	+ 166	+ 238	+ 109	+ 347	+ 571	- 16	+ 587	
1982	+ 243	+ 31	+ 189	+ 221	+ 151	+ 371	+ 615	+ 30	+ 585	
1983	+ 134	+ 7	+ 98	+ 105	+ 386	+ 491	+ 625	+ 22	+ 603	
1984	+ 155	+ 12	+ 66	+ 78	+ 337	+ 416	+ 571	+ 59	+ 512	
1985	+ 34	- 18	+ 53	+ 35	+ 561	+ 596	+ 631	+ 55	+ 576	
1986	+ 62	+ 28	+ 285	+ 313	+ 234	+ 547	+ 610	+ 25	+ 584	
1987 6 mois	* - 20	- 74	+ 174	+ 100	+ 371	+ 471	+ 451	+ 3	+ 449	
9 mois	* + 14	- 108	+ 235	+ 127	+ 406	+ 533	+ 546	+ 26	+ 520	
12 mois	* + 32	- 82	+ 218	+ 135	+ 384	+ 519	+ 552	+ 33	+ 519	
1988 3 mois	* - 49	- 32	+ 131	+ 99	+ 234	+ 333	+ 284	- 3	+ 287	
6 mois	* - 43	- 11	+ 184	+ 172	+ 272	+ 445	+ 402	- 5	+ 408	
9 mois	* + 36	- 28	+ 83	+ 54	+ 387	+ 441	+ 477	- 3	+ 480	
12 mois	* + 20	- 21	+ 37	+ 16	+ 495	+ 511	+ 531	+ 44	+ 487	
1989 3 mois	* - 3	- 55	+ 307	+ 252	+ 30	+ 282	+ 279	- 21	+ 300	
6 mois	* - 16	- 50	+ 341	+ 291	+ 140	+ 431	+ 415	- 19	+ 434	
9 mois	* —	- 59	+ 399	+ 340	+ 138	+ 478	+ 478	- 24	+ 502	

¹ Variations du portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique et de l'encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial auprès de cette institution.

² Cette colonne correspond au déficit financier net des pouvoirs publics (cf. colonne (7) du tableau XI-5, avec signe inversé).

XI - 7. — ENCOURS DES DETTES ET ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

Fin de période	Dettes				Total général (5) = (1) + (4)	Actifs financiers en franc belge (6)	Dettes nettes		Ajustements ² (9)	Déficit financier net des pouvoirs publics ³ (10) = (8) - (9)
	en monnaies étrangères (1)	en franc belge					Encours (7) = (5) - (6)	Variations nominales (8)		
		à un an au plus ¹ (2)	à plus d'un an (3)	total (4) = (2) + (3)						
1980	159	582	2.078	2.660	2.819	375	2.443	+ 420	+ 21	399
1981	404	827	2.187	3.014	3.418	359	3.058	+ 615	+ 27	587
1982	683	1.055	2.338	3.393	4.076	389	3.687	+ 626	+ 42	585
1983	868	1.193	2.724	3.917	4.785	411	4.373	+ 683	+ 81	603
1984 Anc. série ⁴	1.063	1.278	3.061	4.339	5.401	470	4.931	+ 557	+ 45	512
Nouv. série ⁴	1.063	1.259	3.063	4.322	5.384	452	4.932			
1985	1.031	1.303	3.624	4.926	5.957	507	5.451	+ 522	- 54	576
1986	1.048	1.601	3.858	5.460	6.508	532	5.975	+ 526	- 58	584
1987 Juin	1.017	1.697	4.233	5.930	6.947	535	6.412	+ 437	- 12	449
Septembre	1.053	1.725	4.268	5.993	7.045	559	6.487	+ 512	- 8	520
Décembre	1.070	1.734	4.246	5.980	7.049	565	6.484	+ 509	- 10	519
1988 Mars	1.025	1.833	4.480	6.313	7.338	562	6.776	+ 292	+ 5	287
Juin	1.042	1.907	4.518	6.425	7.467	560	6.907	+ 423	+ 16	408
Septembre	1.125	1.789	4.633	6.422	7.547	563	6.984	+ 500	+ 21	480
Décembre	1.108	1.752	4.741	6.493	7.601	609	6.992	+ 508	+ 21	487
1989 Mars	1.106	2.005	4.771	6.776	7.883	589	7.294	+ 303	+ 3	300
Juin	1.098	2.047	4.881	6.928	8.026	590	7.436	+ 445	+ 11	434
Septembre	1.110	2.097	4.879	6.976	8.087	585	7.502	+ 511	+ 9	502

¹ Y compris le portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique et l'encours des certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial auprès de cette institution (cf. colonne (1) du tableau XI-8).

² Ces ajustements concernent les certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. (colonne (2) du tableau XI-2) et les différences de change calculées pour la dette publique officielle (colonne (3) du tableau XI-2) et la dette en devises des autres sous-secteurs.

³ Cette colonne correspond aux colonnes (7) du tableau XI-5 et (9) du tableau XI-6.

⁴ Le mode de calcul des séries relatives aux pouvoirs locaux et à la sécurité sociale a été modifié légèrement à partir de 1984; en ce qui concerne les premiers cités, il s'agit surtout d'une modification comptable des séries bilantaires du Crédit Communal de Belgique, tandis que dans le cas de la dernière, il s'agit d'une augmentation du nombre de caisses d'accidents du travail dont les opérations sont recensées.

XI - 8. — RECOURS DIRECT ET INDIRECT (EN FRANC BELGE) DU TRESOR A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Banque Nationale de Belgique.

	Encours à fin de période			Montant maximum autorisé du recours indirect ³	
	Recours total (en F.B.)	dont :			en vigueur à partir du
direct ¹		indirect ²			
1977	40	37	3	15	13-07-1977
				0	05-10-1977
				15	07-12-1977
				30	04-01-1978
				40	21-06-1978
				50	05-07-1978
				40	26-07-1978
1978	53	37	16	30	20-09-1978
				50	07-03-1979
1979	90	37	53	60	13-06-1979
				70	23-01-1980
1980	114	37	77	90	26-03-1980
				110	11-02-1981
				130	08-04-1981
				150	23-09-1981
1981	187	37	150	170	23-12-1981
1982	218	37	181	190	28-04-1982
1983	225	37	188	210	05-01-1983
1984	238	37	201	210	05-01-1983
1985	219	37	182	210	05-01-1983
1986	246	37	209	210	05-01-1983
1987 Septembre	139	37	102	180	23-09-1987
Décembre	165	37	128	180	23-09-1987
1988 Mars	134	37	97	160	30-03-1988
Juin	154	37	117	160	30-03-1988
Septembre	136	37	99	160	30-03-1988
Décembre	144	37	107	160	30-03-1988
1989 Mars	89	37	52	160	30-03-1988
Juin	94	37	57	130	08-06-1989
Septembre	85	37	48	130	08-06-1989
Décembre	103	37	66	110	08-12-1989

¹ Portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique.

² Encours de certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finance par le concours spécial de la Banque Nationale de Belgique.

³ Le montant maximum du recours direct s'élève à 37 milliards depuis le 15 juillet 1977.

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1986 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,2	—	0,0	0,0	0,3	226,9	—	55,8	14,5	0,0	3,0	300,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.011,3	—	28,1	22,1	0,0	0,0	1.079,6
Obligations	15,1	2,0	0,0	0,0	0,8	11,0	16,1	—	27,7	0,5	63,9	0,0	137,1
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,3	0,0	0,0	—	625,1	749,2	202,0	0,0	1.579,9
Divers	0,0	13,1	14,9	0,0	283,9	0,0	0,0	—	3,4	1,3	6,0	0,0	322,6
(Actions et parts)	(1.519,6)	(13,0)	(28,9)	(11,4)	(0,2)	(0,0)	(7,2)	(—)	(8,4)	(0,3)	(67,3)	(0,0)	(1.656,3)
Total ...	33,2	15,6	14,9	0,0	288,0	11,3	1.254,3	—	740,1	787,6	271,9	3,0	3.419,9
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	16,7	—	0,0	8,0	0,0	0,0	26,2
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	31,3	0,5	0,0	0,1	0,7	0,0	19,3	3,2	20,4	13,6	13,7	0,0	102,8
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	53,0	27,6	0,0	18,7	28,3	7,1	17,0	151,7
Autres emprunts à plus d'un an	5,3	0,0	0,0	0,0	0,0	17,6	8,4	—	2,2	81,8	1,2	0,0	116,5
Divers	31,2	0,7	22,5	2,1	0,7	7,4	0,6	—	0,0	0,0	0,0	20,4	85,6
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(46,5)	(28,9)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(1,9)	(1,1)	(2,6)	(0,7)	(82,9)
Total ...	68,1	1,2	22,5	2,2	1,4	79,2	72,6	3,2	41,3	132,0	22,0	37,4	483,1
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	27,5	0,0	—	1,6	0,0	2,6	94,6	0,0	0,0	0,0	0,0	57,4	183,7
Certificats à un an au plus	—	3,6	—	0,7	0,5	528,1	779,3	216,3	249,8	166,5	0,0	0,0	1.944,8
Obligations accessibles à tout placeur	670,8	13,8	—	15,1	22,5	38,4	671,5	38,0	467,6	319,8	230,1	0,0	2.487,6
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	436,7	207,7	0,0	101,3	136,2	9,7	0,0	891,6
Divers	0,0	26,2	—	0,0	36,8	0,1	3,5	0,0	19,9	14,3	3,2	0,0	104,0
Total ...	698,3	43,6	—	17,4	59,8	1.005,9	1.756,6	254,3	838,6	636,8	243,0	57,4	5.611,7
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	89,6	—	0,0	13,0	0,0	0,0	102,6
Obligations accessibles à tout placeur	21,3	0,1	0,0	0,4	0,6	0,0	22,2	2,5	25,4	36,2	16,1	0,0	124,8
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	16,2	70,2	0,0	64,3	26,2	9,6	14,2	200,7
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	68,1	479,1	0,0	0,0	557,9
Divers	16,3	2,0	34,0	0,0	0,0	0,0	9,3	—	0,0	16,6	0,0	0,0	78,2
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	37,6	12,8	34,0	0,4	0,6	16,2	191,4	2,5	157,8	571,1	25,7	14,2	1.064,3
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	6,0	—	0,0	0,0	—	0,0	6,0
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,1	0,0	20,2	6,0	7,9	0,0	47,1
Réserves de sécurité sociale	58,8	—	—	—	—	—	20,8	—	—	—	—	—	79,6
Divers	171,5	0,2	18,5	0,0	0,0	0,0	3,0	—	2,0	14,6	2,4	56,2	268,4
Total ...	231,2	0,2	18,5	0,0	0,0	20,8	21,1	0,0	22,2	20,6	10,3	56,2	401,1
Etranger													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	11,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	11,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	2,8	122,1	—	13,0	20,5	0,0	2,0	160,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	749,7	—	17,6	0,0	0,0	0,0	767,3
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	3.685,2	—	—	—	—	—	3.685,2
Obligations	103,8	0,0	0,0	0,1	0,3	—	436,2	0,0	73,6	18,2	15,3	0,0	647,5
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	117,3	—	—	—	22,4	—	—	—	—	—	139,7
Divers	0,0	16,9	38,2	0,0	4,0	—	18,0	—	136,5	3,3	0,0	0,0	216,9
(Actions et parts)	(0,0)	(0,3)	(3,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(23,8)	(—)	(0,8)	(—)	(11,5)	(0,0)	(39,4)
Total ...	103,8	16,9	155,5	0,1	4,3	2,8	5.044,7	0,0	240,7	42,0	15,3	2,0	5.628,1

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	938,8	10,6	2,7	36,5	8,8	—	—	0,0	28,9	5,0	9,2	0,0	1.040,5
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	17,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	39,6
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	5.836,9	—	—	—	—	—	—	5.836,9
Autres dépôts en devises à un an au plus	113,3	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	—	113,3
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	607,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	607,3
Autres dépôts à un an au plus	513,4	0,1	—	0,0	6,6	—	—	—	0,0	9,1	0,0	0,0	529,2
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	479,8	0,0	0,0	0,0	—	—	479,8
Dépôts à plus d'un an	36,1	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	2,4	0,0	0,0	—	38,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	446,9	0,0	0,0	0,0	0,1	—	—	—	1,9	1,3	1,0	—	451,9
Divers	0,4	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	41,7	26,7	0,0	565,6	635,0
(Actions et parts)	(73,8)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,9)	(0,0)	(3,4)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(86,3)
Total	2.656,2	10,7	3,3	36,5	15,5	5.859,0	498,0	0,0	74,9	42,1	10,2	565,6	9.772,0
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	6,4	6,1	—	0,6	0,0	—	0,0	13,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	209,4	—	0,0	0,0	—	—	209,4
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	16,9	12,7	—	10,4	4,2	—	—	44,2
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	3,7
Total	—	—	2,8	0,0	—	23,3	228,2	—	11,0	4,2	—	0,9	270,4
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	88,8	0,0	0,0	0,2	10,8	0,1	0,0	—	0,1	2,8	12,9	0,0	115,7
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	4,1	—	0,0	0,0	0,0	0,0	4,1
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,0	0,0	—	0,0	0,0	48,7	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	49,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	863,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	863,4
Autres dépôts à un an au plus	95,4	0,7	0,4	0,3	17,4	21,5	0,0	—	1,5	0,9	37,0	0,0	175,1
Dépôts à plus d'un an	100,9	0,0	—	0,0	0,0	3,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	103,9
Bons de caisse à un an au plus	70,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	70,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	601,5	0,0	—	0,1	0,0	0,0	1,0	—	1,6	0,5	2,7	0,0	607,4
Réserves mathématiques	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1
Divers	77,9	0,0	1,1	24,3	0,0	95,8	83,8	0,0	5,3	1,1	0,0	84,6	373,9
(Actions et parts)	(16,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,9)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(21,2)
Total	1.899,0	0,7	1,5	24,9	28,2	169,1	88,9	0,0	8,5	5,3	52,6	84,6	2.363,3
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	19,6	0,0	—	0,7	0,2	—	0,1	—	0,1	0,0	0,8	0,0	21,5
Argent à très court terme (franc belge)	0,3	—	—	0,0	—	0,4	0,0	0,0	1,7	1,5	—	0,0	3,9
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	—	0,0	9,3	0,0	0,0	10,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	258,8	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	258,8
Autres dépôts à un an au plus	59,9	7,8	0,0	45,1	15,2	3,7	0,1	—	1,1	0,0	2,1	0,0	135,0
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	88,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	—	1,5	1,2	0,0	0,0	91,8
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	3,9	29,9	—	0,8	0,0	0,0	0,0	34,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	866,9	0,4	0,0	4,3	3,4	0,2	70,5	3,9	51,5	47,6	38,0	0,0	1.086,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,3	103,4	58,5	—	92,8	12,8	17,2	0,0	285,0
Divers	3,5	0,1	137,0	3,5	14,6	30,8	86,5	—	1,2	13,7	0,0	197,6	488,5
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,5)
Total	1.297,2	8,3	137,0	53,6	33,7	142,4	247,3	3,9	150,7	86,1	58,1	197,6	2.415,9
<i>Autres institutions ¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	92,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	92,7
Réserves mathématiques	710,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	710,1
Divers	9,3	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	—	0,1	0,0	0,0	2,3	12,0
(Actions et parts)	(6,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,3)	(—)	(0,3)	(0,0)	(6,7)
Total	812,1	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	2,3	814,8
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
	0,0	25,2	0,0	0,0	14,5	0,0	502,0	7,6	96,9	122,1	32,6	—	800,9
Total des créances	7.836,7	135,2	390,1	135,1	446,2	7.330,0	9.905,1	271,5	2.382,8	2.449,9	741,7	1.021,2	33.045,5

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1987 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,4	—	0,0	0,0	0,4	179,9	—	66,8	13,0	0,2	3,5	264,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	25,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1.225,7	—	27,3	20,1	0,0	0,0	1.298,5
Obligations	7,0	1,7	0,0	0,0	0,0	11,6	19,4	—	23,1	0,1	50,9	0,0	113,8
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,3	0,0	0,0	—	667,9	844,6	211,5	0,0	1.727,6
Divers	0,0	10,1	15,0	0,0	3	0,0	0,0	—	3,7	1,6	6,1	0,0	3
(Actions et parts)	(1.801,7)	(15,0)	(27,2)	(9,6)	(0,2)	(0,0)	(19,2)	(—)	(10,8)	(0,3)	(51,0)	(0,0)	(1.935,0)
Total ...	32,4	12,5	15,0	0,0	3	12,0	1.425,0	—	788,8	879,4	268,7	3,5	3
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	12,1	—	0,0	9,0	0,0	0,0	21,9
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	31,9	1,0	0,0	0,1	0,6	0,0	18,9	2,6	20,6	12,1	11,5	0,0	99,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	56,7	17,7	0,0	15,7	22,3	4,0	18,8	135,2
Autres emprunts à plus d'un an	4,9	0,0	0,0	0,0	0,0	22,4	8,7	—	7,0	74,1	1,2	0,0	118,3
Divers	29,3	0,7	27,5	2,3	1,1	8,2	0,0	—	0,0	2,8	0,0	21,8	93,7
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(46,4)	(30,0)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(2,0)	(1,1)	(2,7)	(0,7)	(84,1)
Total ...	66,4	1,7	27,5	2,4	1,7	87,8	57,4	2,6	43,3	120,6	16,7	40,6	468,7
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	62,0	0,0	—	9,5	0,0	6,0	91,1	0,0	0,0	0,0	0,0	53,2	221,8
Certificats à un an au plus	—	0,1	—	1,8	0,8	627,7	817,2	139,9	256,2	242,2	0,0	0,0	2.085,9
Obligations accessibles à tout placeur	719,7	13,2	—	15,7	22,7	71,1	773,1	32,5	537,6	350,7	282,9	0,0	2.819,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	416,6	177,7	0,0	123,9	149,1	11,6	0,0	878,9
Divers	0,0	18,6	—	0,0	36,6	0,0	3,4	0,0	22,4	21,2	3,1	0,0	105,3
Total ...	781,7	31,9	—	27,0	60,1	1.121,4	1.862,5	172,4	940,1	763,2	297,6	53,2	6.111,1
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	101,1	—	0,0	23,5	0,0	0,0	124,6
Obligations accessibles à tout placeur	39,2	0,1	0,0	0,4	0,6	0,0	20,3	2,8	24,9	45,1	13,5	0,0	146,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	9,3	73,0	0,0	71,5	26,2	9,5	0,0	189,5
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	10,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	69,9	476,8	0,0	0,0	557,4
Divers	18,0	1,6	25,2	0,0	0,0	0,0	7,2	—	0,0	16,3	0,0	0,0	68,3
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	57,2	12,4	25,2	0,4	0,6	9,3	201,7	2,8	166,3	587,9	23,0	0,0	1.086,8
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,3	—	0,0	0,0	—	0,0	2,3
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,5	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	6,7	0,0	19,7	7,1	5,3	0,0	41,6
Réserves de sécurité sociale	3	—	—	—	—	21,4	—	—	—	—	—	—	3
Divers	3	0,4	12,1	0,0	0,0	0,0	4,3	—	0,7	14,7	2,5	3	3
Total ...	3	0,4	12,1	0,0	1,3	21,4	13,3	0,0	20,4	21,8	7,8	3	3
Etranger													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	5,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	5,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	3,1	83,3	—	12,2	21,0	0,0	2,7	122,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	741,9	—	24,8	0,0	0,0	0,0	766,7
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	4.005,8	—	—	—	—	—	4.005,8
Obligations	133,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	439,4	0,0	80,6	23,4	15,2	0,0	692,1
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	119,4	—	—	—	19,1	—	—	—	—	—	138,5
Divers	0,0	16,2	37,5	0,0	4,0	—	20,6	—	162,9	16,8	0,0	0,0	258,0
(Actions et parts)	(0,0)	(0,3)	(2,9)	(0,0)	(0,0)	(—)	(37,5)	(—)	(2,5)	(—)	(4,3)	(0,0)	(47,5)
Total ...	133,5	16,2	156,9	0,0	4,0	3,1	5.315,3	0,0	280,5	61,2	15,2	2,7	5.988,6

Intermédiaires financiers														
<i>Organismes principalement monétaires</i>														
Monnaie	961,7	13,0	2,9	44,0	8,8	—	—	0,0	39,3	5,7	15,7	0,0	1.091,1	
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	12,2	15,6	0,0	0,0	0,0	—	0,0	27,8	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	6.119,5	—	—	—	—	—	—	6.119,5	
Autres dépôts en devises à un an au plus	130,3	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	130,3	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	690,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	690,6	
Autres dépôts à un an au plus	580,0	0,1	—	0,0	6,6	—	—	—	0,0	7,6	0,0	0,0	594,3	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	508,8	0,0	0,0	0,0	—	—	508,8	
Dépôts à plus d'un an	43,7	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	1,5	0,0	0,0	0,0	45,2	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	454,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	—	2,3	1,3	3,9	0,0	462,5	
Divers	0,4	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62,0	32,9	0,0	630,3	726,2	
(Actions et parts)	(79,1)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,7)	(0,0)	(3,4)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(91,4)	
Total ...	2.860,7	13,1	3,5	44,0	15,4	6.131,7	525,4	0,0	105,1	47,5	19,6	630,3	10.396,3	
<i>Fonds des Rentes</i>														
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	3,1	2,5	—	1,0	0,0	—	0,0	6,6	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	127,6	—	0,0	0,0	—	—	127,6	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	16,6	23,5	—	7,7	0,0	—	—	47,8	
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,7	3,5	
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	19,7	153,6	—	8,7	0,0	—	0,7	185,5	
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>														
Monnaie	98,1	0,0	0,0	0,2	9,5	0,6	0,0	—	0,2	5,4	14,2	0,0	128,2	
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	2,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	
Autres dépôts en devises à un an au plus	2,8	0,0	—	0,0	0,0	56,1	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	58,9	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	955,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	955,1	
Autres dépôts à un an au plus	109,5	0,8	0,4	0,3	16,8	36,6	0,0	—	2,9	1,5	37,4	0,0	206,2	
Dépôts à plus d'un an	99,6	0,0	—	0,0	0,0	3,5	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	103,1	
Bons de caisse à un an au plus	85,4	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	85,4	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	605,1	0,0	—	0,1	0,0	1,5	2,7	—	3,0	0,3	1,8	0,0	614,5	
Réserves mathématiques	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	
Divers	92,1	0,0	1,3	21,1	0,0	124,3	117,8	0,0	11,0	3,0	0,0	97,0	467,6	
(Actions et parts)	(19,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(1,5)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(23,8)	
Total ...	2.047,8	0,8	1,7	21,7	26,3	222,6	122,9	0,0	17,1	10,2	53,4	97,0	2.621,5	
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>														
Monnaie	21,8	0,0	—	0,7	0,0	—	0,1	—	0,1	0,0	1,2	0,0	23,9	
Argent à très court terme (franc belge)	0,4	—	—	0,0	—	0,4	0,9	0,0	1,9	1,4	—	0,0	5,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	—	0,0	2,5	0,0	0,0	2,6	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	307,9	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	307,9	
Autres dépôts à un an au plus	72,7	9,8	0,0	62,7	16,0	2,0	0,1	—	4,1	0,0	2,5	0,0	169,9	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	88,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	—	1,4	0,5	0,0	0,0	90,6	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	35,9	—	0,3	0,0	0,0	0,0	38,1	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	901,6	0,2	0,0	4,4	2,9	0,1	61,1	4,4	40,3	42,8	34,7	0,0	1.092,5	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,2	106,6	69,8	—	102,3	18,6	16,4	0,0	313,9	
Divers	4,3	0,1	131,5	4,0	14,7	65,7	173,7	—	3,3	35,6	0,0	223,3	656,2	
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,5)	
Total ...	1.397,1	10,1	131,5	71,8	33,8	176,7	342,0	4,4	153,7	101,4	54,8	223,3	2.700,6	
<i>Autres institutions¹</i>														
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	99,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	99,7	
Réserves mathématiques	765,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	765,3	
Divers	10,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	3,5	14,0	
(Actions et parts)	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,0)	(3,7)	
Total ...	875,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,5	879,0	
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,6	0,0	0,0	3	0,0	490,6	5,3	120,2	145,7	41,2	—	3	
Total des créances	3	124,7	376,2	167,3	3	7.805,7	10.509,7	187,5	2.644,2	2.738,9	798,0	3	3	

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

³ Non encore disponible.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1987 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	+ 0,2	—	0,0	0,0	+ 0,1	- 47,0	—	+ 11,0	- 1,5	+ 0,2	+ 0,5	- 36,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 7,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 222,5	—	- 0,8	- 2,0	0,0	0,0	+ 227,0
Obligations	- 8,1	- 0,3	0,0	0,0	- 0,8	+ 0,6	+ 3,3	—	- 4,6	- 0,4	- 13,0	0,0	- 23,3
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 42,8	+ 95,4	+ 9,5	0,0	+ 147,7
Divers	0,0	- 3,0	+ 0,1	0,0	0,0	+ 93,0	0,0	—	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,1	0,0	0,0
(Actions et parts)	(+ 186,5)	(+ 2,0)	(- 1,7)	(- 1,8)	(0,0)	(+ 47,3)	(+ 12,0)	(-)	(+ 2,4)	(- 0,0)	(- 16,3)	(0,0)	(+ 230,4)
Total ...	- 0,8	- 3,1	+ 0,1	0,0	0,0	+ 93,7	+ 178,8	-	+ 48,7	+ 91,8	- 3,2	+ 0,5	0,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,7	- 4,6	—	0,0	+ 1,0	0,0	0,0	- 4,3
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,6	+ 0,5	0,0	0,0	- 0,1	0,0	- 0,4	- 0,6	+ 0,2	- 1,5	- 2,2	0,0	- 3,5
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 3,7	- 9,9	0,0	- 3,0	- 6,0	- 3,1	+ 1,8	- 16,5
Autres emprunts à plus d'un an	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,8	+ 0,3	—	+ 4,8	- 7,7	0,0	0,0	+ 1,8
Divers	- 1,9	0,0	+ 5,0	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,8	- 0,6	—	0,0	+ 2,8	0,0	+ 1,4	+ 8,1
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(- 0,1)	(+ 1,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(+ 0,1)	(- 0,0)	(+ 0,1)	(0,0)	(+ 1,2)
Total ...	- 1,7	+ 0,5	+ 5,0	+ 0,2	+ 0,3	+ 8,6	- 15,2	- 0,6	+ 2,0	- 11,4	- 5,3	+ 3,2	- 14,4
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	+ 34,5	0,0	—	+ 7,9	0,0	+ 3,4	- 3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	- 4,2	+ 38,1
Certificats à un an au plus	—	- 3,5	—	+ 1,1	+ 0,3	+ 102,8	+ 37,9	- 76,4	+ 6,4	+ 75,7	0,0	0,0	+ 144,3
Obligations accessibles à tout placeur	+ 48,9	- 0,6	—	+ 0,6	+ 0,2	+ 32,7	+ 101,6	- 5,5	+ 70,0	+ 30,9	+ 52,8	0,0	+ 331,6
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	- 14,7	- 29,1	0,0	+ 22,6	+ 12,9	+ 1,9	0,0	- 6,4
Divers	0,0	- 7,6	—	0,0	- 0,2	- 0,1	- 0,1	0,0	+ 2,5	+ 6,9	- 0,1	0,0	+ 1,3
Total ...	+ 83,4	- 11,7	—	+ 9,6	+ 0,3	+ 124,1	+ 106,8	- 81,9	+ 101,5	+ 126,4	+ 54,6	- 4,2	+ 508,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 11,5	—	0,0	+ 10,5	0,0	0,0	+ 22,0
Obligations accessibles à tout placeur	+ 17,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,9	+ 0,3	- 0,5	+ 8,9	- 2,6	0,0	+ 22,1
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 6,9	+ 2,8	0,0	+ 7,2	0,0	- 0,1	- 14,2	- 11,2
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 1,8	- 2,3	0,0	0,0	- 0,5
Divers	+ 1,7	- 0,4	- 8,8	0,0	0,0	0,0	- 2,1	—	0,0	- 0,3	0,0	0,0	- 9,9
(Actions et parts)	(-)	(-)	(0,0)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(0,0)
Total ...	+ 19,6	- 0,4	- 8,8	0,0	0,0	- 6,9	+ 10,3	+ 0,3	+ 8,5	+ 16,8	- 2,7	- 14,2	+ 22,5
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 3,7	—	0,0	0,0	—	0,0	- 3,7
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,6	0,0	0,0	0,0	+ 1,3	0,0	- 5,4	0,0	- 0,5	+ 1,1	- 2,6	0,0	- 5,5
Reserves de sécurité sociale	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers	0,0	+ 0,2	- 6,4	0,0	0,0	0,0	+ 1,3	—	- 1,3	+ 0,1	+ 0,1	0,0	0,0
Total ...	0,0	+ 0,2	- 6,4	0,0	+ 1,3	+ 0,6	- 7,8	0,0	- 1,8	+ 1,2	- 2,5	0,0	0,0
Etranger													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	- 5,9	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 5,9
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	+ 0,3	- 38,8	—	- 0,8	+ 0,5	0,0	+ 0,7	- 38,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	- 8,2	—	+ 7,2	0,0	0,0	0,0	- 1,0
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³	—	—	—	—	—	—	+ 305,6	—	—	—	—	—	+ 305,6
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 27,1	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 27,1
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 27,6	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 27,6
Obligations	+ 138,8 ⁴	0,0	0,0	- 0,1	- 0,3	—	+ 3,2	0,0	+ 7,0	+ 5,2	- 0,1 ⁴	0,0	+ 153,7
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	+ 5,3	—	—	—	- 3,3	—	—	—	—	- 3,2	- 1,2
Divers	+ 111,2	- 0,7	- 0,7	0,0	0,0	—	+ 2,6	—	+ 26,4	+ 13,5	0,0	+ 100,2	+ 252,5
(Actions et parts)	(+ 9,2) ⁴	(0,0)	(- 0,1)	(0,0)	(0,0)	(-)	(+ 13,7)	(-)	(+ 1,7)	(-)	(- 7,2) ⁴	(0,0)	(+ 17,3)
Total ...	+ 304,7	- 0,7	+ 4,6	- 0,1	- 0,3	+ 0,3	+ 255,2	0,0	+ 39,8	+ 19,2	- 0,1	+ 97,7	+ 720,3

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	+ 22,9	+ 2,4	+ 0,2	+ 7,5	0,0	—	—	0,0	+ 10,4	+ 0,7	+ 6,5	0,0	+ 50,6
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0	— 11,8
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+ 319,5	—	—	—	—	—	—	+ 319,5
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 22,6	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	— 5,6	+ 17,0
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 83,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 83,3
Autres dépôts à un an au plus	+ 66,6	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	— 1,5	0,0	0,0	+ 65,1
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	+ 29,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 29,0
Dépôts à plus d'un an	+ 7,6	0,0	—	0,0	0,0	—	—	0,0	— 0,9	0,0	0,0	0,0	+ 6,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 7,1	0,0	0,0	0,0	— 0,1	0,0	+ 0,3	—	+ 0,4	0,0	+ 2,9	0,0	+ 10,6
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 20,3	+ 6,2	0,0	+ 33,6	+ 60,1
(Actions et parts)	(+ 5,3)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(- 0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 5,1)
Total ...	+ 210,1	+ 2,4	+ 0,2	+ 7,5	- 0,1	+ 309,6	+ 27,4	0,0	+ 30,2	+ 5,4	+ 9,4	+ 28,0	+ 630,1
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	0,0	—	— 3,3	— 3,6	—	+ 0,4	0,0	—	0,0	— 6,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	— 81,8	—	0,0	0,0	—	—	— 81,8
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	— 0,3	+ 10,8	—	— 2,7	— 4,2	—	—	+ 3,6
Divers	—	—	0,0	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	— 0,2	— 0,2
Total ...	—	—	0,0	0,0	—	- 3,6	- 74,6	—	- 2,3	- 4,2	—	- 0,2	- 84,9
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 9,3	0,0	0,0	0,0	- 1,3	+ 0,5	0,0	—	+ 0,1	+ 2,6	+ 1,3	0,0	+ 12,5
Argent à très court terme (franc belge)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	— 1,7	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 1,8	0,0	—	0,0	0,0	+ 7,4	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 9,2
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 91,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 91,7
Autres dépôts à un an au plus	+ 14,1	+ 0,1	0,0	0,0	- 0,6	+ 15,1	0,0	—	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,4	0,0	+ 31,1
Dépôts à plus d'un an	- 1,3	0,0	—	0,0	0,0	+ 0,5	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,8
Bons de caisse à un an au plus	+ 15,4	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 15,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 3,6	0,0	—	0,0	0,0	+ 1,5	+ 1,7	—	+ 1,4	- 0,2	- 0,9	0,0	+ 7,1
Réserves mathématiques	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0
Divers	+ 14,2	0,0	+ 0,2	- 3,2	0,0	+ 28,5	+ 34,0	0,0	+ 5,7	+ 1,9	0,0	+ 12,4	+ 93,7
(Actions et parts)	(+ 3,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(- 0,4)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 2,6)
Total ...	+ 148,8	+ 0,1	+ 0,2	- 3,2	- 1,9	+ 53,5	+ 34,0	0,0	+ 8,6	+ 4,9	+ 0,8	+ 12,4	+ 258,2
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 2,2	0,0	—	0,0	- 0,2	—	0,0	—	0,0	0,0	+ 0,4	0,0	+ 2,4
Argent à très court terme (franc belge)	+ 0,1	—	—	0,0	—	0,0	+ 0,9	0,0	+ 0,2	- 0,1	—	0,0	+ 1,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,7	—	0,0	- 6,8	0,0	0,0	- 7,5
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 49,1	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	+ 49,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 12,8	+ 2,0	0,0	+ 17,6	+ 0,8	- 1,7	0,0	—	+ 3,0	0,0	+ 0,4	0,0	+ 34,9
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,6	—	- 0,1	- 0,7	0,0	0,0	- 1,2
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,0	+ 6,0	—	- 0,5	0,0	0,0	0,0	+ 3,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 34,7	- 0,2	0,0	+ 0,1	- 0,5	- 0,1	- 9,4	+ 0,5	- 11,2	- 4,8	- 3,3	0,0	+ 5,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	- 0,1	- 0,1	+ 3,2	+ 11,3	—	+ 9,5	+ 5,8	- 0,8	0,0	+ 28,9
Divers	+ 0,8	0,0	- 5,5	+ 0,5	+ 0,1	+ 34,9	+ 87,2	—	+ 2,1	+ 21,9	0,0	+ 25,7	+ 167,7
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Total ...	+ 99,9	+ 1,8	- 5,5	+ 18,2	+ 0,1	+ 34,3	+ 94,7	+ 0,5	+ 3,0	+ 15,3	- 3,3	+ 25,7	+ 284,7
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	+ 7,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,0
Réserves mathématiques	+ 55,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 55,2
Divers	+ 1,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	—	- 0,1	0,0	0,0	+ 1,2	+ 2,0
(Actions et parts)	(- 2,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(- 0,2)	(—)	(0,0)	(0,0)	(- 3,0)
Total ...	+ 63,2	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 1,2	+ 64,2
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
	0,0	+ 0,4	0,0	0,0	⁵	- 3,2	- 14,0	- 2,3	+ 23,3	+ 23,6	+ 8,6	—	⁵
Total des créances	⁵	- 10,5	- 10,7	+ 32,2	⁵	+ 611,0	+ 595,6	- 84,0	+ 261,4	+ 289,0	+ 56,3	⁵	⁵

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

⁵ Non encore disponible.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1986

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	33,2	15,6	14,9	0,0	288,0	351,7	11,3	1.254,3	—	740,1	787,6	271,9	3.053,9	3,0	3.419,9
2. Organismes publics d'exploitation	68,1	1,2	22,5	2,2	1,4	95,4	79,2	72,6	3,2	41,3	132,0	22,0	271,1	37,4	483,1
3. Etat (Trésor)	698,3	43,6	—	17,4	59,8	819,1	1.005,9	1.756,6	254,3	838,6	636,8	243,0	3.729,3	57,4	5.611,7
4. Secteur public non compris ailleurs	37,6	12,8	34,0	0,4	0,6	85,4	16,2	191,4	2,5	157,8	571,1	25,7	948,5	14,2	1.064,3
5. Sécurité sociale	231,2	0,2	18,5	0,0	0,0	249,9	20,8	21,1	0,0	22,2	20,6	10,3	74,2	56,2	401,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.068,4	73,4	89,9	20,0	349,8	1.601,5	1.133,4	3.296,0	260,0	1.800,0	2.148,1	572,9	8.077,0	168,2	10.980,1
7. Etranger	103,8	16,9	155,5	0,1	4,3	280,6	2,8	5.044,7	0,0	240,7	42,0	15,3	5.342,7	2,0	5.628,1
8. Organismes principalement monétaires	2.656,2	10,7	3,3	36,5	15,5	2.722,2	5.859,0	498,0	0,0	74,9	42,1	10,2	625,2	565,6	9.772,0
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	23,3	228,2	—	11,0	4,2	—	243,4	0,9	270,4
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.899,0	0,7	1,5	24,9	28,2	1.954,3	169,1	88,9	0,0	8,5	5,3	52,6	155,3	84,6	2.363,3
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.297,2	8,3	137,0	53,6	33,7	1.529,8	142,4	247,3	3,9	150,7	86,1	58,1	546,1	197,6	2.415,9
12. Autres institutions ¹	812,1	0,0	0,1	0,0	0,2	812,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	2,3	814,8
13. Total des intermédiaires financiers	6.664,5	19,7	144,7	115,0	77,6	7.021,5	6.193,8	1.062,4	3,9	245,2	137,7	120,9	1.570,1	851,0	15.636,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,2	0,0	0,0	14,5	39,7	0,0	502,0	7,6	96,9	122,1	32,6	761,2	—	800,9
15. Total des créances	7.836,7	135,2	390,1	135,1	446,2	8.943,3	7.330,0	9.905,1	271,5	2.382,8	2.449,9	741,7	15.751,0	1.021,2	33.045,5
Solde des créances et des dettes ...	4.416,8	-347,9	-5.221,6	-929,2	45,1	-2.036,8	1.701,9	133,1	1,1	19,5	34,0	-73,1	114,6	220,3	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1987

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	32,4	12,5	15,0	0,0	²	²	12,0	1.425,0	—	788,8	879,4	268,7	3.361,9	3,5	²
2. Organismes publics d'exploitation	66,4	1,7	27,5	2,4	1,7	99,7	87,8	57,4	2,6	43,3	120,6	16,7	240,6	40,6	468,7
3. Etat (Trésor)	781,7	31,9	—	27,0	60,1	900,7	1.121,4	1.862,5	172,4	940,1	763,2	297,6	4.035,8	53,2	6.111,1
4. Secteur public non compris ailleurs	57,2	12,4	25,2	0,4	0,6	95,8	9,3	201,7	2,8	166,3	587,9	23,0	981,7	0,0	1.086,8
5. Sécurité sociale	²	0,4	12,1	0,0	1,3	²	21,4	13,3	0,0	20,4	21,8	7,8	63,3	²	²
6. Total des secteurs nationaux non financiers	²	58,9	79,8	29,8	²	²	1.251,9	3.559,9	177,8	1.958,9	2.372,9	613,8	8.683,3	²	²
7. Etranger	133,5	16,2	156,9	0,0	4,0	310,6	3,1	5.315,3	0,0	280,5	61,2	15,2	5.672,2	2,7	5.988,6
8. Organismes principalement monétaires	2.860,7	13,1	3,5	44,0	15,4	2.936,7	6.131,7	525,4	0,0	105,1	47,5	19,6	697,6	630,3	10.396,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	19,7	153,6	—	8,7	0,0	—	162,3	0,7	185,5
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	2.047,8	0,8	1,7	21,7	26,3	2.098,3	222,6	122,9	0,0	17,1	10,2	53,4	203,6	97,0	2.621,5
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.397,1	10,1	131,5	71,8	33,8	1.644,3	176,7	342,0	4,4	153,7	101,4	54,8	656,3	223,3	2.700,6
12. Autres institutions ¹	875,3	0,0	0,0	0,0	0,2	875,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,5	879,0
13. Total des intermédiaires financiers	7.180,9	24,0	139,5	137,5	75,7	7.557,6	6.550,7	1.143,9	4,4	284,6	159,1	127,8	1.719,8	954,8	16.782,9
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	25,6	0,0	0,0	²	²	0,0	490,6	5,3	120,2	145,7	41,2	803,0	—	²
15. Total des créances	²	124,7	376,2	167,3	²	²	7.805,7	10.509,7	187,5	2.644,2	2.738,9	798,0	16.878,3	²	²
Solde des créances et des dettes ..	²	-344,0	-5.734,9	-919,5	²	²	1.817,1	113,4	2,0	22,7	38,3	- 81,0	95,4	²	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

² Non encore disponible.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1987

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	- 0,8	- 3,1	+ 0,1	0,0	²	²	+ 93,7	+ 178,8	—	+ 48,7	+ 91,8	- 3,2	+ 316,1	+ 0,5	²
2. Organismes publics d'exploitation	- 1,7	+ 0,5	+ 5,0	+ 0,2	+ 0,3	+ 4,3	+ 8,6	- 15,2	- 0,6	+ 2,0	- 11,4	- 5,3	- 30,5	+ 3,2	- 14,4
3. Etat (Trésor)	+ 83,4	- 11,7	—	+ 9,6	+ 0,3	+ 81,6	+ 124,1	+ 106,8	- 81,9	+ 101,5	+ 126,4	+ 54,6	+ 307,4	- 4,2	+ 508,9
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 19,6	- 0,4	- 8,8	0,0	0,0	+ 10,4	- 6,9	+ 10,3	+ 0,3	+ 8,5	+ 16,8	- 2,7	+ 33,2	- 14,2	+ 22,5
5. Sécurité sociale	²	+ 0,2	- 6,4	0,0	+ 1,3	²	+ 0,6	- 7,8	0,0	- 1,8	+ 1,2	- 2,5	- 10,9	²	²
6. Total des secteurs nationaux non financiers	²	- 14,5	- 10,1	+ 9,8	²	²	+ 220,1	+ 272,9	- 82,2	+ 158,9	+ 224,8	+ 40,9	+ 615,3	²	²
7. Etranger	+ 304,7	- 0,7	+ 4,6	- 0,1	- 0,3	+ 308,2	+ 0,3	+ 255,2	0,0	+ 39,8	+ 19,2	- 0,1	+ 314,1	+ 97,7	+ 720,3
8. Organismes principalement monétaires	+ 210,1	+ 2,4	+ 0,2	+ 7,5	- 0,1	+ 220,1	+ 309,6	+ 27,4	0,0	+ 30,2	+ 5,4	+ 9,4	+ 72,4	+ 28,0	+ 630,1
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	- 3,6	- 74,6	—	- 2,3	- 4,2	—	- 81,1	- 0,2	- 84,9
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 148,8	+ 0,1	+ 0,2	- 3,2	- 1,9	+ 144,0	+ 53,5	+ 34,0	0,0	+ 8,6	+ 4,9	+ 0,8	+ 48,3	+ 12,4	+ 258,2
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 99,9	+ 1,8	- 5,5	+ 18,2	+ 0,1	+ 114,5	+ 34,3	+ 94,7	+ 0,5	+ 3,0	+ 15,3	- 3,3	+ 110,2	+ 25,7	+ 284,7
12. Autres institutions ¹	+ 63,2	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 63,1	0,0	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,1	+ 1,2	+ 64,2
13. Total des intermédiaires financiers	+ 522,0	+ 4,3	- 5,2	+ 22,5	- 1,9	+ 541,7	+ 393,8	+ 81,5	+ 0,5	+ 39,4	+ 21,4	+ 6,9	+ 149,7	+ 67,1	+ 1.152,3
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 0,4	0,0	0,0	²	²	- 3,2	- 14,0	- 2,3	+ 23,3	+ 23,6	+ 8,6	+ 39,2	—	²
15. Total des créances	²	- 10,5	- 10,7	+ 32,2	²	²	+ 611,0	+ 595,6	- 84,0	+ 261,4	+ 289,0	+ 56,3	+ 1.118,3	²	²
Solde des créances et des dettes ..	²	+ 3,9	- 519,6	+ 9,7	²	²	- 109,3	- 34,5	+ 0,9	+ 3,2	+ 4,3	- 7,9	- 34,0	²	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Non encore disponible.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980* — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) + (6) à (9) + (11) à (15)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹ (15)
		En franc belge		En monnaies étrangères (déposés à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes		Autres intermédiaires financiers ¹⁰	
		A un an au plus (déposés)	A plus d'un an (déposés, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983	931,0	854,9	388,4	128,7	2.303,0	- 507,7	1.302,8	149,7	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984 Anc. série ¹² ..	934,2	929,7	425,9	137,8	2.427,6	- 612,3	1.401,3	203,5	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
Nouv. série ¹² ..	913,4	929,7	425,9	137,8	2.406,8	- 612,3	1.401,3	182,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
1985	964,7	1.016,2	481,6	123,6	2.586,1	- 723,1	1.620,5	182,1	1.185,8	1.195,1	49,3	182,2	17,2	237,5	- 165,4
1986	1.040,7	1.172,6	489,6	113,3	2.816,2	- 814,3	1.756,6	200,9	1.292,4	1.298,5	50,4	209,4	18,8	278,7	- 176,7
1987 Septembre	1.085,6	1.250,9	505,1	124,4	2.966,0	- 832,3	1.906,7	225,7	1.390,0	1.395,1	43,1	102,0	27,1	349,2	- 245,5
Décembre	1.091,3	1.313,3	506,6	130,2	3.041,5	- 816,5	1.853,5	204,9	1.444,1	1.451,1	49,8	127,6	25,8	376,6	- 224,3
1988 Mars	1.092,3	1.346,6	516,4	156,9	3.112,2	- 888,0	1.990,0	214,7	1.505,9	1.514,7	49,9	97,3	18,6	305,6	- 181,8
Juin	1.173,4	1.336,7	526,3	146,0	3.182,4	- 894,2	1.961,2	215,3	1.588,6	1.596,4	50,1	117,2	21,9	299,5	- 177,1
Septembre	1.120,9	1.345,2	514,5	158,1	3.138,6	- 1.011,4	1.989,8	226,9	1.657,9	1.666,2	50,7	98,9	36,2	262,1	- 172,6
Décembre	1.152,4	1.377,9	506,0	151,2	3.187,6	- 961,5	1.915,5	228,7	1.723,6	1.731,8	45,9	106,6	25,4	260,7	- 157,3
1989 Mars	1.129,4	1.473,0	508,0	161,5	3.271,9	- 1.045,9	2.137,0	219,2	1.782,2	1.790,0	48,8	52,0	21,7	255,6	- 198,6
Juin	1.213,1	1.435,9	506,9	185,6	3.341,6	- 1.054,5	2.166,6	216,4	1.977,7	1.981,2	45,2	56,5	16,8	263,3	- 346,4
Septembre	1.125,1	1.527,3	571,4	192,3	3.416,2	- 1.184,4	* 2.226,8	* 214,6	2.109,9	2.113,1	* 50,1	47,8	14,7	* 220,0	* - 283,3

¹ Voir tableau XIII-4, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

¹² La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,6	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	50,4	51,8	51,7
2. F.M.I. : — Participation	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,4	19,4	19,1	18,2	18,1	17,4	16,8	15,6	16,7	15,8
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	9,5	24,0	26,0	27,7	22,3	20,3	20,3	22,0	21,7
— Autres	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	4,4	3,6	3,5	1,5	3,2	3,2	4,9	4,9
3. Ecus	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	145,7	152,9	141,5	141,5	144,3	138,0	137,3	129,2	122,7
4. Accords internationaux	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,8	2,3	2,9	2,5	2,9	2,4	2,9	2,5	3,0
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	31,1	31,6	29,6	10,7	15,5	2,0	0,5	0,4	0,3	0,1	1,2	0,7	5,5	11,6	15,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7	136,0	111,0	124,2	131,7	138,1	156,8	214,0	200,7	218,6
b) en franc belge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	286,3	262,9	321,3	323,8	303,7	278,1	375,9	371,4	374,0	382,4	385,0	395,5	449,2	439,4	453,4
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0	1,6	1,5	1,3	1,0	1,1	0,7	0,9	0,8	0,9
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4	3,8	3,7	3,1	3,7	3,0	3,6	3,0	2,5	2,5
b) sur les organismes publics	0,5	0,0	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,2	21,9	4,2
c) sur les banques de dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	6,3	8,0	9,7	10,8	12,4	14,3	17,4	17,4	21,1	21,1	21,2	21,2	24,6	24,6	24,6
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,4	37,2	37,2	37,2
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	1,3	0,9	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	13,2	10,5	7,3	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	41,2	42,3	46,2	0,0	7,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,7	7,2	11,0
c) avances	0,1	0,4	0,4	0,1	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	102,0	127,6	97,3	117,2	98,9	106,6	52,0	56,5	47,8
b) autres	0,0	0,0	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	3,6	8,6	1,9
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	63,1	76,5	63,0	80,1	64,5	41,7	72,3	55,2	51,6	47,1	52,6	55,0	52,6	66,6	73,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	648,9	652,2	623,6	649,9	637,1	657,9	676,8	703,3	694,4

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en franc belge ¹	9,3	6,5	6,6	6,2	6,7	5,8	5,0	5,0	4,3	5,3	4,5	10,2	4,5	4,0	4,3
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	12,2	24,8	55,1	6,5	7,0	6,1	5,3	5,3	4,6	5,6	4,8	10,5	4,8	4,3	4,6
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	12,1	12,7	12,6	16,3	14,8	14,6	12,7	15,0	13,2	14,4	13,1	15,4	13,5	15,3	14,4
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,0	0,2	0,0	0,4	0,0	0,2	0,0	0,1	0,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	370,1	369,5	383,3	381,9	379,9	400,5	401,6	410,7	397,2	419,2	406,9	415,0	394,8	419,3	407,0
— monnaie scripturale ⁵	0,9	0,4	0,2	0,4	0,2	0,2	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics															
	0,0	0,6	0,8	0,7	0,8	0,1	0,7	0,7	2,8	1,4	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus															
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor															
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)															
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	246,0	254,6	278,8	292,1	250,8	202,8	228,2	220,0	205,5	208,6	211,6	216,1	263,0	263,2	267,6
TOTAL DU PASSIF ...	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	648,9	652,2	623,6	649,9	637,1	657,9	676,8	703,3	694,4

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels
(milliards de francs)

	30-11-88	31-12-88	31-1-89	28-2-89	31-3-89	30-4-89	31-5-89	30-6-89	31-7-89	31-8-89	30-9-89	31-10-89	30-11-89
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	57,3	57,3	57,3	57,3	50,4	51,8	51,8	51,8	51,8	51,8	51,7	51,6	51,5
2. F.M.I. : — Participation	16,7	16,8	17,2	16,5	15,6	16,5	17,6	16,7	16,2	16,2	15,8	15,8	15,7
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	20,9	20,3	19,0	20,5	20,3	19,8	19,9	22,0	19,9	19,5	21,7	22,3	21,2
— Autres	1,5	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9	4,9
3. Ecus	138,0	138,0	137,3	137,3	137,3	129,2	129,2	129,2	125,7	124,9	122,7	118,7	118,7
4. Accords internationaux	2,9	2,4	2,9	2,9	2,9	2,9	3,0	2,5	2,9	2,9	3,0	2,9	3,0
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	0,4	0,7	1,6	5,0	5,5	16,0	2,5	11,6	14,7	15,4	15,0	16,0	14,3
9. Autres : a) en monnaies étrangères	154,4	156,8	151,5	150,4	214,0	211,9	204,4	200,7	211,0	221,0	218,6	218,4	221,5
b) en franc belge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	392,1	395,5	390,0	393,0	449,2	451,1	431,4	439,4	447,0	456,5	453,4	450,5	450,7
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	0,7	0,7	0,9	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,9	3,6	3,5	3,4	3,0	2,9	2,8	2,5	2,3	2,2	2,5	2,5	2,5
c) sur les banques de dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	11,2	28,3	10,2	21,9	17,3	13,2	4,2	0,0	1,5
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	21,2	21,2	24,6	24,6	24,6	24,6	24,6	24,6	24,6	24,6	24,6	24,6	24,6
— autres	37,4	37,4	37,4	37,4	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2	37,2
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,2	4,7	12,5	0,0	7,2	14,0	11,8	11,0	15,3	9,8
c) avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	88,0	106,6	71,2	72,3	52,0	29,1	83,0	56,5	40,3	31,0	47,8	48,4	48,3
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	3,6	1,1	1,4	8,6	5,5	6,3	1,9	0,0	2,8
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	53,4	55,0	49,4	48,4	52,6	63,2	58,6	66,6	55,9	63,1	73,1	65,0	63,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	633,5	657,9	614,8	617,9	676,8	688,8	687,9	703,3	682,6	684,6	694,4	682,2	682,1

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-11-88	31-12-88	31-01-89	28-02-89	31-3-89	30-4-89	31-5-89	30-6-89	31-7-89	31-8-89	30-9-89	31-10-89	30-11-89
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en franc belge ¹	4,2	10,2	5,2	5,5	4,5	4,8	5,8	4,0	3,6	4,2	4,3	4,1	3,8
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	4,5	10,5	5,5	5,7	4,8	5,1	6,1	4,3	3,9	4,5	4,6	4,4	4,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	13,3	15,4	14,4	13,9	13,5	15,1	14,5	15,3	15,3	13,9	14,4	14,6	* 14,4
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	403,2	415,0	385,6	389,2	394,8	403,8	409,9	419,3	408,4	403,4	407,0	404,8	*405,5
— monnaie scripturale ⁵	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,6	0,4	0,4	0,4	0,4
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en franc belge :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	211,8	216,1	208,6	208,4	263,0	264,1	256,4	263,2	254,1	262,0	267,6	257,6	257,4
TOTAL DU PASSIF ...	633,5	657,9	614,8	617,9	676,8	688,8	687,9	703,3	682,6	684,6	694,4	682,2	682,1

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	1,0	0,4	4,7	2,0	2,1	0,8	0,0	0,0	0,0	2,1	1,8	0,0	0,2	3,7	3,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en franc belge	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3
Total des créances sur l'étranger	1,0	0,4	4,8	2,0	2,2	1,2	0,0	0,0	0,0	2,1	1,8	0,0	0,2	3,8	3,3
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	1,6	1,8	1,6	1,9	2,0	2,2	1,9	2,2	2,0	2,2	2,1	2,4	2,1	2,4	2,3
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	4,8	2,2	3,0	1,3	1,5	4,9	1,4	3,3	0,3	2,0	0,6	0,7	2,3	4,1	0,3
c) sur les banques de dépôts	1,8	4,1	0,2	3,4	1,1	6,8	3,2	7,4	3,7	2,5	1,3	1,8	4,3	0,8	0,5
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	89,0	86,8	84,3	70,6	83,6	94,6	92,3	91,1	91,2	105,5	91,1	93,4	107,4	114,3	*109,9
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	13,3	14,5	15,0	14,9	15,0	15,0	14,8	14,7	15,2	14,6	14,6	14,6	14,4	14,4	* 14,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	34,7	39,2	42,4	41,2 ⁶	47,1	45,7	68,5	51,7	55,4	56,3	65,5	64,6	59,7	54,1	54,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,8	0,1	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,2
b) effets commerciaux	1,9	0,8	0,6	0,3	2,7	0,3	0,0	0,0	0,0	0,1	0,5	0,0	0,1	3,1	2,5
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,3	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	2,7	4,9	0,8	1,6	4,8	4,5	5,5	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,3	0,0	0,7	0,2	0,0	0,0	0,9	0,0	1,7	1,4	0,0	1,9	0,2	0,5
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	11,5	13,3	13,9	11,8	11,3	15,3	18,1	16,6	16,6	17,5	19,1	14,5	16,0	14,1	15,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	161,7	164,1	166,1	148,6⁶	167,7	188,7	205,1	188,8	185,9	209,2	202,4	197,5	208,2	212,0	203,2

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en franc belge	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,7	0,8	0,9	0,7	1,0	1,0	1,6	1,5	1,3	1,0	1,1	0,7	0,9	0,8	0,9
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	4,4	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4	3,8	3,7	3,1	3,7	3,0	3,6	3,0	2,5	2,5
b) envers les organismes publics	4,8	2,2	3,0	1,4	1,5	4,9	1,4	3,3	0,3	2,0	0,6	0,7	2,3	4,1	0,3
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,2	5,8	5,6	6,8	6,7	10,7	8,6	8,6	5,8	10,4	10,4	7,6	7,3	9,2	7,3
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	15,7	15,4	15,5	15,6	14,4	15,1	14,3	14,7	14,9	15,7	16,1	15,4	15,3	16,1	16,3
— monnaie scripturale	95,2	97,3	96,2	90,3	105,6	116,1	115,1	113,9	116,9	133,7	115,3	117,5	131,0	143,4	137,5
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	34,7	37,9	40,1	29,5 ⁵	34,0	36,5	60,4	43,1	43,1	42,9	56,0	51,9	48,3	35,7	38,5
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	161,7	164,1	166,1	148,6 ⁵	167,7	188,7	205,1	188,8	185,9	209,2	202,4	197,5	208,2	212,0	203,2

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série. La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	69,8	75,0	139,3	245,1	335,3	436,2	468,6	439,4	476,8	540,6	540,4	507,0	530,2	529,6	548,6
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	18,9	17,8	16,4	30,5	19,2	21,3	14,3	15,9	15,7	16,3	15,8	16,8	16,3	16,1	15,7
9. Autres : a) en monnaies étrangères	2.485,2	2.852,1	3.360,3	4.049,9	4.090,2	4.056,3	4.380,0	4.226,1	4.482,2	4.628,4	5.007,1	4.797,6	5.226,9	5.449,4	5.115,9
b) en franc belge	116,1	140,0	167,5	191,5	220,2	251,6	248,6	262,5	274,6	281,5	288,6	294,2	325,1	297,4	312,4
Total des créances sur l'étranger	2.690,0	3.084,9	3.683,5	4.517,0	4.664,9	4.765,4	5.111,4	4.943,9	5.249,3	5.466,8	5.851,9	5.615,7	6.098,5	6.292,6	5.992,6
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	10,5	10,8	11,0	14,4	12,8	12,4	10,8	12,8	11,2	12,2	11,1	13,1	11,5	12,9	12,1
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,0	0,2	0,0	0,4	0,0	0,2	0,0	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	6,2	5,8	5,6	6,8	6,8	10,7	8,6	8,6	5,8	10,4	10,4	7,6	7,3	9,2	7,3
c) sur les banques de dépôts	309,5	399,5	469,5	437,1	517,2	463,7	513,9	514,8	549,1	522,9	581,9	518,4	576,0	572,4	571,4
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
a) à un an au plus	239,3	337,4	481,1	482,2	553,3	745,1	820,2	781,1	860,7	814,2	863,9	783,1	998,9	1.002,6	1.035,4
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	335,6	392,5	482,3	499,2	615,1	642,2	748,9	740,9	799,6	804,8	807,6	812,9	802,0	816,8	848,9
— autres	85,9	113,8	155,9	249,1	266,6	170,9	138,6	133,8	127,8	126,6	116,8	115,7	115,5	119,7	119,4
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
a) à un an au plus	20,7	24,1	23,3	25,6	39,4	51,5	51,3	54,3	53,4	51,8	55,1	59,8	59,4	62,6	66,2
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	45,8	20,0	10,0	18,9	23,1	21,3	30,9	27,6	25,5	25,4	25,4	28,9	27,8	28,7	29,6
— autres	36,2	62,4	73,9	96,8	72,6	82,5	75,1	71,6	79,9	81,4	80,6	75,1	72,0	70,6	64,4
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
a) acceptations bancaires	15,5	16,6	13,5	17,8	15,5	14,0	12,8	13,1	12,6	12,8	11,7	11,6	11,3	9,2	11,3
b) effets commerciaux	160,6	160,6	167,0	201,1	191,2	220,3	173,3	173,9	169,8	184,5	172,6	172,5	160,5	167,4	158,7
c) avances	790,0	821,1	863,0	904,9	966,5	1.057,7	1.203,5	1.257,0	1.323,5	1.391,2	1.473,2	1.539,5	1.605,6	1.790,0	1.926,1
d) autres créances à un an au plus	1,3	2,3	0,0	0,0	0,3	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	15,5	17,0	23,3	23,2	18,6	19,3	17,3	18,9	19,6	20,1	19,9	16,5	16,7	16,2	17,1
— autres	38,4	31,7	34,5	34,0	30,2	30,5	25,8	30,9	30,3	30,0	30,8	29,4	31,4	29,0	33,0
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certi- cats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	7,7	10,0	2,6	21,1	16,8	16,1	22,2	25,0	17,1	15,0	31,7	19,9	21,7	16,8	14,7
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
a) à un an au plus :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	62,8	73,9	96,4	98,6	129,4	173,0	256,7	297,5	248,8	244,4	230,3	231,9	245,7	248,5	222,6
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	70,9	75,4	64,8	56,3	65,9	61,4	65,0	62,6	73,9	75,1	72,2	77,0	70,5	67,5	64,0
— autres	37,5	40,9	51,8	60,1	61,6	69,2	68,9	71,1	67,0	67,7	70,1	71,9	72,5	74,4	78,6
D. Autres	311,2	377,4	438,5	544,0	588,8	618,6	542,2	614,4	644,4	749,5	760,7	753,5	778,5	756,5	797,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.857,0	9.246,6	9.897,4	9.854,0	10.369,2	10.707,1	11.277,9	10.954,2	11.783,9	12.164,0	12.070,7

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-
vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.297,0	5.670,4	5.507,2	5.820,1	6.055,6	6.528,8	6.235,9	6.786,9	6.928,3	6.737,0
b) en franc belge ¹	348,7	360,5	368,7	459,1	531,0	555,9	644,0	619,2	686,5	684,4	716,7	726,4	802,1	857,7	892,1
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	3.196,1	3.677,3	4.462,1	5.448,6	5.686,9	5.852,9	6.314,4	6.126,4	6.506,6	6.740,0	7.245,5	6.962,3	7.589,0	7.786,0	7.629,1
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,5	0,0	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,2	21,9	4,2
b) envers les organismes publics	1,8	4,1	0,2	3,4	1,2	6,8	3,2	7,4	3,7	2,5	1,3	1,8	4,3	0,8	0,5
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,3	0,4	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8	1,0	1,0	1,1	1,1	1,2	1,2	1,7	1,7
— autres	309,2	399,1	468,8	436,3	516,4	463,0	513,2	513,7	548,0	521,8	580,8	517,2	574,8	570,7	569,7
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	306,9	334,6	393,7	392,9	427,6	468,4	489,8	502,6	511,6	554,8	520,3	545,6	533,1	591,9	519,5
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	1,4	1,1	1,2	2,1	2,2	3,7	3,3	5,3	5,5	5,5	5,6	6,3	6,2	5,6	5,6
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en franc belge :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	377,5	384,5	423,7	462,7	532,2	607,3	653,8	690,6	717,0	736,7	744,1	766,6	784,1	790,4	836,1
— autres dépôts	347,8	404,5	431,5	467,2	484,0	565,3	597,1	622,7	629,6	600,1	601,1	611,3	688,9	645,5	691,2
— à plus d'un an :															
— dépôts	23,0	25,4	31,6	32,5	37,0	38,4	44,6	45,2	47,4	47,1	41,8	37,3	32,2	29,2	35,3
— bons de caisse et obligations	245,0	300,2	356,8	393,5	444,5	451,1	460,5	461,5	469,0	479,2	472,7	468,7	475,8	477,7	536,1
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	103,8	125,8	128,6	137,8	123,6	113,3	124,4	130,2	156,9	146,0	158,1	151,2	161,5	185,6	192,3
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,8	0,8	0,8	1,0	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	13,4	13,0	15,8	11,6	19,9	25,2	41,7	55,8	83,8	89,5	112,0	120,2	138,6	135,9	147,7
D. Autres	364,5	408,2	436,8	516,8	579,3	649,6	649,9	690,5	688,8	782,5	793,3	764,1	782,7	920,5	901,4
TOTAL DU PASSIF ...	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.857,0	9.246,6	9.897,4	9.854,0	10.369,2	10.707,1	11.277,9	10.954,2	11.783,9	12.164,0	12.070,7

¹ Y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	Colonne du tableau XIII-1 - Bilans intégrés des organismes principalement monétaires - dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,6	57,3	57,3	57,3	57,3	57,3	50,4	51,8	51,7	
2. F.M.I. : — Participation	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,4	19,4	19,1	18,2	18,1	17,4	16,8	15,6	16,7	15,8	
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	9,5	24,0	26,0	27,7	22,3	20,3	20,3	22,0	21,7	
— Autres	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	4,4	3,6	3,5	1,5	3,2	3,2	4,9	4,9	
3. Ecus	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	145,7	152,9	141,5	141,5	144,3	138,0	137,3	129,2	122,7	
4. Accords internationaux	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,8	2,3	2,9	2,5	2,9	2,5	2,9	2,5	3,0	
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	69,8	75,0	139,3	245,1	335,3	436,2	468,6	439,4	476,8	540,6	540,4	507,0	530,2	529,6	548,6	
8. Acceptations en franc belge représent. d'exportation	51,0	49,8	50,7	43,2	36,8	24,1	14,8	16,2	16,0	18,5	18,8	17,5	21,9	31,4	33,8	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	2.597,2	2.901,5	3.407,8	4.089,9	4.119,6	4.091,0	4.516,0	4.337,1	4.606,4	4.760,1	5.145,2	4.954,3	5.440,8	5.650,2	5.334,4	
b) en franc belge	116,1	140,0	167,6	191,5	220,3	252,0	248,6	262,5	274,6	281,5	288,6	294,2	325,1	297,5	312,7	
Total des créances sur l'étranger	2.977,3	3.348,2	4.009,6	4.842,8	4.970,8	5.044,7	5.487,4	5.315,2	5.623,3	5.851,3	6.238,8	6.011,2	6.547,9	6.735,8	6.449,3	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	12,8	13,5	13,5	17,0	15,8	15,6	14,3	16,5	14,5	15,4	14,2	16,1	14,4	16,1	15,2	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. : — réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,4	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,0	0,2	0,0	0,4	0,0	0,2	0,0	0,1	0,1	
b) sur les organismes publics	15,4	12,4	13,2	12,5	12,7	20,0	13,7	15,7	9,1	16,0	13,9	12,0	12,6	15,9	10,1	
c) sur les banques de dépôts	311,8	403,6	469,7	442,7	519,0	470,5	517,2	522,2	552,7	525,5	583,2	520,2	591,5	595,1	576,0	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	365,3	461,2	602,4	589,8	673,9	876,8	949,6	909,2	989,0	956,6	992,0	913,5	1.143,3	1.153,9	1.182,3	(7)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	355,2	415,0	507,0	524,9	642,5	671,5	781,1	773,1	835,8	840,5	843,5	848,8	840,9	855,7	* 887,8	(7)
— autres	123,4	151,3	193,4	286,6	304,1	208,3	176,0	171,2	163,3	164,0	154,3	153,2	152,8	156,9	* 156,7	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	55,4	63,3	65,7	66,8 ⁵	86,5	97,1	119,8	105,9	108,9	108,1	120,6	124,4	119,0	116,7	120,3	(8)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	47,4	21,0	10,6	19,6	23,8	22,0	31,6	28,4	26,3	26,2	26,1	29,6	28,5	29,3	* 30,3	(8)
— autres	36,2	62,4	73,9	96,8	72,6	82,5	75,1	71,6	79,9	81,4	80,6	75,1	72,0	70,6	* 64,4	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	29,5	27,2	20,8	18,1	17,6	14,0	12,8	13,1	12,5	12,8	11,7	11,6	11,3	9,9	11,6	(9)
b) effets commerciaux	203,7	203,7	213,8	201,4	201,7	220,6	173,3	173,9	169,8	184,6	173,0	172,5	165,3	177,8	172,2	(9)
c) avances	790,1	821,5	863,4	905,0	966,5	1.057,7	1.203,8	1.257,0	1.323,5	1.391,2	1.473,2	1.539,5	1.605,6	1.790,1	1.926,1	(9)
d) autres créances à un an au plus	1,3	2,3	0,0	0,0	0,3	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	16,4	17,7	23,8	23,6	18,8	19,3	17,3	18,9	19,6	20,1	19,9	16,5	16,7	16,2	* 17,1	(11)
— autres	38,4	31,7	34,5	34,0	30,2	30,5	25,8	30,9	30,3	30,0	30,8	29,4	31,4	29,0	* 33,0	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	102,0	127,6	97,3	117,2	98,9	106,6	52,0	56,5	47,8	(12)
b) autres	7,7	10,0	16,2	21,1	17,2	18,8	27,1	25,8	18,6	21,9	36,2	25,4	21,7	16,8	14,7	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus : — bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	63,3	74,3	96,5	99,3	129,6	173,0	256,7	298,5	248,8	246,0	231,7	231,9	251,2	257,4	225,0	(14)
b) à plus d'un an : — bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	71,1	75,7	65,1	56,6	66,2	61,7	65,3	62,9	74,1	75,2	72,3	77,1	70,6	67,6	* 64,1	(14)
— autres	37,5	40,9	51,8	60,1	61,6	69,2	68,9	71,1	67,0	67,7	70,1	71,9	72,5	74,4	* 78,6	(14)
D. Autres	385,8	467,2	515,4	635,9	664,6	675,6	632,6	686,2	712,6	814,0	832,3	823,0	847,1	837,3	* 885,6	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	6.094,9	6.905,6	8.049,0	9.155,7⁵	9.678,6	10.059,8	10.751,4	10.695,0	11.178,8	11.566,2	12.117,4	11.809,6	12.668,9	13.079,3	12.968,3	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-12-85	31-12-86	30-9-87	31-12-87	31-3-88	30-6-88	30-9-88	31-12-88	31-3-89	30-6-89	30-9-89	Colonne du tableau XIII-1 - Bilans intégrés des organismes principalement monétaires, dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.155,9	5.297,0	5.670,4	5.507,2	5.820,1	6.055,6	6.528,8	6.235,9	6.786,9	6.928,3	6.737,0	
b) en franc belge ¹	358,0	367,3	375,5	465,3	537,7	561,7	649,0	624,2	690,9	689,7	721,2	736,6	806,6	861,8	896,4	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	3.208,3	3.702,4	4.517,4	5.455,1	5.693,9	5.859,0	6.319,7	6.131,7	6.511,3	6.745,6	7.250,2	6.972,7	7.593,8	7.790,3	7.633,7	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	12,8	13,5	13,5	17,0	15,8	15,6	14,3	16,5	14,5	15,4	14,2	16,1	14,4	16,1	15,2	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	4,9	4,4	4,6	6,5	5,2	4,4	3,8	3,8	3,1	3,7	3,0	3,6	14,2	24,4	6,6	
b) envers les organismes publics	6,6	6,3	3,2	4,8	2,7	11,7	4,6	10,7	3,9	4,5	1,9	2,5	6,5	5,0	0,8	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,3	0,4	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8	1,0	1,0	1,1	1,1	1,2	1,2	1,7	1,7	
— autres	315,8	405,3	474,7	443,6	523,5	473,8	521,8	522,6	553,9	532,6	591,2	525,0	582,1	580,0	577,0	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	385,8	384,9	398,8	397,5	394,3	415,6	416,0	425,3	412,0	434,9	423,1	430,5	410,2	435,4	423,4	(1)
— monnaie scripturale ³	403,0	432,3	490,1	483,6	533,4	584,8	605,2	616,9	628,9	688,8	635,9	663,3	664,4	735,8	657,3	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	36,1	39,6	42,1	32,3	37,0	40,3	64,4	49,1	51,4	49,7	61,9	58,6	54,9	41,9	44,5	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en franc belge :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	377,5	384,5	423,7	462,7	532,2	607,3	653,8	690,6	717,0	736,7	744,1	766,6	784,1	790,4	836,1	(2)
— autres dépôts	347,8	404,5	431,5	467,2	484,0	565,3	597,1	622,7	629,6	600,1	601,0	611,3	688,9	645,5	691,2	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	23,0	25,4	31,6	32,5	37,0	38,4	44,6	45,2	47,4	47,1	41,8	37,3	32,2	29,2	35,3	(3)
— bons de caisse et obligations	245,0	300,2	356,8	393,5	444,5	451,1	460,5	461,4	469,0	479,2	472,7	468,7	475,8	477,7	536,1	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	103,8	125,8	128,6	137,8	123,6	113,3	124,4	130,2	156,9	146,0	158,1	151,2	161,5	185,6	192,3	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,8	0,8	0,8	1,0	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	13,4	13,0	15,8	11,6	19,9	25,3	41,7	55,8	84,3	89,5	112,0	120,2	138,6	136,1	147,7	(14)
D. Autres	610,5	662,8	715,6	808,9	830,1	852,3	878,1	910,4	894,3	991,1	1.004,9	980,3	1.045,7	1.183,7	1.168,9	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	6.094,9	6.905,6	8.049,0	9.155,7 ⁶	9.678,6	10.059,8	10.751,4	10.695,0	11.178,8	11.566,2	12.117,4	11.809,6	12.668,9	13.079,3	12.968,3	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. ; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en franc belge envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

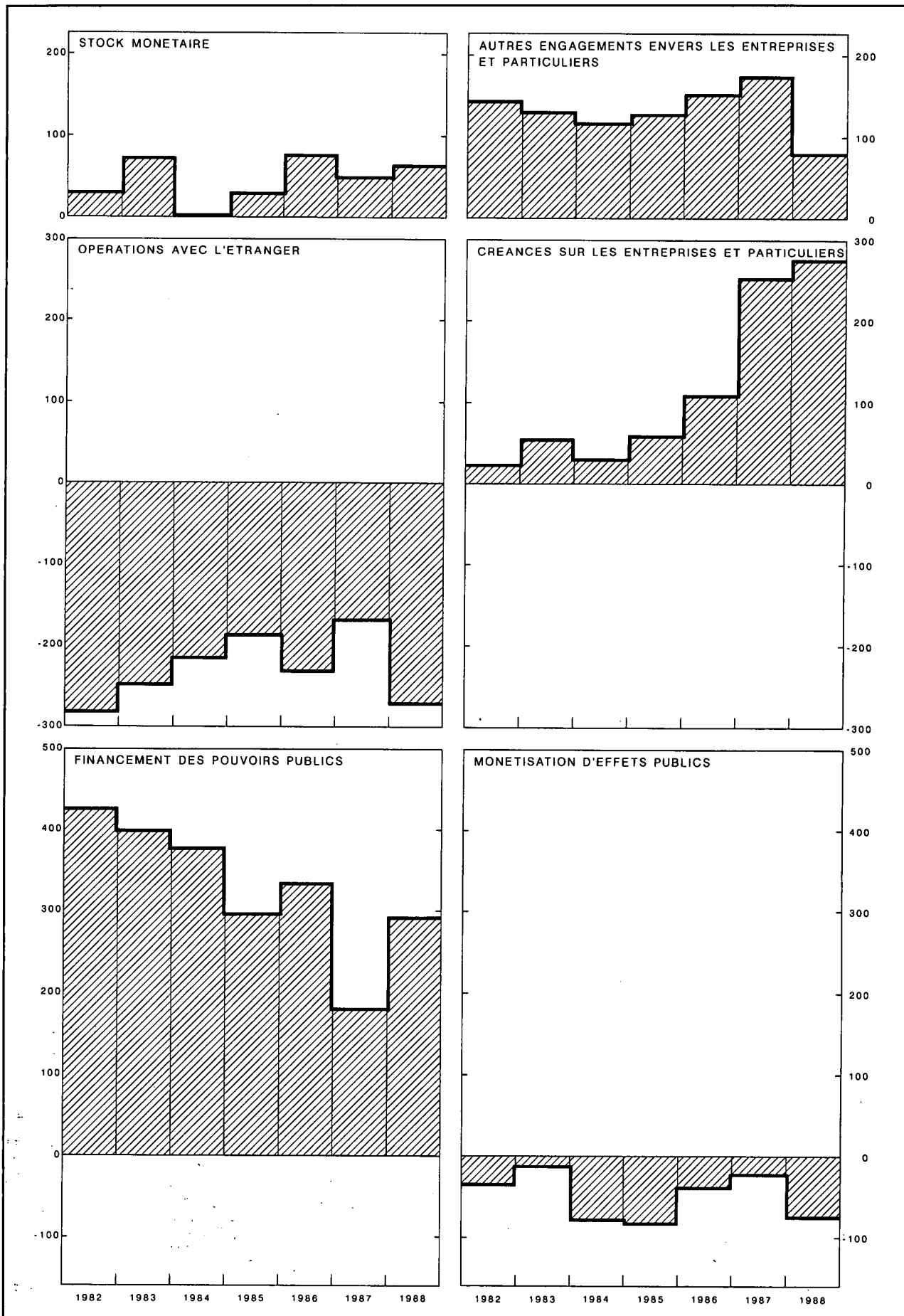
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

⁶ Nouvelle série. Voir note 12 du tableau XIII-1.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En franc belge		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 64,1	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,5	- 282,8	+ 24,3	- 2,1	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 28,6	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,0	+ 62,7	+ 2,9	+ 205,9	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,8	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+ 124,6	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1985	+ 30,6	+ 86,5	+ 55,6	- 14,2	+ 158,5	- 188,2	+ 62,2	- 3,2	+ 10,8	- 0,8	+ 311,8	- 15,8	- 78,6	- 6,5	+ 41,1	+ 25,7
1986	+ 75,9	+ 156,3	+ 8,0	- 10,3	+ 229,9	- 235,3	+ 103,4	+ 0,9	+ 3,1	+ 3,1	+ 335,9	+ 9,3	- 59,9	+ 7,0	+ 48,1	+ 14,3
1987	+ 50,5	+ 140,7	+ 17,1	+ 17,0	+ 225,3	- 170,4	+ 152,6	0,0	- 0,8	- 0,9	+ 162,0	+ 1,3	- 14,0	- 2,5	+ 93,7	+ 4,2
1988	+ 61,1	+ 64,6	- 0,6	+ 21,0	+ 146,1	- 273,7	+ 280,7	- 8,0	- 0,1	- 1,2	+ 292,2	+ 31,2	- 89,6	- 13,5	- 114,6	+ 42,8
1987 3 ^e trimestre .	- 49,4	+ 33,3	+ 7,1	- 2,9	- 11,8	- 35,3	- 29,5	- 1,4	- 3,6	+ 1,3	+ 8,6	+ 17,8	- 12,8	- 2,1	+ 19,9	+ 25,3
4 ^e trimestre .	+ 5,7	+ 62,4	+ 1,6	+ 5,8	+ 75,5	- 47,1	+ 56,0	+ 5,4	+ 1,0	- 1,9	+ 8,0	- 20,7	- 7,0	- 2,9	+ 27,2	+ 57,3
1988 1 ^{er} trimestre .	+ 1,0	+ 33,3	+ 9,8	+ 26,6	+ 70,7	- 5,6	+ 63,5	- 0,6	- 0,1	- 1,7	+ 115,4	+ 17,9	- 18,5	- 9,8	- 69,7	- 20,0
2 ^e trimestre .	+ 81,0	- 9,9	+ 9,9	- 10,8	+ 70,2	- 127,6	+ 81,7	- 0,7	+ 2,5	+ 1,0	+ 94,5	- 0,1	- 25,8	+ 12,6	- 11,1	+ 43,1
3 ^e trimestre .	- 52,5	+ 8,5	- 11,8	+ 12,1	- 43,8	- 132,4	+ 69,8	+ 0,8	+ 1,0	- 0,5	+ 90,5	+ 11,0	- 19,8	- 23,4	- 32,5	- 8,4
4 ^e trimestre .	+ 31,5	+ 32,8	- 8,5	- 6,9	+ 48,9	- 8,1	+ 65,6	- 7,6	- 3,6	0,0	- 8,2	+ 2,4	- 25,5	+ 7,0	- 1,3	+ 28,1
1989 1 ^{er} trimestre .	- 23,0	+ 95,0	+ 2,0	+ 10,3	+ 84,3	- 44,6	+ 58,2	+ 2,6	- 9,5	+ 0,5	+ 210,4	- 9,2	- 54,0	- 3,9	- 2,3	- 63,8
2 ^e trimestre .	+ 83,7	- 37,1	- 1,1	+ 24,1	+ 69,7	- 73,9	+ 191,2	- 2,4	+ 3,1	+ 4,3	+ 42,4	- 2,6	- 15,0	- 5,9	+ 7,4	- 79,0
3 ^e trimestre .	- 88,0	+ 91,4	+ 64,5	+ 6,7	+ 74,6	- 186,7	+ 131,9	*+ 4,0	+ 7,4	+ 0,3	*+ 147,6	*- 2,7	*+ 4,4	+ 0,9	*- 44,2	*+ 11,7

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en franc belge au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en franc belge des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation, de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en franc belge des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général (10) = (8) + (9)	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la B.N.B. ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total (7) = (4) à (6)			Total (8) = (3) + (7)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Ancienne série ⁷	15,6	398,2	397,5	0,4	85,6	392,9	478,9	876,4	57,8	934,2
Nouvelle série ⁷	15,6	398,2	397,5	0,4	90,3	392,9	483,6	881,1	32,3	913,4
1985	14,4	394,7	394,3	0,2	105,6	427,6	533,4	927,7	37,0	964,7
1986	15,1	415,1	415,6	0,2	116,1	468,4	584,8	1.000,4	40,3	1.040,7
1987 Juin	14,3	428,5	428,7	0,3	131,0	528,3	659,6	1.088,3	46,7	1.135,0
Septembre	14,3	414,4	416,0	0,4	115,1	489,8	605,2	1.021,2	64,4	1.085,6
Décembre	14,7	425,6	425,3	0,3	113,9	502,6	616,9	1.042,2	49,1	1.091,3
1988 Mars	14,9	410,4	412,0	0,3	116,9	511,6	628,9	1.040,9	51,4	1.092,3
Juin	15,7	433,6	434,9	0,3	133,7	554,8	688,8	1.123,6	49,7	1.173,4
Septembre	16,1	420,1	423,1	0,3	115,3	520,3	635,9	1.058,9	61,9	1.120,9
Novembre	15,3	416,5	418,5	0,3	111,2	539,7	651,2	1.069,6	67,6	1.137,3
Décembre	15,4	430,4	430,5	0,2	117,5	545,6	663,3	1.093,8	58,6	1.152,4
1989 Janvier	15,3	400,1	401,0	0,2	148,1	539,7	688,0	1.089,0	64,5	1.153,5
Février	15,4	403,1	404,6	0,3	127,7	523,2	651,1	1.055,7	53,9	1.109,6
Mars	15,3	408,4	410,2	0,3	131,0	533,1	664,4	1.074,5	54,9	1.129,4
Avril	15,5	418,9	419,3	0,4	156,9	542,1	699,4	1.118,6	47,9	1.166,5
Mai	15,8	424,4	425,7	0,3	122,5	569,4	692,2	1.117,9	49,1	1.167,0
Juin	16,1	434,6	435,4	0,4	143,4	591,9	735,8	1.171,2	41,9	1.213,1
Juillet	16,2	423,7	424,6	0,3	131,9	522,4	654,6	1.079,1	45,1	1.124,3
Août	16,3	417,2	419,7	0,4	152,4	517,3	670,2	1.089,9	47,1	1.137,0
Septembre	16,3	421,4	423,4	0,3	137,5	519,5	657,3	1.080,6	44,5	1.125,1
Octobre	16,5	419,3	421,3	0,3	136,5	511,2	648,0	1.069,3	56,9	1.126,3
Novembre	16,7	419,9	422,4	0,3	*138,7	*549,6	*688,6	*1.111,0	*48,6	*1.159,6

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux, du Crédit Communal de Belgique.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²					
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ³	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total			
	(1)	(2)		(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8
1983	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	- 130,1	- 154,3	+ 100,8	- 5,1	- 250,0
1984	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	- 125,6	- 77,3	+ 140,6	- 1,4	- 216,5
1985	296,7	- 1.019,8	- 723,1	- 3,5	- 130,6	- 134,1	+ 43,3	+ 10,8	- 188,2
1986	272,0	- 1.086,3	- 814,3	- 6,3	- 109,6	- 115,9	+ 16,3	+ 3,1	- 235,3
1987	366,0	- 1.182,5	- 816,5	+ 79,1	- 133,1	- 54,0	+ 117,2	- 0,8	- 170,4
1988	385,1	- 1.346,6	- 961,5	+ 25,5	- 146,4	- 120,8	+ 153,0	- 0,1	- 273,7
1987 3 ^e trimestre	370,7	- 1.203,0	- 832,3	+ 15,7	- 4,3	+ 11,3	+ 50,2	- 3,6	- 35,3
4 ^e trimestre	366,0	- 1.182,5	- 816,5	- 14,3	- 5,8	- 20,2	+ 25,9	+ 1,0	- 47,1
1988 1 ^{er} trimestre	369,4	- 1.257,4	- 888,0	+ 13,1	- 22,1	- 9,0	- 3,3	- 0,1	- 5,6
2 ^e trimestre	376,8	- 1.271,1	- 894,2	+ 0,6	- 45,2	- 44,6	+ 80,5	+ 2,5	- 127,6
3 ^e trimestre	380,3	- 1.391,7	- 1.011,4	+ 5,3	- 109,6	- 104,2	+ 27,2	+ 1,0	- 132,4
4 ^e trimestre	385,1	- 1.346,6	- 961,5	+ 6,5	+ 30,6	+ 37,0	+ 48,7	- 3,6	- 8,1
1989 1 ^{er} trimestre	444,4	- 1.490,3	- 1.045,9	+ 64,2	- 126,1	- 61,9	- 7,7	- 9,5	- 44,6
2 ^e trimestre	435,1	- 1.489,7	- 1.054,5	+ 4,8	- 82,2	- 77,5	- 6,7	+ 3,1	- 73,9
3 ^e trimestre	448,8	- 1.633,2	- 1.184,4	+ 11,9	- 90,4	- 78,5	+ 100,8	+ 7,4	- 186,7

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en franc belge des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période											Variations aux cours de change des transactions ⁸	
	Avoirs bruts au comptant					Engagements bruts au comptant				Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷	Total des réserves de change nettes		
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du FMI ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords internationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)	(13)	
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	-123,9	95,4	-93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	-130,9	52,0	-37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	-171,9	41,1	-22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	-167,7	115,3	+67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	-138,5	119,1	-8,4
1986	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	-120,5	125,9	+7,2
1987	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	0,0	23,6	28,9	-128,0	214,1	+80,7
1988	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,9	10,5	0,0	23,6	34,1	-121,1	239,7	+18,7
1987 3 ^e trimestre	57,6	33,3	145,6	136,0	2,9	375,4	5,3	0,0	23,6	28,9	-136,5	210,0	+8,3
4 ^e trimestre	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	0,0	23,6	28,9	-128,0	214,1	+0,9
1988 1 ^{er} trimestre	57,3	47,8	141,5	124,2	2,9	373,7	4,6	0,0	23,6	28,2	-121,3	224,2	+10,7
2 ^e trimestre	57,3	49,3	141,5	131,7	2,5	382,3	5,6	0,0	23,6	29,2	-114,2	238,9	+3,3
3 ^e trimestre	57,3	41,3	144,3	138,1	2,9	383,9	4,7	0,0	23,6	28,3	-116,7	238,9	+4,3
4 ^e trimestre	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,9	10,5	0,0	23,6	34,1	-121,1	239,7	+0,4
1989 1 ^{er} trimestre	50,4	39,1	137,3	214,0	2,9	443,7	4,8	0,0	23,6	28,4	-111,0	304,3	+11,1
2 ^e trimestre	51,8	43,6	129,2	200,7	2,5	427,8	4,3	0,0	23,6	27,9	-98,5	301,4	-1,3
3 ^e trimestre	51,7	42,4	122,7	218,6	3,0	438,4	4,6	0,0	23,6	28,2	-99,3	310,9	+8,5
1988 Novembre	57,3	39,1	138,0	154,4	2,9	391,7	4,5	0,0	23,6	28,1	-110,5	253,1	+4,4
Décembre	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,9	10,5	0,0	23,6	34,1	-121,1	239,7	-5,0
1989 Janvier	57,3	39,4	137,3	151,5	2,9	388,4	5,5	0,0	23,6	29,1	-112,3	247,0	+7,0
Février	57,3	40,1	137,3	150,4	2,9	388,0	5,7	0,0	23,6	29,3	-111,1	247,5	+1,1
Mars	50,4	39,1	137,3	214,0	2,9	443,7	4,8	0,0	23,6	28,4	-111,0	304,3	+3,0
Avril	51,8	39,4	129,2	211,9	2,9	435,2	5,1	0,0	23,6	28,7	-103,1	303,4	-3,8
Mai	51,8	40,6	129,2	204,4	3,0	428,9	6,1	0,0	23,6	29,7	-98,5	300,7	+1,2
Juin	51,8	43,6	129,2	200,7	2,5	427,8	4,3	0,0	23,6	27,9	-98,5	301,4	+1,3
Juillet	51,8	40,9	125,7	211,0	2,9	432,2	3,9	0,0	23,6	27,5	-99,3	305,4	+3,1
Août	51,8	40,5	124,9	221,0	2,9	441,1	4,5	0,0	23,6	28,1	-105,5	307,5	+2,3
Septembre	51,7	42,4	122,7	218,6	3,0	438,4	4,6	0,0	23,6	28,2	-99,3	310,9	+3,1
Octobre	51,6	43,0	118,7	218,4	2,9	434,5	4,4	0,0	23,6	28,0	-94,3	312,2	-1,2
Novembre	51,5	41,8	118,7	221,5	3,0	436,4	4,0	0,0	23,6	27,6	-94,3	314,5	

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprennent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire », de la « politique d'accès élargi » et du « dépôt auprès du F.M.I. dans le cadre de la F.A.S.R. », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprennent les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprennent les avances en franc belge consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprennent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en franc belge envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprennent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprennent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en franc belge des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹ (1)	de la construction et de transactions immobilières ² (2)	de ventes et prêts à tempérament ³ (3)	d'importations (4)				Crédits de caisse ⁴ (8)	Autres (9)		
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 ⁵	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985	154,2	180,9	128,3	21,9	709,8	1.195,1	146,6	817,2	14,0	977,8	2.172,9
1986	194,0	198,4	146,6	17,5	742,0	1.298,5	130,2	764,4	15,5	910,1	2.208,6
1987 Juin	229,8	218,5	168,5	17,6	790,2	1.424,6	122,6	794,4	15,0	932,0	2.356,6
Septembre ..	240,3	225,1	160,9	17,4	751,4	1.395,1	119,7	796,9	13,3	929,9	2.325,0
Décembre ...	255,7	230,7	164,3	17,1	783,3	1.451,1	119,3	732,2	12,8	864,3	2.315,4
1988 Mars	267,8	244,9	159,3	17,4	825,3	1.514,7	121,3	809,5	9,3	940,1	2.454,8
Juin	278,5	257,3	187,6	18,4	854,6	1.596,4	117,9	877,5	10,9	1.006,3	2.602,7
Septembre ..	298,3	266,7	179,4	17,3	904,5	1.666,2	121,2	839,6	8,0	968,8	2.635,0
Décembre ⁵ ..	320,9	278,1	180,4	17,7	934,7	1.731,8	119,8	824,7	13,1	957,6	2.689,4
1989 Mars	393,6	292,3	174,5	18,3	911,3	1.790,0	121,8	896,9	17,3	1.036,0	2.826,0
Juin	352,8	309,9	205,3	18,6	1.094,5	1.981,1	119,5	1.003,8	17,0	1.140,3	3.121,4
Septembre ⁵ *	367,1	365,1	204,1	18,8	1.158,0	2.113,1	115,0	968,2	16,3	1.099,5	3.212,6

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 ³	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985	21,8	206,7	966,6	1.195,1	6,4	15,6	22,0	15,4	191,1	966,6	1.173,1	0,2
1986	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	3,1	6,6	14,0	220,2	1.057,7	1.291,9	0,1
1987 Septembre ..	17,4	174,2	1.203,5	1.395,1	4,6	0,9	5,5	12,8	173,3	1.203,5	1.389,6	0,0
1987 Décembre ...	17,1	177,0	1.257,0	1.451,1	3,9	3,1	7,0	13,2	173,9	1.257,0	1.444,1	0,0
1988 Mars	17,4	173,8	1.323,5	1.514,7	4,8	4,0	8,8	12,6	169,8	1.323,5	1.505,9	0,0
1988 Juin	18,4	186,8	1.391,2	1.596,4	5,6	2,3	7,9	12,8	184,5	1.391,2	1.588,5	0,0
1988 Septembre ..	17,3	175,7	1.473,2	1.666,2	5,7	3,1	8,8	11,6	172,6	1.473,2	1.657,4	0,0
1988 Décembre ³ ..	17,7	174,7	1.539,4	1.731,8	6,0	2,2	8,2	11,7	172,5	1.539,4	1.723,6	0,0
1989 Mars	18,3	166,1	1.605,6	1.790,0	7,0	5,5	12,5	11,3	160,6	1.605,6	1.777,5	0,0
1989 Juin	18,6	172,5	1.790,0	1.981,1	9,4	5,1	14,5	9,2	167,4	1.790,0	1.966,6	0,0
1989 Septembre ³ ..	18,8	168,2	1.926,1	2.113,1	7,4	9,5	16,9	11,4	158,7	1.926,1	2.096,2	0,0
B. Crédits à l'étranger												
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985	32,9	129,0	815,9	977,8	13,2	45,7	58,9	19,7	83,3	815,9	918,9	1,5
1986	28,5	131,9	749,7	910,1	5,8	35,3	41,1	22,7	96,6	749,7	869,0	2,1
1987 Septembre ..	20,8	102,3	806,8	929,9	5,1	35,5	40,6	15,7	66,8	806,8	889,3	0,7
1987 Décembre ...	21,9	100,5	741,9	864,3	4,7	34,8	39,5	17,2	65,7	741,9	824,8	0,5
1988 Mars	23,4	97,0	819,7	940,1	6,4	33,1	39,5	17,0	63,9	819,7	900,6	0,6
1988 Juin	24,4	94,7	887,2	1.006,3	6,8	32,0	38,8	17,6	62,7	887,2	967,5	0,9
1988 Septembre ..	24,0	93,7	851,1	968,8	7,4	31,1	38,5	16,6	62,6	851,1	930,3	1,9
1988 Décembre ³ ..	26,8	95,6	835,2	957,6	8,8	31,2	40,0	18,0	64,4	835,2	917,6	2,9
1989 Mars	29,6	96,8	909,6	1.036,0	12,0	42,5	54,5	17,6	54,3	909,6	981,5	6,5
1989 Juin	31,0	93,6	1.015,7	1.140,3	13,9	48,2	62,1	17,1	45,4	1.015,7	1.078,2	9,6
1989 Septembre ³ ..	28,1	91,4	980,0	1.099,5	11,4	44,9	56,3	16,7	46,5	980,0	1.043,2	5,5
C. Total												
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 ³	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	19,6	61,3	80,9	35,1	274,4	1.782,5	2.092,0	1,7
1986	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	9,3	38,4	47,7	36,7	316,8	1.807,4	2.160,9	2,2
1987 Septembre ..	38,2	276,5	2.010,3	2.325,0	9,7	36,4	46,1	28,5	240,1	2.010,3	2.278,9	0,7
1987 Décembre ...	39,0	277,5	1.998,9	2.315,4	8,6	37,9	46,5	30,4	239,6	1.998,9	2.268,9	0,5
1988 Mars	40,8	270,8	2.143,2	2.454,8	11,2	37,1	48,3	29,6	233,7	2.143,2	2.406,5	0,6
1988 Juin	42,8	281,5	2.278,4	2.602,7	12,4	34,3	46,7	30,4	247,2	2.278,4	2.556,0	0,9
1988 Septembre ..	41,3	269,4	2.324,3	2.635,0	13,1	34,2	47,3	28,2	235,2	2.324,3	2.587,7	1,9
1988 Décembre ³ ..	44,5	270,3	2.374,6	2.689,4	14,8	33,4	48,2	29,7	236,9	2.374,6	2.641,2	2,9
1989 Mars	47,9	262,9	2.515,2	2.826,0	19,0	48,0	67,0	28,9	214,9	2.515,2	2.759,0	6,5
1989 Juin	49,6	266,1	2.805,7	3.121,4	23,3	53,3	76,6	26,3	212,8	2.805,7	3.044,8	9,6
1989 Septembre ³ ..	46,9	259,6	2.906,1	3.212,6	18,8	54,4	73,2	28,1	205,2	2.906,1	3.139,4	5,5

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (9)		(3) + (6)
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	1,7	7,7	9,4	1,7	7,7	0,0	9,4	0,1
1986	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1987 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1988 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1989 Mars	0,0	0,0	0,0	0,2	0,8	1,0	0,2	0,8	0,0	1,0	3,7
Juin	0,0	0,1	0,1	0,4	0,4	0,8	0,4	0,4	0,1	0,9	5,2
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,8	6,8	7,6	0,8	6,8	0,0	7,6	5,1
B. Crédits à l'étranger											
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 ¹	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	7,5	7,8	15,3	7,5	7,8	0,0	15,3	0,2
1986	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0
1988 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0	0,3	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	1,1	1,2	0,1	1,1	0,0	1,2	0,0
Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,0	0,7	0,0	0,7	0,0
1989 Mars	0,0	0,0	0,0	0,7	4,8	5,5	0,7	4,8	0,0	5,5	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	1,3	11,4	12,7	1,3	11,4	0,0	12,7	0,0
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	2,2	12,7	14,9	2,2	12,7	0,0	14,9	0,1
C. Total											
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985	0,0	0,0	0,0	9,2	15,5	24,7	9,2	15,5	0,0	24,7	0,3
1986	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987 Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0
1988 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0	0,3	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	1,1	1,2	0,1	1,1	0,0	1,2	0,0
Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,0	0,7	0,0	0,7	0,0
1989 Mars	0,0	0,0	0,0	0,9	5,6	6,5	0,9	5,6	0,0	6,5	3,7
Juin	0,0	0,1	0,1	1,7	11,8	13,5	1,7	11,8	0,1	13,6	5,2
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	3,0	19,5	22,5	3,0	19,5	0,0	22,5	5,2

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) =	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 ³	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
1985	21,8	206,7	966,6	1.195,1	4,2	5,3	9,5	17,6	201,4	966,6	1.185,6	0,3
1986	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	2,8	6,3	14,0	220,5	1.057,7	1.292,2	0,1
1987 Septembre ..	17,4	174,2	1.203,5	1.395,1	4,6	0,9	5,5	12,8	173,3	1.203,5	1.389,6	0,0
1987 Décembre ...	17,1	177,0	1.257,0	1.451,1	3,9	3,1	7,0	13,2	173,9	1.257,0	1.444,1	0,0
1988 Mars	17,4	173,8	1.323,5	1.514,7	4,8	4,0	8,8	12,6	169,8	1.323,5	1.505,9	0,0
1988 Juin	18,4	186,8	1.391,2	1.596,4	5,6	2,2	7,8	12,8	184,6	1.391,2	1.588,6	0,0
1988 Septembre ..	17,3	175,7	1.473,2	1.666,2	5,5	2,8	8,3	11,8	172,9	1.473,2	1.657,9	0,0
1988 Décembre ³ ..	17,7	174,7	1.539,4	1.731,8	6,0	2,2	8,2	11,7	172,5	1.539,4	1.723,6	0,0
1989 Mars	18,3	166,1	1.605,6	1.790,0	6,8	4,7	11,5	11,5	161,4	1.605,6	1.778,5	3,7
1989 Juin	18,6	172,5	1.790,1	1.981,2	8,3	1,5	9,8	10,3	171,0	1.790,1	1.971,4	5,2
1989 Septembre ³ ..	18,8	168,2	1.926,1	2.113,1	6,4	0,2	6,6	12,4	168,0	1.926,1	2.106,5	5,1
B. Crédits à l'étranger												
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
1985	32,9	129,0	815,9	977,8	4,7	36,7	41,4	28,2	92,3	815,9	936,4	1,7
1986	28,5	131,9	749,7	910,1	5,2	33,1	38,3	23,3	98,8	749,7	871,8	2,1
1987 Septembre ..	20,8	102,3	806,8	929,9	5,1	35,0	40,1	15,7	67,3	806,8	889,8	0,7
1987 Décembre ...	21,9	100,5	741,9	864,3	4,7	34,4	39,1	17,2	66,1	741,9	825,2	0,5
1988 Mars	23,4	97,0	819,7	940,1	6,4	32,8	39,2	17,0	64,2	819,7	900,9	0,6
1988 Juin	24,4	94,7	887,2	1.006,3	6,3	30,3	36,6	18,1	64,4	887,2	969,7	0,9
1988 Septembre ..	24,0	93,7	851,1	968,8	6,6	29,0	35,6	17,4	64,7	851,1	933,2	1,9
1988 Décembre ³ ..	26,8	95,6	835,2	957,6	8,8	30,5	39,3	18,0	65,1	835,2	918,3	2,9
1989 Mars	29,6	96,8	909,6	1.036,0	11,2	37,6	48,8	18,4	59,2	909,6	987,2	6,5
1989 Juin	31,0	93,6	1.015,7	1.140,3	10,2	35,5	45,7	20,8	58,1	1.015,7	1.094,6	9,6
1989 Septembre ³ ..	28,1	91,4	980,0	1.099,5	8,1	30,2	38,3	20,0	61,2	980,0	1.061,2	5,6
C. Total												
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 ³	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8
1985	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	8,9	42,0	50,9	45,8	293,7	1.782,5	2.122,0	2,0
1986	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	8,7	35,9	44,6	37,3	319,3	1.807,4	2.164,0	2,2
1987 Septembre ..	38,2	276,5	2.010,3	2.325,0	9,7	35,9	45,6	28,5	240,6	2.010,3	2.279,4	0,7
1987 Décembre ...	39,0	277,5	1.998,9	2.315,4	8,6	37,5	46,1	30,4	240,0	1.998,9	2.269,3	0,5
1988 Mars	40,8	270,8	2.143,2	2.454,8	11,2	36,8	48,0	29,6	234,0	2.143,2	2.406,8	0,6
1988 Juin	42,8	281,5	2.278,4	2.602,7	11,9	32,5	44,4	30,9	249,0	2.278,4	2.558,3	0,9
1988 Septembre ..	41,3	269,4	2.324,3	2.635,0	12,1	31,8	43,9	29,2	237,6	2.324,3	2.591,1	1,9
1988 Décembre ³ ..	41,5	270,3	2.374,6	2.689,4	14,8	32,7	47,5	29,7	237,6	2.374,6	2.641,9	2,9
1989 Mars	47,9	262,9	2.515,2	2.826,0	18,0	42,3	60,3	29,9	220,6	2.515,2	2.765,7	10,2
1989 Juin	49,6	266,1	2.805,8	3.121,5	18,5	37,0	55,5	31,1	229,1	2.805,8	3.066,0	14,8
1989 Septembre ³ ..	46,9	259,6	2.906,1	3.212,6	14,5	30,4	44,9	32,4	229,2	2.906,1	3.167,7	10,7

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.C. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

Références bibliographiques : *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	57,3	57,3
Fonds Monétaire International :									
Participation	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,5	19,1	16,8
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6	24,0	20,3
Écus	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9	152,9	138,0
Monnaies étrangères	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7	111,0	156,8
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2	18,1	18,4	24,9	23,6
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4	2,3	2,5
Avances au F.M.I.	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9	4,4	3,2
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme .	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,5
Effets de commerce	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7	25,0	2,0	0,4	0,7
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	10,3	0,1	—	—	—	—	—	—	—
Banques	0,1	0,5	—	—	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,0	—	—	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	0,1	0,0	2,2	0,7	0,0	0,0	0,0
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	0,0	13,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	0,5	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4	127,6	106,6
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0	1,5	0,7
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4	3,7	3,6
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6	2,9	2,3	6,5	2,5
Fonds publics	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9	14,3	16,2	19,2	22,8
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4	4,4	5,4	6,8	8,1
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—	—
Comptes transitoires	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1	16,2	14,8	16,2	13,5
Total de l'actif	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.
Billets en circulation	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2	394,7	415,1	425,6	430,4
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	1,8	4,1	—	—	—	—	—	—	—
Banques de Belgique	0,4	0,4	—	—	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,6	0,8	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	1,2	1,5	—	—	—	—	—	—	—
Valeurs à payer	4,8	4,1	—	—	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	0,4	0,3	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	0,9	0,8	0,8	0,8	0,1	0,8	0,5
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires .	—	—	2,3	2,3	2,1	2,5	1,7	1,6	6,9
Valeurs à payer	—	—	28,0	16,4	26,9	21,1	9,2	8,5	9,2
Accords internationaux :									
Accords d'aide financière	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4	3,7	3,6
Autres accords	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	2,8	18,1	48,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9	156,5	138,9	152,9	138,0
Réserve monétaire :									
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	0,0	0,0	6,8
Caisse de Pensions du Personnel	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—	—	—
Comptes transitoires	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7	10,4	10,9	11,2	11,3
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,2
Réserve extraordinaire	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0	9,9	11,9	14,0	15,9
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0	3,9	4,8	6,2	7,6
Bénéfice net à répartir	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1
Total du passif	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5	652,2	657,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1988 10 octobre	1989 9 octobre	1988 7 novembre	1989 6 novembre	1988 5 décembre	1989 4 décembre	1989 9 janvier	1990 8 janvier
Encaisse en or	57,3	51,7	57,3	51,6	57,3	51,5	57,3	51,5
Fonds Monétaire International :								
Participation	17,4	15,8	17,1	15,8	16,7	15,7	17,2	16,0
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	22,3	21,6	21,4	22,3	20,9	21,2	20,4	20,6
Ecus	138,0	118,7	138,0	118,7	137,9	118,7	137,3	116,1
Monnaies étrangères	142,3	217,8	144,4	218,9	157,8	221,6	153,0	222,7
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	23,6	27,4	23,6	27,4	23,6	27,4	26,3	27,9
Autres	0,0	0,4	0,0	0,9	0,0	0,4	0,0	0,0
Ecus à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	3,0	0,0	3,0	0,0	3,0	0,0	2,9
Accords internationaux	2,9	3,0	2,9	2,9	2,9	3,0	2,5	2,9
Avances au F.M.I.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôt auprès du F.M.I. dans le cadre de la F.A.S.R.	1,5	4,9	1,5	4,9	1,5	4,9	3,2	4,9
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. :								
Soutien financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,1	0,0	0,0	0,0	6,7	0,0	4,8	0,2
Effets de commerce	4,4	33,0	4,2	30,8	5,0	30,5	4,3	31,2
Avances sur nantissement	2,7	6,8	0,0	0,0	9,9	6,6	0,4	5,6
Effets publics^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b	97,7	41,4	97,2	49,6	77,9	45,7	90,0	52,2
Monnaies	1,1	0,9	0,8	0,9	0,7	0,8	0,7	0,7
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,9	2,4	2,9	2,5	2,9	2,5	3,6	3,0
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,2	3,4	3,2	3,4	3,2	3,4	3,2
Fonds publics	22,8	26,2	22,8	26,2	22,8	26,2	22,8	26,2
Immeubles, matériel et mobilier	6,8	8,1	6,8	8,1	6,8	8,1	6,8	8,1
Divers	19,7	28,2	20,0	26,2	19,8	24,1	26,8	26,7
	637,9	685,5	635,3	684,9	645,5	686,1	651,8	693,6
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux ¹	10,2	2,4	9,5	2,2	9,2	3,9	12,8	4,3
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	160,0	130,0	160,0	130,0	160,0	130,0	160,0	110,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Enseignement des Communautés (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1988 10 octobre	1989 9 octobre	1988 7 novembre	1989 6 novembre	1988 5 décembre	1989 4 décembre	1989 9 janvier	1990 8 janvier
Billets en circulation	420,5	421,8	420,2	421,1	422,7	423,2	412,0	430,6
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires	3,2	2,1	2,9	1,9	1,5	2,0	2,7	4,5
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	9,7	12,0	6,7	9,8	7,4	7,3	24,1	9,0
Accords d'aide financière	2,9	2,4	2,9	2,5	2,9	2,5	3,6	3,0
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	138,0	121,6	138,0	121,6	137,9	121,6	137,3	119,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,2	3,4	0,0	3,8	7,5	3,4	5,2	3,7
Divers	17,0	17,6	18,2	19,6	19,2	21,5	20,5	19,2
Réserve indisponible de plus-values sur or	—	54,8	—	54,8	—	54,8	—	54,8
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	22,4	25,8	22,4	25,8	22,4	25,8	22,4	25,8
	637,9	685,5	635,3	684,9	645,5	686,1	651,8	693,6
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Enseignement des Communautés¹	10,2	2,4	9,5	2,2	9,2	3,9	12,8	4,3

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Enseignement des Communautés (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)						(%)	
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,2	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1986	1.232	286,6	95,4	500,1	966,4	495,7	966,3	2.928,5	97
1987	1.203	295,1	98,0	509,2	988,0	510,1	988,0	2.995,3	97
1988	1.173	301,6	94,7	525,4	1.014,9	527,2	1.014,9	3.082,4	98
1987 3 ^e trimestre	1.204	284,7	96,1	474,6	908,2	488,7	908,2	2.779,7	97
4 ^e trimestre	1.203	281,7	94,0	494,7	908,8	471,1	908,8	2.783,4	97
1988 1 ^{er} trimestre	1.179	307,9	96,4	537,9	1.100,7	557,8	1.100,7	3.297,1	98
2 ^e trimestre	1.177	311,6	98,8	567,7	1.068,9	549,3	1.068,9	3.254,8	97
3 ^e trimestre	1.176	295,5	92,3	484,9	931,3	501,8	931,3	2.849,3	98
4 ^e trimestre	1.173	291,3	91,4	510,9	958,8	500,0	958,8	2.928,5	99
1989 1 ^{er} trimestre	1.151	318,7	102,1	571,9	1.194,9	568,9	1.194,9	3.530,6	98
2 ^e trimestre	1.149	331,8	99,4	584,5	1.271,6	582,2	1.271,5	3.709,8	98
3 ^e trimestre	1.148	311,6	101,8	497,3	978,7	511,2	978,7	2.965,2	98
1988 Septembre	1.176	274,2	91,8	462,8	946,4	496,8	946,4	2.852,4	98
Octobre	1.177	299,6	87,5	499,1	914,8	467,7	914,8	2.796,4	99
Novembre	1.176	272,1	91,8	464,8	898,6	480,4	898,6	2.742,4	98
Décembre	1.173	302,2	94,8	569,0	1.062,8	551,9	1.062,8	3.246,5	99
1989 Janvier	1.169	322,6	96,2	570,9	1.133,1	555,8	1.133,1	3.392,9	100
Février	1.165	312,8	111,5	575,2	1.217,7	568,3	1.217,7	3.578,9	98
Mars	1.151	320,8	98,4	569,4	1.234,0	582,6	1.234,0	3.620,0	98
Avril	1.150	342,8	94,5	570,4	1.005,5	547,6	1.005,5	3.129,0	98
Mai	1.149	336,6	110,4	608,4	1.241,2	643,7	1.241,2	3.734,5	98
Juin	1.149	316,2	93,2	574,8	1.567,9	555,3	1.567,9	4.265,9	98
Juillet	1.148	365,3	92,8	535,4	1.017,6	544,4	1.017,6	3.115,0	98
Août	1.148	291,9	106,2	481,6	910,3	484,6	910,3	2.786,8	98
Septembre	1.147	277,5	106,4	474,7	1.008,2	504,9	1.008,2	2.996,1	97

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XI-1).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1988 31 oct.	1989 31 oct.	1988 30 nov.	1989 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	16,2	15,9	16,2	16,7	16,0	15,7	14,2	15,3
Prêts au jour le jour	175,0	206,9	260,9	265,8	307,7	420,9	303,6	453,5
Banquiers	2.520,2	2.366,2	2.562,7	2.792,1	2.824,6	3.117,2	2.842,1	2.966,1
Maison-mère, succursales et filiales	1.338,9	1.509,1	1.627,8	1.897,9	1.675,0	2.030,7	1.629,9	2.198,5
Autres valeurs à recevoir à court terme	68,4	70,7	68,3	65,9	82,6	95,2	88,2	109,1
Portefeuille-effets	938,1	1.185,0	1.169,5	1.105,5	1.205,2	1.318,7	1.199,5	1.327,0
a) Effets publics	644,5	843,6	901,4	838,4	947,7	1.065,4	941,9	1.080,5
b) Effets commerciaux ^a	293,6	341,4	268,1	267,1	257,5	253,3	257,6	246,5
Reports et avances sur titres	4,3	6,8	5,4	6,1	5,6	7,3	6,0	7,8
Débiteurs par acceptations	54,8	46,0	39,0	44,5	42,6	46,8	41,4	45,9
Débiteurs divers	1.974,1	1.930,7	2.106,0	2.476,1	2.426,7	2.955,3	2.459,1	2.930,1
Valeurs mobilières	1.423,1	1.567,6	1.629,0	1.762,5	1.763,9	1.801,7	1.755,8	1.775,9
a) Fonds publics belges	985,5	1.027,0	1.086,2	1.135,2	1.130,1	1.136,6	1.132,7	1.125,1
b) Autres titres d'emprunt	419,0	523,2	510,0	581,8	589,8	615,6	577,1	599,1
c) Actions et parts de sociétés	2,2	2,4	16,1	15,6	15,6	14,9	17,7	14,1
d) Autres valeurs mobilières	16,4	15,0	16,7	29,9	28,4	34,6	28,3	37,6
Valeurs de la réserve légale	3,8	4,7	5,6	5,5	5,6	6,4	5,6	6,4
Participations	33,4	36,9	48,7	73,0	70,4	91,0	71,5	91,4
a) Filiales	17,3	21,4	32,8	46,5	44,5	68,5	45,2	70,0
b) Autres participations	16,1	15,5	15,9	26,5	25,9	22,5	26,3	21,4
Frais de constitution et de premier établissement	2,2	2,4	2,8	3,2	3,4	3,9	3,4	3,7
Immeubles	25,7	26,9	27,5	33,1	33,5	36,4	33,6	36,5
Participations dans les filiales immobilières	1,8	1,8	2,3	2,6	2,8	2,0	2,8	2,0
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Matériel et mobilier	10,0	10,7	10,7	11,3	12,4	13,4	12,6	13,4
Divers	266,8	258,2	271,4	392,3	381,3	420,3	387,2	433,7
Total de l'actif	8.856,9	9.246,6	9.854,0	10.954,2	10.859,4	12.383,1	10.856,7	12.416,5
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	82,3	57,3	53,0	45,7	46,2	42,7	46,8	47,2
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	1,4	0,5	1,5	1,5	0,9	19,2	0,0	18,7

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

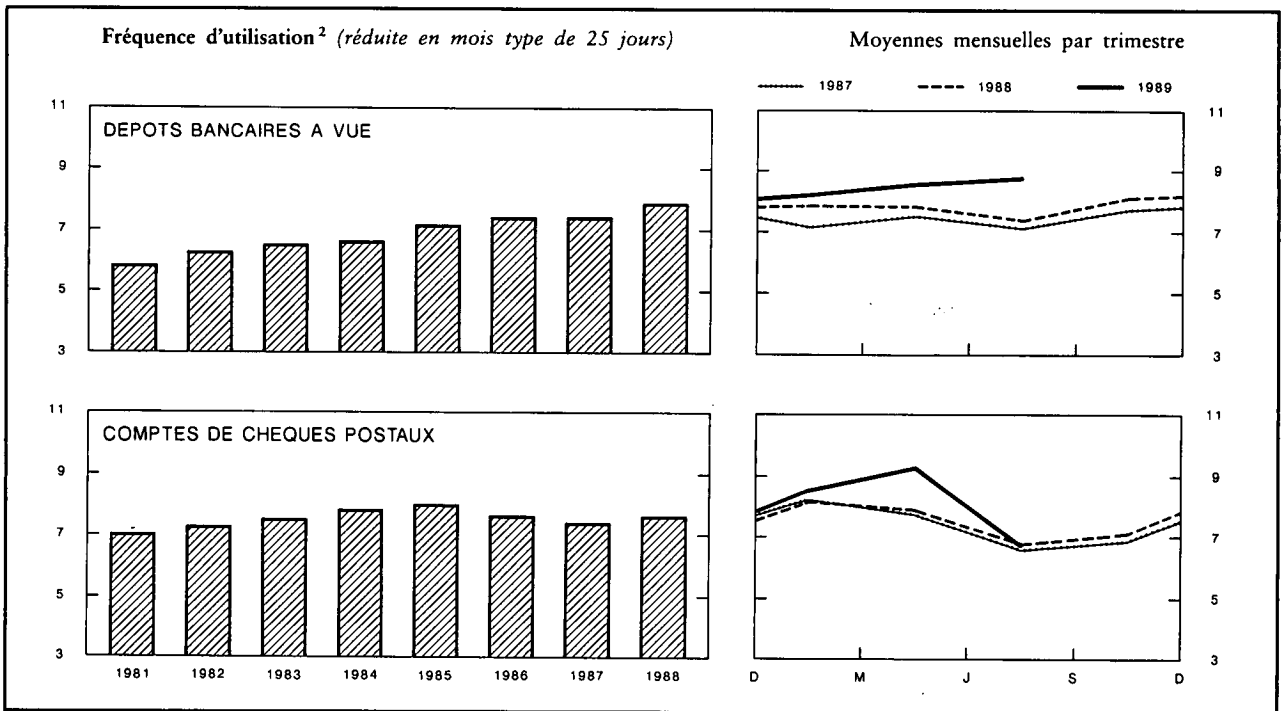
Passif

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1988 31 oct.	1989 31 oct.	1988 30 nov.	1989 30 nov.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	8,9	29,1	33,7	9,6	7,1	15,8	23,1	18,8
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	8,2	8,2	9,0	9,2	6,4	6,6	6,0	6,4
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,7	20,9	24,7	0,4	0,7	9,2	17,1	12,4
Emprunts au jour le jour	330,6	422,3	365,2	448,0	564,3	637,6	526,3	555,9
a) Couverts par des sûretés réelles	8,5	6,7	7,1	3,0	1,8	3,7	3,0	3,0
b) Non couverts par des sûretés réelles	322,1	415,6	358,1	445,0	562,5	633,9	523,3	552,9
Banquiers	4.354,7	4.433,3	4.684,7	4.856,4	4.855,4	5.198,6	4.928,3	5.035,5
Maison-mère, succursales et filiales	931,8	853,9	940,7	1.344,0	1.179,6	1.609,5	1.104,2	1.801,1
Acceptations	54,8	46,0	39,0	44,5	42,6	46,8	41,4	45,9
Autres valeurs à payer à court terme	61,9	81,7	81,4	69,5	84,9	128,9	97,0	142,8
Créditeurs pour effets à l'encaissement	7,4	5,6	4,9	5,4	4,6	5,4	4,9	5,1
Dépôts et comptes courants	2.164,3	2.399,2	2.647,8	2.983,8	2.904,2	3.320,1	2.906,4	3.396,9
a) A vue	557,8	618,5	662,4	731,1	712,2	779,0	728,5	828,5
b) A un mois au plus	495,0	580,2	675,7	734,7	713,6	828,5	737,4	861,8
c) A plus d'un mois	507,6	512,3	520,3	637,2	622,6	763,2	588,3	753,4
d) A plus d'un an	15,2	13,8	28,3	30,1	34,3	16,5	33,1	16,3
e) A plus de deux ans	49,8	58,0	58,7	70,0	68,7	87,9	68,3	93,2
f) Carnets de dépôts	536,9	613,2	698,3	776,4	748,7	841,1	746,7	839,8
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,0	3,2	4,1	4,3	4,1	3,9	4,1	3,9
Obligations et bons de caisse	444,0	450,3	461,6	470,7	467,0	535,5	469,9	534,5
Montants à libérer sur titres et participations	1,4	1,3	1,4	1,5	1,4	1,8	1,6	2,0
Divers	304,1	289,9	335,9	416,2	444,1	517,2	448,6	510,5
<i>Total de l'exigible</i>	8.663,9	9.012,6	9.596,3	10.649,6	10.555,2	12.017,2	10.551,7	12.049,0
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	49,3	58,9	68,3	87,1	88,5	95,1	88,3	95,2
<i>Non exigible :</i>								
Capital	77,6	85,9	91,0	98,2	95,9	116,5	96,8	117,8
Fonds indisponible par prime d'émission	5,3	12,4	12,9	13,4	13,2	22,4	13,2	22,4
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	3,8	4,6	5,2	5,5	5,5	6,4	5,5	6,4
Réserve disponible	35,0	39,9	44,5	47,5	47,9	52,5	47,9	52,5
Autres réserves	11,5	20,4	22,8	40,0	38,9	52,6	38,9	52,6
Provisions	10,5	11,9	13,0	12,9	14,3	20,4	14,4	20,6
<i>Total du non exigible</i>	143,7	175,1	189,4	217,5	215,7	270,8	216,7	272,3
<i>Total du passif</i>	8.856,9	9.246,6	9.854,0	10.954,2	10.859,4	12.383,1	10.856,7	12.416,5

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANC BELGE ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1986	2.565,1	818,2	3.383,3	7,45	7,37	7,56
1987	2.853,3	831,2	3.684,5	7,46	7,36	7,40
1988	3.279,3	825,5	4.104,8	8,00	7,84	7,53
1987 3 ^e trimestre	2.791,8	737,6	3.529,4	7,28	7,08	6,67
1987 4 ^e trimestre	3.069,9	743,9	3.813,8	7,93	7,73	6,91
1988 1 ^{er} trimestre	3.131,5	912,5	4.044,0	8,05	7,84	8,15
1988 2 ^e trimestre	3.349,1	902,6	4.251,7	7,83	7,84	7,91
1988 3 ^e trimestre	3.115,1	731,5	3.846,6	7,66	7,46	6,83
1988 4 ^e trimestre	3.521,4	755,5	4.276,9	8,40	8,17	7,18
1989 1 ^{er} trimestre	3.622,7	1.026,3	4.649,0	8,36	8,25	8,55
1989 2 ^e trimestre	3.915,7	1.068,8	4.984,5	8,67	8,66	9,30
1989 3 ^e trimestre	3.877,7	783,0	4.660,7	9,05	8,82	6,73
1988 Octobre	3.186,9	698,4	3.885,3	7,93	7,63	6,83
1988 Novembre	3.333,0	783,0	4.116,0	7,58	7,90	7,42
1988 Décembre	4.044,4	785,1	4.829,5	9,70	8,98	7,27
1989 Janvier	3.577,4	904,7	4.482,1	8,37	8,05	8,08
1989 Février	3.560,4	1.148,1	4.708,5	7,82	8,15	8,75
1989 Mars	3.730,4	1.026,2	4.756,6	8,90	8,56	8,77
1989 Avril	3.666,6	755,4	4.422,0	8,40	8,40	6,85
1989 Mai	3.880,6	1.126,1	5.006,7	8,05	8,38	8,90
1989 Juin	4.199,9	1.324,8	5.524,7	9,57	9,20	12,25
1989 Juillet	3.965,8	785,5	4.751,3	8,81	8,81	7,34
1989 Août	3.656,1	720,8	4.376,9	8,84	8,50	5,95
1989 Septembre	4.011,1	842,8	4.853,9	9,50	9,14	6,96
1989 Octobre	4.447,7	785,3	5.233,0	10,50	10,10	6,69

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en franc belge ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en franc belge de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.
Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1970-1980. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 ; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

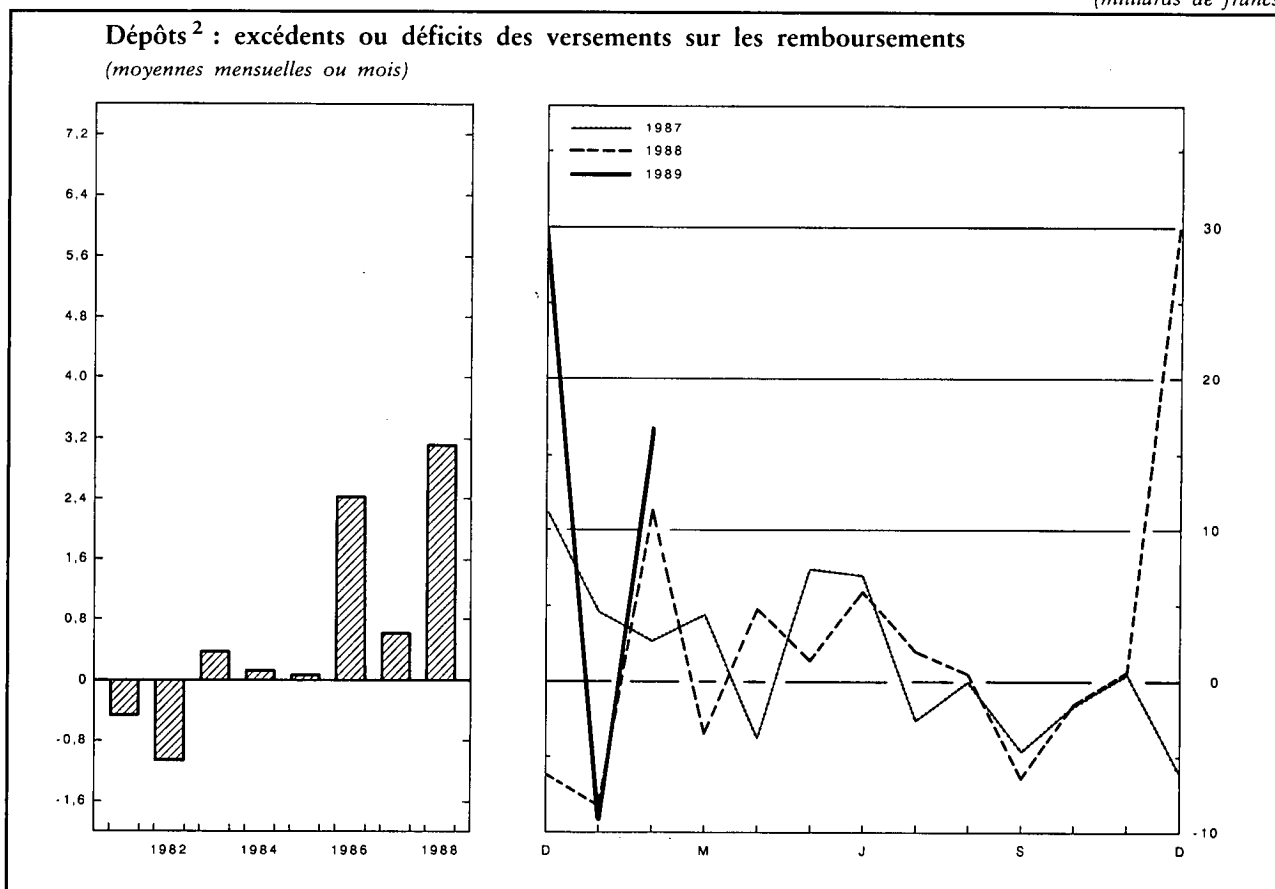
Fin de période	ACTIFS				PASSIFS			
	Portefeuille		Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale							
1979	33,1	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982	16,6	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983	27,3	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984	26,6	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6
1985	26,1	199,0	0,0	0,0	42,5	0,4	0,0	182,2
1986 Septembre	42,0	191,4	0,0	0,0	35,7	1,6	1,3	191,4
Décembre	47,6	216,3	0,0	0,0	44,2	13,1	0,0	209,4
1987 Mars	42,0	224,1	0,0	0,0	63,5	14,3	0,0	184,4
Juin	45,4	146,7	0,0	0,0	54,4	0,0	0,0	136,3
Septembre	48,1	112,8	0,0	0,0	47,2	7,4	0,0	102,0
Décembre	42,3	139,9	0,0	0,0	47,8	6,6	0,0	127,6
1988 Janvier	39,5	99,4	0,0	0,0	50,2	0,2	0,0	86,7
Février	35,5	123,7	0,0	0,0	51,4	3,9	0,0	100,5
Mars	39,7	105,7	0,0	0,0	34,6	9,1	0,0	97,3
Avril	39,6	109,7	0,0	0,0	34,6	0,0	0,0	109,7
Mai	41,3	110,7	0,0	0,0	33,0	3,7	0,0	110,2
Juin	37,4	117,2	0,0	0,0	24,3	7,8	0,0	117,2
Juillet	41,9	100,7	0,0	0,0	29,0	2,0	2,0	100,7
Août	46,2	117,0	0,0	0,2	66,0	0,0	6,9	93,2
Septembre	44,5	142,2	0,0	0,0	77,5	5,6	0,0	98,9
Octobre	41,7	149,9	0,0	0,0	81,9	5,8	0,0	99,0
Novembre	45,0	127,5	0,0	0,0	72,5	3,7	0,0	88,0
Décembre	46,7	124,1	0,0	0,0	50,9	10,9	0,0	106,6

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ²			Solde ⁵	Bons d'épargne ³	Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits		Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(fin de période) (4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985	1.602,2	1.601,1	1,1	515,0	254,4	769,4
1986	1.780,1	1.751,0	29,1	565,3	263,6	828,9
1987	2.306,8	2.299,1	7,4	593,9	269,9	863,8
1988	2.410,0	2.372,6	37,4	662,3	279,8	942,1
1986 4 ^e trimestre	466,0	453,2	12,8	565,3	263,6	828,9
1987 1 ^{er} trimestre	505,6	494,1	11,5	576,8	265,9	842,7
2 ^e trimestre	530,0	519,2	10,8	587,6	267,8	855,4
3 ^e trimestre	501,2	508,4	- 7,2	580,4	269,4	849,8
4 ^e trimestre	770,0	777,4	- 7,4	593,9	269,9	863,8
1988 1 ^{er} trimestre	567,2	567,3	- 0,1	600,0	275,9	875,9
2 ^e trimestre	598,3	586,1	12,2	612,2	277,2	889,4
3 ^e trimestre	592,5	596,4	- 3,9	608,3	277,0	885,3
4 ^e trimestre	652,0	622,8	29,2	662,3	279,8	942,1
1988 Février	192,1	180,7	11,4	603,4	274,5	877,9
Mars	196,5	199,9	- 3,4	600,0	275,9	875,9
Avril	196,6	191,8	4,8	604,8	276,3	881,1
Mai	202,8	201,4	1,4	606,2	275,8	882,0
Juin	198,9	192,9	6,0	612,2	277,2	889,4
Juillet	188,4	186,4	2,0	614,2	276,8	891,0
Août	206,6	206,1	0,5	614,7	276,5	891,2
Septembre	197,5	209,9	- 6,4	608,3	277,0	885,3
Octobre	204,2	205,6	- 1,4	606,9	278,1	885,0
Novembre	199,8	199,1	0,7	607,6	279,0	886,6
Décembre	248,0	218,1	29,9	662,3	279,8	942,1
1989 Janvier	255,8	264,7	- 8,9	653,5	281,8	935,3
Février	328,4	311,6	16,8	670,3	281,8	952,1

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1988 les intérêts capitalisés s'élèvent à 24,9 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1986	1987	1988
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	6,3	7,3	7,8
Prêts au jour le jour	2,7	1,7	5,8
Banquiers	119,3	136,0	153,2
Filiales	—	0,8	0,3
Autres valeurs à recevoir à court terme	2,2	1,6	2,7
Portefeuille-effets	179,0	202,4	217,2
a) effets publics	(168,9)	(193,1)	(208,3)
b) effets commerciaux	(10,1)	(9,3)	(8,8)
Reports et avances sur titres	0,7	0,8	0,9
Débiteurs par acceptation	0,2	0,0	0,3
Débiteurs divers	396,8	417,8	446,1
Valeurs mobilières	381,2	418,9	449,9
a) fonds publics belges	(354,1)	(385,4)	(400,3)
b) autres titres d'emprunts	(27,1)	(33,0)	(43)
c) autres valeurs mobilières	(0,0)	(0,4)	(0,4)
Participations	1,7	1,5	1,7
a) filiales	(0,9)	(0,5)	(0,7)
b) autres participations	(0,8)	(1,0)	(1,0)
Immeubles	12,1	12,0	12,0
Matériel et mobilier	1,5	1,5	1,4
Divers	45,8	60,0	63,3
Compte de résultats :			
perte de l'exercice	—	—	—
Total de l'actif ...	1.149,5	1.262,3	1.362,6
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	1,1	1,3	1,1
a) créanciers garantis par des privilèges	(1,1)	(1,3)	(1,1)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(—)	(0,0)	(0,0)
Emprunts au jour le jour	3,3	9,6	5,7
Banquiers	133,6	169,2	175,3
Acceptations	0,2	0,0	0,3
Autres valeurs à payer à court terme	1,8	6,1	6,9
Dépôts et comptes courants	657,5	701,6	765,9
a) à vue et à un mois au plus	(561,0)	(583,2)	(626,1)
b) à plus d'un mois	(96,5)	(118,4)	(139,7)
Obligations et bons de caisse	265,3	269,9	279,8
Divers	65,7	80,5	97,0
Total de l'exigible ...	1.128,5	1.238,4	1.332,0
EXIGIBLE SPECIAL			
Emprunts subordonnés	—	1,5	2,8
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	19,8	21,9	26,2
Comptes de résultats :			
bénéfice de l'exercice	1,2	0,5	1,6
Total du passif ...	1.149,5	1.262,3	1.362,6

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1986	1987	1988
ACTIF			
Immobilisations corporelles : — Immeubles sociaux	—	0,4	0,4
— Autres immobilisations corporelles	—	0,0	0,0
Immobilisations financières	1,5	1,5	1,5
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,6	1,6	2,5
— Titres à revenu fixe	59,2	59,1	62,0
— Autres valeurs mobilières	—	0,0	0,0
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,1	0,1	0,1
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	0,0	—	—
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	28,2	33,0	38,1
— Avances sur contrats	0,1	0,2	0,2
— Autres prêts	4,1	5,6	7,3
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,2	0,3	0,3
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,1	0,0	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	0,8	0,6	0,5
Placements de trésorerie	—	0,1	0,1
Valeurs disponibles	0,1	2,4	2,3
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	4,6	4,7	4,8
Total de l'actif ...	99,7	109,7	120,2
PASSIF			
Réserves :			
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves immunisées	0,2	0,5	0,8
Réserves disponibles	14,3	15,5	16,7
Fonds de réserve de la Caisse de retraite	0,8	0,8	0,9
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	69,4	77,0	85,8
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,2	0,3	0,3
Provisions pour prestations à régler	0,3	0,4	0,5
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	12,5	11,3	11,5
Autres provisions techniques	0,0	0,0	0,0
Provisions pour risques et charges	0,3	0,2	0,2
Dépôts des réassureurs	0,1	0,1	0,1
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,7	0,9	1,0
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,1	0,1
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,3	0,4	0,4
Compte courant	0,0	—	—
Rentes à transférer	—	—	—
— Capitaux, non liquidés sur prêts consentis	0,0	1,2	1,4
— Autres créditeurs	0,6	1,0	0,5
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	99,7	109,7	120,2

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
ACTIF									
IMMOBILISE	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7	73,3	92,6	88,4	97,1
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3	87,1	88,0	88,1	87,6
2. garantis par banques et organismes financiers ..	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1	12,3	8,6	7,0	4,7
3. dont le risque est à charge de l'Institution	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0	77,3	81,1	102,5	108,9
Crédits commerciaux	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7	8,9	12,6	11,4	16,6
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8	20,6	17,1	15,5	14,0
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6	96,6	95,0	92,8	90,6
Autres ¹	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7	0,7	0,8	0,9	2,0
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0	45,2	46,3	44,5	45,2
2. autres ²	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7
Banquiers	—	—	—	—	—	0,1	1,4	1,5	1,6
Débiteurs divers	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4	11,1	8,5	10,2	8,9
Fonds publics et participations	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3	7,6	13,8	18,2	22,6
Divers	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8	18,7	20,1	20,3	19,9
Total de l'actif ...	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1	521,5
PASSIF									
NON EXIGIBLE	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8	8,1	9,4	10,1	10,9
EXIGIBLE :									
Obligations	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8	220,2	214,6	166,3	175,9
Bons de caisse	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1	94,5	111,0	136,6	128,7
Dépôts et emprunts divers	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0	53,9	61,0	95,7	110,3
Effets réescomptés	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2	1,0	0,7	0,6	0,7
Banquiers	—	—	—	—	—	0,1	1,3	1,1	1,2
Créditeurs divers	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8	11,8	15,4	21,1	22,6
Provisions pour charge et risques divers	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1	8,4	8,6	8,8	9,3
Amortissement sur agios portefeuilles-titres	—	—	—	—	—	0,4	1,2	1,6	1,3
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1	45,4	46,4	44,6	45,3
2. Autres ³	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6	16,8	17,3	15,8	14,5
Total du passif ...	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7	503,1	521,5

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations), crédits sous forme de location-financement et mobilisations prêts aux particuliers.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1988 31 oct.	1989 31 oct.	1988 30 nov.	1989 30 nov.
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	3,1	3,0	3,3	3,5	3,1	3,4	2,9	3,1
Prêts au jour le jour	2,5	3,7	4,5	3,4	4,0	2,7	2,6	6,8
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	41,8	64,8	101,0	144,5	129,9	145,0	136,7	134,3
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	7,4	7,3	7,8	7,8	4,2	6,4	4,9	5,7
Effets de commerce et factures	5,0	4,5	4,4	4,3	4,4	5,1	4,4	5,1
Débiteurs par acceptations	0,2	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	120,0	147,8	179,2	213,8	208,4	244,4	208,6	250,5
Portefeuille-titres et participations	608,4	683,6	744,8	849,7	825,6	866,1	827,8	886,3
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(66,6)	(71,6)	(75,5)	(73,4)	(63,8)	(86,2)	(68,7)	(92,7)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(281,0)	(321,7)	(374,1)	(449,9)	(434,5)	(441,5)	(436,0)	(439,2)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(180,5)	(192,5)	(193,3)	(188,9)	(194,0)	(178,0)	(192,8)	(176,0)
c) Obligations de sociétés belges	(24,5)	(22,5)	(21,5)	(22,3)	(22,8)	(21,9)	(22,5)	(24,3)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(12,9)	(14,2)	(15,1)	(16,2)	(14,7)	(16,3)	(14,8)	(16,0)
e) Autres valeurs	(42,9)	(61,1)	(65,3)	(99,0)	(95,8)	(122,2)	(93,0)	(138,1)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	265,7	290,1	307,1	338,2	330,0	337,1	332,6	341,2
Actionnaires ou sociétaires	2,7	2,6	2,5	2,4	2,4	1,9	2,4	1,8
Débiteurs divers	6,9	6,3	7,7	8,8	10,0	9,7	9,4	12,3
Divers	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Total du disponible et réalisable	1.064,0	1.214,6	1.362,6	1.576,7	1.522,3	1.622,1	1.532,6	1.647,5
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	9,2	9,0	9,6	10,1	10,1	9,9	10,2	10,1
Leasing immobilier	0,5	0,6	1,3	1,6	1,4	0,7	1,4	0,8
Matériel et mobilier	1,9	2,4	2,6	2,9	2,9	2,8	3,0	2,9
Leasing mobilier	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	11,8	12,2	13,7	14,8	14,6	13,5	14,8	13,9
Comptes transitoires ¹	49,5	53,7	60,5	63,0	62,8	65,9	67,9	73,2
Total de l'actif	1.125,3	1.280,5	1.436,8	1.654,5	1.599,7	1.701,5	1.615,3	1.734,6
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées .	1.040,4	1.189,2	1.334,0	1.540,4	1.477,8	1.566,5	1.492,4	1.592,2
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	1.023,8	1.167,7	1.315,8	1.515,6	1.456,8	1.544,6	1.469,2	1.570,5

¹ Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
REGIÉS PAR LE CHAPITRE 1^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

a) Situation globale des banques d'épargne

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1988 31 oct.	1989 31 oct.	1988 30 nov.	1989 30 nov.
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	506,2	605,0	710,4	803,3	770,4	822,8	773,4	838,8
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	142,1	149,1	171,2	212,8	202,6	208,6	204,8	207,1
c) de cinq ans ou plus	250,4	251,2	232,0	210,7	211,6	162,7	211,0	160,3
Réserves techniques	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	6,7	8,4	6,5	6,7	6,7	6,9	6,7	6,9
Créanciers couverts par des sûretés réelles	2,8	2,9	3,1	3,0	1,7	2,0	1,7	1,8
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,2	0,0	0,1	1,3	0,3	0,2	0,5	0,0
b) auprès de la B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	107,2	130,7	158,1	250,3	217,1	299,2	216,5	312,4
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescpteurs	0,6	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mobilisation d'actifs	0,1	0,0	0,6	0,4	0,8	0,6	0,8	0,7
Autres engagements à un mois maximum	3,4	3,2	3,5	3,5	2,3	3,0	2,4	2,7
Créditeurs divers	2,3	2,9	3,4	4,7	4,9	7,3	5,4	8,7
Provisions pour charges	4,9	4,8	5,1	5,2	6,0	2,4	6,0	2,6
Divers	2,4	10,5	11,5	1,0	4,9	1,0	7,3	1,0
Total de l'exigible	1.029,4	1.169,0	1.305,6	1.503,0	1.429,4	1.516,8	1.436,6	1.543,1
Fonds propres :								
a) capital	20,9	22,8	25,4	31,2	29,9	29,9	31,0	29,9
b) réserve légale	1,3	1,5	1,6	1,7	1,7	1,9	1,7	1,9
c) autres réserves	18,8	24,7	31,8	43,7	33,4	44,9	33,4	44,9
Comptes de redressements d'actifs	9,9	12,2	15,0	17,2	15,6	17,4	15,7	17,4
Comptes transitoires ¹	45,0	50,3	57,4	57,7	89,7	90,6	96,9	97,4
Total du passif	1.125,3	1.280,5	1.436,8	1.654,5	1.599,7	1.701,5	1.615,3	1.734,6

¹ Y compris les comptes de résultats.

**XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964**

b) Situation globale des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964¹

(milliards de francs)

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1988 31 oct.	1989 31 oct.	1988 30 nov.	1989 30 nov.
ACTIF								
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers	0,8	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	23,0	13,6	11,9	11,5	11,5	11,5	11,5	11,4
Opérations de leasing et autres débiteurs divers .	2,6	3,2	3,7	4,4	4,2	5,3	4,3	5,2
Autres crédits	4,1	4,3	4,5	7,1	6,4	6,9	6,5	7,0
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	10,0	8,7	7,4	9,8	9,3	9,0	9,3	9,0
b) Autres valeurs	0,5	0,5	0,9	0,5	1,0	1,1	1,1	1,1
Divers	1,6	1,3	1,1	1,1	1,0	1,1	1,0	1,2
Total de l'actif ...	42,6	32,2	30,0	34,9	33,9	35,4	34,2	35,4
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	4,2	4,2	5,0	6,0	6,1	6,6	6,2	7,0
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	7,1	5,6	6,4	7,6	7,6	8,9	7,7	9,0
c) de cinq ans ou plus	17,8	11,6	9,9	9,4	9,4	8,0	9,4	7,9
Réserves techniques et fonds de reconstitution ..	3,4	1,3	1,0	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) Autres intermédiaires financiers	4,2	4,0	2,4	5,4	4,4	5,2	4,5	4,8
Fonds propres	2,1	1,8	1,9	2,1	2,1	2,4	2,1	2,4
Divers	3,8	3,7	3,4	3,5	3,4	3,5	3,4	3,5
Total du passif ...	42,6	32,2	30,0	34,9	33,9	35,4	34,2	35,4
<i>p.m.</i> : Nombre d'entreprises prises en considération	10	7	6	6	6	6	6	6

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n^o 4, avril 1988.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES
RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er} DE LA LOI DU 10 JUIN 1964

c) Situation globale des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du
10 juin 1964¹

(milliards de francs)

Rubriques	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1988 31 oct.	1989 31 oct.	1988 30 nov.	1989 30 nov.
ACTIF								
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	3,1	3,0	3,3	3,5	3,1	3,4	2,9	3,1
Prêts au jour le jour et avoirs auprès d'intermédiaires financiers	45,1	69,1	106,0	148,4	134,4	148,2	139,8	141,6
Prêts et ouvertures de crédits hypothécaires	288,7	303,7	319,1	349,7	341,5	348,6	344,1	352,6
Opérations de leasing et autres débiteurs divers ..	10,0	10,2	12,8	14,9	15,7	15,8	15,2	18,3
Autres crédits	136,8	164,5	195,9	233,1	223,5	262,8	224,5	268,4
Portefeuille-titres et participations :								
a) Créances sur le secteur public	538,1	594,5	650,2	722,0	701,6	714,7	706,8	716,9
b) Autres valeurs	80,7	98,3	102,9	138,0	134,3	161,5	131,4	179,5
Divers	65,4	69,4	76,6	79,8	79,5	81,9	84,8	89,6
Total de l'actif ...	1.167,9	1.312,7	1.466,8	1.689,4	1.633,6	1.736,9	1.649,5	1.770,0
PASSIF								
Fonds d'épargne, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	510,4	609,2	715,4	809,3	776,5	829,4	779,6	845,8
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	149,2	154,7	177,6	220,4	210,2	217,5	212,5	216,1
c) de cinq ans ou plus	268,2	262,8	241,9	220,1	221,0	170,7	220,4	168,2
Réserves techniques et fonds de reconstitution ..	10,2	9,8	7,6	7,7	7,7	7,8	7,7	7,8
Emprunts auprès d'intermédiaires financiers :								
a) B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) Autres intermédiaires financiers	112,3	134,9	161,2	257,4	222,7	305,2	222,4	317,8
Fonds propres	43,0	50,7	60,7	78,7	67,0	79,1	68,2	79,2
Divers	74,6	90,6	102,4	95,8	128,5	127,2	138,7	135,1
Total du passif ...	1.167,9	1.312,7	1.466,8	1.689,4	1.633,6	1.736,9	1.649,5	1.770,0

¹ Uniquement les entreprises qui font appel au public afin de recevoir des fonds remboursables et dont l'activité principale réside dans l'octroi de prêts et de crédits ou dans la gestion de placements.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIIIe année, tome I, n° 4, avril 1988.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements		Prélèvements pour paiement de dépenses extra-ordinaires	Solde disponible	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique ¹	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes	
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces					Créiteurs	Débiteurs		
	Emprunts dont les charges sont :		à fin de période							
supportées par les emprunteurs	remboursées aux emprunteurs par l'Etat									
1985	33,0	5,4	16,7	48,3	19,7	579,7	16,3	21,9	57,4	698,9
1986	28,6	5,2	17,6	46,6	21,6	560,5	15,4	22,8	51,8	791,7
1987	43,4	6,8	12,9	57,7	26,6	561,2	19,1	22,8	49,9	862,2
1988	49,1	6,1	9,0	64,1	31,0	569,2	17,3	24,4	42,0	897,2
1987 2 ^e trimestre ...	9,0	1,4	2,5	10,6	25,6	556,7	17,8	21,5	47,3	162,3
3 ^e trimestre ...	9,3	1,6	3,7	15,1	25,2	557,5	17,2	23,1	53,3	261,6
4 ^e trimestre ...	15,0	1,9	2,6	16,5	26,6	561,2	19,1	24,0	46,4	227,3
1988 1 ^{er} trimestre ...	12,0	1,5	2,3	13,8	31,8	557,6	19,7	26,7	42,9	233,7
2 ^e trimestre ...	10,5	1,5	3,0	16,7	31,4	562,4	18,9	23,0	37,7	182,0
3 ^e trimestre ...	12,6	1,5	1,6	17,2	30,7	564,2	18,2	23,4	45,9	231,5
4 ^e trimestre ...	14,0	1,6	2,1	16,4	31,0	569,2	17,3	24,5	34,4	250,0
1989 1 ^{er} trimestre ...	12,1	1,7	3,9	18,7	30,8	570,9	14,5	24,7	42,0	257,1
2 ^e trimestre ...	8,9	0,9	2,7	12,6	29,4	581,0	15,2	22,0	33,8	214,1
1988 Juillet	3,2	0,6	0,8	4,3	32,2	555,9	18,7	26,5	47,1	84,1
Août	5,8	0,5	- 0,2	7,7	30,9	563,1	16,9	21,1	45,1	54,2
Septembre	3,6	0,4	1,0	5,2	30,7	564,2	18,2	22,6	45,6	93,2
Octobre	3,4	0,6	0,6	5,5	30,1	561,2	17,7	23,0	52,3	108,4
Novembre	4,6	0,4	0,6	4,7	30,9	564,9	16,1	24,9	37,1	52,3
Décembre	6,0	0,6	0,9	6,2	31,0	569,2	17,3	25,7	34,4	89,3
1989 Janvier	3,3	0,5	2,3	6,0	31,6	561,6	15,5	31,1	38,1	97,1
Février	4,2	0,7	0,4	5,9	31,4	566,5	14,3	21,1	45,3	76,2
Mars	4,6	0,5	1,2	6,7	30,8	570,9	14,5	21,8	42,6	83,8
Avril	2,4	0,2	1,3	3,9	30,9	565,2	15,1	21,5	40,8	67,1
Mai	2,4	0,4	0,7	3,5	29,9	568,4	15,2	21,9	42,1	72,8
Juin	4,1	0,3	0,7	5,2	29,4	581,0	15,2	22,6	18,6	74,2
Juillet	4,0	0,3	0,6	4,9	30,4	573,1	13,6	26,6	35,9	84,3

¹ Y compris la dette en monnaies étrangères.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Etat récapitulatif des valeurs représentatives des réserves ou provisions techniques en fin d'année
(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de Contrôle des Assurances

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
A. Actifs réglementaires ¹ :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	80,9	96,5	110,9	129,4	156,2	193,9	276,0
Obligations organisations internationales	1,3	2,5	3,5	4,0	5,2	5,7	8,6
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	40,0	46,3	52,3	52,2	49,7	49,0	43,6
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	0,0	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,3
Certificats immobiliers sociétés belges	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3	0,6
Actions sociétés belges	18,3	23,4	36,3	40,0	52,4	74,2	58,8
Immeubles	33,3	36,5	37,6	37,9	38,6	40,6	44,0
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédit	112,0	118,7	124,4	133,1	137,8	147,9	153,3
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,3	0,6	0,5	0,9	0,7	0,7	0,8
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,4	0,5	0,3	0,1	0,1	0,1	0,3
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	2,9	3,8	4,0	4,3	4,8	4,0	2,0
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	0,5	0,8	1,5	1,7	1,7	1,6	1,3
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	2,9	3,5	5,0	4,8	7,8	7,5	2,4
Certificats fonds communs de placement	0,3	0,4	0,5	0,5	0,8	0,9	1,1
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses .	6,8	7,4	8,2	8,5	8,5	7,0	10,3
Numéraire	5,8	5,2	4,5	4,8	2,6	8,0	13,8
Avances sur polices	9,7	10,6	11,2	11,1	11,3	11,3	12,1
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	7,5	9,0	10,7	12,8	15,4	17,6	21,4
Primes restant à encaisser	1,1	1,3	1,3	1,4	1,6	1,8	2,1
Créances sur intermédiaires	0,9	1,1	1,0	1,0	0,9	1,0	1,1
Total A	325,0	368,3	414,0	448,9	496,3	573,2	653,9
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	2,6	3,1	2,7	2,2	1,9	1,7	3,2
Total B	2,6	3,1	2,7	2,2	1,9	1,7	3,2
TOTAL GENERAL (A + B)	327,6	371,4	416,7	451,1	498,2	574,9	657,1
Encaissement affaires directes	44,8	49,5	50,5	54,6	59,2	68,4	81,4
Provisions techniques affaires directes	322,2	357,2	395,0	430,7	470,5	549,4	625,1

¹ Article 17, § 1, 1^o à 12^o de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XV. — ACTIFS FINANCIERS *

1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²				Actifs à plus d'un an ⁵	Total ⁶ (1) + (4) + (5)	Détenus par les sociétés et les particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵						
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁷	Auprès des secteurs nationaux non financiers	Total (4) = (2) + (3)				
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1983	- 3,1	+ 3,5	+ 19,3	+ 22,8	+ 2,6	+ 22,3	+ 736,3	+ 758,6
1984	+ 15,6	+ 20,6	+ 19,9	+ 40,5	+ 2,8	+ 58,9	+ 604,9	+ 663,8
1985	+ 8,9	+ 23,9	+ 14,8	+ 38,7	+ 7,3	+ 54,9	+ 792,8	+ 847,7
1986	- 5,8	+ 13,0	+ 6,0	+ 19,0	+ 12,2	+ 25,4	+ 898,6	+ 924,0
1987	+ 6,3	+ 16,3	+ 11,8	+ 28,1	- 1,3	+ 33,1	+ 940,6	+ 973,7
1988	+ 12,5	+ 18,1	+ 7,5	+ 25,6	+ 6,0	+ 44,2	+ 1.167,4	+ 1.211,6
1986 2 ^e trimestre . *	- 13,1	- 21,7	+ 5,6	- 16,1	+ 2,3	- 26,9	+ 353,8	+ 326,9
3 ^e trimestre . *	+ 20,5	+ 5,4	- 13,3	- 7,9	+ 3,4	+ 16,0	+ 72,0	+ 88,0
4 ^e trimestre . *	- 10,2	- 3,0	+ 31,5	+ 28,5	+ 3,8	+ 22,1	+ 200,1	+ 222,2
1987 1 ^{er} trimestre . *	- 6,6	+ 35,6	- 26,9	+ 8,7	0,0	+ 2,1	+ 308,0	+ 310,1
2 ^e trimestre . *	+ 2,7	- 20,0	+ 18,5	- 1,5	- 0,7	+ 0,5	+ 403,0	+ 403,5
3 ^e trimestre . *	+ 25,6	+ 14,7	- 17,1	- 2,4	+ 0,7	+ 23,9	+ 38,4	+ 62,3
4 ^e trimestre . *	- 15,4	- 14,0	+ 37,3	+ 23,3	- 1,3	+ 6,6	+ 191,1	+ 197,7
1988 1 ^{er} trimestre . *	- 5,1	+ 30,7	- 31,4	- 0,7	+ 3,2	- 2,6	+ 387,8	+ 385,2
2 ^e trimestre . *	- 1,0	- 20,0	+ 17,5	- 2,4	+ 1,2	- 2,2	+ 349,8	+ 347,6
3 ^e trimestre . *	+ 7,3	+ 11,2	- 16,2	- 5,0	+ 0,5	+ 2,8	+ 182,1	+ 184,9
4 ^e trimestre . *	+ 11,4	- 3,8	+ 37,6	+ 33,8	+ 1,1	+ 46,3	+ 247,7	+ 294,0
1989 1 ^{er} trimestre . *	- 12,3	+ 29,5	- 33,6	- 4,1	- 0,2	- 16,6	+ 426,5	+ 409,9
2 ^e trimestre . *	- 7,5	- 17,6	+ 20,4	+ 2,8	+ 3,5	+ 1,2	+ 514,5	+ 515,7
3 ^e trimestre . *	+ 12,3	+ 2,4	- 18,1	- 15,7	+ 0,7	- 2,7	+ 253,5	+ 250,8
1988 10 prem. mois *	+ 10,5	+ 17,2	- 21,2	- 4,0	+ 5,6	+ 12,2	+ 988,4	+ 1.000,6
1989 10 prem. mois *	- 4,0	- 0,8	- 21,0	- 21,8	+ 4,0	- 21,8	+ 1.212,6	+ 1.190,8

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Ces actifs financiers ne comprennent que ceux détenus à titre de placements provisoires par les pouvoirs national, communautaires, régionaux et locaux — à l'exclusion donc des crédits et participations —, ainsi que les arriérés de précompte professionnel et les créances des organismes de sécurité sociale.

³ Voir tableau XV-3.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (9) du tableau XV-2.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Correspond à la colonne (8) du tableau XI-6.

⁷ B.N.B., Fonds monétaire, O.C.P., Fonds des Rentes, I.R.G., banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1988.

XV - 2. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les sociétés ¹ et les particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale					Total			
		Auprès de la B.N.B.	Auprès de l'O.C.P.	Auprès des banques	Auprès des banques d'épargne	Auprès des établissements de crédit du secteur public				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (2) à (6)	(8) = (1) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1982	374,2	0,3	75,0	330,4	32,1	64,6	502,4	876,6	71,1	947,6
1983	390,2	0,2	72,8	383,4	37,2	75,4	569,1	959,2	68,0	1.027,2
1984 Ancienne série ³ ..	385,3	0,4	59,4	374,2	40,1	78,6	552,7	938,0	83,6	1.021,6
Nouvelle série ³ ..	385,3	0,4	59,4	374,2	40,1	83,2	557,3	942,6	58,2	1.000,8
1985	383,6	0,2	72,2	408,7	39,7	92,0	612,9	996,6	67,1	1.063,7
1986 Juin	405,8	0,3	85,1	463,5	47,4	110,1	706,4	1.112,2	51,0	1.163,2
Septembre	394,1	0,2	77,3	428,6	44,6	96,4	647,1	1.041,3	71,5	1.112,7
Décembre	403,6	0,2	80,2	450,9	44,4	99,8	675,6	1.079,2	61,3	1.140,5
1987 Mars	392,8	0,3	83,7	453,4	47,1	103,9	688,5	1.081,3	54,7	1.136,0
Juin	417,5	0,3	91,1	508,4	52,1	122,4	774,5	1.192,0	57,4	1.249,4
Septembre	406,6	0,4	82,4	465,7	50,8	103,7	703,0	1.109,6	83,0	1.192,6
Décembre	411,6	0,3	77,4	476,1	46,7	108,3	708,7	1.120,3	67,6	1.187,9
1988 Mars	401,8	0,3	81,6	483,5	53,1	104,2	722,8	1.124,6	62,5	1.187,1
Juin	423,4	0,3	93,4	526,5	56,1	123,3	799,7	1.223,1	61,5	1.284,6
Septembre	412,2	0,3	79,2	492,2	55,1	112,3	739,0	1.151,2	68,8	1.220,0
Octobre	410,2	0,3	78,3	500,7	57,9	110,6	747,8	1.157,9	78,2	1.236,1
Décembre	415,6	0,2	78,1	517,6	59,6	120,2	775,7	1.191,3	80,2	1.271,5
1989 Mars	398,4	0,3	88,1	501,3	68,7	121,2	779,6	1.178,0	67,9	1.246,0
Juin	423,0	0,4	94,0	560,1	68,2	133,8	856,5	1.279,5	60,4	1.339,9
Septembre	412,8	0,3	96,5	517,6	63,7	124,6	802,8	1.215,6	72,7	1.288,3
Octobre	409,9	0,3	93,5	509,2	63,9	118,2	785,2	1.195,0	76,2	1.271,2

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Billets et pièces du Trésor et billets de la B.N.B., après déduction du montant de ces billets et pièces détenu par les intermédiaires financiers.

³ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux pouvoirs locaux et aux sociétés intercommunales, du Crédit Communal de Belgique.

XV - 3. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en franc belge				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ³					Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5,6}	Actifs à plus d'un an ^{5,7}	Total	A un an au plus ⁵ (dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (valeurs mobilières) ⁹	Total	Créances commerciales sur l'étranger	Or financier	Autres avoirs sur l'étranger ¹⁰	Divers ¹¹	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (8) à (11)	(13) = (4) + (7) + (12)
1983	+ 82,6	+ 145,5	+ 330,5	+ 558,6	- 15,3	+ 84,0	+ 68,7	+ 23,6	+ 1,6	+ 12,8	+ 71,0	+ 109,0	+ 736,3
1984	- 21,2	+ 232,2	+ 216,3	+ 427,3	- 9,4	+ 104,5	+ 95,1	- 1,6	+ 10,2	+ 14,4	+ 59,5	+ 82,5	+ 604,9
1985	+ 54,0	+ 210,7	+ 289,0	+ 553,7	- 1,8	+ 90,1	+ 88,3	+ 18,4	+ 8,5	+ 5,1	+ 118,8	+ 150,8	+ 792,8
1986	+ 82,6	+ 406,9	+ 80,5	+ 570,0	+ 32,2	+ 112,7	+ 144,9	- 5,5	+ 6,7	+ 69,5	+ 113,0	+ 183,7	+ 898,6
1987	+ 41,1	+ 348,4	+ 142,4	+ 531,9	+ 53,5	+ 89,7	+ 143,2	- 1,1	+ 19,9	+ 90,2	+ 156,5	+ 265,5	+ 940,6
1988	+ 71,0	+ 185,2	+ 285,3	+ 541,5	+ 42,5	+ 192,6	+ 235,1	+ 11,2	+ 6,0	+ 127,2	+ 246,4	+ 390,8	+ 1.167,4
1986 2 ^e trimestre	+ 117,7	+ 45,9	+ 33,0	+ 196,6	- 4,3	+ 37,4	+ 33,1	+ 11,5	+ 2,3	+ 26,8	+ 83,5	+ 124,1	+ 353,8
3 ^e trimestre	- 70,9	+ 109,9	+ 10,3	+ 49,3	+ 7,5	+ 29,8	+ 37,3	- 20,6	+ 1,1	+ 3,1	+ 1,8	- 14,6	+ 72,0
4 ^e trimestre	+ 37,9	+ 166,1	- 30,6	+ 173,4	+ 3,4	+ 19,5	+ 22,9	- 0,3	+ 3,6	+ 35,0	- 34,5	+ 3,8	+ 200,1
1987 1 ^{er} trimestre	+ 2,1	+ 142,4	+ 4,1	+ 148,6	+ 24,3	+ 24,9	+ 49,2	- 2,6	+ 5,3	+ 13,2	+ 94,3	+ 110,2	+ 308,0
2 ^e trimestre	+ 110,7	+ 46,1	+ 125,8	+ 282,6	+ 11,2	+ 6,9	+ 18,1	+ 7,0	+ 5,0	+ 8,0	+ 82,3	+ 102,3	+ 403,0
3 ^e trimestre	- 82,4	+ 44,1	+ 11,8	- 26,5	- 6,3	+ 32,4	+ 26,1	- 13,5	+ 0,1	+ 38,8	+ 13,4	+ 38,8	+ 38,4
4 ^e trimestre	+ 10,7	+ 115,8	+ 0,6	+ 127,1	+ 24,3	+ 25,5	+ 49,8	+ 8,0	+ 9,5	+ 30,2	- 33,5	+ 14,2	+ 191,1
1988 1 ^{er} trimestre	+ 4,3	+ 79,6	+ 92,3	+ 176,2	+ 27,3	+ 57,9	+ 85,2	- 1,0	+ 3,5	+ 33,0	+ 90,9	+ 126,4	+ 387,8
2 ^e trimestre	+ 98,5	+ 20,6	+ 42,5	+ 161,6	+ 2,2	+ 36,6	+ 38,8	+ 20,9	+ 1,1	+ 36,4	+ 91,0	+ 149,4	+ 349,8
3 ^e trimestre	- 71,9	+ 22,8	+ 86,6	+ 37,5	+ 22,7	+ 43,5	+ 66,2	- 15,4	- 1,5	+ 23,3	+ 72,0	+ 78,4	+ 182,1
4 ^e trimestre	+ 40,1	+ 62,3	+ 63,8	+ 166,2	- 9,7	+ 54,6	+ 44,9	+ 6,7	+ 2,9	+ 34,5	- 7,5	+ 36,6	+ 247,7
1989 1 ^{er} trimestre	- 13,3	+ 159,6	+ 99,6	+ 245,9	+ 34,9	+ 75,7	+ 110,6	+ 8,3	- 0,1	+ 40,7	+ 21,1	+ 70,0	+ 426,5
2 ^e trimestre	+ 101,5	+ 11,7	+ 87,7	+ 200,9	+ 51,1	+ 23,7	+ 74,8	.	- 1,6	+ 58,4	+ 182,0	+ 238,8 ¹²	+ 514,5 ¹²
3 ^e trimestre	- 63,9	+ 97,2	- 34,0	- 0,7	- 2,3	+ 139,4	+ 137,1	.	+ 0,3	+ 51,5	+ 65,3	+ 117,1 ¹²	+ 253,5 ¹²
1988 10 premiers mois	+ 37,6	+ 117,1	+ 242,9	+ 397,6	+ 62,2	+ 165,7	+ 227,9	+ 13,9	+ 4,0	+ 94,1	+ 250,9	+ 362,9	+ 988,4
1989 10 premiers mois	+ 3,7	+ 273,8	+ 153,2	+ 430,7	+ 93,7	+ 249,0	+ 342,7	+ 22,2 ¹³	+ 1,2	+ 153,7	+ 262,1	+ 439,2 ¹³	+ 1.212,6 ¹³

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XV-2.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-4a, colonne (7).

⁷ Voir tableau XV-5, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-4a, colonne (10).

⁹ Voir tableau XV-5, colonne (7).

¹⁰ Principalement les investissements directs des sociétés à l'étranger.

¹¹ Divers avoirs sur les intermédiaires financiers et « erreurs et omissions » de la balance des paiements de la Belgique.

¹² Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger.

¹³ Pour les six derniers mois, non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger.

XV - 4a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge						En monnaies étrangères ³			Total général	
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4 5}					Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	A l'étranger	Total		
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁶	Total						Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4 7}
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10) = (8) + (9)	(11) = (7) + (10)	
1983	+ 111,5	+ 35,2	+ 10,5	+ 1,3	+ 158,5	- 13,0	+ 145,5	- 10,1	- 5,2	- 15,3	+ 130,2
1984	+ 115,3	+ 57,1	+ 6,1	+ 1,0	+ 179,4	+ 52,8	+ 232,2	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 222,8
1985	+ 163,0	+ 6,8	+ 14,0	+ 2,2	+ 186,0	+ 24,7	+ 210,7	- 1,3	- 0,5	- 1,8	+ 208,8
1986	+ 209,6	+ 84,3	+ 54,1	+ 7,1	+ 355,0	+ 51,9	+ 406,9	- 0,4	+ 32,6	+ 32,2	+ 439,1
1987	+ 226,0	+ 75,3	+ 15,5	+ 4,4	+ 321,1	+ 27,3	+ 348,4	+ 26,4	+ 27,1	+ 53,5	+ 401,9
1988	+ 187,4	- 20,0	+ 15,5	+ 1,5	+ 184,3	+ 0,9	+ 185,2	+ 20,2	+ 22,3	+ 42,5	+ 227,8
1986 2 ^e trimestre	+ 34,3	- 23,0	+ 12,1	+ 4,0	+ 27,4	+ 18,5	+ 45,9	- 16,6	+ 12,3	- 4,3	+ 41,6
3 ^e trimestre	+ 38,0	+ 36,9	+ 15,4	- 0,7	+ 89,6	+ 20,3	+ 109,9	+ 12,3	- 4,8	+ 7,5	+ 117,4
4 ^e trimestre	+ 120,1	+ 27,6	+ 17,4	- 1,2	+ 163,9	+ 2,2	+ 166,1	- 13,5	+ 16,9	+ 3,4	+ 169,5
1987 1 ^{er} trimestre	+ 40,3	+ 64,8	+ 10,6	+ 0,7	+ 116,4	+ 26,0	+ 142,4	+ 9,7	+ 14,6	+ 24,3	+ 166,7
2 ^e trimestre	+ 40,7	- 14,3	+ 3,9	+ 4,7	+ 35,1	+ 11,0	+ 46,1	+ 7,9	+ 3,3	+ 11,2	+ 57,3
3 ^e trimestre	+ 27,3	+ 14,2	- 0,8	+ 1,1	+ 41,8	+ 2,3	+ 44,1	+ 0,1	- 6,4	- 6,3	+ 37,8
4 ^e trimestre	+ 117,6	+ 10,4	+ 1,8	- 2,1	+ 127,8	- 12,0	+ 115,8	+ 8,7	+ 15,6	+ 24,3	+ 140,1
1988 1 ^{er} trimestre	+ 27,8	+ 35,9	+ 6,2	- 1,6	+ 68,3	+ 11,3	+ 79,6	+ 24,3	+ 3,0	+ 27,3	+ 106,9
2 ^e trimestre	+ 48,8	- 30,1	+ 2,7	+ 4,7	+ 26,1	- 5,5	+ 20,6	- 12,2	+ 14,4	+ 2,2	+ 22,8
3 ^e trimestre	+ 23,7	- 12,7	+ 6,0	+ 1,8	+ 18,8	+ 4,0	+ 22,8	+ 10,8	+ 11,9	+ 22,7	+ 45,5
4 ^e trimestre	+ 87,1	- 13,1	+ 0,6	- 3,5	+ 71,1	- 8,8	+ 62,3	- 2,7	- 7,0	- 9,7	+ 52,6
1989 1 ^{er} trimestre	+ 26,2	+ 105,4	+ 2,8	+ 3,9	+ 138,3	+ 21,3	+ 159,6	+ 22,5	+ 12,4	+ 34,9	+ 194,5
2 ^e trimestre	+ 31,0	- 34,2	+ 2,0	+ 3,4	+ 2,2	+ 9,5	+ 11,7	+ 26,6	+ 24,5	+ 51,1	+ 62,8
3 ^e trimestre	+ 16,2	+ 44,1	+ 20,3	+ 3,2	+ 83,9	+ 13,3	+ 97,2	+ 4,7	- 7,0	- 2,3	+ 94,9
1988 10 premiers mois	+ 95,2	- 6,2	+ 15,5	+ 4,5	+ 109,1	+ 8,0	+ 117,1	+ 31,5	+ 30,7	+ 62,2	+ 179,3
1989 10 premiers mois	+ 75,6	+ 112,1	+ 37,1	+ 6,5	+ 231,3	+ 42,5	+ 273,8	+ 57,1	+ 36,6	+ 93,7	+ 367,5

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, I.R.G.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonnes (1) à (5).

⁶ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance.

⁷ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonne (6).

**XV - 4b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En franc belge					En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁴	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7) = (5) + (6)
1982	1.135,1	506,9	73,3	9,5	1.724,9	127,5	1.852,3
1983	1.246,6	542,0	83,8	10,9	1.883,4	129,7	2.013,1
1984	1.362,0	599,1	89,9	11,8	2.062,8	139,2	2.202,0
1985	1.524,9	605,9	103,9	14,0	2.248,8	126,1	2.374,8
1986 Juin	1.576,5	625,7	125,2	22,9	2.350,2	122,8	2.473,0
Septembre	1.614,5	662,6	140,6	22,3	2.439,9	131,9	2.571,7
Décembre	1.734,6	690,2	158,0	21,1	2.603,8	116,0	2.719,8
1987 Mars	1.774,8	755,0	168,6	21,8	2.720,2	122,8	2.843,0
Juin	1.815,6	740,7	172,5	26,5	2.755,3	131,7	2.886,9
Septembre	1.842,9	755,0	171,7	27,6	2.797,1	132,3	2.929,4
Décembre	1.960,5	765,4	173,5	25,5	2.924,9	136,8	3.061,7
1988 Mars	1.988,3	801,3	179,7	23,9	2.993,2	163,6	3.156,7
Juin	2.037,1	771,2	182,4	28,6	3.019,3	156,3	3.175,6
Septembre	2.060,8	758,5	188,4	30,4	3.038,1	168,2	3.206,2
Octobre	2.055,7	759,2	189,0	30,0	3.033,9	173,8	3.207,8
Décembre	2.147,9	745,4	189,0	26,9	3.109,2	163,3	3.272,5
1989 Mars	2.174,1	850,8	191,8	30,9	3.247,5	188,0	3.435,5
Juin	2.205,1	816,5	193,8	34,3	3.249,7	213,0	3.462,7
Septembre	2.221,4	860,6	214,1	37,5	3.333,6	215,5	3.549,1
Octobre	2.223,5	857,5	226,1	33,4	3.340,5	215,6	3.556,1

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, I.R.G.

⁴ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance.

XV - 5. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations ⁵ (1)	Actions ⁶ (2)	Dépôts (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1983	+ 269,4	+ 43,5	+ 17,6	+ 330,5	+ 83,7	+ 0,3	+ 84,0	+ 414,5
1984	+ 194,1	+ 20,1	+ 2,1	+ 216,3	+ 108,5	- 4,0	+ 104,5	+ 320,8
1985	+ 279,2	+ 2,6	+ 7,2	+ 289,0	+ 85,2	+ 4,9	+ 90,1	+ 379,1
1986 *	+ 72,3	+ 8,7	- 0,5	+ 80,5	+ 81,9	+ 30,8	+ 112,7	+ 193,2
1987 *	+ 145,5	- 14,4	+ 11,3	+ 142,4	+ 89,2	+ 0,5	+ 89,7	+ 232,1
1988 *	+ 287,7	+ 1,7	- 4,1	+ 285,3	+ 211,0	- 18,4	+ 192,6	+ 477,9
1986 2 ^e trimestre . *	+ 17,9	+ 16,7	- 1,6	+ 33,0	+ 23,6	+ 13,8	+ 37,4	+ 70,4
3 ^e trimestre . *	+ 10,8	- 1,0	+ 0,5	+ 10,3	+ 27,1	+ 2,7	+ 29,8	+ 40,1
4 ^e trimestre . *	- 30,3	+ 1,2	- 1,5	- 30,6	+ 18,6	+ 0,9	+ 19,5	- 11,1
1987 1 ^{er} trimestre . *	+ 14,2	- 9,6	- 0,5	+ 4,1	+ 20,0	+ 4,9	+ 24,9	+ 29,0
2 ^e trimestre . *	+ 116,2	+ 7,9	+ 1,7	+ 125,8	+ 7,0	- 0,1	+ 6,9	+ 132,7
3 ^e trimestre . *	+ 29,0	- 21,7	+ 4,5	+ 11,8	+ 26,1	+ 6,3	+ 32,4	+ 44,2
4 ^e trimestre . *	- 13,9	+ 9,0	+ 5,5	+ 0,6	+ 36,1	- 10,6	+ 25,5	+ 26,1
1988 1 ^{er} trimestre . *	+ 150,1	- 61,7	+ 3,9	+ 92,3	+ 52,4	+ 5,5	+ 57,9	+ 150,2
2 ^e trimestre . *	+ 18,6	+ 22,4	+ 1,5	+ 42,5	+ 45,5	- 8,9	+ 36,6	+ 79,1
3 ^e trimestre . *	+ 52,9	+ 38,1	- 4,4	+ 86,6	+ 42,9	+ 0,6	+ 43,5	+ 130,1
4 ^e trimestre . *	+ 66,0	+ 2,9	- 5,1	+ 63,8	+ 70,2	- 15,6	+ 54,6	+ 118,4
1989 1 ^{er} trimestre . *	+ 74,4	+ 32,0	- 6,8	+ 99,6	+ 55,1	+ 20,6	+ 75,7	+ 175,3
2 ^e trimestre . *	+ 63,7	+ 26,6	- 2,6	+ 87,7	+ 11,5	+ 12,2	+ 23,7	+ 111,4
3 ^e trimestre . *	- 21,4	- 10,1	- 2,5	- 34,0	+ 120,1	+ 19,3	+ 139,4	+ 105,4
1988 10 prem. mois *	+ 245,7	- 2,0	- 0,8	+ 242,9	+ 175,8	- 10,1	+ 165,7	+ 408,6
1989 10 prem. mois *	+ 114,2	+ 51,8	- 12,8	+ 153,2	+ 196,9	+ 52,1	+ 249,0	+ 402,2

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L., après élimination, dans la mesure du possible, des achats nets par des résidents luxembourgeois.

⁵ Y compris les obligations en franc luxembourgeois, pour autant qu'elles aient pu être recensées.

⁶ Emissions publiques d'actions, après déduction des achats nets, effectués par des non-résidents, d'actions belges, nouvelles ou émises antérieurement.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement en dehors de l'U.E.B.L.

XV - 6a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIARIES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Périodes	B.N.B.	Fonds monétaire, O.C.P., Fonds des Rentes, I.R.G.	Banques		Etablissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ³		Total		
			Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1983	+ 15,8	- 2,1	+ 119,5	+ 61,3	+ 58,0	+ 107,7	+ 39,8	+ 46,9	+ 231,0	+ 216,0	+ 447,0
1984	- 4,9	- 13,2	+ 67,6	+ 37,3	+ 67,3	+ 71,9	+ 46,0	+ 28,6	+ 162,8	+ 137,8	+ 300,6
1985	- 0,6	+ 11,6	+ 120,5	+ 56,1	+ 74,2	+ 75,9	+ 32,9	+ 35,0	+ 238,5	+ 167,0	+ 405,5
1986	+ 19,3	+ 8,8	+ 173,8	+ 6,6	+ 138,1	+ 11,8	+ 97,2	+ 0,3	+ 437,2	+ 18,7	+ 455,9
1987	+ 8,4	- 3,1	+ 195,6	+ 15,4	+ 90,5	+ 36,8	+ 97,2	+ 1,7	+ 388,6	+ 53,9	+ 442,5
1988	+ 3,2	+ 1,3	+ 121,4	- 1,8	+ 65,3	+ 75,4	+ 84,4	+ 21,1	+ 275,6	+ 94,8	+ 370,4
1986 2 ^e trimestre	+ 25,9	+ 7,8	+ 21,4	- 1,6	+ 46,9	- 5,2	+ 26,3	- 0,9	+ 128,5	- 7,7	+ 120,7
3 ^e trimestre	- 11,8	- 7,8	+ 34,1	- 5,4	+ 3,6	- 10,1	+ 12,9	- 4,9	+ 31,0	- 20,4	+ 10,6
4 ^e trimestre	+ 9,3	+ 3,1	+ 63,1	- 0,2	+ 65,3	- 12,6	+ 47,4	- 6,4	+ 188,3	- 19,2	+ 169,1
1987 1 ^{er} trimestre	- 10,1	+ 3,0	+ 76,7	+ 2,7	+ 32,0	+ 9,2	+ 26,6	- 4,9	+ 128,2	+ 7,1	+ 135,2
2 ^e trimestre	+ 25,0	+ 7,2	+ 67,6	+ 5,9	+ 28,3	+ 10,7	+ 25,6	+ 1,4	+ 153,7	+ 18,0	+ 171,7
3 ^e trimestre	- 11,0	- 8,5	- 12,9	+ 7,6	- 16,3	+ 13,3	+ 8,2	+ 3,4	- 40,5	+ 24,4	- 16,0
4 ^e trimestre	+ 4,6	- 4,8	+ 64,2	- 0,8	+ 46,4	+ 3,5	+ 36,8	+ 1,8	+ 147,2	+ 4,4	+ 151,6
1988 1 ^{er} trimestre	- 9,9	+ 4,4	+ 79,9	+ 9,2	+ 11,2	+ 44,5	+ 11,4	+ 11,5	+ 96,9	+ 65,3	+ 162,2
2 ^e trimestre	+ 20,8	+ 12,5	+ 17,6	+ 9,5	+ 32,1	+ 11,9	+ 29,3	+ 0,8	+ 112,4	+ 22,2	+ 134,6
3 ^e trimestre	- 11,8	- 13,8	- 11,3	- 12,6	- 8,8	+ 1,4	+ 3,4	- 1,6	- 42,3	- 12,8	- 55,1
4 ^e trimestre	+ 4,1	- 1,8	+ 35,2	- 7,9	+ 30,8	+ 17,6	+ 40,3	+ 10,4	+ 108,6	+ 20,0	+ 128,6
1989 1 ^{er} trimestre	- 17,0	+ 10,0	+ 87,3	+ 2,1	+ 46,9	+ 24,0	+ 20,4	+ 4,7	+ 147,5	+ 30,9	+ 178,4
2 ^e trimestre	+ 24,0	+ 6,6	+ 47,4	- 0,4	+ 27,2	+ 3,2	+ 25,1	+ 6,4	+ 130,3	+ 9,3	+ 139,5
3 ^e trimestre	- 10,6	+ 2,8	+ 60,5 ⁴	+ 64,9 ⁴	+ 13,5	- 14,4	- 41,6 ⁴	- 61,0 ⁴	+ 24,7	- 10,5	+ 14,1
1988 10 premiers mois	- 2,0	+ 1,4	+ 91,7	+ 0,6	+ 33,3	+ 73,3	+ 53,8	+ 12,4	+ 178,2	+ 86,2	+ 264,4
1989 10 premiers mois	- 6,7	+ 16,7	+ 180,9 ⁴	+ 61,3 ⁴	+ 86,0	+ 14,4	+ 15,1 ⁴	- 53,5 ⁴	+ 292,1	+ 22,2	+ 314,4

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

⁴ Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

XV - 6b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
 ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIARIES FINANCIERS NATIONAUX

(milliards de francs)

Fin de période	B.N.B.	Fonds monétaire, O.C.P., Fonds des Rentes, I.R.G.	Banques		Etablissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ²		Total				
									Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
									(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1982	359,1	90,5	1.222,3	322,3	690,1	912,4	366,8	321,1	2.728,9	1.555,9	4.284,8		
1983	375,0	88,4	1.354,2	383,7	748,1	1.020,2	406,6	368,1	2.972,3	1.771,9	4.744,2		
1984 Ancienne série ³	370,1	75,2	1.426,7	421,0	815,4	1.092,1	452,6	396,7	3.140,0	1.909,7	5.049,7		
Nouvelle série ³	370,1	75,2	1.426,7	421,0	820,0	1.089,0	452,6	396,7	3.144,7	1.906,7	5.051,3		
1985	369,4	86,8	1.535,5	477,1	894,2	1.164,9	485,5	431,7	3.371,4	2.073,6	5.445,0		
1986 Juin	391,3	100,3	1.607,9	489,3	963,4	1.199,3	522,3	443,4	3.585,2	2.132,0	5.717,2		
Septembre	379,5	92,5	1.638,8	483,9	967,0	1.189,3	535,2	438,4	3.613,0	2.111,6	5.724,6		
Décembre	388,8	95,6	1.699,6	483,7	1.032,4	1.176,7	582,6	432,0	3.799,0	2.092,3	5.891,3		
1987 Mars	378,6	98,6	1.773,4	486,4	1.064,4	1.185,9	609,3	427,1	3.924,3	2.099,4	6.023,7		
Juin	403,6	105,8	1.842,0	492,3	1.092,7	1.196,6	634,8	428,5	4.078,9	2.117,4	6.196,3		
Septembre	392,6	97,3	1.829,6	499,9	1.076,4	1.210,0	643,0	432,0	4.039,0	2.141,8	6.180,8		
Décembre	397,2	92,5	1.889,6	499,1	1.122,8	1.213,4	679,9	433,7	4.182,0	2.146,3	6.328,3		
1988 Mars	387,3	96,9	1.971,9	508,4	1.134,1	1.257,9	691,2	445,3	4.281,3	2.211,6	6.492,9		
Juin	408,1	109,4	1.994,5	517,9	1.166,2	1.269,9	720,5	446,1	4.398,7	2.233,8	6.632,5		
Septembre	396,3	95,6	1.984,2	505,3	1.157,3	1.271,3	723,9	444,5	4.357,4	2.221,0	6.578,4		
Octobre	395,3	93,9	1.986,8	499,7	1.156,1	1.286,7	733,6	446,1	4.365,7	2.232,5	6.598,2		
Décembre	400,4	93,8	2.017,2	497,3	1.188,1	1.288,8	764,3	454,9	4.463,8	2.241,0	6.704,8		
1989 Mars	383,3	103,8	2.106,8	499,4	1.235,0	1.312,9	784,6	459,6	4.613,5	2.271,9	6.885,5		
Juin	407,4	110,3	2.152,6	499,1	1.262,3	1.316,1	809,7	466,0	4.742,2	2.281,2	7.023,4		
Septembre	396,8	113,1	2.210,9 ⁴	564,0 ⁴	1.275,8	1.301,7	768,1 ⁴	405,0 ⁴	4.764,7	2.270,7	7.035,3		
Octobre	393,7	110,5	2.193,3	558,7	1.274,2	1.303,2	779,4	401,4	4.751,1	2.263,3	7.014,4		

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

³ La différence entre l'ancienne et la nouvelle série est due à une modification des données comptables, relatives aux sociétés intercommunales, du Crédit Communal de Belgique et à un meilleur recensement des obligations et des bons de caisse détenus par les sociétés et les particuliers.

⁴ Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5)+(8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴ (10)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3)+(4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6)-(7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1)-(2)							
1. Etat (dette directe uniquement)	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,8
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,8
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
	1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	117,4
	1985	478,5	162,5	316,0	—	316,0	88,6	19,9	68,7	384,7	71,0
	1986	289,4	107,0	182,4	—	182,4	25,1	71,5	- 46,4	136,0	289,0
	* 1987	453,4	186,1	267,3	—	267,3	94,4	77,9	16,5	283,8	102,0
* 1988	549,1	174,0	375,1	—	375,1	35,1	44,5	- 9,4	365,7	33,7	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	9,4	7,8	1,6	16,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	39,1	7,7	31,4	42,0	- 5,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	43,2	6,2	37,0	86,6	- 3,6
	1984	61,0	51,4	9,6	—	9,6	47,8	6,1	41,7	51,3	- 3,6
	1985	157,0	62,2	94,8	—	94,8	38,5	9,1	29,4	124,2	- 1,4
	1986	85,2	36,4	48,8	—	48,8	23,6	16,0	7,6	56,4	0,0
	* 1987	89,3	43,4	45,9	—	45,9	40,9	35,5	5,4	51,3	0,0
* 1988	90,0	40,3	49,7	—	49,7	25,0	17,8	7,2	56,9	0,0	
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,2	74,4	36,4	16,8	19,6	94,0	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,9	47,8	17,8	4,5	13,3	61,1	3,1
	1984	0,0	4,0	- 4,0	41,9	37,9	11,1	6,1	5,0	42,9	1,3
	1985	0,0	16,8	- 16,8	48,8	32,0	8,9	11,5	- 2,6	29,4	10,6
	1986	0,0	12,7	- 12,7	16,5	3,8	30,9	13,3	17,6	21,4	12,2
	* 1987	0,0	23,5	- 23,5	11,9	- 11,6	49,6	22,1	27,5	15,9	3,4
* 1988	0,0	0,7	- 0,7	50,7	50,0	27,7	13,9	13,8	63,8	11,4	
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,1	- 7,1	56,2	49,1	0,4	0,1	0,3	49,4	3,8
	1984	40,0	20,7	19,3	43,4	62,7	5,0	0,2	4,8	67,5	1,7
	1985	30,0	4,9	25,1	54,0	79,1	10,0	0,2	9,8	88,9	6,6
	1986	0,0	10,9	- 10,9	8,0	- 2,9	20,0	0,9	19,1	16,2	22,4
	* 1987	22,6	23,6	- 1,0	25,0	24,0	0,0	0,2	- 0,2	23,8	- 1,5
* 1988	18,0	2,0	16,0	19,3	35,3	8,2	1,8	6,4	41,7	3,3	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	—
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	—
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,5	3,5	18,0	—
	1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	15,9	7,7	8,2	- 1,9	—
	1985	0,0	6,6	- 6,6	—	- 6,6	2,0	8,6	- 6,6	- 13,2	—
	1986	30,0	19,6	10,4	—	10,4	6,7	12,7	- 6,0	4,4	—
	* 1987	0,0	3,5	- 3,5	—	- 3,5	9,0	11,4	- 2,4	- 5,9	—
* 1988	0,0	21,2	- 21,2	—	- 21,2	5,1	12,6	- 7,5	- 28,7	—	
Total 1 à 5 : Total des émissions en franc belge du secteur public belge	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	31,2	23,2	8,0	116,9	—
	1982	286,2	170,6	115,6	100,9	216,5	98,4	41,6	56,8	273,3	—
	1983	489,4	223,4	266,0	92,1	358,1	131,1	23,5	107,6	465,7	—
	1984	409,0	251,0	158,0	85,3	243,3	174,6	22,8	151,8	395,1	—
	1985	665,5	253,0	412,5	102,8	515,3	148,0	49,3	98,7	614,0	—
	1986	404,6	186,6	218,0	24,5	242,5	106,3	114,4	- 8,1	234,4	—
	* 1987	565,3	280,1	285,2	36,9	322,1	193,9	147,1	46,8	368,9	—
* 1988	657,1	238,2	418,9	70,0	488,9	101,1	90,6	10,5	499,4	—	

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en franc belge

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
							389,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} série	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 — 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier ..	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32
	Avril	30	R.T.T. 1986-94	7,25	99,25	8 ans	30,0	—	7,38
	Septembre	15	Etat belge 1986-94	7,60	99,25	8 ans	126,0	—	7,73
	Décembre	15	Etat belge 1987-93-97	7,75	99,00	6 ou 10 ans	127,2	7,97	7,90
							529,9		
1987	Janvier ..	30	Fonds des Routes 1987-95	8,00	100,00	8 ans	89,3	—	8,00
	Mars	20	Etat belge 1987-95	8,00	100,00	8 ans	168,9	—	8,00
	Juin	1	Etat belge 1987-95, 2 ^{ème} série	8,00	100,00	8 ans	157,7	—	8,00
	Septembre	.	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1987-95 ⁵	8,00	99,70 ⁶	7 ans 6 mois	22,6	—	8,07 ⁶
	Décembre	21	Etat belge 1988-96	8,00	99,50	8 ans	141,6	—	8,09
							580,1		
1988	Février ..	22	Fonds des Routes 1988-96	7,75	100,50	8 ans	90,0	—	7,66
	Avril	18	Etat belge 1988-96	7,75	100,25	8 ans	106,8	—	7,71
	Juin	20	Etat belge 1988-96, 2 ^{ème} série	7,75	99,75	8 ans	117,8	—	7,79
	Septembre	5	Etat belge 1988-95	8,00	99,25	7 ans	77,5	—	8,14
	Octobre .	.	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1988-95 ⁵	8,00	100,35 ⁶	7 ans	18,0	—	7,93 ⁶
	Novembre	22	Etat belge 1988-95	7,75	100,00	6 ans 3 mois	107,0	—	7,76
							517,1		
1989	Janvier ..	30	Etat belge 1989-97	8,00	99,75	8 ans	173,6	—	8,04
	Mars	13	Etat belge 1989-97	8,25	99,50	8 ans	90,0	—	8,34
	Juin	12	Etat belge 1989-97, 2 ^{ème} série	8,25	100,00	8 ans	87,5	—	8,25
	Octobre .	3	Etat belge 1989-96	8,25	98,50	7 ans	62,5	—	8,54
	Décembre	11	Etat belge 1989-98	9,50	100,00	8 ans 3 mois	50,0	—	9,48
							463,6		

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Emprunt « tender ».

⁶ Après enquête auprès des principaux intermédiaires financiers.

XVI - 3. — DETTES EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984	1.851,9	98,8	—	98,3	1.228,7	3.277,7
1985	2.256,0	92,3	—	131,5	1.313,2	3.793,0
1986	2.487,6	102,7	—	124,8	1.320,4	4.035,5
1987	2.819,3	99,3	—	146,9	1.330,1	4.395,6
Titres non accessibles à tout placeur						
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	54,1	113,8	331,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,5	133,3	388,3
1983	127,6	80,7	55,8	85,2	146,6	495,9
1984	230,5	88,9	53,6	123,1	151,6	647,7
1985	433,2	82,3	52,4	137,5	147,4	854,3
1986	386,3	76,4	47,0	170,0	166,5	846,2
1987	381,2	73,9	41,6	164,2	194,1	855,0
Total						
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	240,9	1.009,4	2.791,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	151,9	1.185,8	3.064,6
1983	1.845,5	189,6	55,8	141,1	1.298,3	3.530,3
1984	2.082,4	187,7	53,6	221,4	1.380,3	3.925,4
1985	2.689,2	174,6	52,4	269,0	1.462,1	4.647,3
1986	2.873,9	179,1	47,0	294,8	1.486,9	4.881,7
1987	3.200,5	173,2	41,6	311,1	1.524,2	5.250,6

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 3. — DETTES EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
1984	1.689,7	14,9	13,6	21,6	635,7	26,6	447,0	234,3	194,3	3.277,7
1985	1.872,2	14,3	17,9	24,8	761,5	26,1	519,4	246,2	310,6	3.793,0
1986	1.859,3	14,5	19,9	27,2	784,2	47,6	575,1	296,7	411,0	4.035,5
1987 *	1.962,5	14,6	20,6	26,8	883,8	42,3	638,5	343,2	463,3	4.395,6
Titres non accessibles à tout placeur										
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	20,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	331,6
1982	27,6	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,3
1983	41,1	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	495,9
1984	41,7	0,1	0,0	0,6	237,5	—	225,3	40,7	101,8	647,7
1985	54,6	0,1	0,1	0,4	266,3	—	282,4	43,6	206,8	854,3
1986	58,2	0,0	0,1	0,4	257,8	—	281,0	51,4	197,3	846,2
1987 *	53,3	0,0	0,1	1,5	236,1	—	317,5	47,2	199,3	855,0
Total										
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.350,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.791,3
1982	1.477,0	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,6
1983	1.628,6	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.530,3
1984	1.731,4	15,0	13,6	22,2	873,2	26,6	672,3	275,0	296,1	3.925,4
1985	1.926,8	14,4	18,0	25,2	1.027,8	26,1	801,8	289,8	517,4	4.647,3
1986	1.917,5	14,5	20,0	27,6	1.042,0	47,6	856,1	348,1	608,3	4.881,7
1987 *	2.015,8	14,6	20,7	28,3	1.119,9	42,3	956,0	390,4	662,6	5.250,6

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

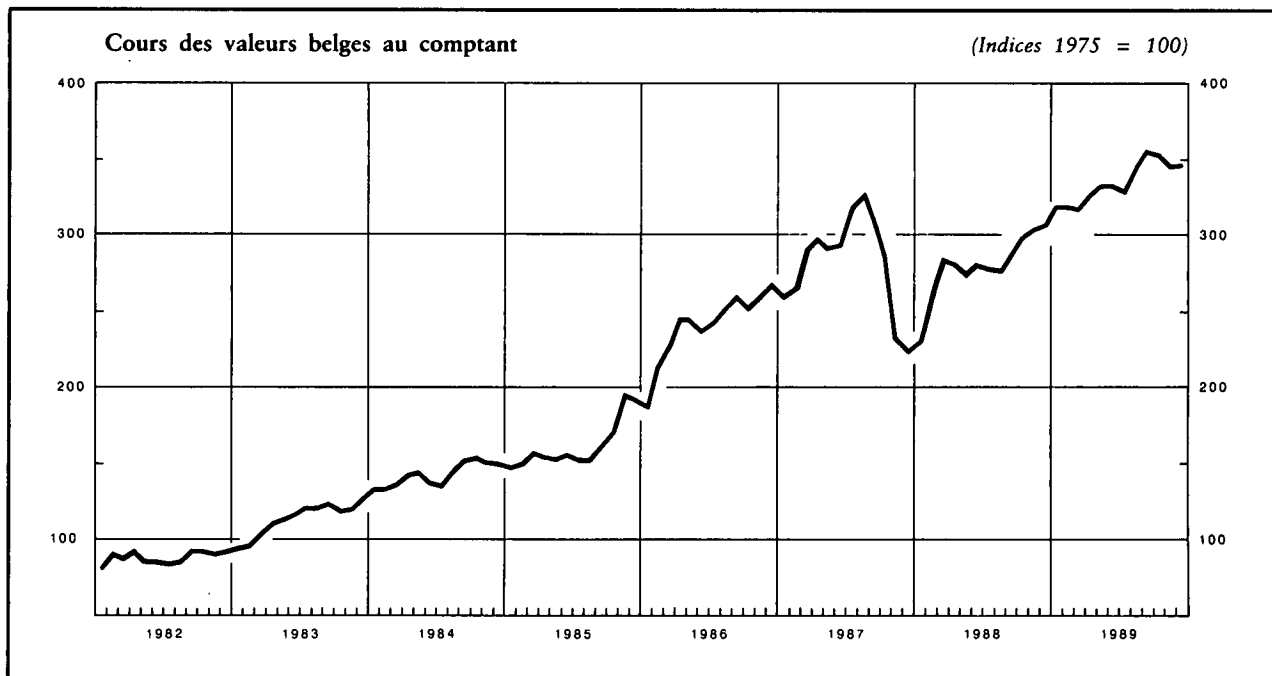
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles ⁵		
1982	204	89	89	7,1	5,6	156	202
1983	308	114	113	6,1	5,0	254	288
1984	367	144	144	5,2	3,9	272	349
1985	454	163	160	4,9	4,1	305	397
1986	792	241	231	3,6	3,4	413	428
1987	1.075	283	270	3,3	3,0	518	479
1988	1.227	281	276	3,2	2,8	354	464
1989	1.232	336	310	2,9	2,4	463	586
1987 4 ^e trimestre	1.066	248	243	4,0	3,5	453	425
1988 1 ^{er} trimestre	2.382	260	249	3,3	3,1	358	416
2 ^e trimestre	753	279	262	3,3	3,0	340	450
3 ^e trimestre	870	282	304	3,2	2,6	374	489
4 ^e trimestre	903	303	288	3,0	2,3	343	500
1989 1 ^{er} trimestre	1.038	318	298	2,9	2,3	538	544
2 ^e trimestre	1.130	322	310	2,9	2,4	437	579
3 ^e trimestre	1.408	344	312	2,8	2,5	418	620
4 ^e trimestre	1.352	349	317	2,8	2,4	458	602
1988 Décembre	896	307	290	2,9	2,3	297	501
1989 Janvier	1.074	319	300	2,8	2,2	576	531
Février	1.142	319	299	2,9	2,3	589	545
Mars	899	317	294	2,9	2,4	450	556
Avril	1.038	327	305	2,8	2,2	379	566
Mai	1.210	334	313	2,8	2,4	434	575
Juin	1.143	334	311	3,0	2,5	499	597
Juillet	1.136	330	302	2,9	2,5	362	597
Août	1.470	346	313	2,8	2,5	485	626
Septembre	1.619	357	320	2,7	2,4	407	636
Octobre	1.570	354	314	2,9	2,7	482	606
Novembre	1.283	346	321	2,7	2,2	467	597
Décembre	1.204	348	315	2,7	2,2	426	602

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net payé. Nouvelle série à partir de 1982. Source : Kredietbank.

⁵ Actions sans avantages fiscaux.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total⁴									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique ; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	53,0	58,1
1976	50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	8,8	7,2	14,9	22,1	* 56,6	* 79,8
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,6	7,3	24,6	31,9	75,6	120,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	1,8	1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1980	* .	.	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1
C. — Total général									
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	54,8	59,9
1976	50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	9,2	6,8	14,9	21,7	* 56,2	* 79,4
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,7	7,2	24,6	31,8	75,5	119,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1985	169,0	103,5	7,8	111,3
1986	241,3	136,3	6,1	142,4
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,3	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
4 ^e trimestre	61,8	42,2	0,3	42,5
1986 1 ^{er} trimestre	60,5	30,8	0,0	30,8
2 ^e trimestre	61,2	35,1	1,1	36,2
3 ^e trimestre	51,5	29,7	0,1	29,8
4 ^e trimestre	68,1	40,7	4,9	45,6
1987 1 ^{er} trimestre *	57,7	42,5	1,0	43,5
1986 Mars	17,9	8,6	0,0	8,6
Avril	13,2	6,3	0,5	6,8
Mai	19,4	16,2	0,6	16,8
Juin	28,6	12,6	0,0	12,6
Juillet	24,9	17,1	0,0	17,1
Août	12,6	5,8	0,0	5,8
Septembre	14,0	6,8	0,0	6,8
Octobre	17,3	13,0	0,6	13,6
Novembre	17,2	14,3	1,7	16,0
Décembre	33,6	13,4	2,6	16,0
1987 Janvier	11,0	6,0	0,0	6,0
Février	28,0	23,7	1,0	24,7
Mars	18,7	12,8	0,0	12,8

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴ (12)
	B.N.B. (1)	Organismes publics (2)	Banques (3)	Total ³ (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics* de crédit spécialisés dans		CGER (7)	Banques d'épargne (8)	Divers (9)	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
1980	0,9	0,5	1.141,4	1.142,8	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.503,1	101,0
1981	0,5	0,5	1.223,2	1.224,2	456,9	273,4	349,5	336,0	1,9	1.417,7	2.641,7	105,3
1982	0,7	0,5	1.250,0	1.251,2	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.714,5	111,9
1983 ⁵	0,6	0,3	1.308,1	1.309,0	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.810,5	122,0
1984	0,3	0,2	1.337,6	1.338,1	432,0	344,0	371,5	374,6	1,9	1.524,0	2.862,1	120,3
1985	0,0	0,2	1.383,1	1.383,3	442,4	367,4	376,9	388,1	1,5	1.576,3	2.959,6	108,4
1986	0,0	0,2	1.469,0	1.469,2	454,1	395,4	383,4	429,4	3,2	1.665,5	3.134,7	109,8
1987 Mars	0,0	0,2	1.493,6	1.493,8	462,9	407,5	384,9	433,7	2,7	1.691,7	3.185,5	106,7
Juin	0,0	0,2	1.581,1	1.581,3	475,6	418,1	395,8	459,4	2,6	1.751,5	3.332,8	106,2
Septembre	0,0	0,0	1.546,3	1.546,3	480,7	429,4	387,3	454,6	2,7	1.754,7	3.301,0	103,8
Décembre	0,0	0,0	1.589,0	1.589,0	484,4	442,9	396,3	465,6	2,6	1.791,8	3.380,8	97,1
1988 Mars	0,0	0,0	1.632,8	1.632,8	488,0	450,2	394,2	473,6	2,3	1.808,3	3.441,1	94,6
Juin	0,0	0,0	1.752,9	1.752,9	492,5	462,7	402,6	488,6	2,5	1.848,9	3.601,8	92,9
Septembre	0,0	0,0	1.823,8	1.823,8	494,0	475,4	403,3	501,7	2,8	1.877,2	3.701,0	90,4
Décembre	0,0	0,0	1.882,3	1.882,3	503,4	490,6	422,2	518,6	2,4	1.937,2	3.819,5	76,1
1989 Mars	0,0	0,0	1.940,5	1.940,5	513,9	503,2	423,7	531,9	2,4	1.975,1	3.915,6	74,4

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1986	21,1
1987	27,2
1988	28,5
1987 3 ^e trimestre	26,3
4 ^e trimestre	26,8
1988 1 ^{er} trimestre	25,3
2 ^e trimestre	26,8
3 ^e trimestre	30,3
4 ^e trimestre	31,5
1989 1 ^{er} trimestre	29,8
2 ^e trimestre	37,0
3 ^e trimestre	36,2

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LI^e année, tome 1, n^o 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n^o 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES INTRODUITES AUPRES DES PRINCIPAUX INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES POUR LE FINANCEMENT DU LOGEMENT¹

Période	Nombre de demandes (milliers)					Montant des demandes (milliards de francs)				
	Achat		Construction ou transformation		Total	Achat		Construction ou transformation		Total
1981	42,4		26,8		69,2	53,6		39,7		93,3
1982	37,8		20,1		57,9	44,1		27,5		71,6
	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total
1983	41,8	5,5	6,6	15,5	69,4	51,0	7,9	4,3	27,4	90,6
1984	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	46,3	182,4
1987	66,7	10,4	10,2	23,0	110,3	109,2	19,0	9,5	53,0	190,7
1988	75,3	12,4	11,9	29,6	129,2	142,1	23,8	11,9	73,2	251,0
1987 2 ^e trimestre ...	17,4	2,8	2,6	5,6	28,4	27,9	4,9	2,4	12,2	47,4
3 ^e trimestre ...	15,5	2,5	2,5	5,0	25,5	25,6	4,4	2,4	11,9	44,3
4 ^e trimestre ...	17,1	2,6	2,4	5,6	27,7	28,3	4,9	2,2	13,3	48,7
1988 1 ^{er} trimestre ...	18,7	3,2	2,8	7,0	31,7	31,9	6,0	2,7	16,4	57,0
2 ^e trimestre ...	19,4	3,4	3,3	7,6	33,7	35,3	6,2	3,3	19,2	64,0
3 ^e trimestre ...	18,7	3,0	3,1	8,7	33,5	37,4	5,6	3,1	21,4	67,5
4 ^e trimestre ...	18,5	3,0	2,6	6,2	30,3	37,6	5,9	2,8	16,3	62,6
1989 1 ^{er} trimestre ...	25,1	4,0	4,4	13,6	47,1	50,6	8,2	4,5	34,6	97,9
2 ^e trimestre ...	19,6	3,0	3,5	9,1	35,2	40,2	6,2	3,6	24,3	74,3
1988 Août	5,9	0,9	1,1	3,1	11,0	12,5	1,7	1,1	7,8	23,1
Septembre	6,6	1,1	1,0	2,9	11,6	12,0	2,1	1,0	7,0	22,1
Octobre	6,3	1,0	1,0	2,2	10,5	14,5	2,1	1,0	6,1	23,7
Novembre	6,1	1,0	0,8	1,9	9,8	11,4	1,9	0,9	4,8	19,0
Décembre	6,1	1,0	0,8	2,1	10,0	11,7	1,9	0,9	5,4	19,9
1989 Janvier	6,5	1,1	1,0	2,8	11,4	12,7	2,2	1,0	7,2	23,1
Février	7,1	1,1	1,1	3,4	12,7	14,0	2,2	1,2	8,5	25,9
Mars	11,5	1,8	2,3	7,4	23,0	23,9	3,8	2,3	18,9	48,9
Avril	6,5	1,0	1,3	4,6	13,4	13,8	2,1	1,4	12,1	29,4
Mai	5,9	0,9	1,0	2,0	9,8	11,9	1,9	1,0	5,4	20,2
Juin	7,2	1,1	1,2	2,5	12,0	14,5	2,2	1,2	6,8	24,7
Juillet	5,5	0,8	0,8	1,9	9,0	11,8	1,9	0,9	5,0	19,6
Août	5,1	0,8	0,8	1,7	8,4	10,5	1,6	0,9	4,3	17,3

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurance et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours de ces crédits. Dans l'analyse des données sur une longue période, il y a lieu de tenir compte des modifications dans la répartition des rubriques entre les années 1982 et 1983 (cf. à ce sujet, l'article mentionné dans la référence bibliographique).

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1986.

XVII - 9. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1985	1986	1987	1988	1985	1986	1987	1988
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	80,7	82,5	85,8	92,1	50,5	53,0	60,3	62,5
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	39,4	40,3	44,7	48,0	15,7	15,4	14,9	16,9
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	202,5	211,8	217,6	235,3	92,0	88,4	92,3	107,1
Textile, habillement et cuir	102,9	111,4	124,3	135,3	54,4	55,0	61,9	70,1
Industrie chimique ⁴	261,7	288,2	317,1	339,5	81,4	83,8	82,8	105,9
Métallurgie de base	123,4	133,5	135,3	142,3	54,7	51,0	59,1	59,9
Fabrications métalliques	413,0	446,6	458,6	498,3	177,6	185,9	186,8	228,7
Produits minéraux non métalliques et bois	107,4	118,7	122,3	134,2	57,2	39,0	64,4	71,2
Papier, carton et imprimerie	57,3	71,4	77,4	85,2	30,3	33,0	41,0	48,4
Pétrole	141,3	128,5	118,9	136,2	21,6	17,5	20,5	24,1
Diamant et orfèvrerie	55,3	47,9	45,8	54,7	33,5	29,8	26,6	34,8
Autres	2,7	3,1	3,9	3,9	1,2	1,9	2,3	2,0
Construction et affaires immobilières de génie civil	109,3	119,2	137,0	161,7	66,8	70,3	76,3	93,5
Production et distribution d'énergie et d'eau	126,5	141,2	158,4	160,9	43,3	58,7	82,9	86,7
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	102,0	115,7	129,8	162,8	60,8	67,9	70,7	84,6
Commerce de détail	120,2	137,8	162,3	194,5	79,4	90,6	113,4	130,6
Transports, entrepôts et communications	196,2	213,0	211,2	242,1	131,4	134,3	132,9	151,0
Services financiers ⁵	209,7	227,6	287,1	415,4	79,3	107,4	134,6	192,4
Autres services aux entreprises ⁶	66,3	75,2	120,8	151,1	33,5	40,5	62,3	79,2
Autres services aux particuliers ⁷	147,7	177,8	202,1	228,9	128,2	149,5	169,6	188,1
Total	2.665,5	2.891,4	3.160,4	3.622,4	1.292,8	1.372,9	1.555,6	1.837,7

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers : contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent

les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

XVII - 9. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1985	1986	1987	1988	1985	1986	1987	1988
Communauté Economique Européenne ...	679,5	813,9	829,6	1.139,0	290,1	326,1	293,0	374,2
Royaume-Uni	286,7	317,5	316,3	487,8	104,8	100,1	56,1	85,9
République Fédérale d'Allemagne	119,2	117,2	103,4	146,1	41,7	28,6	39,9	51,8
France	91,1	93,0	85,3	89,4	52,3	42,3	31,0	32,9
Pays-Bas	77,2	75,1	101,6	121,8	29,2	29,3	45,9	51,8
Italie	61,1	60,7	69,6	74,1	33,8	27,3	28,1	33,4
Luxembourg	27,4	38,2	43,4	64,9	17,6	14,5	11,3	20,0
Danemark	6,1	13,4	12,0	29,0	2,9	6,2	7,3	10,5
Irlande	6,0	1,9	5,3	3,2	4,2	1,0	0,4	0,6
Grèce	4,7	4,4	5,3	5,2	3,6	3,2	4,0	4,0
Espagne	—	66,2	62,3	81,7	—	54,1	50,1	60,7
Portugal	—	26,3	25,1	35,8	—	19,5	18,9	22,6
Autre pays d'Europe	178,8	82,5	87,8	106,2	108,4	32,4	32,7	39,3
dont : Espagne	64,9	—	—	—	55,3	—	—	—
Suisse	48,4	46,6	46,4	61,1	11,9	16,3	12,2	15,0
Norvège	4,3	6,0	4,7	5,5	1,5	2,2	1,0	1,5
Suède	13,3	8,6	8,3	13,4	4,6	1,4	0,3	3,3
Etats-Unis et Canada	335,6	328,1	323,4	423,4	93,7	96,2	105,0	132,3
Pays exportateurs de pétrole	80,4	64,0	57,9	56,6	65,0	52,7	46,6	42,1
Autres pays de l'Hémisphère occidental ...	275,6	203,5	172,4	151,1	192,0	125,0	90,2	79,8
dont : Brésil	71,0	62,7	51,8	42,7	51,3	36,0	25,4	17,8
Mexique	58,7	38,9	25,9	20,2	54,3	33,9	21,8	17,5
Autres pays d'Afrique	54,5	51,3	41,6	49,0	39,0	36,4	34,7	35,8
dont : Afrique du Sud	4,1	3,6	3,4	4,8	3,6	2,6	2,7	3,4
République du Zaïre	15,9	18,4	15,1	19,1	11,5	11,8	13,2	12,4
Australie et Nouvelle Zélande	86,4	117,2	123,9	114,5	50,3	70,8	88,0	72,5
Autres pays d'Asie	154,6	179,7	184,3	146,4	49,9	60,8	84,0	82,1
dont : Japon	79,2	97,8	94,4	55,1	11,4	17,2	32,9	34,4
Total	1.845,4	1.840,2	1.820,9	2.186,2	888,4	800,4	774,2	858,1

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et

remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1985	7,2	0,0	2,9	5,2	0,6	2,9	1,4	10,1
1986	6,3	0,2	3,0	4,6	0,6	3,0	1,3	9,5
1987	5,9	0,0	3,0	4,1	1,3	2,2	1,3	8,9
1988	4,8	0,0	2,7	3,2	1,1	1,9	1,3	7,5
1989	4,9	0,0	3,2	3,4	0,7	2,7	1,3	8,1
1987 4 ^e trimestre	5,6	0,0	3,0	3,6	1,8	1,8	1,4	8,6
1988 1 ^{er} trimestre	5,3	0,0	2,9	3,7	1,2	1,8	1,5	8,2
2 ^e trimestre	4,6	0,0	2,6	3,1	1,0	1,9	1,2	7,2
3 ^e trimestre	4,9	0,0	2,3	3,1	1,3	1,6	1,2	7,2
4 ^e trimestre	4,5	0,0	2,7	2,9	1,0	2,0	1,3	7,2
1989 1 ^{er} trimestre	4,8	0,2	2,7	3,2	1,3	1,8	1,4	7,7
2 ^e trimestre	5,4	0,0	3,8	3,8	0,2	3,6	1,6	9,2
3 ^e trimestre	4,8	0,0	2,9	3,3	0,5	2,7	1,2	7,7
4 ^e trimestre	4,8	0,0	3,4	3,3	0,8	2,9	0,9	7,9
1989 Janvier	4,7	0,0	3,3	3,0	1,5	2,2	1,3	8,0
Février	5,3	0,0	2,8	3,1	2,2	1,8	1,0	8,1
Mars	4,4	0,4	2,2	3,4	0,0	1,6	2,0	7,0
Avril	4,6	0,1	3,3	3,8	0,2	2,5	1,5	8,0
Mai	5,9	0,0	3,6	3,2	0,2	4,7	1,4	9,5
Juin	5,5	0,0	4,8	4,4	0,5	3,7	1,7	10,3
Juillet	5,4	0,0	3,2	3,6	1,0	3,0	1,0	8,6
Août	4,2	0,0	2,8	3,2	0,2	2,5	1,2	7,1
Septembre	4,7	0,0	2,6	3,1	0,2	2,7	1,4	7,4
Octobre	4,8	0,0	3,1	3,3	0,8	2,9	1,2	8,2
Novembre	4,1	0,0	3,6	3,3	0,3	2,7	1,3	7,6
Décembre	5,5	0,0	3,6	3,3	1,3	3,5	1,1	9,2
1990 Janvier	4,0	0,0	2,6	2,8	0,5	2,1	1,3	6,7

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les banques d'épargne, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organis- mes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. (4)	
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1985	296,0	7,9	44,5	12,7	361,1
1986	298,4	5,8	38,4	7,7	350,3
1987	269,4	4,5	33,6	1,8	309,3
1988	250,8	5,5	30,4	1,0	287,7
1987 3 ^e trimestre	255,2	4,3	32,9	1,7	294,1
4 ^e trimestre	249,9	6,1	32,3	0,5	288,8
1988 1 ^{er} trimestre	247,6	7,5	32,1	0,3	287,5
2 ^e trimestre	258,6	5,8	31,3	0,8	296,5
3 ^e trimestre	252,9	4,0	29,2	2,2	288,3
4 ^e trimestre	244,0	5,0	28,9	0,7	278,6
1989 1 ^{er} trimestre	239,8	4,4	28,2	3,3	275,7
2 ^e trimestre	229,4	10,9	26,2	11,6	278,1
3 ^e trimestre	218,7	6,0	24,9	20,1	269,7

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en franc belge accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paratratiques d'exploitation), et à l'étranger. A partir du premier trimestre de 1989, cette localisation tient compte des effets commerciaux qui, à l'intervention de l'I.R.G., ont été pris en pension dans le cadre des adjudications de crédits par la Banque.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Banques d'épargne			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Banques d'épargne
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles			
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11)	(12)	
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Décembre ...	123,5	32,4	91,1	20,3	1,0	19,3	10,7	0,6	10,1	212,7	62,4	22,0
1986 Décembre ...	134,7	9,3	125,4	22,4	0,2	22,2	11,7	0,2	11,5	229,0	69,4	23,9
1987 Septembre ..	144,9	7,0	137,9	24,5	0,0	24,5	13,2	0,0	13,2	252,9	77,9	26,8
Décembre ...	147,2	8,6	138,6	26,7	0,0	26,7	13,7	0,0	13,7	257,1	76,1	27,8
1988 Mars	149,7	8,3	141,4	27,8	0,0	27,8	14,3	0,0	14,3	261,7	78,4	28,8
Juin	152,8	7,3	145,5	28,5	0,0	28,5	14,9	0,0	14,9	267,2	80,1	30,0
Septembre ..	155,8	6,2	149,6	29,2	0,0	29,2	15,5	0,0	15,5	272,4	81,3	31,2
Décembre ...	159,2	7,4	151,8	29,6	0,2	29,4	16,0	0,0	16,0	276,3	81,7	32,4
1989 Janvier	159,2	6,1	153,1	29,6	0,3	29,3	16,0	0,0	16,0	276,4	81,7	32,4
Février	159,2	7,6	151,6	29,6	0,3	29,3	16,0	0,0	16,0	276,4	81,7	32,4
Mars	159,2	7,5	151,7	29,6	0,1	29,5	16,0	0,0	16,0	276,4	81,7	32,4
Avril	159,2	5,1	154,1	29,6	0,1	29,5	16,0	0,0	16,0	276,4	81,7	32,4
Mai	159,2	4,4	154,8	29,6	0,1	29,5	16,0	0,0	16,0	276,4	81,7	32,4
Juin	159,7	5,1	154,6	29,0	0,0	29,0	16,2	0,0	16,2	276,7	80,8	32,9
Juillet	160,9	4,2	156,7	29,0	0,1	28,9	15,0	0,0	15,0	276,7	80,8	32,9
Août	160,9	3,6	157,3	29,0	0,1	28,9	15,0	0,0	15,0	276,7	80,8	32,9
Septembre ..	160,9	3,4	157,5	29,0	0,1	28,9	15,0	0,0	15,0	276,7	80,8	32,9
Octobre	160,9	3,2	157,7	29,0	0,1	28,9	15,0	0,0	15,0	278,7	80,8	30,9
Novembre ..	160,9	3,8	157,1	29,0	0,1	28,9	15,0	0,0	15,0	278,7	80,8	30,9
Décembre ...	161,2	4,4	156,8	28,4	0,1	28,3	15,2	0,0	15,2	277,2	81,6	31,6

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

A partir de décembre 1988, le montant global des plafonds de réescompte sera maintenu au niveau du montant du 1^{er} décembre 1988. Les plafonds de réescompte individuels seront revus, dans le cadre de ce montant fixe, au début des mois de juin et décembre d'après une clef de répartition basée sur l'ancien mode de calcul.

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en franc belge en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en franc belge à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
				à court terme	à long terme
	données mensuelles		données trimestrielles		
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie (pour la définition de cette partie du plafond voir le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »). En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement

où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

A partir de décembre 1988, le montant global des quotas d'avances sera maintenu au niveau du montant du 1^{er} décembre 1988. Les quotas individuels seront revus, dans le cadre de ce montant fixe, au début des mois de juin et décembre d'après une clef de répartition basée sur l'ancien mode de calcul.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. 1, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome 1, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol 1, n^o 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n^o 3

septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger » — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome 1, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XVIII - 4. — ADJUDICATIONS DE CREDITS PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dernière adjudication du mois ou dates d'adjudication	Cessions-récessions d'effets commerciaux			Avances à terme fixe sur nantissement d'effets publics			Total de l'encours existant ¹
	Taux	Montants adjugés	Encours existant ¹	Taux	Montants adjugés	Encours existant ¹	
	<i>(millions de francs)</i>			<i>(millions de francs)</i>			
1989 29 mars	7,50	9.475	16.625	7,88	8.000	14.800	31.425
26 avril	7,50	12.625	23.000	7,94	14.825	27.500	50.500
31 mai	7,75	10.875	21.675	8,19	3.050	12.075	33.750
28 juin	7,88	10.350	23.725	8,25	6.250	30.525	54.250
5 juillet	7,88	14.875	25.225	8,25	13.325	19.575	44.800
12 juillet	7,88	11.650	26.525	8,25	7.350	20.675	47.200
18 juillet	7,88	13.675	25.325	8,25	8.450	15.800	41.125
26 juillet	7,88	11.625	25.300	8,25	14.250	22.700	48.000
2 août	7,88	14.400	26.025	8,25	9.550	23.800	49.825
9 août	7,88	10.775	25.175	8,25	11.000	20.550	45.725
16 août	7,88	13.950	24.725	8,25	9.250	20.250	44.975
23 août	7,88	14.275	28.225	8,25	10.200	19.450	47.675
30 août	7,88	13.800	28.075	8,25	8.750	18.950	47.025
6 septembre	7,94	14.850	28.650	8,31	3.900	12.650	41.300
13 septembre	7,94	15.150	30.000	8,31	2.250	6.150	36.150
20 septembre	8,00	15.375	30.525	8,38	4.100	6.350	36.875
27 septembre	8,13	12.850	28.225	8,56	1.975	6.075	34.300
4 octobre	8,50	15.300	28.150	8,94	4.800	6.775	34.925
11 octobre	9,00	15.225	30.525	—	0	4.800	35.325
18 octobre	9,06	14.900	30.125	—	0	0	30.125
25 octobre	9,06	14.350	29.250	—	0	0	29.250
31 octobre	9,13	14.025	28.375	—	0	0	28.375
8 novembre	9,25	14.250	28.275	—	0	0	28.275
15 novembre	9,31	14.525	28.775	9,75	2.450	2.450	31.225
22 novembre	9,38	14.050	28.575	9,75	1.800	4.250	32.825
29 novembre	9,44	13.650	27.700	9,81	3.300	5.100	32.800
6 décembre	9,44	10.600	24.250	—	0	3.300	27.550
13 décembre	9,50	15.975	26.575	—	0	0	26.575
20 décembre	9,63	11.425	27.400	10,00	1.000	1.000	28.400
27 décembre	9,69	16.150	27.575	—	0	1.000	28.575
1990 3 janvier	9,88	11.225	27.375	10,25	1.100	1.100	28.475
10 janvier	10,00	15.475	26.700	10,38	1.950	3.050	29.750
17 janvier	10,00	12.300	27.775	10,38	2.450	4.400	32.175
24 janvier	10,00	14.875	27.175	10,38	2.725	5.175	32.350

¹ Les adjudications étant liquidées en chambre de compensation deux jours ouvrables après la conclusion de l'opération, il s'agit de l'encours existant à la date de liquidation (date de valeur) et non à la date d'adjudication reprise à la première colonne (date de transaction).

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte	Avances en compte courant et prêts ¹
Taux en vigueur au 31-12-1981	15,00	17,00
1982 7 janvier	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet	9,50	10,00
1 ^{er} août	10,00	10,50
9 septembre	9,50	10,00
17 octobre	9,00	9,50
14 novembre	8,75	9,00
23 décembre	9,75	10,25
1986 8 avril	9,25	9,75
10 avril	8,75	9,00
12 mai	8,50	8,75
29 mai	8,00	8,25
1987 8 janvier	8,50	8,75
12 mars	8,00	8,25
21 mai	7,75	8,00
25 juin	7,50	7,75
23 juillet	7,25	7,50
4 décembre	7,00	7,25
1988 28 janvier	6,75	7,00
3 mars	6,50	6,75
1 ^{er} juillet	6,75	7,00
14 juillet	7,00	7,25
11 août	7,25	7,50
29 août	7,50	7,75
17 novembre	7,25	7,50
15 décembre	7,50	7,75
19 décembre	7,75	8,00
1989 20 janvier	7,75	8,50
23 janvier	8,25	8,50
21 avril	8,25	9,00
24 avril	8,75	9,00
29 juin	8,75	9,50
30 juin	9,25	9,50
5 octobre	9,25	10,75
6 octobre	10,25	10,75

1b. — TAUX SPECIAL DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux banques d'épargne et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1981	17,50
1982 7 janvier	16,00
4 mars	15,00
8 avril	15,50
29 juillet	15,00
19 août	14,50
3 septembre	14,00
9 septembre	13,50
21 octobre	13,00
12 novembre	12,50
1983 9 mars	15,00
24 mars	12,00
14 avril	11,00
5 mai	10,50
23 juin	10,00
24 novembre	11,00
1984 16 février	12,00
1985 9 mai	10,25
20 mai	10,00
3 juin	9,75
9 juillet	10,00
1 ^{er} août	10,50
9 septembre	10,00
17 octobre	9,50
14 novembre	9,00
23 décembre	10,25
1986 8 avril	9,75
10 avril	9,00
12 mai	8,75
29 mai	8,25
1987 8 janvier	8,75
12 mars	8,25
21 mai	8,00
25 juin	7,75
23 juillet	7,50
4 décembre	7,25
1988 28 janvier	7,00
3 mars	6,75
1 ^{er} juillet	7,00
14 juillet	7,25
11 août	7,50
29 août	7,75
17 novembre	7,50
15 décembre	7,75
19 décembre	8,00
1989 20 janvier	8,50
21 avril	9,00
29 juin	9,50
5 octobre	10,75

¹ Pour les banques, les banques d'épargne et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en franc belge.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Fin de période	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ¹			Fin de période	Taux de négociation d'effets non bancables ² à environ		
	Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir	Effets représentatifs de financements à court terme d'exportations « hors C.E.E. » et certifiés par la B.N.B.	Autres effets		30 jours	60 jours	90 jours
1982	11,00	10,15	11,40	1982	11,65	11,75	11,85
1983	9,75	8,65	9,90	1983	9,80	—	—
1984	10,50	9,90	10,90	1984	10,15	—	—
1985	9,25	8,65	9,65	1985	—	—	—
1986	7,25	6,90	7,90	1986	—	—	—
1987 Juin	6,75	6,40	7,40	1987 Juin	—	—	—
Septembre	6,55	6,15	7,15	Septembre	—	—	—
Décembre	6,45	5,90	6,90	Décembre	—	—	—
1988 Mars	6,00	5,40	6,40	1988 Mars	—	—	—
Juin	6,00	5,40	6,40	Juin	—	—	—
Septembre	7,40	6,40	7,40	Septembre	—	—	—
Décembre	7,40	6,65	7,65	Décembre	—	—	—
1989 Janvier	7,60	7,15	8,15	1989 Janvier	—	—	—
Février	7,60	7,15	8,15	Février	—	—	—
Mars	7,60	7,15	8,15	Mars	—	—	—
Avril	8,10	7,65	8,65	Avril	—	—	—
Mai	8,10	7,65	8,65	Mai	—	—	—
Juin	8,25	8,15	9,15	Juin	—	—	—
Juillet	8,25	8,15	9,15	Juillet	—	—	—
Août	8,25	8,15	9,15	Août	—	—	—
Septembre	8,25	8,15	9,15	Septembre	—	—	—
Octobre	9,50	9,15	10,15	Octobre	—	—	—
Novembre	9,50	9,15	10,15	Novembre	—	—	—
Décembre	9,50	9,15	10,15	Décembre	9,54	—	—

¹ Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

² Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1982	11,41	1987 4 ^e trimestre	4,89	1989 Janvier	5,37
1983	8,07	1988 1 ^{er} trimestre	4,76	Février	5,69
1984	9,45	2 ^e trimestre	4,64	Mars	7,02
1985	8,25	3 ^e trimestre	5,14	Avril	6,68
1986	6,61	4 ^e trimestre	5,44	Mai	6,11
1987	5,56	1989 1 ^{er} trimestre	6,00	Juin	6,86
1988	4,99	2 ^e trimestre	6,56	Juillet	6,76
1989	6,98	3 ^e trimestre	7,22	Août	7,49
		4 ^e trimestre	8,15	Septembre	7,51
				Octobre	8,07
				Novembre	8,55
				Décembre	7,89
				1990 Janvier	8,46

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé

en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	1983 13 décembre ...	11,00	6	6
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	1984 11 décembre ...	10,75	6	6
1985	9,75	9,75	9,75	9,75	9,53	1985 10 décembre ...	8,65	6	6
1986	7,25	7,35	7,40	7,50	8,17	1986 9 décembre ...	7,60	7,60	6
1987	6,75	6,75	6,75	6,85	7,25	1987 9 juin	7,20	7,25	7,30
1988	7,40	7,40	7,50	7,55	7,07	8 septembre ..	6,85	6	6
1989	10,25	10,25	10,25	10,30	8,76	8 décembre ...	6,90	6,95	6,95
1987 3 ^e trimestre ...	6,50	6,50	6,65	6,70	6,70	1988 8 mars	6,15	6,25	6,30
4 ^e trimestre ...	6,75	6,75	6,75	6,85	7,15	14 juin	6,15	6,25	6
1988 1 ^{er} trimestre ...	6,10	6,10	6,10	6,15	6,32	13 septembre ..	7,55	7,60	7,65
2 ^e trimestre ...	6,00	6,05	6,10	6,15	6,15	13 décembre ...	7,25	6	6
3 ^e trimestre ...	7,15	7,20	7,35	7,45	7,31	1989 10 janvier	7,60	6	6
4 ^e trimestre ...	7,40	7,40	7,50	7,55	7,45	14 février	8,00	8,00	6
1989 1 ^{er} trimestre ...	7,90	8,10	8,20	8,30	8,03	14 mars	8,40	6	6
2 ^e trimestre ...	8,20	8,35	8,50	8,50	8,42	10 avril	8,20	6	6
3 ^e trimestre ...	9,00	9,10	9,20	8,75	8,50	9 mai	8,30	6	6
4 ^e trimestre ...	10,25	10,25	10,25	10,30	9,83	13 juin	8,45	6	6
1989 Janvier	7,40	7,50	7,70	7,75	7,62	11 juillet	8,35	8,35	6
Février	8,05	8,25	8,40	8,50	8,26	8 août	8,35	8,35	8,35
Mars	7,90	8,10	8,20	8,30	8,37	12 septembre ..	8,50	6	6
Avril	8,00	8,20	8,30	8,30	8,26	10 octobre	6	6	6
Mai	8,25	8,50	8,65	8,70	8,40	14 novembre ...	6	6	6
Juin	8,20	8,35	8,50	8,50	8,57	12 décembre ...	6	6	6
Juillet	8,20	8,35	8,50	8,50	8,50	1990 9 janvier	6	6	6
Août	8,20	8,35	8,45	8,45	8,45				
Septembre	9,00	9,10	9,20	8,75	8,63				
Octobre	9,65	9,65	9,65	9,65	9,59				
Novembre	9,80	9,80	9,80	9,85	9,85				
Décembre	10,25	10,25	10,25	10,30	10,02				
1990 Janvier	10,40	10,40	10,40	10,40	10,39				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les banques d'épargne, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANC BELGE DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1979	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00
23 septembre	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	8,75
4 décembre	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,50
1986 20 mars	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,00
14 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	7,50
22 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	6,50
9 juin	0,50	4,00	4,50	5,00	5,50	6,50
1988 15 février	0,50	3,75	4,00	4,50	5,00	6,20
1989 16 mars	0,50	4,00	4,25	5,00	5,50	6,50
19 juin	0,50	4,00	4,25	5,25	6,00	7,25
13 octobre	0,50	4,25	4,50	5,50	6,25	7,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1977	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	
1986 1 ^{er} janvier	5,00		0,75	
16 mars	4,75		0,75	
16 avril	4,30		0,75	
16 mai	4,00		0,65	
1988 16 février	3,75		0,75	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	10,86 ²
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
1986	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
1987 Janvier	7,16	7,16	7,70	7,83	7,48
Avril	7,09	7,34	7,64	7,58	7,37
Juillet	7,16	7,16	7,82	7,82	7,43
Octobre	7,27	7,17	8,14	8,11	7,65
1988 Janvier	7,29	7,37	8,04	8,03	7,65
Avril	6,84	6,77	7,65	7,49	7,13
Juin	7,07	7,05	7,89	7,82	7,38
Juillet	7,04	7,01	7,84	7,74	7,35
Août	7,22	7,20	8,03	7,96	7,54
Septembre	7,41	7,47	8,26	8,16	7,78
Octobre	7,29	7,39	8,03	8,09	7,61
Novembre	7,15	7,21	7,89	7,92	7,43
Décembre	7,24	7,36	8,03	8,07	7,57
1989 Janvier	7,37	7,44	8,05	8,10	7,65
Février	7,40	7,51	8,13	8,15	7,72
Mars	7,89	7,91	8,45	8,53	8,15
Avril	7,98	8,18	8,48	8,57	8,23
Mai	7,81	7,96	8,29	8,34	8,02
Juin	7,96	8,03	8,37	8,43	8,15

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égale cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.
² Compte tenu des taux de rendements des emprunts des sociétés privées d'une échéance à plus de 5 ans.

**XIX - 8. — TAUX NOMINAL DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS
PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Taux en vigueur au 31-12-1979	8,00	9,25	10,00	10,50 ¹
1980 28 janvier	8,00	9,50	10,25	11,00
14 mars	9,00	11,00	11,75	11,75
28 avril	9,00	12,25	12,50	12,50
1981 26 janvier	9,00	12,50	13,00	13,00
1 ^{er} octobre	9,00	13,00	13,75	13,75
1982 23 septembre	9,00	12,75	13,50	13,50
15 novembre	9,00	12,50	13,25	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	12,00	12,75	13,00
14 février	9,00	11,50	12,25	12,50
25 avril	9,00	11,00	11,75	12,00
1 ^{er} juin	9,00	10,50	11,25	11,25
22 août	8,50	10,00	10,75	10,75
1984 15 février	9,00	10,75	11,50	11,50
22 décembre	9,00	10,50	11,25	11,25
1985 28 mai	9,00	10,25	10,75	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	10,00	10,50	10,50
29 octobre	9,00	9,75	10,00	10,00
1986 21 janvier	8,75	9,50	9,75	9,75
24 février	8,50	9,00	9,25	9,25
20 mars	8,00	8,50	8,75	8,75
14 avril	7,50	7,75	8,00	8,00
24 avril	6,50	6,75	7,00	7,00
1987 8 janvier	6,50	7,25	7,60	7,60
1988 12 février	6,20	7,00	7,30	7,30
1989 16 mars	6,50	7,50	7,75	7,75
19 juin	7,25	7,50	7,75	7,75
13 octobre	7,50	7,75	8,00	8,00
11 décembre	7,50	8,00	8,30	8,30

¹ Prix d'émission 97,75.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. » ; LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985 : « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHE MONETAIRE ¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		République Fédérale d'Allemagne ³		France		Italie		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1986 ...		5,50		3,50		7,25		12,00		5,00		4,00		3,00
1987 Janvier			23	3,00	2	8,00					23	3,50	23	2,50
Février					10	7,75	13	11,50						
Mars					3	7,50								
Juillet							28	12,00						
Août														
Septembre ...	4	6,00												
Novembre ...					6	8,25			4	4,75	6	3,00		
Novembre ...					25	8,00			25	4,50				
Décembre ...			4	2,50	4	7,75			4	4,25	4	2,50		
1988 Janvier					5	7,50			8	4,00				
Janvier					25	7,25			22	3,75				
Mai					26	7,00								
Juillet			1	3,00	8	6,75			1	4,00				
Juillet									29	4,50				
Août	9	6,50	25	3,50	25	7,00	25	12,50	25	4,75	25	3,00		
Octobre					21	7,25								
Décembre ...					15	7,75			16	5,25	19	3,50		
1989 Janvier			20	4,00	20	8,25			20	5,75	20	4,00		
Février	24	7,00												
Mars							6	13,50						
Avril			20	4,50					20	6,25	13	4,50		
Mai													31	3,25
Juin			30	5,00	30	8,75			30	6,75	30	5,50		
Octobre			6	6,00	6	9,50			6	7,75	6	6,00	11	3,75
Décembre ...					18	10,00							25	4,25

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte		Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte
1986	10,81		8,49		1988 Décembre	12,81		11,19	
1987	8,38		8,66		1989 Janvier	12,81		11,43	
1988	12,81		11,19		Février	12,81		11,86	
1989	14,75		12,47		Mars	12,81		12,39	
1987 3 ^e trimestre	9,87	9,57			Avril	12,81		12,62	
4 ^e trimestre	8,38	8,66			Mai	13,75		12,40	
1988 1 ^{er} trimestre	8,38	8,78			Juin	13,75		12,33	
2 ^e trimestre	8,88	9,44			Juillet	13,75		12,36	
3 ^e trimestre	11,81	10,58			Août	13,75		12,41	
4 ^e trimestre	12,81	11,19			Septembre	13,75		12,48	
1989 1 ^{er} trimestre	12,81	12,39			Octobre	14,75		12,42	
2 ^e trimestre	13,75	12,33			Novembre	14,75		12,46	
3 ^e trimestre	13,75	12,48			Décembre	14,75		12,47	
4 ^e trimestre	14,75	12,47			1990 Janvier	14,75		12,29	

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n° 5, novembre 1985 : « Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1988 8 déc.	1989 7 déc.	1989 5 janv.	1990 4 janv.
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	383,2	422,4	400,6	—	—	—	—	—
Or	210,2	218,3	223,3	205,9	213,2	200,4	205,9	196,6
Disponibilités à vue à l'étranger	87,0	108,3	94,6	82,4	87,3	83,7	81,1	64,2
Ecus	68,8	75,3	64,4	53,9	53,3	60,3	53,9	59,4
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes	17,2	20,5	18,3	18,3	17,8	17,7	18,3	21,9
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM ..	63,2	73,5	73,7	69,9	71,6	63,2	69,9	60,5
Créances sur le Trésor	30,5	33,0	47,2	—	—	—	—	—
Monnaies divisionnaires	0,7	0,9	1,0	1,1	1,4	1,5	1,4	1,6
Comptes courants postaux	0,1	0,1	2,1	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2
Concours au Trésor Public ¹	23,6	25,3	36,5	36,9	36,9	28,9	36,9	28,9
Avances à l'Institut d'émission des D.O.M. et à l'Institut d'émission d'outre-mer	6,1	6,7	7,6	8,5	8,3	9,3	8,7	9,9
Créances provenant d'opérations de refinancement	242,7	182,4	339,6	—	—	—	—	—
Effets escomptés	83,6	72,5	61,0	—	—	—	—	—
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations	115,0	72,3	159,0	—	—	—	—	—
Avances sur titres	0,2	0,2	1,8	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Effets en cours de recouvrement	43,9	37,4	117,8	49,8	33,1	48,4	40,4	53,7
Titres d'Etat (bons et obligations)	—	—	—	56,6	45,2	31,1	48,9	90,9
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	—	—	—	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5
Effets privés	—	—	—	189,5	120,9	156,7	164,7	198,6
Divers	9,7	11,9	15,8	13,8	11,4	11,3	11,0	10,9
Total ..	729,3	723,2	876,9	787,4	701,0	713,1	741,8	798,0
PASSIF								
Billets en circulation	212,3	218,4	228,9	240,8	231,0	241,7	235,5	247,3
Comptes créditeurs extérieurs	11,6	12,7	21,7	—	—	—	—	—
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	2,7	4,2	13,5	6,5	7,1	9,6	8,1	9,4
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	8,9	8,5	8,2	8,8	8,7	8,9	8,8	8,2
Compte courant du Trésor public	78,9	60,7	120,0	75,6	30,9	41,5	62,8	100,5
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	103,6	88,9	146,2	—	—	—	—	—
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	42,3	45,8	92,1	87,7	53,6	70,8	59,9	99,4
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	42,1	37,7	33,2	—	—	—	—	—
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	19,2	5,4	20,9	8,8	7,5	5,8	9,7	4,7
Reprise de liquidités	—	—	—	25,9	25,9	18,4	25,9	18,5
Ecus à livrer au FECOM	65,5	70,8	77,4	71,7	70,7	60,7	71,7	59,8
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	242,9	253,1	259,4	237,5	246,7	230,7	237,6	225,9
Capital et fonds de réserve	3,0	3,1	3,2	3,3	3,3	3,5	3,3	3,5
Divers	11,5	15,5	20,1	20,8	15,6	21,5	18,5	20,8
Total ..	729,3	723,2	876,9	787,4	701,0	713,1	741,8	798,0
¹ Montant maximum des concours au Trésor public	23,6	25,3	36,5	36,9	36,9	28,9	36,9	28,9

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1986 February 28	1987 February 28	1988 February 29	1989 February 28	1988 December 7	1989 December 6	1989 January 4	1990 January 10
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	12.3	12.9	13.3	14.1	14.9	15.7	15.1	15.4
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	12.3	12.9	13.3	14.1	14.9	15.7	15.1	15.4
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	2.0	1.3	1.7	9.7	10.0	13.2	7.8	12.1
Other Securities	10.3	11.6	11.6	4.4	4.9	2.5	7.3	3.3
Total ...	12.3	12.9	13.3	14.1	14.9	15.7	15.1	15.4
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	3.9	1.9	0.4	0.5	0.1	0.1	0.1	0.1
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.9	1.0	1.2	1.4	1.3	1.6	1.3	1.6
Reserves and Other Accounts	1.7	1.7	2.0	2.3	2.1	2.7	1.8	1.9
Total ...	6.5	4.6	3.6	4.2	3.5	4.4	3.2	3.6
Government Securities	0.5	0.5	0.5	0.8	0.9	2.3	0.9	1.1
Advances and Other Accounts	0.7	1.2	1.0	0.8	0.8	0.7	0.9	0.5
Premises, Equipment and Other Securities	5.3	2.9	2.1	2.6	1.8	1.4	1.4	2.0
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	6.5	4.6	3.6	4.2	3.5	4.4	3.2	3.6

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1985 December 31	1986 December 31	1987 December 31	1988 December 31	1988 December 7	1989 December 6	1989 January 4	1990 January 10
ASSETS								
Gold certificate account	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	4.7	5.0	5.0	5.0	5.0	8.5	5.0	8.5
Coin	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4	0.5	0.4	0.4
Loans and securities	194.3	223.0	235.2	249.7	242.4	228.5	252.6	234.3
<i>Loans</i>	3.1	1.6	3.8	2.2	1.8	0.2	2.0	0.2
<i>Acceptances</i>	0.0	0.0	0.0	...	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	9.9	10.1	8.9	9.1	7.1	6.5	10.5	7.1
<i>U.S. Government securities</i>	181.3	211.3	222.5	238.4	233.5	221.8	240.1	227.0
Cash items in process of collection	11.7	10.3	8.0	8.7	9.0	7.5	13.0	7.2
Other assets	15.3	17.5	15.9	18.8	18.2	36.5	18.7	39.2
Total assets ...	237.6	267.4	275.6	293.7	286.1	292.6	300.8	300.7
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	181.4	195.4	212.9	229.6	225.1	235.9	229.6	239.6
Deposits	39.5	56.9	48.4	48.9	46.6	41.9	52.9	46.5
<i>Depository institutions</i>	28.6	48.1	41.8	39.3	41.9	37.4	43.6	41.6
<i>U.S. Treasury-general account</i>	9.4	7.6	5.3	8.7	4.2	4.0	8.8	4.5
<i>Foreign-official accounts</i>	0.5	0.3	0.3	0.3	0.2	0.3	0.2	0.2
<i>Other</i>	1.0	0.9	1.0	0.6	0.3	0.2	0.3	0.2
Deferred availability cash items ³	10.7	9.0	7.2	7.5	6.7	6.5	10.4	5.8
Other liabilities and accrued dividends ...	2.4	2.3	3.0	3.5	3.1	3.0	3.4	3.9
Capital accounts	3.6	3.8	4.1	4.2	4.6	5.3	4.5	4.9
Total liabilities and capital accounts.....	237.6	267.4	275.6	293.7	286.1	292.6	300.8	300.7

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

³ Due to accounting corrections, figures at end of year do not match exactly the weekly data.

XX - 5. — NEDERLANDSCHE BANK

(miljarden guldens)

	1985 31 dec.	1986 31 dec.	1987 31 dec.	1988 31 dec.	1988 5 december	1989 4 december	1989 9 januari	1990 8 januari
ACTIVA								
Goud	30,9	27,6	27,6	27,6	27,6	27,6	27,6	27,6
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	1,7	1,6	1,6	1,6	1,5	1,6	1,6	1,5
Reservepositie in het I.M.F.	2,7	1,9	1,6	1,5	1,6	1,4	1,6	1,4
Ecu's	14,0	10,7	12,6	11,7	11,7	10,8	11,7	10,4
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	12,0	11,6	14,0	18,5	18,1	20,1	18,2	18,6
Buitenlandse betaalmiddelen	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—	—
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—
Wissels, promessen; schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	1,8	0,6	0,3	0,5	0,3	0,6	0,2	0,5
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	0,0	0,0	0,0	0,9	0,9	2,7	0,9	2,6
Voorschotten in rekening-courant en beleningen	7,2	12,2	7,8	7,2	6,0	13,0	7,1	12,4
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nederlandse munten	0,0	0,0	0,0	0,1	—	—	—	—
Belegging van kapitaal en reserves	1,6	1,7	1,8	1,9	1,9	2,0	1,9	2,0
Gebouwen en inventaris	0,5	0,5	0,5	0,5	—	—	—	—
Diverse rekeningen	1,5	1,8	0,8	1,2	0,9	1,1	0,9	1,2
Totaal ...	73,9	70,2	68,6	73,2	70,5	80,9	71,7	78,2
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	29,2	30,4	33,8	34,9	34,1	35,2	34,4	35,6
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	3,5	6,0	3,1	—	—	—	—	—
's Rijks schatkist	3,3	5,8	2,9	3,0	2,7	6,8	3,0	5,3
Banken in Nederland	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Andere ingezetenen	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	0,3	0,5	0,2	—	—	—	—	—
Buitenlandse circulatiebanken en daarmee gelijk te stellen instellingen	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
Andere niet-ingezetenen	0,2	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
Kasreserverekeningen	—	—	—	1,7	1,7	6,7	1,7	6,1
Krediet van het I.M.F.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Saldo's luidende in buitenlandse geldsoorten	0,1	0,1	0,2	0,5	0,6	0,7	0,5	0,5
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	1,6	1,4	1,3	1,4	1,4	1,4	1,5	1,3
Waarderingsverschillen goud en deviezen	34,8	27,7	26,4	27,2	26,5	26,1	26,9	25,2
Herwaarderingsrekening	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Reserves	1,6	1,8	1,8	2,0	1,9	2,0	1,9	2,0
Kapitaal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Diverse rekeningen	2,4	1,9	1,4	1,8	1,0	1,4	1,2	1,6
Totaal ...	73,9	70,2	68,6	73,2	70,5	80,9	71,7	78,2
N.B. Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1985 dicembre	1986 dicembre	1987 dicembre	1988 dicembre	1988 marzo	1989 marzo	1988 aprile	1989 aprile
ATTIVO								
Oro	28,7	25,5	28,9	27,0	27,7	26,2	27,6	26,2
Crediti in oro (FECOM)	9,9	8,8	10,0	9,3	9,5	9,0	9,4	8,8
Cassa	0,7	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Risconti e anticipazioni:								
risconto di portafoglio: ordinario	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3
ammassi	1,9	2,0	2,1	2,2	2,2	2,3	2,2	2,3
anticipazioni: in conto corrente	0,6	1,9	1,6	1,9	1,9	0,0	2,6	0,8
a scadenza fissa	6,2	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	0,0	0,0	2,0	2,1	4,1	2,1	4,1	2,1
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta: ECU	7,2	10,1	12,0	10,5	11,2	11,0	10,9	11,0
altre attività	6,0	1,9	1,7	2,2	1,9	3,0	1,8	3,1
Crediti in dollari (FECOM)	2,2	1,3	2,1	1,2	1,6	1,9	1,5	2,1
Ufficio Italiano Cambi:								
conto corrente ordinario (saldo debitore)	11,0	14,2	20,3	30,5	22,3	35,5	21,4	37,2
conti speciali	3,5	3,2	3,2	3,5	3,3	3,5	3,3	3,4
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	48,2	52,7	62,0	66,3	67,8	65,3	65,5	63,4
Crediti diversi verso lo Stato	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7
Titoli di proprietà:								
titoli di stato o garantiti dallo Stato	62,9	71,4	68,1	67,0	61,0	67,7	63,2	67,5
altri titoli, azioni e partecipazioni	1,2	2,2	2,2	2,2	2,0	2,0	2,0	2,0
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	1,7	1,7	1,8	1,9	1,8	1,9	1,8	1,9
Altri conti e partite varie	2,4	1,5	2,1	1,9	1,9	3,3	2,7	2,0
Ratei e risconti	2,5	2,5	2,4	2,7	2,5	2,6	2,2	1,9
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,3	2,3	0,5
Totale attivo	198,3	204,1	224,0	234,1	226,2	239,1	226,0	237,7
PASSIVO								
Circolazione	47,0	50,5	54,5	58,9	51,2	55,7	50,5	56,1
Vaglia cambiari	0,7	0,7	0,8	0,8	0,4	0,6	0,5	0,6
Altri debiti a vista	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi in conto corrente liberi	3,4	0,7	0,5	0,6	0,5	2,2	0,5	0,5
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	75,8	84,8	94,3	103,0	99,0	107,5	98,6	109,0
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti dell'estero in lire per conto UIC	3,5	3,2	3,2	3,5	3,3	3,5	3,3	3,4
Passività verso l'estero	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
Debiti in ECU (FECOM)	12,0	10,1	12,0	10,5	11,2	11,0	10,9	11,0
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	0,5	0,9	0,7	0,5	0,2	0,2	0,2	0,4
Accantonamenti diversi	49,8	46,8	51,9	50,1	48,7	49,0	50,1	48,9
Fondi ammortamento diversi	0,6	0,6	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7	0,8
Partite varie	0,5	1,3	1,0	1,1	3,8	2,8	3,2	1,2
Ratei e risconti	1,3	1,1	1,0	0,6	1,6	0,2	1,6	0,2
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,5	0,7	0,8	1,0	0,8	1,0	0,8	1,0
Fondo di riserva straordinario	1,8	2,0	2,2	2,4	2,2	2,4	2,2	2,4
Utile netto da ripartire	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2
Rendite dell'esercizio	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1	1,9	2,4	1,9
Totale passivo e patrimonio	198,3	204,1	224,0	234,1	226,2	239,1	226,0	237,7
Depositanti di titoli e altri valori	549,1	698,8	822,7	1.002,1	853,7	1.048,0	864,3	1.067,0

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1985 31. Dez.	1986 31. Dez.	1987 31. Dez.	1988 31. Dez.	1988 7. Dez.	1989 7. Dez.	1989 7. Jan.	1990 7. Jan.
AKTIVA								
Währungsreserven	83,6	91,6	120,2	94,8	98,2	98,5	94,4	97,8
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	13,2	11,4	9,3	9,3	8,7	9,0	9,3	8,2
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	17,2	16,3	28,9	21,6	21,7	17,3	21,5	17,3
Devisen und Sorten	39,5	50,2	68,3	50,2	54,1	58,5	49,9	58,6
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2,5	2,5	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4
Kredite an inländische Kreditinstitute	105,3	96,4	82,4	144,7	127,1	162,0	137,8	171,4
Inlandswechsel	44,1	40,5	33,8	33,5	33,7	36,0	81,9	108,7
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Wertpapiere	41,6	33,2	27,6	78,0	71,2	98,5	33,5	34,1
Auslandswechsel	17,3	20,3	20,2	22,0	22,0	27,5	22,2	27,8
Lombardforderungen	2,3	2,4	0,8	11,2	0,2	0,0	0,2	0,8
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	8,9	11,6	9,5	9,7	16,1	15,9	15,2	10,5
Kassenkredite (Buchkredite)	0,2	2,9	0,8	1,0	7,4	7,2	6,5	1,8
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	4,1	5,2	4,5	4,9	5,0	4,4	4,9	4,4
Deutsche Scheidemünzen	1,0	0,9	0,7	0,7	0,7	0,9	0,7	0,8
Postgiro Guthaben	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3
Sonstige Aktiva	11,3	12,5	10,6	11,5	7,7	6,9	8,5	10,1
Insgesamt ...	216,9	220,9	230,5	268,9	257,4	291,3	264,1	297,7
PASSIVA								
Banknotenumlauf	105,4	114,0	125,6	143,9	141,9	150,4	144,1	149,7
Einlagen von Kreditinstituten	55,8	55,9	60,5	61,2	57,3	57,6	61,3	62,9
auf Girokonten	55,8	55,9	60,5	61,2	57,3	57,6	61,3	62,9
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	2,3	1,1	4,7	3,5	0,5	0,5	0,4	0,9
Bund	1,2	0,4	3,9	2,7	0,1	0,2	0,1	0,1
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Länder	1,1	0,7	0,8	0,7	0,3	0,3	0,3	0,8
Andere öffentliche Einleger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	1,6	3,3	3,3	5,0	3,5	4,4	3,2	4,5
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassenämter)	0,7	2,4	2,5	4,3	2,8	3,7	2,5	3,8
Sonstige Einleger	0,9	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	8,8	4,8	5,2	4,7	5,5	5,3	4,7	4,1
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	14,6	19,9	17,1	24,0	24,2	47,8	23,8	48,4
Einlagen ausländischer Einleger	14,6	19,9	17,1	24,0	24,2	47,7	23,8	48,4
Sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonderziehungs- rechte	3,3	2,9	2,7	2,9	2,7	2,9	2,9	2,7
Sonstige Passiva	25,1	19,0	11,4	23,7	21,8	22,4	23,7	24,5
Insgesamt ...	216,9	220,9	230,5	268,9	257,4	291,3	264,1	297,7

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1985 31 décembre	1986 31 décembre	1987 31 décembre	1988 31 décembre	1988 10 novembre	1989 10 novembre	1988 9 décembre	1989 8 décembre
ACTIF								
Encaisse-or	12,1	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9
Placements de devises	38,1	36,3	37,4	35,9	29,6	32,2	31,5	34,2
Moyens de paiements internationaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Crédits monétaires	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	0,0	0,0	0,0	0,0	} 0,1	1,2	0,1	1,1
bons du Trésor de la Confédération ¹	2,8	2,7	2,3	2,1				
Avances sur nantissement	3,0	3,2	3,1	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2
autres	1,7	2,0	2,1	2,3	2,2	2,3	2,3	2,3
Correspondants en Suisse	0,5	0,5	0,5	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres postes de l'actif	0,1	0,1	0,1	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4
Total	58,5	57,0	57,7	53,9	44,6	48,6	46,5	50,4
PASSIF								
Capital social et fonds de réserve	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	25,8	27,0	27,3	29,0	25,9	25,9	27,3	27,2
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques et sociétés financières en Suisse	14,1	14,9	17,0	6,7	3,8	3,0	3,9	3,1
autres engagements à vue	2,6	1,1	1,5	2,7	1,4	1,5	1,7	1,7
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
bons émis par la Banque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	15,9	13,9	11,8	15,4	13,4	18,1	13,5	18,3
Total	58,5	57,0	57,7	53,9	44,6	48,6	46,5	50,4

¹ Y compris créances comptables à court terme.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des Statuts)]

	1986 31 déc.	1987 31 déc.	1988 31 déc.	1989 31 déc.	1988 31 oct.	1989 31 oct.	1988 30 nov.	1989 30 nov.
ACTIF								
Or	5,1	5,1	5,0	4,9	5,0	5,1	5,0	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,9	1,5	1,3	1,5	1,5	1,3	1,2	1,3
Dépôts à terme et avances	16,8	27,6	27,3	34,0	26,4	33,4	25,9	31,7
Or :								
à 3 mois au maximum	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Monnaies								
à 3 mois au maximum	15,0	24,6	25,2	29,7	24,4	28,4	23,5	26,6
à plus de 3 mois	1,7	2,9	1,9	4,1	1,8	4,8	2,2	4,9
Titres du secteur public et autres titres à terme	2,6	4,0	3,5	5,8	4,3	6,2	3,6	6,2
à 3 mois au maximum	1,5	2,5	1,8	4,0	2,7	4,5	1,9	4,4
à plus de 3 mois	1,1	1,5	1,7	1,8	1,6	1,7	1,7	1,8
Divers	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	0,2	0,1	0,3
<i>Total de l'actif</i>	25,4	38,2	37,2	46,6	37,3	46,2	35,8	44,6
PASSIF								
Capital¹ :								
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves								
Fonds de réserve légale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Fonds spécial de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
Dépôts (or)								
Banques centrales :								
à vue	4,5	4,5	4,5	4,4	4,5	4,6	4,5	4,6
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :								
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)								
Banques centrales :								
à vue	1,3	1,2	1,1	3,0	1,9	3,2	1,7	3,4
à 3 mois au maximum	15,9	27,6	26,8	34,6	25,9	33,3	24,7	32,0
à plus de 3 mois	0,6	1,2	1,1	0,6	1,2	1,1	1,2	0,7
Autres déposants :								
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,9	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,4	1,3
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Système de prévoyance du personnel	—	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Divers	1,0	1,1	0,9	1,1	0,9	1,0	0,9	1,1
<i>Total du passif</i>	25,4	38,2	37,2	46,6	37,3	46,2	35,8	44,6
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : Banque de France : « Compte rendu ». — Bank of England : « Report and accounts ». — Board of Governors of the Federal Reserve system : « Annual report ». — De Nederlandsche Bank : « Verslag over het boekjaar ». — Banca d'Italia : « Relazione Annuale ». — Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank. — Banque Nationale Suisse : « Rapports ». — Banque des règlements internationaux : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

DECEMBRE 1989

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. Généralités;
2. Réglementation économique et financière;
3. Réglementation fiscale;
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics;
 - 4.1. Communautés européennes;
 - 4.2. Etat belge;
 - 4.3. Communautés et Régions;
 - 4.4. Pouvoirs locaux;
5. Réglementation sociale;
 - 5.1. Travail;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales;
6. Relations économiques et financières extérieures;
7. Divers.

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

LEGISLATION ECONOMIQUE CONJONCTURELLE.

Loi-programme.

Loi-programme du 22 décembre 1989, *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

Table des matières.

Titre I^{er}. — Dispositions en matière sociale (art. 1-140).

- Chapitre I^{er} — Mesures budgétaires (art. 1-3).
- Chapitre II — Dispositions en matière de cotisation de sécurité sociale (art. 4-7).
(Voir la rubrique 5.2.1. « Cotisations sociales »).
- Chapitre III — Dispositions concernant la législation applicable aux administrations affiliées auprès de l'Office National de Sécurité Sociale des administrations provinciales et locales (art. 8-12).
- Chapitre IV — De l'assurance maladie-invalidité (art. 13-35).
(Voir les différentes rubriques 5.2.2.).
- Section 1. Du Fonds spécial de solidarité (art. 13-14).
- Section 2. De la perception obligatoire de l'intervention personnelle du bénéficiaire pour les prestations de biologie clinique (art. 15-16).
- Section 3. Dispositions concernant les prix des produits pharmaceutiques et d'autres médicaments (art. 17).
- Section 4. De l'indemnité d'incapacité primaire (art. 18-21).
- Section 5. De l'Assurance maternité (art. 22).
- Section 6. Appréciation de la quantité des soins prescrits ou dispensés par les médecins (art. 23-31).
- Section 7. Dispositions concernant les produits pharmaceutiques et autres médicaments (art. 32-34).
- Section 8. Dispositions concernant les Offices de tarification (art. 35).
- Chapitre V — Des accidents du travail (art. 36-41).
(Voir la rubrique 5.2.2. « Accidents du travail »).
- Chapitre VI — Des prestations familiales (art. 42-104).
(Voir la rubrique 5.2.2. « Prestations familiales »).
- Chapitre VII — Modifications de la loi sur les hôpitaux (art. 106-113).
- Chapitre IX — Modifications à la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. — Dispositions diverses (art. 114-120).
- Chapitre X — Dispositions relatives aux services d'inspection (art. 121-125).
- Chapitre XI — Mesures contre les activités des pourvoyeurs de main d'œuvre (art. 126).
- Chapitre XII — Allocations aux handicapés (art. 127-140).

Titre II. — Emploi et travail (art. 141-250).

- Chapitre I^{er} — Modification de l'A.R. n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes (art. 141-145).
(Voir la rubrique 5.1. « Stage des jeunes »).
- Chapitre II — Octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs (art. 146-230).
- Chapitre III — Chômage partiel pour raisons économiques (art. 151).
- Chapitre IV — Dispositions concernant le travail à temps partiel (art. 152-187).
(Voir la rubrique 5.1. « Travail à temps partiel »).
- Section 1. Priorité aux travailleurs à temps partiel pour l'obtention d'un emploi vacant chez leur employeur (art. 152-156).
- Section 2. Contrôle des prestations des travailleurs à temps partiel (art. 157-169).
- Section 3. Surveillance et pénalités (art. 170-178).
- Section 4. Dispositions modificatives (art. 179-181).
- Section 5. Dispositions modificatives portant harmonisation de la flexibilité des prestations de travail à temps partiel (art. 182-187).
- Chapitre V — Dispositions modificatives portant harmonisation de la flexibilité des prestations de travail (art. 188-189).
(Voir la rubrique 5.1. « Flexibilité des prestations de travail »).
- Chapitre VI — Dispositions de surveillance dans la législation sociale (art. 190-234).
(Voir la rubrique 5.2.1. « Législation sociale »).
- Chapitre VII — Dispositions relatives aux Conventions collectives de travail et aux commissions paritaires (art. 235-238).
(Voir la rubrique 5.1. « Commissions paritaires »).
- Chapitre VIII — Protection de la maternité (art. 239-243).
(Voir la rubrique 5.1. « Maternité »).
- Chapitre IX — Dispositions relatives à la sécurité du travail et à la santé des travailleurs (art. 244-248).
- Chapitre X — Recherche sociale et formation des représentants des travailleurs dans l'entreprise (art. 249-250).

Titre III. — Pensions (art. 252-288). (Voir la rubrique 5.2.2. « Pensions »).

Titre IV. — Classes moyennes - Statut social des travailleurs indépendants (art. 289-292).

Titre V. — Affaires intérieures (art. 293-312).

- Chapitre I^{er} — Administrations provinciales et locales (art. 293-304).
- Chapitre II — Financement des tâches d'intérêt général (art. 305-307).
- Chapitre III — Orchestre National de Belgique (art. 308-310).
- Chapitre IV — Théâtre Royal de la Monnaie (art. 311).
- Chapitre V — Indemnités de milice (art. 312).

Titre VI. — Affaires économiques : de la fixation des prix des médicaments remboursables dans le cadre de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (art. 313-322). (Voir rubrique 2 - « Prix-Médicaments »).

Titre VII. — Dispositions diverses (art. 313-342).

Chapitre I^{er} — Budget (art. 323-324).

Chapitre II — Défense Nationale (art. 325).

Chapitre III — Justice (art. 326-332).
(Voir les rubriques 7. « Amendes pénales » et 2. « Sociétés et entreprises »).

Chapitre IV — Travaux publics (art. 333-337).

Chapitre V — Régie des télégraphes et des téléphones (art. 338-340).

Chapitre VI — Agriculture (art. 341).

Chapitre VII — Dispositions financières (art. 342).

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

ASSURANCES.

Véhicules automoteurs.

Loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, *Moniteur*, 8 décembre 1989, p. 20122.

ETABLISSEMENTS DE CREDIT.

Accès à l'activité et son exercice.

Deuxième directive du Conseil, du 15 décembre 1989, visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice, et modifiant la directive 77/780 CEE, *Journal officiel* n° L 386 du 30 décembre 1989, p. 1.

Extraits.

Titre I^{er}. — Définitions et champ d'application (art. 1 à 3).

Titre II. — Harmonisation des conditions d'agrément (art. 4 à 7).

Article 4.

1. Les autorités compétentes n'accordent pas l'agrément lorsque le capital initial est inférieur à 5 millions d'écus.

2. Cependant, les Etats membres ont la faculté d'accorder l'agrément à des catégories particulières d'établissements de crédit dont le capital initial est inférieur à celui prévu au paragraphe 1. Dans ce cas :

- a) le capital initial n'est pas inférieur à 1 million d'écus;
- b) les Etats membres intéressés notifient à la Commission les raisons pour lesquelles ils font usage de la faculté prévue au présent paragraphe ;
- c) lors de sa publication dans la liste visée à l'article 3 paragraphe 7 de la directive 77/780/CEE, le nom de l'établissement de crédit doit être suivi d'une annotation indiquant que celui-ci n'atteint pas le capital minimal prévu au paragraphe 1 ;
- d) la Commission, dans un délai de cinq ans à partir de la date visée à l'article 24 paragraphe 1, établit un rapport sur l'application du présent paragraphe dans les Etats membres à l'attention du comité consultatif bancaire visé à l'article 11 de la directive 77/780/CEE.

Article 5.

Les autorités compétentes n'accordent pas l'agrément permettant l'accès à l'activité d'un établissement de crédit avant d'avoir obtenu communication de l'identité des actionnaires ou associés, directs ou indirects, personnes physiques ou morales, qui y détiennent une participation qualifiée, et du montant de cette participation.

Les autorités compétentes refusent l'agrément si, pour tenir compte du besoin de garantir une gestion saine et prudente de l'établissement de crédit, elles ne sont pas satisfaites de la qualité desdits actionnaires et/ou associés.

Article 6.

1. L'agrément prévu à l'article 4 de la directive 77/780/CEE et le capital de dotation ne peuvent être exigés par les Etats membres d'accueil en ce qui concerne les succursales des établissements de crédit agréés dans d'autres Etats membres. (...).

Titre III. — Relations avec les pays tiers (art. 8 et 9).

Titre IV. — Harmonisation des conditions d'exercice de l'activité (art. 10 à 17).

Article 11.

1. Les Etats membres prévoient que toute personne physique ou morale qui envisage de détenir, directement ou indirectement, une participation qualifiée dans un établissement de crédit doit en informer préalablement les autorités compétentes et communiquer le montant de cette participation. Toute personne physique ou morale doit de même informer les autorités compétentes si elle envisage d'accroître sa participation qualifiée de telle façon que la proportion de droits de vote ou de parts de capital détenue par elle atteint ou dépasse les seuils de 20, 33 ou 50 p.c. ou que l'établissement de crédit devient sa filiale.
(...).

3. Les Etats membres prévoient que toute personne physique ou morale qui envisage de cesser de détenir, directement ou indirectement, une participation qualifiée dans un établissement de crédit doit en informer préalablement les autorités compétentes et communiquer le montant envisagé de sa participation. Toute personne physique ou

morale doit de même informer les autorités compétentes de son intention de diminuer sa participation qualifiée de telle façon que la proportion de droits de vote ou de parts de capital détenue par elle descende en dessous des seuils de 20, 33 ou 50 p.c. ou que l'établissement cesse d'être sa filiale ;

4. Les établissements de crédit communiquent aux autorités compétentes, dès qu'ils en ont connaissance, les acquisitions ou cessions de participations dans leur capital qui font franchir vers le haut ou vers le bas l'un des seuils visés aux paragraphes 1 et 3. (...).

Article 12.

1. Un établissement de crédit ne peut détenir une participation qualifiée dont le montant dépasse 15 p.c. de ses fonds propres dans une entreprise qui n'est ni un établissement de crédit, ni un établissement financier, ni une entreprise dont l'activité est visée à l'article 43 paragraphe 2 point f) de la directive 86/635/CEE.

2. Le montant total des participations qualifiées dans des entreprises autres que des établissements de crédit, des établissements financiers ou des entreprises dont l'activité est visée à l'article 43 paragraphe 2 point f) de la directive 86/635/CEE ne peut pas dépasser 60 p.c. des fonds propres de l'établissement de crédit.

Titre V. — Dispositions relatives au libre établissement et à la libre prestation de services (art. 18-21).

Titre (VI. — Dispositions finales (art. 22-25).

Annexe : Liste des activités qui bénéficient de la reconnaissance mutuelle.

Ratio de solvabilité.

Directive du Conseil, du 18 décembre 1989, relative à un ratio de solvabilité des établissements de crédit, *Journal officiel* n° L 386 du 30 décembre 1989, p. 14.

LOGEMENT.

Logement familial.

Loi du 22 décembre 1989 relative à la protection du logement familial, *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21515.

Extraits.

Titre I^{er}. — Protection du preneur (art. 1^{er} à 11).

Article 1^{er}. — Le présent titre est applicable aux baux et aux autres contrats à titre onéreux concédant la jouissance d'un immeuble, meublé ou non, ou d'une partie d'un tel immeuble, qui est affecté :

— (...) au logement du preneur à titre de résidence principale ;
(...).

Art. 2. — Les contrats qui, avant le 1^{er} janvier 1991, viennent à échéance ou prennent fin par l'effet d'un congé donné au preneur, sont prorogés d'un an.

Les préavis en cours au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et ceux qui seraient notifiés avant le 1^{er} janvier 1991 voient leurs effets suspendus pendant la durée de la prorogation, sans préjudice de l'article 4.

Le preneur jouit de la prorogation même à l'égard de celui qui, à titre onéreux ou à titre gratuit, acquiert le bien loué.

Art. 4. — § 1^{er}. Le bailleur ou l'acquéreur du bien loué peut toutefois mettre fin au contrat à l'échéance prévue ou au cours de la prorogation, en observant un délai de six mois au moins, dans les cas et aux conditions suivants :

a) s'il a l'intention, et en donne connaissance par écrit au preneur, d'occuper le bien personnellement et effectivement ou de le faire occuper de la même manière par ses descendants, ses enfants adoptifs, ses ascendants, son conjoint, les descendants, ascendants ou enfants adoptifs de celui-ci, ses collatéraux ou les collatéraux de son conjoint jusqu'au deuxième degré; cet écrit mentionne l'identité de la personne qui occupera le bien;

b) s'il justifie, par la communication au preneur du permis de bâtir qui lui a été octroyé, d'un devis détaillé ou d'une description des travaux avec estimation détaillée de leur coût ou encore d'un contrat d'entreprise, de sa volonté de reconstruire, transformer ou rénover l'immeuble en tout ou en partie; il établit en outre que ces travaux respectent les dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme relatives à l'affectation des lieux, qu'ils affectent le corps du logement occupé par le preneur, et que leur coût dépasse trois années de loyer.

(...).

Titre II. — Péréquation cadastrale (art. 12).

(Voir rubrique 3. « Impôts sur les revenus — Revenu Cadastral — Péréquation »).

MARCHES PUBLICS.

Délégations de pouvoirs.

Arrêté ministériel du 24 novembre 1989 relatif aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution de marchés publics de travaux, de fournitures et de services à des fonctionnaires de la Régie des Postes, *Moniteur*, 19 décembre 1989, p. - 20571.

PECHE.

Fichier des navires de pêche.

Décision de la Commission, du 24 novembre 1989, relative à l'adoption d'une mesure spécifique visant à l'octroi d'un concours financier communautaire pour l'établissement d'un support informatique pour la mise en place d'un fichier des navires de pêche en Belgique, *Journal officiel* n° L 355 du 5 décembre 1989, p. 28.

PRIX.

Médicaments.

Loi programme du 22 décembre 1989 (art. 105 et 313 à 322), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

L'article 105 modifie la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, en instaurant une « Commission de transparence » permettant d'éclairer, aux côtés de la Commission d'enregistrement, les différents organes intervenant dans la procédure de prix et de remboursement des médicaments.

Les articles 313 à 322 (Titre VI de la loi) mettent en œuvre les exigences de la nouvelle directive (89/105/CEE) sur la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes nationaux d'assurance maladie adoptée par le conseil des Communautés européennes le 21 décembre 1988.

Ces modifications concernent essentiellement la procédure et ne remettent donc pas en cause le principe du contrôle des prix des médicaments.

Taxis.

Arrêté ministériel du 12 décembre 1989 fixant les prix maxima pour le transport par taxis, *Moniteur*, 22 décembre 1989, p. 20906.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT — CEE.

Biotechnologie.

Décision du Conseil, du 27 décembre 1989, arrêtant un programme spécifique de recherche et de développement technologique dans le domaine de la biotechnologie (1990-1994) — Bridge, *Journal officiel* n° L 360 du 9 décembre 1989, p. 32.

Environnement.

Décision du Conseil, du 20 novembre 1989, concernant deux programmes spécifiques de recherche et de développement technologique dans le domaine de l'environnement : Step et Epoch (1989-1992), *Journal officiel* n° L 359 du 8 décembre 1989, p. 9.

Matières premières et recyclage.

Décision du conseil, du 20 novembre 1989, arrêtant un programme spécifique de recherche et de développement technologique pour la Communauté économique européenne dans le domaine des matières premières et du recyclage (1990-1992), *Journal officiel* n° L 359 du 8 décembre 1989, p. 16.

SOCIETES ET ENTREPRISES.

Société coopérative.

Loi programme du 22 décembre 1989 (art. 328 à 332), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

Ces dispositions alignent le régime des sociétés coopératives sur celui des sociétés anonymes et des sociétés privées à responsabilité limitée en ce qui concerne notamment les règles qui président à la constitution de ces sociétés (capital minimum, nécessité d'actes notariés, recours obligatoire à un réviseur d'entreprises pour vérifier l'estimation de certains apports, etc.).

TRANSPORT.

Navigation intérieure.

Décision de la Commission, du 30 novembre 1989, relative aux mesures d'aides à la flotte fluviale belge, contenues dans le « Plan d'adaptation de la flotte belge de navigation intérieure », *Journal officiel* n° L 356 du 6 décembre 1989, p. 22.

TRANSPORT AERIEN.

Limitation des émissions sonores.

Directive du Conseil, du 4 décembre 1989, relative à la limitation des émissions sonores des avions à réaction subsoniques civils, *Journal officiel* n° L 363 du 13 décembre 1989, p. 27.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

DOUANE ET ACCISES.

Garanties à fournir.

Règlement (CEE) n° 4046/89 du Conseil, du 21 décembre 1989, relatif aux garanties à fournir pour assurer le paiement d'une dette douanière, *Journal officiel* n° L 388 du 30 décembre 1989, p. 24.

Huiles minérales.

Arrêté royal du 21 décembre 1989 modifiant le régime d'accise des huiles minérales ainsi que le régime d'accise de benzols et des produits analogues, *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21547.

GENERALITES.

Loi portant des dispositions fiscales.

Loi du 22 décembre 1989 portant des dispositions fiscales, *Moniteur*, 29 décembre 1989, p. 21141.

Un résumé complet de cette loi sera publié dans la chronique du mois de janvier 1990.

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Convention préventive de double imposition ; Belgique — Royaume Uni.

Loi du 27 septembre 1989 portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement du Royaume de Belgique tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital, signée à Bruxelles le 1^{er} juin 1987, *Moniteur*, 1^{er} décembre 1989, p. 19626.

Revenu cadastral — Péréquation.

Loi du 22 décembre 1989 relative à la protection du logement familial, *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21515.

Extrait.

Art. 12. — Dans l'article 45, § 4, de la loi du 19 juillet 1979 modifiant le Code des impôts sur les revenus et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en matière de fiscalité immobilière, modifié par l'article 37 de la loi du 27 décembre 1984, la date du « 1^{er} janvier 1991 » est remplacée par la date du « 1^{er} janvier 1992 ».

IMPOTS SUR LES REVENUS — A.R. D'EXECUTION DU CODE DES IMPOTS SUR LES REVENUS.

Immunisation des prix et subsides.

Arrêté royal du 7 décembre 1989 modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne l'immunisation des prix et subsides payés ou attribués à des savants, des écrivains ou des artistes, *Moniteur*, 19 décembre 1989, p. 20568.

Libéralités sous la forme d'œuvres d'art.

Arrêté royal du 15 décembre 1989 modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 22 décembre 1989, p. 20921.

Précompte professionnel.

Arrêté royal du 18 décembre 1989 modifiant, en matière de précompte professionnel, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 29 décembre 1989, p. 21255.

Précompte mobilier.

Arrêté royal du 18 décembre 1989 modifiant, en matière de précompte mobilier, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 28 décembre 1989, p. 21069.

Revenus de dépôts d'épargne.

Arrêté royal du 20 décembre 1989 modifiant, en matière de revenus de dépôts d'épargne, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 23 décembre 1989, p. 21012.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE.

Organismes publics.

Arrêté royal du 4 décembre 1989 modifiant l'arrêté royal n° 26 du 2 décembre 1970 relatif à l'assujettissement des organismes publics à la taxe sur la valeur ajoutée, *Moniteur*, 19 décembre 1989, p. 20568.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2. ETAT BELGE.

DEPENSES DE L'ETAT.

Budget des Voies et Moyens — Année budgétaire 1990.

Loi du 11 décembre 1989 contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1990, *Moniteur*, 19 décembre 1989, p. 20545.

Budget général des dépenses — Année budgétaire 1990.

Loi du 11 décembre 1989 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1990, *Moniteur*, 22 décembre 1989, p. 20748.

DETTES DE L'ETAT.

Emprunts publics — Emission.

Arrêté royal du 12 décembre 1989 relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 9,50 p.c. 1989-1998, *Moniteur*, 15 décembre 1989, p. 20434.

Obligations linéaires 8,25 p.c. — 1^{er} juin 1999.

Arrêté ministériel du 18 décembre 1989 relatif à la huitième tranche de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 8,25 p.c. — 1^{er} juin 1999 », *Moniteur*, 20 décembre 1989, p. 20616.

5 — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

COMMISSIONS PARITAIRES.

Ateliers protégés.

Loi-programme du 22 décembre 1989 (art. 235 à 328), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

Ces dispositions chargent le Roi d'instituer une Commission paritaire pour les travailleurs occupés en atelier protégé.

FLEXIBILITE DES PRESTATIONS DE TRAVAIL.

Réglementation et protection.

Loi-programme du 22 décembre 1989 (art. 188 et 189), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

Ces dispositions :

- interdisent dans certains cas les contrats successifs conclus pour une durée déterminée ou pour un travail nettement défini;
- interdisent de scinder les prestations journalières de travail;
- introduisent une durée minimum pour chaque prestation de travail (trois heures, sauf modification par le Roi ou par convention collective de travail).

MATERNITE.

Protection.

Loi-programme du 22 décembre 1989 (art. 239 à 243), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

Ces dispositions modifient l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail en vue de permettre à la travailleuse de reporter la partie du repos prénatal qu'elle n'a pas prise avant l'accouchement jusqu'au moment de l'accueil du nouveau-né dans la famille, quand celui-ci a été hospitalisé à la naissance pendant une durée d'au moins huit semaines.

STAGE DES JEUNES.

Modification de l'A.R. n° 230 du 21 décembre 1983.

Loi-programme du 22 décembre 1989 (art. 141 à 145), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

Dans le but d'augmenter les chances des « groupes à risques », et plus spécialement des jeunes chômeurs qui auront fait l'effort de suivre une formation, d'intégrer le marché du travail, ces dispositions permettent au Roi, d'une part, de déroger à la limite d'âge prévue par l'A.R. n° 230 (30 ans) et, d'autre part, de déterminer qu'un pourcent des emplois de stagiaire soit réservé aux chômeurs qui ont suivi une formation.

Par ailleurs, la diminution des cotisations ONSS pendant la deuxième année lors du recrutement définitif d'un stagiaire est supprimée.

TRAVAIL A TEMPS PARTIEL.

Amélioration.

Loi-programme du 22 décembre 1989 (art. 152 à 187), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

Ces dispositions comprennent trois séries de mesures qui visent à :

- 1° *donner force de loi au principe déjà inscrit dans la convention collective de travail n° 35 selon lequel les travailleurs à temps partiel ont priorité pour l'obtention d'un emploi vacant à temps plein (ou de tout emploi leur procurant plus d'heures de travail);*

2° assurer une meilleure publicité des horaires de travail des travailleurs à temps partiel et à permettre un contrôle efficace des dérogations à ces horaires et de la durée effective des prestations effectuées par ces travailleurs (cela dans le cadre des mesures de lutte contre le travail au noir);

3° apporter diverses améliorations à la situation des travailleurs à temps partiel.

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALE.

5.2.1. GENERALITES.

COTISATIONS SOCIALES.

Travailleurs indépendants.

Loi du 14 décembre 1989 portant certaines dispositions en matière de cotisation de solidarité, de modération, de consolidation et de cotisations spéciales à charge des travailleurs indépendants, ainsi qu'en matière de réduction des allocations familiales pour travailleurs indépendants, *Moniteur*, 22 décembre 1989, p. 20904.

Cotisation patronale — Augmentation.

Loi-programme du 22 décembre 1989 (art. 5), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. - 21382.

Cette disposition augmente de 0,12 p.c. la cotisation patronale à l'assurance santé (secteur des indemnités) en vue de financer la création de l'assurance maternité (voyez la rubrique correspondante, 5.2.2.), et modifie donc en conséquence l'article 38, § 3, 2° de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale.

LEGISLATION SOCIALE.

Surveillance.

Loi-programme du 22 décembre 1989 (art. 190 à 234), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

Ces dispositions ont pour objet d'accorder aux fonctionnaires désignés par le Roi un ensemble uniforme de compétences applicables à tous les services d'inspection et pour toutes les législations dont ils sont chargés d'exercer la surveillance.

ORGANISMES SPECIALISES.

Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale.

Arrêté royal du 27 septembre 1989 portant affectation du produit des versements inscrits au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale, *Moniteur*, 23 décembre 1989, p. 21013.

Fonds spécial de solidarité.

Loi-programme du 22 décembre 1989 (art. 13 et 14), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

5.2.2. REGIMES PARTICULIERS — PRESTATIONS.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Modifications à la loi du 10 avril 1971.

Loi-programme du 30 décembre 1989 (art. 36 à 41), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

L'article 36 introduit un point 11°) à l'article 8 § 2 de la loi du 10 avril 1971 afin de couvrir formellement le trajet parcouru par un travailleur qui, pour suivre des cours de formation syndicale en dehors des heures normales de travail, va de sa résidence ou de son lieu de travail au lieu où il suit ces cours.

L'article 38 modifie l'article 24, al. 3 de la loi du 10 avril 1971 afin de déterminer l'allocation pour aide d'une tierce personne non plus par référence à la rémunération de base de la victime mais par référence aux charges réelles.

ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE.

Fournitures pharmaceutiques.

Loi-programme du 22 décembre 1989 (art. 32 à 34), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

Ces dispositions ont pour objet de réduire la progression des dépenses en matière de fournitures pharmaceutiques ; il s'agit, d'une part, d'apporter des ressources financières au système (par la perception d'une cotisation par type d'emballage et par une cotisation sur le chiffre d'affaires des fournitures pharmaceutiques) et, d'autre part, de rapprocher les conditionnements présents sur le marché des nécessités thérapeutiques.

Soins de santé — Appréciation de la quantité.

Loi-programme du 22 décembre 1989 (art. 23 à 31), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

Le code de conduite auquel le médecin est tenu de se conformer en tant que dispensateur de prestations médicales ne fait plus uniquement l'objet de règles disciplinaires et s'inscrit désormais dans un cadre plus général du droit social. Le service du contrôle médical de l'INAMI est chargé de l'instruction des dossiers ; indépendamment de l'appréciation déontologique, les abus de la liberté thérapeutique pourront être soumis à l'appréciation des commissions administratives.

ASSURANCE MATERNITE.

Création.

Loi-programme du 22 décembre 1989 (art. 22), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

Cet article insère dans la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité un titre IVbis qui traite de l'assurance-maternité (art. 61ter à 61octies).

Cette réforme vise à :

- la « solidarisation » de la charge que représente pour l'employeur l'obligation de payer le salaire garanti (durant une période de deux semaines ou d'un mois) en cas de grossesse ou d'accouchement, ce qui entraîne un relèvement du taux de la cotisation patronale pour le secteur des indemnités (voyez la rubrique correspondante, 5.2.1.);
- une meilleure égalité de traitement des travailleuses qui appartiennent au groupe des femmes actives (ouvrières et employées).

Il s'agit d'une prestation réellement spécifique compte tenu de l'éventualité couverte, avec une réglementation propre, tant sur le plan des conditions d'octroi (comme par exemple la possibilité plus étendue de dispense de stage) que de la détermination du montant des prestations, mais qui s'intègre cependant dans les structures institutionnelles existantes.

HANDICAPES.

Allocations.

Loi-programme du 22 décembre 1989 (art. 127 à 140), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

PENSIONS.

Mesures diverses (loi-programme).

Loi-programme du 22 décembre 1989 (Titre III, art. 251 à 288), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

Le Titre III de la loi-programme, relatif aux pensions, comprend 7 chapitres :

1. Prépension de retraite pour travailleurs salariés (art. 251).

Cet article prolonge d'un an, à partir du 1^{er} janvier 1990, le système de prépension de retraite sous une forme quelque peu modifiée.

2. Mesures relatives à l'équilibre financier de la sécurité sociale (art. 252 à 253).

Ces dispositions concernent les subventions de l'Etat au régime des pensions.

3. Mesures concernant les pensions des travailleurs indépendants (art. 254 à 267).

4. Cotisation spéciale à charge de l'employeur sur la prépension conventionnelle (art. 268 à 271).

Cette cotisation est de 1.000 F par mois pour toute prépension conventionnelle.

5. Cotisation spéciale sur les versements en vue d'allouer des avantages extra-légaux en matière de retraite ou de décès prématuré (art. 272 à 276).

Ces dispositions fixent les limites précises de l'assiette de cette cotisation de 3,5 p.c. instaurée par la loi du 30 décembre 1988.

6. Pension anticipée des agents des communes et des Centres publics d'aide sociale qui ont passé avec leur autorité de tutelle une convention de prêt conditionné par des mesures d'assainissement financier (art. 277 à 283).

Ces dispositions exceptionnelles permettent aux institutions visées de mettre d'office à la retraite leurs agents pour autant qu'ils soient âgés de 55 ans au moins et qu'ils comptent, au moment de la mise à la retraite d'office, un minimum de vingt années de services admissibles.

7. Mesures en faveur des victimes de la guerre (art. 284 à 288).

Travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 13 décembre 1989 modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, *Moniteur*, 21 décembre 1989, p. 20662.

Loi du 14 décembre 1989 modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, *Moniteur*, 22 décembre 1989, p. 20905.

PRESTATIONS FAMILIALES.

Améliorations.

Loi-programme du 22 décembre 1989 (art. 42 à 104), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

La principale innovation introduite par ces dispositions consiste en la trimestrialisation du droit qui est désormais acquis sur base de la situation de l'attributaire pendant le deuxième mois du trimestre qui précède le trimestre d'octroi des prestations ; cette mesure entraîne donc une plus grande stabilisation du droit.

En outre, des taux majorés ont été prévus pour faire face à des difficultés particulières (diminution des revenus, handicap de l'enfant, supplément d'âge, etc...).

Ces dispositions comportent, par ailleurs, un certain nombre d'autres améliorations techniques, telles que le paiement des allocations par chèque circulaire.

VACANCES ANNUELLES.

Travailleurs salariés.

Arrêté royal du 7 décembre 1989 modifiant l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, *Moniteur*, 22 décembre 1989, p. 20297.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS COMMERCIAUX DES COMMUNAUTES EUROPEENNES.

CEE — Autriche.

Décision du Conseil, du 21 juin 1989, relative à la conclusion du protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et la république d'Autriche, visant à éliminer et à prévenir les restrictions quantitatives à l'exportation ou mesures d'effet équivalent, *Journal officiel* n° L 352 du 4 décembre 1989, p. 58.

C.E.E. — Etats-Unis.

Décision de la Commission, du 11 décembre 1989, relative à la conclusion de l'arrangement et du consensus avec les Etats-Unis d'Amérique concernant les échanges de certains produits sidérurgiques, *Journal officiel* n° L 368 du 18 décembre 1989, p. 98.

Cet arrangement limite l'exportation vers les Etats-Unis d'Amérique de certains produits sidérurgiques originaires de la Communauté. Il a donné lieu à plusieurs règlements et décisions publiés dans le même journal.

ACCORDS DE COOPERATION.

C.E.E. — Pays parties à la charte du conseil de coopération pour les Etats arabes du Golfe.

Information concernant la date d'entrée en vigueur de l'accord de coopération entre, d'une part, la Communauté économique européenne et, d'autre part, les pays parties à la charte du conseil de coopération pour les Etats arabes du Golfe (l'Etat des Emirats arabes unis, l'Etat de Bahreïn, le Royaume d'Arabie saoudite, le sultanat d'Oman, l'Etat de Qatar et l'Etat de Koweït), *Journal officiel* n° L 360 du 9 décembre 1989, p. 41.

C.E.E. — Hongrie et Pologne.

Règlement (CEE) n° 3906/89 du Conseil, du 18 décembre 1989, relatif à l'aide économique en faveur de la république de Hongrie et de la république populaire de Pologne, *Journal officiel* n° L 375 du 23 décembre 1989, p. 11.

CONTINGENTS D'IMPORTATION.

Pays à commerce d'Etat.

Décision du Conseil, du 6 novembre 1989, relative aux contingents d'importation à ouvrir par les Etats membres à l'égard des pays à commerce d'Etat en 1989, *Journal officiel* n° L 354 du 4 décembre 1989, p. 1.

COOPERATION AU DEVELOPPEMENT.

Fonds pour le financement des prêts à des Etats étrangers.

Arrêté royal du 1^{er} décembre 1989 autorisant le Fonds pour le financement des prêts à des Etats étrangers à contracter des emprunts à concurrence de 2 milliards de francs pour l'année 1989, *Moniteur*, 12 décembre 1989, p. 20275.

7. — DIVERS

AMENDES PENALES.

Décimes additionnels.

Loi-programme du 22 décembre 1989 (art. 326), *Moniteur*, 30 décembre 1989, p. 21382.

Extrait.

Art. 326. — Dans l'article 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales (...), les mots « cinq cent nonante décimes » sont remplacés par les mots « sept cent nonante décimes ».

BILLETS ET PIECES.

Pièces de monnaie libellées en ECU.

Arrêté royal du 30 novembre 1989 relatif à la frappe de pièces de monnaie libellées en ECU millésimées 1989, *Moniteur*, 2 décembre 1989, p. 19756.

CODE JUDICIAIRE (ARTICLE 1409).

Quotités non saisissables des rémunérations.

Arrêté royal du 27 novembre 1989 adaptant les montants fixés à l'article 1409 du code judiciaire, *Moniteur*, 13 décembre 1989, p. 20339.

Cet arrêté adapte les montants fixés à l'article 1409 du Code judiciaire qui se lit dorénavant comme suit :

« Les sommes payés en exécution d'un contrat de louage de travail, d'un contrat d'apprentissage, d'un statut, d'un abonnement ainsi que celles qui sont payées aux personnes qui autrement qu'en vertu d'un contrat de louage de travail, fournissent contre rémunération des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne, peuvent être cédées ou saisies sans limitation pour la partie du montant total de ces sommes qui dépassent 33.000 F par mois civil.

La partie de ces sommes supérieure à 27.000 F et n'excédant pas 33.000 F par mois civil, ne peut être cédée ni saisie pour plus de deux cinquièmes au total ; la part supérieure à 25.000 F et n'excédant pas 27.000 F par mois civil ne peut être cédée ni saisie pour plus d'un cinquième au total.

La part de ces sommes qui ne dépasse pas 25.000 F par mois civil ne peut être cédée ni saisie ;

Le Roi peut adapter tous les deux ans les montants prévus ci-dessus, après avis du Conseil national du travail et en tenant compte de la situation économique.

Cette adaptation entre en vigueur le 1^{er} janvier ».

CROIX-ROUGE DE BELGIQUE.

Accueil de candidats réfugiés.

Arrêté royal du 8 décembre 1989 accordant une intervention financière à la Croix-Rouge de Belgique pour l'accueil de candidats réfugiés, *Moniteur*, 23 décembre 1989, p. 21014.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE.

Exécutif — Répartition des compétences.

Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juillet 1989 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, *Moniteur*, 23 décembre 1989, p. 21029.

SANTE PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENT.

Pollution.

Loi du 16 juin 1989 portant approbation de l'Accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses, et de l'Annexe, faits à Bonn le 13 septembre 1983, *Moniteur*, 28 décembre 1989, p. 21059.

Loi du 20 avril 1989 portant approbation du Protocole portant amendement de la Convention pour la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, fait à Oslo le 2 mars 1983, et modifiant la loi du 8 février 1978 portant approbation de la Convention pour la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, et des Annexes, faites à Oslo le 15 février 1972, et prévoyant certaines dispositions relatives à l'immersion et l'incinération des déchets et autres substances en mer, *Moniteur*, 23 décembre 1989, p. 20998.

Loi du 20 avril 1989 portant approbation du Protocole d'amendement de la Convention de 1974 pour la prévention de la pollution marine d'origine tellurique, fait à Paris le 26 mars 1986, *Moniteur*, 23 décembre 1989, p. 21005.

Loi du 20 avril 1989 portant approbation du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif à la réduction des émissions de soufre ou de leurs flux transfrontières d'au moins 30 p.c., fait à Helsinki le 8 juillet 1985, *Moniteur*, 23 décembre 1989, p. 21007.

Radiations — Information et protection.

Directive du Conseil, du 27 novembre 1989, concernant l'information de la population sur les mesures de protection sanitaire applicables et sur le comportement à adopter en cas d'urgence radiologique, *Journal officiel* n° L 357 du 7 décembre 1989, p. 31.

LISTE DES « CAHIERS » PARUS

Les *Cahiers* reprennent des études qui ne sont pas publiées dans le *Bulletin*. On peut en obtenir un exemplaire ou se faire inscrire sur la liste des destinataires, en s'adressant au Service de Documentation de la Banque Nationale de Belgique (boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles) et en précisant si l'on désire recevoir la version française ou néerlandaise.

- Cahier n° 1 :** Evaluation des incidences budgétaires d'une réduction du pré-compte mobilier de 25 à 10 p.c., par E. Jacobs et Th. Timmermans.
- Cahier n° 2 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises, par M. Asseau et Ph. Quintin.
- Cahier n° 3 :** La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, par J. Claeys et H. Famerée.
- Cahier n° 4 :** L'effet « boule de neige » des charges d'intérêts de la dette publique, par J. Claeys et H. Famerée.
- Cahier n° 5 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1988, par M. Asseau et Ph. Quintin.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

*
**

ASSEAU, M. & QUINTIN, P.

Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1988.

(In : *BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE - CAHIERS, Bruxelles, 5, 1989 12, p. 1-19 + tabl. + ann.*)

BE 16A

BAER, G.D. & PADOA-SCHIOPPA, T.

The Ecu, the common currency and the monetary union.

(In : *ECU, Bruxelles, 9, 1989 10/12, p. 26-27.*)

BE 114

347.734. - 333.139.2 - 347.731.

334.154.1 - 338.8 - 331.04

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs; coordination officielle (mise à jour à la suite de la Loi du 9 mars 1989).

(Aspects et Documents, 95.)

Bruxelles, A.B.B., 1989, 85 p.

BALDWIN, R.

The growth effects of 1992.

(In : *ECONOMIC POLICY: A EUROPEAN FORUM, Cambridge, 9, 1989 10, p. 248-281.*)

GB 18B

333.721. - 333.18 - 381.54
347.751.3

339.0

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Le crédit à la consommation aujourd'hui : objections à une centrale des risques positive.

(Aspects et Documents, 96.)

Bruxelles, A.B.B., 1989, 30 p.

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE.

Statistiques établies sur base des comptes annuels présentés conformément aux schémas prévus par l'A.R. du 8 octobre 1976 + Annexes NACE - Exercice 1987.

Bruxelles, B.N.B., Centrale des Bilans, 1988, div. p.

333.733. - 333.112.3 - 333.133.
333.832.4

350.0 - 350.1 - 350.2
342.4

ASSOCIATION BELGE DES ENTREPRISES HYPOTHECAIRES.

Le crédit hypothécaire en Belgique.

Bruxelles, A.B.E.H., 1989, 56 p.

BARBEAUX, M. & BEUMIER, M.

Administration, parastataux et réforme de l'Etat. (Faculté de Droit de Namur, Centre de Droit Régional.)

Namur, Faculté de Droit, 1989, 131 p.

334.151.20

339.115. - 336.311.2 - 336.314.
333.109. - 333.432.8

BEREGOVOY, P.

Le projet d'union économique et monétaire.

(In : *LES NOTES BLEUES*, Paris, 467, 1989 12 24,
p. 1-10.)

FR 45

BULLETIN...

Les années 90 verront-elles la fin de la crise de
l'endettement?

(In : *BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE*,
Bruxelles, 303, 1989 11, p. 1-11.)

BE 27CF

333.432.8

331.30 - 305.2

BERGSTEN, C.F. et al.

Le système monétaire international ; les vingt-cinq
prochaines années. (Symposium organisé à Bâle le
12 juin 1988 en l'honneur du 25e anniversaire des
conférences Per Jacobsson.)

Bâle, Banque des Règlements Internationaux / Fondation
Per Jacobsson, 1988, V + 60 p.

BULLETIN...

L'économie belge ou les difficultés d'une croissan-
ce non inflationniste.

(In : *BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE*,
Bruxelles, 304, 1989 12, p. 2-12.)

BE 27CF

334.154.1 - 334.151.3 - 334.151.25

339.4

BOONSTRA, W.W.

Het EMU-fonds : ei van Columbus?

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN*, Rot-
terdam, 3736, 1989 12 06, p. 1208-1210 + 1215.)

NL 10

BULLETIN...

Théorie moderne du portefeuille.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK*,
Bruxelles, 39, 1989 12 01, p. 1-6.)

BE 33

334.154.1 - 334.151.28 - 333.600.

338.78

BORDES, C. & DRISCOLL, M.

Intégration des marchés des capitaux en Europe :
résultats des tests d'égalité des taux marginaux de
substitution intertemporels.

(In : *ECONOMIES ET SOCIETES - CAHIERS DE*
L'ISMEA, Paris, 4-5, 1989 04/05, p. 133-164.)

FR 14

BULLETIN...

L'économie des services.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK*,
Bruxelles, 41, 1989 12 15, p. 1-5.)

BE 33

BULLETIN...

Le problème de la dette internationale. En quête de solutions nouvelles.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 1, 1990 01 05, p. 1-6.*)

BE 33

BUZELAY, A.

Convergences et redistributions dans la perspective 1992.

(In : *REVUE FRANCAISE D'ECONOMIE, Paris, 3, 1989 07/09, p. 107-127.*)

FR 64

334.151.21 - 334.151.27

338.751.1

BULLETIN...

Le Système Monétaire Européen à la veille de l'unification du marché.

(In : *BULLETIN DU FMI, Washington, 23, 1989 12 18, p. 374-377.*)

FMI 2F

CAPRON, M.

Cockerill Sambre, de la fusion à la « privatisation » 1981-1989.

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P., Bruxelles, 1253-54, 1989, p. 1-66.*)

BE 28E

334.154.1 - 334.151.28

347.737. - 347.764.

BULLETIN...

Europe : la deuxième directive bancaire préoccupe les établissements des pays tiers.

(In : *BULLETIN DU FMI, Washington, 23, 1989 12 18, p. 378-379.*)

FMI 2F

CLAASSENS, H. & COUSY, H.

Het juridisch kader van de interne verzekeringsmarkt : overzicht en stand van zaken.

(In : *REVUE DE DROIT COMMERCIAL BELGE - TIJDSCHRIFT VOOR BELGISCH HANDELSRECHT, Bruxelles / Brussel, 11, 1989 11, p. 907-934.*)

BE 668 .

307.61

368.611. - 382.0 - 327.1
334.150.5

BULLETIN...

Commerce extérieur. Causes structurelles du déficit commercial croissant.

(In : *BULLETIN DU STATEC, Luxembourg, 6, 1989, p. 130-167.*)

LU 2B

CLAES, W.

Le défi européen.

(In : *CONTACT, Bruxelles, 1989 12, p. 3-16.*)

BE 58AF

336.301. - 336.302. - 336.300.
336.451.

CLAEYS, J. & FAMEREE, H.

L'effet « boule de neige » des charges d'intérêts de la dette publique.

(In : *BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE - CAHIERS, Bruxelles, 4, 1989 11, p. 1-35 + annexes.*)

BE 16A

333.605. - 334.151.25 - 333.662.
333.647

DECLEMY, O.

Le contrat en écus du LIFFE anglais.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EUROPEENNE, Strasbourg, 39, 1990 01, p. 50-52.*)

LU 4

338.040.

CMB-INFORM...

L'entreprise et les mécanismes économiques.

(In : *CMB-INFORM, Bruxelles, 122, 1989 09, p. 8-117.*)

BE 37F

336.204. - 336.207. - 332.830.
310.1 - 339.325.1 - 368.40

DECOSTER, A.

Child allowances as a differentiated lump sum transfer : an empirical application for Belgium. (Public Economics Research Paper, 2.)

Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de K.U.L., 1989, 25 p.

334.151.3 - 334.154.1

CNOSSEN, S.

Belastingharmonisatie in de Europese Gemeenschap.

(In : *ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN, Rotterdam, 3736, 1989 12 06, p. 1204-1207.*)

NL 10

351.2 - 331.04

DE GRAUWE, P.

Milieuvriendelijke groei : utopie of werkelijkheid?

(In : *LEUVENSE ECONOMISCHE STANDPUNTEN, Leuven, 51, 1989 12, p. 1-18.*)

BE 92

334.151.25

COLLIGNON, S.

The commercial use of the Ecu : a victim of EMS-success or an infant industry?

(In : *EBA NEWSLETTER, Paris, 8, 1989 10, p. 62-64.*)

FR 5

339.325.1

DELVAUX, B.

Le seuil de pauvreté.

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve, 140, 1989 12, p. 1-33.*)

BE 33Z

334.151.6

334.154.1 - 334.151.25 - 334.151.20

DEMARTY, J.-L.

La politique agricole commune à la croisée des chemins.

(In : *ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE - C.E.P.I.I.*, Paris, 35, 1988 07/09, p. 27-37.)

FR 51E

DUISENBERG, W.F.

Naar vaste wisselkoersen en vrij kapitaalverkeer.

(In : *DE NEDERLANDSCHE BANK - KWARTAALBERICHT*, Amsterdam, 3, 1989 12, p. 29-33.)

NL 30B

339.325.1

338.046.1 - 333.102.

DILLE, J.

Les dépenses des ménages.

(In : *MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES-APERCU ECONOMIQUE TRIMESTRIEL*, Bruxelles, 3, 1989 10, p. 29-36.)

BE 98EF

DUN & BRADSTREET-EURINFORM.

Dun's 15.000 : Les principales entreprises de Belgique et du Luxembourg - 1990 - De voornaamste ondernemingen in België en Luxemburg.

Bruxelles / Brussel, Dun & Bradstreet-Eurinform, 1989, XVIII + 1411 p.

334.151.25

654

DIOT, L.

Investir en Ecu après la révision du panier.

(In : *NOTES FINANCIERES DE LA BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG*, Luxembourg, 18, 1989 11/12, p. 13-25.)

LU 9

FABRIMETAL...

L'informatique des années '90. (I)

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE*, Bruxelles, 10, 1989 12, p. 15-24.)

BE 69

334.151.21

334.151.54 - 334.154.1

DOWD, K.

The case against a European central bank.

(In : *THE WORLD ECONOMY*, London, 3, 1989 09, p. 361-372.)

GB 63

FITOUSSI, J.-P.

L'Europe, le chômage et 1992.

(In : *REPERES - BULLETIN ECONOMIQUE ET FINANCIER*, Luxembourg, 18, 1989, p. 2-7.)

LU 5B

334.151.27 - 334.151.25 - 334.154.1

339.0 - 339.12 - 338.022.

FOLKERTS-LANDAU, D. &
MATHIESON, D.J.

The European Monetary System in the context of
the integration of European financial markets.

(In : OCCASIONAL PAPER - I.M.F., Washington, 66,
1989 10, p. 1-24.)

IMF 6

GERMAIN, M.

Valeur soustraite, externalités de production et dé-
penses défensives.

(In : BULLETIN DE L'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve,
141, 1989 12, p. 1-27.)

BE 33Z

333.600. - 339.4

650 - 658.300. - 332.0
338.020.

FOUQUET, C.

L'analyse financière en Europe.

(In : EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE ET FI-
NANCIERE EUROPEENNE, Strasbourg, 38, 1989 12,
p. 9-12.)

LU 4

GIDS...

Themanummer : ondernemingen in verandering.

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel,
11, 1989 11, p. 987-1090.)

BE 71

334.154.1 - 334.151.28

336.212.2 - 336.211. - 334.151.3

FOUQUET, C.

Europe financière : bilan positif pour la présidence
française.

(In : EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE ET FI-
NANCIERE EUROPEENNE, Strasbourg, 39, 1990 01,
p. 24-25.)

LU 4

GIOVANNINI, A.

Capital taxation : national tax systems versus the
European capital market.

(In : ECONOMIC POLICY : A EUROPEAN FORUM,
Cambridge, 9, 1989 10, p. 345-386.)

GB 18B

339.115. - 338.340. - 338.341.1
336.311.2 - 382.254 - 382.256.
333.432.8

333.600. - 334.154.1

GEORGE, S.

A fate worse than debt.

London, Penguin Books, 1988, XIV + 300 p.

GRILLI, V.

Europe 1992 : issues and prospects for the finan-
cial markets.

(In : ECONOMIC POLICY : A EUROPEAN FORUM,
Cambridge, 9, 1989 10, p. 388-421.)

GB 18B

GRINBERG, G. & DEKEYSER, T.

Assurance maladie : financement et régulation.
(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P.*, Bruxelles, 1255-56, 1989, p. 3-47.)

BE 28E

HITIRIS, T.

European Community economics : a modern introduction.
New York, *Harvester/Wheatsheaf*, 1988, XVI + 264 p.

334.151.25

GUIMBRETIERE, P.

Ecu basket, the second phase.
(In : *EBA NEWSLETTER*, Paris, 8, 1989 10, p. 51-58.)

FR 5

338.023. - 332.36 - 307.23
338.021.

HOOPER, P. & LARIN, K.A.

International comparisons of labor costs in manufacturing.
(In : *REVIEW OF INCOME AND WEALTH*, New Haven, Conn., 4, 1989 12, p. 335-355.)

US 58

334.151.21 - 334.151.20 - 334.151.27
334.151.25

334.151.21 - 334.151.27

HASSE, R.H.

Die Europäische Zentralbank : Perspektiven für eine Weiterentwicklung des Europäischen Währungssystems. (Veröffentlichung der Bertelsmann Stiftung.)
(Strategien und Optionen für die Zukunft Europas : Grundlagen, 2.)
Guetersloh, Verlag Bertelsmann Stiftung, 1989, 257 p.

IMF...

European Monetary System faces opportunity and challenge in the 1990s.
(In : *IMF SURVEY*, Washington, 23, 1989 12 11, p. 375-377.)
IMF 2E

333.139.1 - 333.139.2

339.0

HAYNES, A.

European regulation, and its likely impact on banking and securities houses.
(In : *JOURNAL OF INTERNATIONAL BANKING LAW*, Oxford, 5, 1989, p. 215-219.)

GB 787

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

Les comptes nationaux de la Belgique 1980-1988.
(In : *I.N.S.-ETUDES STATISTIQUES*, Bruxelles, 88, 1989, p. 5-76.)

BE 67

334.151.25 - 333.451.4 - 333.647.

347.720.1 - 336.207. - 333.604.
333.633.

JENKINS, M.

Liffe launches a 3 month Ecu interest rate futures contract.

(In : *EBA NEWSLETTER*, Paris, 8, 1989 10, p. 17-19.)

FR 5

LAGAE, J.-P. & GORIS, W.

Long-term debt issuance by coordination centers. Legal and tax aspects.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIERE-WEZEN*, Bruxelles / Brussel, 10, 1989 12, p. 595-605.)

BE 134

334.81

334.151.3 - 334.154.1

KLEEN, P.

The safeguard issue in the Uruguay Round. A comprehensive approach.

(In : *JOURNAL OF WORLD TRADE*, Geneva, 5, 1989 10, p. 73-92.)

GB 27

LANCEL, V. & VINCENT, A.

Prélèvements obligatoires et construction européenne.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EUROPEENNE*, Strasbourg, 39, 1990 01, p. 31-35.)

LU 4

334.153.1 - 334.154.1

334.151.20

KOOPMANN, G. & SCHARRER, H.-E.

EC trade policy beyond 1992.

(In : *INTERECONOMICS*, Hamburg, 5, 1989 09/10, p. 207-215.)

DE 15

LANDAU, J.P.

Table ronde : l'union économique et monétaire européenne.

(In : *REVUE FRANCAISE D'ECONOMIE*, Paris, 3, 1989 07/09, p. 158-168.)

FR 64

334.150.2

332.832. - 333.52 - 658.324.

KOZICZINSKI, C.

Mehr « Macht » der Kommission? Die legislativen Kompetenzen der Kommission bei Untätigkeit des Rates.

(In : *EUI WORKING PAPERS*, Florence, 380, 1989, p. 1-102.)

IT 6A

LAURENSSE, G.

Le dossier des pensions : trancher le nœud Gordien.

(In : *CAHIERS CEPES*, Bruxelles, 3, 1989 07/09, p. 3-67.)

BE 149AF

LAUREYS, A.

De opties in de vierde richtlijn.

(In : *ACCOUNTANCY EN BEDRIJFSKUNDE - MAAND-SCHRIFT*, Antwerpen, 8, 1989 11, p. 8-11.)

BE 502

LIERMAN, F.

Solvabiliteit en rendabiliteit van het Belgisch financieuzen in 1988.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIERWEZEN*, Bruxelles / Brussel, 10, 1989 12, p. 567-588.)

BE 134

336.300. - 336.451 - 334.151.3

334.154.33

LE DEM, J. & STERDYNIAK, H.

La situation des finances publiques dans les Etats de la CEE.

(In : *PROBLEMES ECONOMIQUES*, Paris, 2151, 1989 11 29, p. 9-12.)

FR 51A

LINDA, R.

L'antitrust européen et les concurrences de la dernière génération.

(In : *S.E.D.E.I.S. - CHRONIQUES D'ACTUALITE*, Paris, 11, 1989 11 15, p. 390-401.)

FR 10B

334.151.21 - 334.151.25 - 334.151.27

334.151.27

LEIGH-PEMBERTON, R.

The future of monetary arrangements in Europe.

(In : *EBA NEWSLETTER*, Paris, 8, 1989 10, p. 8-16.)

FR 5

LOUW, A.

The future of the European Monetary System.

(In : *ECU*, Bruxelles, 9, 1989 10/12, p. 17-20.)

BE 114

352 - 348.2 - 338.43

334.150.6

LEJEUNE, Y.

Les communes belges en 1989: une autonomie renouvelée dans un Etat neuf?

(In : *CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE - BULLETIN TRIMESTRIEL*, Bruxelles, 169, 1989 07/09, p. 51-60.)

BE 61AF

MATTHIJS, H.

Le système budgétaire des Communautés européennes.

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P.*, Bruxelles, 1257-58, 1989, p. 3-49.)

BE 28E

333.605. - 333.101. - 333.480.
333.600. - 334.154.1 - 334.151.28

333.450.

MAYSTADT, P.

De modernisering van de Belgische financiële markten in Europees perspectief.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIË-WEZEN*, Bruxelles / Brussel, 10, 1989 12, p. 589-594.)

BE 134

MOORE, M.J.

Dual exchange rates, capital controls, and sticky prices.

(In : *JOURNAL OF INTERNATIONAL MONEY AND FINANCE*, Guildford (England), 4, 1989 12, p. 547-558.)

GB 29A

368.611. - 339.115. - 336.311.2

331.01 - 331.101. - 333.481.
333.613

MAYSTADT, P.

Le problème de la dette des pays en développement.

(In : *CONTACT*, Bruxelles, 1989 12, p. 19-28.)

BE 58AF

NERE, J.

Les crises économiques au XXe siècle.

Paris, Armand Colin, 1989, 160 p.

334.151.1 - 334.154.2 - 334.151.28

331.33 - 336.61

MOLYNEUX, P.

The single European market and the implications for large scale bank acquisitions.

(Research Papers in Banking and Finance, 89/8.)

Bangor, Institute of European Finance, University College of North Wales, 1989, 18 p.

NEUMANN, M.J.M.

The appropriate level of regulation in Europe : local, national or community-wide? A roundtable discussion.

(In : *ECONOMIC POLICY : A EUROPEAN FORUM*, Cambridge, 9, 1989 10, p. 467-481.)

GB 18B

307.314. - 314.151.25 - 334.151.27

334.154.1 - 337.544.

MONATSBERICHTE...

Wechselkursentwicklung im Europäischen Währungssystem.

(In : *MONATSBERICHTE DER DEUTSCHEN BUNDESBANK*, Frankfurt/Main, 11, 1989 11, p. 30-38.)

DE 18C

NORMAN, V.D.

EFTA and the international European market.

(In : *ECONOMIC POLICY : A EUROPEAN FORUM*, Cambridge, 9, 1989 10, p. 424-465.)

GB 18B

331.30

334.151.7 - 334.154.1

NOTES...

Notes mensuelles sur la situation économique.

(In : NOTES MENSUELLES SUR LA SITUATION ECONOMIQUE - CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE, Bruxelles, 1989 11, p. 1-28.)

BE 36A

PALINKAS, P.

The EC on the way to an internal energy market.

(In : INTERECONOMICS, Hamburg, 5, 1989 09/10, p. 246-254.)

DE 15

331.30

333.611. - 347.731.

NOTES...

Notes mensuelles sur la situation économique.

(In : NOTES MENSUELLES SUR LA SITUATION ECONOMIQUE - CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE, Bruxelles, 1989 12, p. 1-47.)

BE 36A

PARIBAS...

Les bourses de Bruxelles, Londres, Paris et Amsterdam à l'heure des réformes.

(In : PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES, Bruxelles, 86, 1989, p. 2-23.)

BE 64DF

332.811. - 332.11 - 332.80
332.630. - 332.814. - 332.210.

333.67 - 334.154.33 - 334.154.1

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

La flexibilité du marché du travail; nouvelles tendances dans l'entreprise.

Paris, O.C.D.E., 1989, 79 p.

PEEPERKORN, L.

Fusiecontrole in de EG.

(In : ECONOMISCH STATISTISCHE BERICHTEN, Rotterdam, 3734, 1989 11 22, p. 1163-1165.)

NL 10

339.115. - 336.311.2 - 333.432.8
336.314.

368.43 - 332.832. - 336.024.

OTREMBA, W.

New debt strategies after the Brady plan.

(In : INTERECONOMICS, Hamburg, 5, 1989 09/10, p. 241-245.)

DE 15

PEPERMANS, G.

Retirement decisions in a discrete choice model and implications for the government budget: the case of Belgium.

(Public Economics Research Paper, 3.)

Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de K.U.L., 1989, 30 p.

PER-ARNE STROEM

EC integration of financial services.

(In : *SVERIGES RIKSBANK - QUARTERLY REVIEW*,
Stockholm, 3, 1989 07/09, p. 21-28.)

SE 2

SCHOEDERMEIER, M.

The EEC insider directive approaching final adoption.

(In : *JOURNAL OF INTERNATIONAL BANKING LAW*,
Oxford, 5, 1989, p. 234-238.)

GB 787

338.43 - 338.340. - 382.256.

334.151.54 - 334.154.1

RECENT...

Kempinaire, A. : Recent trends in development co-operation and Belgium's development policy. (In : Recent trends in international development.)
Antwerp, Institute for Administrative Studies, State University of Antwerp, 1988, 17-28 p.

SCHUMACHER, D.

Employment effects of the European internal market.

(In : *INTERECONOMICS*, *Hamburg*, 6, 1989 11/12, p. 259-267.)

DE 15

333.67 - 338.048. 658.47
658.313. - 322.18 - 347.728.6
334.154.33

339.312.5

REVUE...

L'acquisition des entreprises à la recherche d'un équilibre en Europe.

(In : *REVUE DE DROIT DES AFFAIRES INTERNATIONALES / INTERNATIONAL BUSINESS LAW JOURNAL*,
Paris, 4/5, 1989, p. 363-734.)

FR 727

SERVICE...

Belgique : investissements.

(In : *SERVICE DE CONJONCTURE - IRES*, *Louvain-la-Neuve*, 1989 12, p. 44-49.)

BE 87

333.612. - 333.646.

331.30

SCHOCKERT, A.

Les introductions en Bourse en Belgique.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, *Bruxelles*, 5/6, 1989 12, p. 427-438.)

BE 131A

SERVICE...

Rien n'a changé, mais tout est différent.

(In : *SERVICE DE CONJONCTURE - IRES*, *Louvain-la-Neuve*, 1989 12, p. 1-55.)

BE 87

SIAENS, A.

Pourquoi si peu de multinationales belges?

(In : REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles, 5/6, 1989 12, p. 387-390.)

BE 131A

THOMSON, R.M. et al.

Europe 1992 : strategic implications for financial services.

(In : THE WORLD OF BANKING, Washington D.C., 6, 1989 11/12, p. 3-17.)

US 55

334.154.1 - 334.151.28

338.78 - 331.30

STEINHERR, A.

Stony road to an integrated financial market.

(In : EUROPEAN AFFAIRS, Amsterdam, 4, 1989, p. 61-65.)

NL 27

TIMMERMANS, P.

De diensteneconomie in België sedert 1960.

(In : MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES-APERCU ECONOMIQUE TRIMESTRIEL, Bruxelles, 3, 1989 10, p. 77-94.)

BE 98EF

348.50 - 336.214. - 347.720.0

334.154.1 - 334.16

STUDIECENTRUM ONDERNEMINGS-
GROEPEN / CENTRE D'ETUDES DES
GROUPES D'ENTREPRISES.De fiscaalrechtelijke erkenning van vennootschaps-
groepen. La reconnaissance des groupes de sociétés
en droit fiscal. (Verslagen v/h colloquium - Brus-
sel / Bruxelles, 03-04/12/1987 - Actes du colloque.)
*Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1989,
XII + 353 p.*

TOMANN, H.

EC internal market : an opportunity for CMEA
countries?*(In : INTERECONOMICS, Hamburg, 6, 1989 11/12,
p. 303-308.)*

DE 15

334.154.1

368.3

TAUCHER, G.

1992 : a competitive revolution in the making.

*(In : EUROPEAN AFFAIRS, Amsterdam, 4, 1989,
p. 53-60.)*

NL 27

UNION PROFESSIONNELLE DES ENTRE-
PRISES D'ASSURANCE.

L'assurance sur la vie aujourd'hui.

*(Cahier de l'Assurance, 89/1.)**Bruxelles, Union Professionnelle des Entreprises d'Assu-
rance, 1989, 33 p.*

VALENNE, P.-M.

Luxembourg, une place financière importante, efficace et solide.

(In : REPERES - BULLETIN ECONOMIQUE ET FINANCIER, Luxembourg, 18, 1989, p. 8-10.)

LU 5B

VAN WESEMAEL, E. et al.

Analyse de la conjoncture.

(In : MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES-APERCU ECONOMIQUE TRIMESTRIEL, Bruxelles, 3, 1989 10, p. 4-27.)

BE 98EF

332.604. - 339.230. - 336.201.
368.40

331.30 - 331.061.

VANHEUSDEN, K.

L'expatriation de personnel. Incidence sur la fiscalité et la sécurité sociale.

(In : INFORMATIONS DU COMMERCE EXTERIEUR, Bruxelles, 20, 1989 12, p. 19-29.)

BE 25

VERFAILLE, G.

De Belgische economie : volledig hersteld?

(In : MAANDSCHRIFT ECONOMIE, Groningen, 6, 1989, p. 430-441.)

NL 5

321.68

334.151.25

VAN ORSHOVEN, P.

Brussel anno 1989. Een derde gewest; een enige agglomeratie, drie gemeenschapscommissies en ... een vierde gemeenschap.

(In : RECHTSKUNDIG WEEKBLAD, Antwerpen, 14, 1989 12 02, p. 449-466.)

BE 655

VISSOL, T.

La révision du panier de l'Ecu juin-septembre 1989 et ses enseignements.

(In : ECU, Bruxelles, 9, 1989 10/12, p. 8-16.)

BE 114

331.061. - 330.3

334.151.27 - 334.151.20

van VLIMMEREN, J.C.G. et al.

Composition and pattern of the forecast uncertainty due to unreliable data.

(C.P.B.-Research Memoranda, 62.)

The Hague, Central Planning Bureau, 1989, 28 p.

VOLLENDUNG...

Die Vollendung des Europäischen Währungssystems : Ergebnisse einer Fachtagung. (Veröffentlichung der Bertelsmann Stiftung.)

(Strategien & Optionen für die Zukunft Europas : Arbeitspapiere, 3.)

Guetersloh, Verlag Bertelsmann Stiftung, 1989, 72 p.

336.212.2

VUCHELEN, J. & DE PRYCK, G.

De roerende voorheffing en de Belgische rente.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT*, Leuven, 4, 1989 12, p. 405-432.)

BE 171

334.151.26

WOUTERS, J.

La libération des mouvements de capitaux au sein de la Communauté européenne.

(In : *REVUE INTERNATIONALE DE DROIT ECONOMIQUE*, 1050 Bruxelles, 3, 1989, p. 303-350.)

BE 773

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique et Luxembourg : FB 500,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays européens : FB 750,—. Autres pays : voie normale : FB 750,— voie aérienne : FB 1.550,—
Prix du numéro séparé	{ Belgique et Luxembourg : FB 50,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays européens : FB 75,—. Autres pays : voie normale : FB 75,— voie aérienne : FB 155,—

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Recettes à ventiler - Service Documentation », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
